

150150

Supplément « Initiatives »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 14299 — 5 F

MERCREDI 16 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les dernières tentatives pour régler la crise du Golfe avant l'expiration de l'ultimatum

## Les Etats-Unis ont refusé le plan proposé par la France

### L'obstination de Paris

JUSQU'À l'ultime minute de cette si longue crise du Golfe, la diplomatie a conservé ses droits, grâce à la persévérance française. Lors de sa conférence de presse du 9 janvier, M. Mitterrand avait promis qu'il ferait tout jusqu'au 15 janvier à minuit — voire au-delà — pour sauver la paix. Il a tenu parole. Avant d'entrer une dernière fois en scène, la France a attendu qu'un sort le secrétaire général des Nations unies, M. Pérez de Cuellar, revenu bredouille et découragé de Bagdad.

Jusqu'au bout, Paris aura tout naturellement centré son action sur le Conseil de sécurité, en première ligne depuis le retour en grâce et en force de l'ONU. La France l'a saisi d'un texte en six points, qui s'ouvre sur un appel à la raison lancé aux dirigeants irakiens. Ceux-ci sont conviés à « annoncer sans autre délai » leur intention de se retirer du Koweït. Cet engagement pris, les Nations unies participeraient à l'envoi sur place d'une force multinationale. En contrepartie, le Conseil promettait de « contribuer activement » au règlement du problème palestinien, par la convocation d'une conférence internationale « au moment approprié ».

CONSCIENTE de la difficulté que de temps, la France a d'emblée renoncé à faire adopter ce texte sous la forme d'une résolution du Conseil, se contentant d'une simple déclaration, dépourvue de force contraignante. Mais c'était encore trop aux yeux des Etats-Unis. La référence à la teneur, le jour venu, d'une conférence de paix au Proche-Orient n'est pourtant plus un sujet tabou pour l'Amérique depuis que celle-ci en a accepté la principe le mois dernier, précisément dans une déclaration du même Conseil de sécurité.

Le raton américain L'embarras de M. Gorbatchev France obéit à d'autres considérations. Sachant que M. Saddam Hussein tient par-dessus tout à lier son nom et celui de l'Irak à une amorce de solution du conflit israélo-palestinien — ce qui lui permettrait de sortir de la crise en sauvant la face —, l'administration Bush n'est évidemment pas disposée à lui faire un tel cadeau. Aussi continue-t-elle de s'opposer farouchement à tout dialogue diplomatique qui établirait de près ou de loin un lien quelconque entre l'annexion du Koweït et l'autre laniérisant conflit du Proche-Orient.

Surtout, pour Washington, les dés sont jetés. Semblant désespérer de la diplomatie et ne plus attendre du président irakien le geste qui, au dernier moment, modifierait le cours de l'Histoire, l'Amérique serre les rangs et se prépare à la guerre. Son adversaire, s'affichant tout aussi résolu, se dit prêt à relever le défi des armes. Cette double fermeté réduit presque à néant la marge de manœuvre des diplomates. Tirant les conséquences de cette marche vers l'impasse, M. Roland Dumas a renoncé, en ce 15 janvier fatidique, à se rendre à Bagdad.

M0147 - 01160 - 5.00 F



### Abou Iyad, numéro deux de l'OLP, assassiné en Tunisie

Le plan de paix présenté lundi 14 janvier par le France au Conseil de sécurité des Nations unies pour tenter de trouver une solution à la crise du Golfe a été rejeté par les Etats-Unis avant même d'être formellement discuté. L'URSS, en revanche, a soutenu cette initiative. En fin de matinée, le Quai

d'Orsay faisait savoir que le « réalisme » obligeait à renoncer à l'idée d'un voyage in extremis de M. Roland Dumas à Bagdad. Le numéro deux de l'OLP, Salah Khalaf, plus connu sous le nom d'Abou Iyad, a été assassiné avec deux de ses adjoints, à Tunis, au cours de la nuit de lundi à mardi. De

source officielle tunisienne, on indiquait en fin de matinée que le meurtrier, un garde du corps passant pour être un transfuge du groupe dissident d'Abou Nidal, avait été arrêté en compagnie d'une dizaine d'autres Palestiniens. Le gouvernement israélien a démenti toute responsabilité dans cet assassinat.

### Vingt-neuf pays face à une forteresse

« L'Ourse a un gros mariage et il va frapper ! » En dépit de la situation, qui ne prête pas à sourire, cette plaisanterie codée en guise d'avertissement aux Irakiens court dans les états-majors, comme ces messages de Londres destinés aux résistants pendant la seconde guerre mondiale.

L'« Ourse », c'est l'un des surnoms dus à sa corpulence — avec « Norman la Tempête » — du général américain Norman Schwarzkopf, qui commande l'opération « Boudier du désert » en Arabie saoudite.

Le marteau, c'est précisément cet instrument militaire de gros calibre que se sont progressivement donnés les Etats-Unis pour chasser M. Saddam Hussein du Koweït, envahi par son armée.

A elles seules, les troupes américaines représentent, toutes catégories confondues, les deux tiers des forces qu'une alliance anti-irakienne de vingt-neuf pays différents, composant la plus hétéroclite des coalitions militaires jamais constituées, a déployées sur le sol saoudien en six mois. Les autres unités forment, en quelque sorte, un appoint, des « supplétifs » aux troupes américaines, qui ont démontré, en la circonstance, leur maîtrise à projeter une « machine de guerre » complète à plus de 15 000 kilomètres de chez elles.

Si certains de leurs alliés ont donné l'impression, après l'invasion du Koweït par l'Irak, de vouloir gérer la crise du Golfe par une manœuvre plus politique

que militaire, les Etats-Unis ont paru, de nouveau, se laisser enfermer par leur culture stratégique qui les incite toujours, en pareille circonstance, à réduire les grands moyens avant de réagir. Les délais requis par la logistique de guerre américaine pour amener sur place le « gros bâton » jugé indispensable à la capitulation de l'Irak ne participent pas d'une quelconque « gestulation » de crise, comme le disent les spécialistes. Ils ont d'abord été une contrainte de technique militaire avec laquelle les diplomates ont dû composer dans leurs réflexions.

JACQUES ISNARD  
Lire la suite page 4

### La piste Abou Nidal

TUNIS

de notre correspondant

Le bras droit de M. Yasser Arafat à la direction du mouvement Fath, Salah Khalaf (Abou Iyad), qui était aussi le chef des services de sécurité et de renseignement de l'OLP, et Ayel Abdelhamid (Abou El Oul), ont été assassinés, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 janvier, à Carthage, dans la banlieue de Tunis. Une grande confusion entourait encore, mardi matin, les conditions dans lesquelles le drame s'est déroulé, et aucune indication officielle n'a été fournie, ni par les autorités tunisiennes, ni par la direction de l'OLP. Selon des membres de la communauté palestinienne, c'est lundi soir, peu après 23 heures, que l'un des

gardes du corps palestiniens d'Abou El Oul a ouvert le feu sur celui-ci ainsi que sur Abou Iyad qui lui rendait visite. Un conseiller d'Abou Iyad, Abou Mohamed El Omri, a aussi été tué dans la fusillade. L'homme, armé d'un fusil d'assaut Kalachnikov — l'arme préférée des combattants palestiniens — aurait fait irruption dans la pièce où se trouvaient les trois responsables et aurait tiré sur ces derniers, pratiquement à bout portant.

Des voisins ont rapporté qu'ils avaient entendu, pendant près d'un quart d'heure, les rafales espacées d'une arme automatique venant de la villa, théâtre de la tuerie.

MICHEL DEURÉ  
Lire la suite page 12

Les conséquences économiques d'un conflit

### Les scénarios de l'imprévisible

Les marchés pétroliers et financiers ont à nouveau connu, lundi 14 janvier, une journée mouvementée. Les cours du pétrole ont augmenté, alors que les marchés boursiers européens ont chuté.

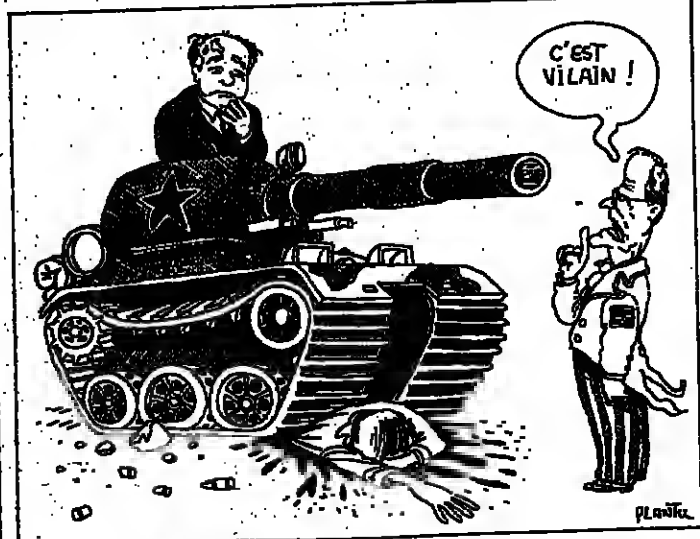
Les milieux financiers s'inquiètent face aux conséquences, imprévisibles, d'une guerre. Ils n'ont pour l'instant que quelques rares certitudes : les marchés vont rester très volatils ; le conflit armé coûtera cher. Sur un an, 30 milliards de dollars (160 milliards de francs) selon les estimations officielles américaines.

Lire pages 24 et 25

les articles d'ERIK IZRAELWICZ, de SERGE MARTI et de MARC ROCHE

### L'embarras de M. Gorbatchev

En justifiant l'intervention à Vilnius, le Kremlin donne des gages aux conservateurs



MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le « centre » n'a donné aucun ordre, mais il couvre, il justifie même ce qui s'est passé à Vilnius, sans pour autant aller jusqu'au bout des demandes des ultras : telle est l'impression

qu'on donne les nombreuses déclarations entendues à Moscou, lundi 14 janvier, au lendemain des violences en Lituanie. Le plus embarrassé de tous est M. Gorbatchev, dont la longue intervention, en soirée, devant les députés, a laissé une impression d'improvisation et de décalage. Le président soviétique

était sur la défensive, tant vis-à-vis des forces antinationalistes en Lituanie, auxquels il s'a toujours pas promis « l'administration présidentielle » qu'elles réclament, qu'à l'égard des libéraux, lesquels, tel M. Elstine, lui reprochent d'avoir soufflé sur le feu par son appel comminatoire de la semaine dernière au Parlement lituanien.

A l'adresse des « durs » et des militaires, M. Gorbatchev a repris tous leurs arguments sur les « abus de pouvoir » de la direction lituanienne. Il ne s'est pas pardonné à M. Landsbergis de l'avoir pris de court, en mars 1990, avec sa déclaration d'indépendance votée « en une soirée », d'une manière qui s'apparente à « un coup d'Etat constitutionnel ». Le président soviétique a décrit comme « très imprudent » l'entretien téléphonique qu'il a eu lundi avec son homologue de Lituanie, ajoutant qu'il est « très difficile de dialoguer avec une République si celle-ci est dirigée par des personnes de ce type ».

MICHEL TATU

Lire la suite et nos informations page 14



MICHEL DEON

LES TROMPEUSES ESPÉRANCES

roman

rrf

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre-Pays-Bas, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 178 PTA ; Grèce, 70 p ; Italie, 180 Lit ; Japon, 90 p ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; République Fédérale de Yougoslavie, 1,70 FB ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

Proche-Orient

## La double contrainte

par Edgar Morin

Il y a de nombreuses régions éruptives dans le monde. Mais une grande faille sismique traverse le Moyen-Orient, parce que celui-ci est la zone de rencontres violentes et d'interférences dramatiques entre tout ce qui s'oppose platement : Occident et Orient ; Nord et Sud ; islam, christianisme et judaïsme ; laïcité et religion ; modernisme et fondamentalisme. Toutes ces oppositions surdéterminent les antagonismes entre des États récents, aux frontières arbitraires, aux nationalismes exacerbés, englobant chacun une ethnie ou une religion qu'ils oppriment.

C'est évidemment dans ce contexte que se situe l'invasion du Koweït par l'Irak, et cet acte serait l'un des débris de droit parmi d'autres dans la région s'il ne constituait une menace pour les ressources pétrolières des puissances et s'il ne manifestait pas une ambition dominante sur le monde arabe. Dans ce cas, on comprend que divers motifs de sécurité aient pu coïncider contre l'Irak, d'une part, un nombre important d'États arabes, d'autre part, les grandes puissances occidentales. Toutefois, cela ne suffit pas à déclencher une croisade pour le droit, car une telle croisade devrait alors concerner bien d'autres, à commencer au Moyen-Orient.

## Une morale à sens unique

Mais, à-t-on justement dit, il faut bien commencer, et ce commencement fut possible parce que la disparition de l'antagonisme fondamental URSS-États-Unis a fait place à l'unité, laquelle a permis la formation, non seulement d'une vaste et diverse coalition, mais surtout d'un consensus au Conseil de sécurité, donnant enfin au monde l'espoir que l'institution internationale, mise par et pour le Koweït, serait dans le futur capable de s'opposer, s'il le faut, à l'agression, aux politiques et à la régulation des conflits surgissant dans les diverses régions du monde.

Toutefois, il nous est apparu trop lentement que la volonté américaine de localiser l'action onusienne sur le seul Koweït, c'est-à-dire de décontextualiser le problème, allait finalement

saper la résurrection de l'ONU qu'avait provoquée ce même problème. En effet, l'internationalisation de l'affaire irako-koweïtienne devrait conduire logiquement à intégrer le problème irako-koweïtien dans son contexte éruptif. La décontextualisation est injustifiable du point de vue géopolitique et du point de vue éthique : on ne peut pratiquer le « deux poids deux mesures ». Même si l'on ne peut identifier l'un à l'autre le problème palestinien, le problème libanais, le problème kurde et le problème koweïtien, il y a dans tous ces cas domination politico-militaire et atteinte aux droits des peuples. La décontextualisation rend aussi aveugle : tous les calculs et toutes les prévisions qui s'effectuent dans le seul cadre techno-militaire d'une guerre contre l'Irak ignorent l'impondérable et l'imprévisible, les contaminations et les interactions, les oublis l'identité, la subjectivité, la croyance, l'attachement, les passions collectives du contexte, tout ce qui se déchaînera inévitablement dans la guerre et après la guerre.

Par contre, la contextualisation nous est progressivement apparue comme la seule chance pour obtenir sans guerre le retrait irakien du Koweït. Et ce n'est pas parce que Saddam Hussein en a fait une condition de négociation qu'il faut la refuser, selon le lamentable argument « il ne faut pas faire le jeu de l'ennemi », toujours employé pour s'aveugler soi-même.

De fait, l'insistance américaine à isoler le problème irako-koweïtien a en des effets de plus en plus néfastes. Elle accentue aux yeux d'observateurs de plus en plus nombreux la faiblesse morale d'une morale à sens unique. Elle accentue tous les antagonismes présents dans le Moyen-Orient et les élargit bien au-delà, enflammant notamment auprès de larges masses arabes l'opposition Islam-Occident. Elle permet la magnification du mythe tout nouveau de Saddam Hussein, devenu héros de l'islam et héros du tiers-monde. Elle exacerbe l'anti-islamisme qui, s'il y a guerre, va créer une nouvelle vague antijudaïque dans le monde. L'accroissement simultané de l'énorme pression militaire et de la jactance méprisante de Saddam

Hussein, jusqu'à la limite de l'ultimatum, amplifie le cercle vicieux d'un processus qui, en voulant le diaboliser, divinise le dictateur implacable en héros-idole arabe, islamique, tiers-mondiste.

Nous avons vécu toute cette histoire, d'août 1990 jusqu'au mercredi 9 janvier 1991, en téléspéctateurs somnambules, vivant au jour le jour le défilé alternatif des nouvelles optimistes-pessimistes, assimilant inconsciemment le suspense à celui d'un film hollywoodien, convaincus par conséquent non moins inconsciemment que tout se terminerait par un happy end. C'est l'échec de la résistance à l'agression, c'est le Koweït qui nous a précipités dans le cauchemar éveillé. Nous nous sommes vus dans le *Titanic* fonceur vers l'échec du 15 janvier. D'où la réaction pacifiste soudaine en France, comme dans tous les pays concernés, et qui du reste prit une forme noble et élevée au Congrès américain.

## Focalisation sur le Koweït

Il y a dans cette réaction une prise de conscience d'absurdité. C'est tout d'abord l'absurdité de la guerre, et toute de guerre, qui éveille à nouveau le pacifisme « intégral » pour qui rien ne peut jamais justifier une guerre. Mais il y a aujourd'hui aussi, et surtout, l'absurdité spécifique d'une situation où la guerre pourrait peut-être être évitée et où intégrer la question irako-koweïtien dans son contexte international sur le Moyen-Orient.

Dés lors, on se rend compte, malheureusement très tard, qu'il nous faut à la fois le début nous porter sur deux fronts : celui, pleinement assumé, d'imposer à l'Irak la menace militaire, mais aussi celui, à peine ouvert, d'une pression sur les États-Unis pour qu'ils acceptent le principe de la conférence internationale. Ce « dialogue » n'est pas une négociation, c'est une négociation qui jussierait la guerre contre lui, s'il se maintenait au Koweït. Ce lien entre le problème irako-koweïtien et les problèmes du Moyen-Orient n'est pas une invention de l'Irakien, c'est un lien géographique, historique et poli-

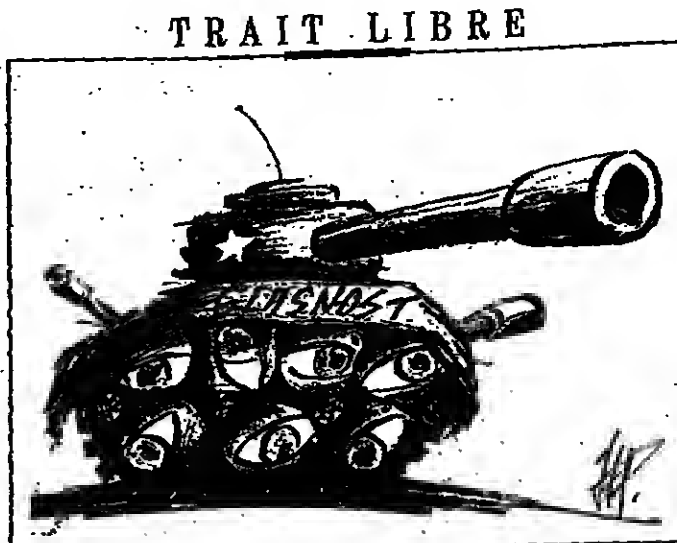
tique. C'est un lien qui deviendra fatal si on ne le reconnaît pas, qui deviendra salubre si nous pouvons l'envisager et le traiter.

De toute façon, la situation créée par l'isolement de l'affaire du Koweït a déjà provoqué ses effets nocifs. Une guerre par refus de négocier sur la question palestinienne disqualifierait la coalition militaire si Israël est entraîné dans la guerre. De plus, alors que l'action pour une solution négociée d'ensemble renforcerait le rôle amorcé de l'ONU, la guerre qui résulterait du refus de la conférence internationale détruirait l'autorité nouvelle de l'ONU. Par ailleurs, on voit que l'isolement focalisation sur le Koweït, non seulement fait oublier le despotisme de bien des alliés antirakien, mais a permis que la Syrie parvienne tranquillement à phagocytation du Liban et favorise l'intervention réactionnaire de l'URSS dans les pays balkans.

En dépit de l'attitude de l'Espagne, de l'Italie, de la France, favorables à la conférence internationale et à l'examen subséquent de la question palestinienne, aucun de ces pays, encore moins l'Europe en tant que telle, n'a pu exercer une pression d'allié conditionnel sur Bush en même temps que la pression d'ennemi éventuel sur Saddam Hussein. Les événements ont donc suivi la pente fatale.

François Mitterrand a bien vu les deux aspects du problème. Mais il a alterné leur traitement au lieu de le faire simultanément. Ne lui faudrait-il pas maintenant s'élever au-dessus de son rôle de chef d'État et devenir le porte-parole d'une sagesse qui englobe et dépasse la politique, le visionnaire de la conscience planétaire qui pose au monde, à l'Amérique et à l'Irak l'exigence fondamentale de la double contrainte qui, seule, peut éviter la guerre en obtenant la libération du Koweït, et si elle est refusée par l'Irak, la justice.

S'il y a la guerre dans les conditions actuelles, on aura raté la chance historique de commencer à traiter de façon civilisée les terribles problèmes du Moyen-Orient, on sera enporté dans une embarras historique dont on ne sait jusqu'où elle nous entraînera et où elle nous fera cultiver.



Démocraties

## L'après-guerre est commencé

par Bernard Kouchner

QUE les armes parlent au Moyen-Orient ou qu'elles se taisent, que les victimes se comptent, hélas, par milliers ou par dizaines de milliers, l'après-guerre du Golfe est commencé. Il conditionne une nouvelle attitude des démocraties. Il impose une morale en politique.

Les foules pacifistes, qui défilèrent le week-end dernier pour que l'ONU s'accommodât des méthodes de l'homme de Bagdad, confortent une des dictatures les plus sanguinaires de la planète. Des communistes que l'occasion réanime, une extrême droite antisémite qui pense que les Juifs manipulent cette crise, des écologistes tendance vert-de-gris, des pacifistes de principe et de nombreux citoyens que l'absence de débat et d'explications pousse à ce qu'ils considèrent comme une prudence familiale constituée la curieuse coalition des partisans des démocraties.

## Le réveil des peuples et des religions

Il a pu apparaître à d'autres que nous avançons vers une juste guerre avec de mauvaises raisons, le Koweït et son régime ne représentant pas le comble du progrès, pas plus que l'Arabie saoudite. Nous défendons les frontières d'un État, certes, mais nous nous élevons aussi contre la terreur, la torture et l'assassinat dirigés en mode de gouvernement. L'atrocité commise par des troupes de Saddam Hussein au Koweït n'était qu'un reflet d'une méthode employée en Irak depuis plus de quinze ans. Mais ce sont les souffrances des opposants et des démocrates assassinés à celles des populations kurdes gazées, leurs villages rasés, ne faisaient défilé alors dans nos villes les mêmes partisans de la servitude des autres. Des hommes mouraient, et ils se sortaient pas dans les rues. Pas plus d'ailleurs qu'ils ne s'indignaient des libanais mais-mêmes ou des changements instantanés de coalitions dans le monde arabe.

Nous avons opté pour le respect du droit international. Cette attitude courageuse impose un moment plus bas que par le passé, interdit les renoncements et contraind les diplomates.

Saddam Hussein est devenu le héros des foules du Moyen-Orient et je crois que l'absence d'explications claires lui facilite la tâche. Nous mettons trop notre drapeau dans nos poches et celui de l'ONU. Quelle que soit l'issue des batailles ou des conférences, nous n'osons pas finir avec le monde arabe pour avoir choisi d'affronter celui qui les représente si mal à nos yeux et si bien aux leurs. La crise du Golfe ne se réduit pas à l'occupation du Koweït. Il s'y amorce un combat Nord-Sud, une lutte biaisée des riches contre les pauvres et, je le crains, un durable affrontement avec une partie du monde arabe. Médions-nous du réveil des peuples et des religions. Ce que l'on nomme la frustration arabe est un curieux mélange d'envie et de dégoût à notre égard. Il s'y mêle des concurrences religieuses, des différences de société, des oppositions de mœurs et des aspirations de comportements. Des assauts démographiques à la cooptation idéologique, les affrontements

revêtiront d'autres formes qu'une bataille de chars.

De très nombreux Arabes et musulmans, à travers le monde, ont pris du poids pour faire et cause pour Saddam Hussein sans vraiment approuver sa dictature. Ils parlent de dignité retrouvée et de fierté future. Ce sont des sentiments qu'il ne faut pas négliger. Et ils n'ont pas tort de rappeler que nous avons souvent manqué aux principes que nous mettons en avant aujourd'hui. Nous avions une indignation à géométrie variable. L'après-guerre du Golfe impose une autre attitude. Nous payons tardivement nos dettes à la vertu.

Toutes les résolutions de l'ONU méritent un nouvel examen. Celle qui crée l'État d'Israël, ne lui a-t-elle pas donné le droit de vie et de mort ? L'ONU, elle aussi, ne lui a-t-elle pas donné le droit de vie et de mort ? Nous devons appliquer au plus vite nos principes à propos de ces textes restés en suspens, du Moyen-Orient au Tibet. L'ONU du nouveau consensus mondial devrait pouvoir garantir efficacement les frontières, celles d'Israël comme celles du futur État palestinien. Il faudra se montrer pour le Liban aussi ferme face à Hafez El Assad que nous le sommes devant Saddam Hussein. Il nous faudra oser aborder les problèmes posés par les Kurdes, peuple écartelé entre cinq frontières. Sans parler de la répartition des richesses pétrolières et de quantité d'autres choses. L'après-guerre du Golfe devra nous trouver plus enclins à soutenir nos amis et les démocrates à travers le monde. Nous le devons aux Arabes modérés comme à nous-mêmes.

## Suspendre l'aide à l'URSS

Ni l'arithmétique des cadavres ni les situations de droit ne sont identiques : pourtant les chenilles des chars laissent la même trace à Vitebsk et au Koweït.

Nous avons armé Saddam Hussein contre Khoméini, invoquant le moindre mal, et le voilà capable d'utiliser nos armes contre nous. Nous soutenons Gorbatchev le réformateur et celui-ci, à contre-courant de l'histoire, maintient les pays balkans sous tutelle armée. Seul bien entre ces situations dissemblables : l'immoralité. Alors que nous cotendons être les chevaliers blancs de la morale. Ne convient-il pas que l'Europe suspende son aide à l'URSS et que nous apportions notre soutien aux pays balkans pour l'instant : car nous pensons que les enfants d'Arménie ne sont pas responsables du comportement de l'armée rouge. On ne peut pas un gouvernement ou punissant son peuple. Cette position entraîne ailleurs, dans le reste du monde, la même éthique de la cohérence et un humanisme de la rigueur. De la Chine à l'URSS, de la Somalie à la Libérie, dans chaque pays d'Afrique, des Touaregs aux Erythréens, les peuples et les hommes humbles, on asservis doivent pouvoir faire appel à nous, être enfin entendus et secourus.

Notre pays se doit d'initier cette politique et cette moralité d'après la crise du Golfe.

► Bernard Kouchner est secrétaire d'État chargé de l'action humanitaire.

Dissuasion

## Nos armes nucléaires

par André Giraud

L'ARMEMENT nucléaire procède, comme on le sait, par une dissuasion. Il s'agit en premier lieu, par une menace de destruction massive à l'égard d'un ennemi potentiel, de le dissuader de tout projet attentatoire à la vie même de la nation (« les intérêts vitaux »). Il faut alors pouvoir infliger à l'ennemi, après prise en compte des défenses, des destructions plus étendues que l'ennemi que l'on représente soi-même. On appelle cela la dissuasion « stratégique ».

Mais l'emploi d'uo tel système n'est pas crédible en cas de conflit limité, ou même en cas de début de conflit conventionnel, dont on se sait s'il est destiné à s'étendre, ou au contraire à rester au niveau d'un différend frontalier. On s'équipe alors pour un autre échelon de dissuasion, celui qui, ne portant que sur des effets limités, voire limités à des objectifs militaires, est destiné à donner l'ultime avertissement, et par conséquent à dissuader de l'emploi des armes conventionnelles.

Les décisions à prendre sur l'évolution de notre armement nucléaire ne consistent pas, comme on l'entend parfois, à savoir par quel on doit remplacer les composantes stratégiques vieillissantes. Ces décisions doivent prendre en compte les changements constatés, ou prévisibles, dans les équilibres du monde comme dans les progrès technologiques.

Quels sont donc les problèmes de défense que nous devons être à même de résoudre en présence d'un nouveau système d'armes, c'est-à-dire entre 2000 et 2025 ? Ils paraissent se résumer aux trois questions suivantes :

1. - Comment faire en sorte que la dissuasion stratégique continue à être assurée par nos armes à l'égard d'un ennemi potentiel, par une frappe préventive ? Pour les prochaines années en tout cas, la composante formée par les sous-marins nucléaires de nouvelle génération qui entrent en service avant la fin du siècle, armés des systèmes M45 à têtes multiples, répond parfaitement à la question, et en particulier aux conditions capitales que doit remplir une telle composante : être indéfectible pour ne pas pouvoir être détruite par une

frappe préventive : être capable d'assurer des destructions massives, à des distances qui - pour fixer les idées - vont au-delà de Moscou.

Toutefois, personne ne peut garantir qu'un progrès technologique (pensons par exemple aux progrès de la supersonicité) ne rendra pas possible la détection des sous-marins. On le verra venir. Mais il faut être prêt à compléter alors, dans un délai assez bref (vingt à dix ans), la composante sous-marine par un autre système indéfectible.

2. - Quel sort réserver au plateau d'Albion ? On sait que les progrès des missiles en précision, en précision et en puissance, ne permettent plus de garantir l'invulnérabilité du plateau d'Albion. Sa destruction préventive n'est cependant pas certaine, et cette installation présente toujours l'avantage d'obliger l'ennemi à prendre la responsabilité d'une première frappe directe. C'est dans ce contexte qu'il convient de décider ce que l'on fait au moment où les missiles atteignent leur cible.

La défense française doit être prête à s'adapter à ces deux éventualités : soit contribuer à la mise en place d'une défense européenne, soit être capable de sanctuariser le territoire national en toute circonstance. Cette dernière éventualité est aujourd'hui convertie par nos armements préstratégiques qui sont modernes et adaptés. Le problème plus délicat qui peut surgir est celui de la couverture de l'Europe, c'est-à-dire du territoire allemand. Or il faut souligner que la dissuasion stratégique couvrant les intérêts vitaux d'un pays ne peut être que nationale car, en la mettant en jeu, le chef de l'État prend aussi le risque de l'apocalypse en retour. Il faut cesser d'imaginer que, par on ne sait quelle promesse (peu crédible

d'ailleurs) les systèmes centraux britanniques ou français puissent couvrir l'Allemagne. S'il doit y avoir un jour une défense européenne, c'est-à-dire de l'Allemagne, il faudra sanctuariser l'Allemagne avec les armes préstratégiques situées sur son sol. Cela ne pourra se faire que si l'Allemagne veut elle-même se défendre (ou ne la défendra à sa place). Mais à faut être prêt, dans ce cas, à donner au gouvernement allemand, sous réserve d'apprécier les intérêts vitaux de l'Allemagne, un droit de veto sur ses armes.

## 2 à 3 % du budget de la défense

Nous devons préparer une réponse technique à ces trois problèmes. En outre, si l'armement nucléaire, en raison de son importance et de son efficacité, doit continuer à recevoir la priorité, l'élaboration du budget militaire n'autorise aucun gaspillage.

C'est pourquoi on se conduit à recommander un programme technologique progressif et adaptable en deux phases :

- Dans une première phase, poursuivre à la cadence adéquate la mise au point de missiles sol-sol à tir tendu de portée moyenne dont le développement a déjà été entrepris, et dont on pourrait faire un engin réellement performant, excellent en précision, et ceci sans dépenses pour la charge nucléaire puisque l'on pourrait utiliser celle du système M45. Tel quel, doté de son unité de tir autonome, il serait à même de remplacer les fusées dans les silos d'Albion sans impliquer en aucune façon la rafote compliquée - et coûteuse - du système actuel dont on réutiliserait les silos, le système de transmission et toute l'infrastructure.

- Dans une deuxième phase, un développement complémentaire permettrait, si le besoin s'en fait sentir, de répondre aux deux autres problèmes.

Au cas où la perspective de vulnérabilité des sous-marins deviendrait plausible, sa mise sur véhicule et le développement du système de transmission en feraient un système stratégique comparable aux systèmes modernes soviétiques ou américains. Enfin, il serait loisible de l'implanter

un jour dans le cadre d'une défense européenne. Cela suppose que les Allemands souhaitent un jour voir leur territoire sanctuarisé, et naturellement repousser alors une cité d'indépendance. Cette seule possibilité serait d'ailleurs un atout politique français et européen.

Certains ont évoqué ces temps derniers la possibilité de développer avec la Grande-Bretagne un « air-sol longue portée » (ASLP). C'est en effet une perspective intéressante que j'ai d'autant moins envie de critiquer que je l'ai initiée en 1986. Elle répond à un besoin urgent des Britanniques, qui ne disposent que de bombes sur leurs avions. Elle nous intéresse aussi. Mais il ne peut s'agir en aucune façon d'une composante stratégique. Sa portée serait insuffisante (bien en deçà de Moscou). Les aérodromes d'où partiraient les avions sont bien plus vulnérables que le plateau d'Albion et l'ennemi ne tiendrait pas son intention d'effectuer une frappe préventive pour que les avions (d'ailleurs eux-mêmes vulnérables) puissent prendre l'air. La capacité de pénétration en longue portée est faible. Au point de vue européen, son effet de sanctuarisation serait réduit techniquement par sa vulnérabilité, et politiquement par sa facilité de déplacement. Nous devons donc considérer que l'ASLP sur lequel il n'est pas légitime que la France dépense beaucoup d'argent dans l'immédiat puisque c'est le partenaire britannique qui en est le plus pressé, sera le prolongement normal de l'ASMP comme armement préstratégique.

Il n'est sans doute pas inutile de mentionner l'effet financier correspondant aux programmes ainsi esquissés. A condition de bien les gérer, c'est-à-dire notamment de veiller à leur bon encaissement chronologique, j'estime, sur la base des cas antérieurs, qu'ils représenteraient 2 à 3 % du budget de la défense d'ici à l'an 2000.

► André Giraud est ancien ministre de la défense (1988-1989).

Veillée d'arm

quatre cent mille

journal



# LA CRISE DU GOLFE

## Veillée d'armes sur la frontière koweïtienne

Sentinelles avancées dans le nord de l'Arabie saoudite

Hafar-al-Batin et la Cité militaire du Roi-Khaled connaissent l'activité des heures qui précèdent la tempête...

### Frontière koweïto-saoudienne de notre envoyé spécial

« A votre gauche, c'est l'Irak. Devant vous, c'est le Koweït. » Partout, c'est le désert et le silence, personne à l'horizon. Sur la terrasse de sa maison de fonction, balayée par un vent froid qui emporte son keffiyeh, Mohamed Sultan, le responsable saoudien du poste-frontière, jumelles à la main, explique. Dans la brume, on distingue à peine la maison noire abandonnée, semble-t-il, de son homologue irakien. Les soldats de Bagdad se sont installés, dans deux maisons qui se font face à quelques centaines de mètres de là. Des voitures garées autour, mais personne dehors.

### « Seul Dieu décide du destin »

Rien de permis de croire que, au-delà de cette simple barrière métallique rouge et blanc d'un poste-frontière ordinaire, une armée est enterrée, prête à tout pour défendre ce désert qui a, ici, des allures d'abandon.

Aucune arme lourde n'est visible, aucune tranchée, aucun barbelé, rien que du sable noyé sous la pluie et un ciel bas. Côté saoudien du poste, rien non plus en apparence. Dans la maison de Mohamed Sultan, seuls quelques fusils G3 sont posés le long des murs ou abandonnés sur les fauteuils avec les grands matras fourrés de ces bidouilles qui portent fièrement leur cartouche au travers de la poitrine.

Sous les trois portraits traditionnels du roi Abdul Aziz, le fondateur du royaume, du roi Fahd et du prince héritier Abdallah, Mohamed Sultan est serein. Guerre ou pas guerre? « Inch Allah », répond-il, souriant, en srotant un thé bien chaud. « Seul Dieu décide du destin. » Ces hommes, brusquement perdus au bout du monde alors qu'événement la crise du Koweït, ont dû quitter les vacances vers l'Egypte, la Syrie ou la Jordanie, paraissent presque étrangers à cette formidable concentration de forces qui les entourent. « Les soldats américains viennent ici prendre de l'essence, téléphoner », affirme Mohamed Sultan, « c'est tout. » A la station d'essence voisine, Rajiv, un Indien, affirme n'avoir pas peur. Lui et son ami sont restés. Les clients ont changé mais le travail continue. A une dizaine de kilomètres

de là pourtant, la cité construite en plein désert pour abriter les fonctionnaires du poste se vide. Devant deux maisons, femmes, hommes et enfants finissent d'emballer leurs affaires et de les charger, ballots instables, sur les toits de leurs voitures. Destination : le sud. Soit, le policier, qui a une maison à quelques centaines de kilomètres, est venu chercher ses parents. « Pourquoi rester, dit-il, on ne sait jamais... »

### Pas d'ordre d'évacuation

Sur les cent kilomètres qui séparent Hafar-al-Batin de Ruq, le calme est, en effet, trompeur. Si la route est quasi déserte, tout le long des signes apparents indiquent, à intervalles réguliers, l'emplacement des camps militaires. Parfois, des antennes surgissent, ou des chars, petits points à l'horizon.

Hafar-al-Batin, nœud de communications de trois frontières, une grande ville commerciale, est grouillante. Dans les rues défilent des chars et des soldats, civils qui cherchent à fuir, soldats qui profitent sans doute de leurs

dernières heures de permission et convois militaires qui montent ou descendent vers Ryad ou Dahrhan. Dans la ville, tous les magasins sont ouverts, et les évis sont partagés sur la nécessité de rester ou de partir. « Aucun ordre d'évacuation n'a été donné », précise le directeur de l'Hôtel Al-Fao, et chacun, à l'exception des médecins et infirmières qui ont reçu l'ordre de rester, est libre de sa décision. Les vingt-cinq employés de l'hôtel se sont vu offrir par le propriétaire le choix de rester ou d'être emmenés à 300 kilomètres plus au sud, en attendant de voir. L'hôtel est plein et, pour l'instant, n'envisage donc pas de fermer. A la banque, affirme le caissier, « on ouvre chaque jour sans savoir ce que l'on fera demain. On arrive au jour le jour ». L'activité est donc normale. Deux militaires syriens changent leur argent avant d'aller faire quelques courses, précise l'officier. Il est là depuis un peu plus d'un mois, affirme-t-il, et tout va bien.

La police militaire américaine veille sur quelques soldats attablés au restaurant ; mais qui y fait attention? A l'Hôtel Al-Fao, trois civils français de l'armement attendent patiemment leur tour pour téléphoner. Derrière, une vingtaine de soldats saoudiens se pressent à la réception dans le même

but. Discrets, ils se refusent à tout détail sur leur fonction précise, mais affirment toutefois : « Si ça tape trop, nous partons. » Entre Hafar-al-Batin et la Cité militaire du Roi-Khaled, à 60 kilomètres, la route a des allures d'exode avec les pick-up surchargés des bédouins. A en juger par les paquets, tapis multicolores, toiles de tentes, piquets d'enclos, cuvettes en plastique qui fuient, et s'immiscent, au mépris des dangers, entre les colonnes de porte-chars ou des camions militaires américains omniprésents dans ce secteur, ce sont sur tout les Koweïtiens, restés jusqu'au bout à la limite de leur pays et que le danger imminent pousse à s'en éloigner, qui partent on ne sait trop où. Sur cette route à deux voies, voitures et camions se fauillent, chacun à sa tâche, se préoccupant peu du sort des autres. Les carcasses de tôles défoncées sur les bas-côtés témoignent, d'ailleurs, des dangers de la circulation.

### Un capharnaüm dans le désert

Dans le désert, il faut fuir confiance aux stratèges pour imaginer qu'un quelconque ordre puisse préva-

loir dans le déploiement de tentes qui poussent au même rythme que les touffes d'herbe reverdis par la pluie. Des colonnes de chars croisent des convois d'ambulances, des PC blindés sont transportés par camions à travers les pistes, des soldats attendent les ordres, serrés autour de leurs camions embourbés. Les GI de la Fort-Noire, encore en treillis vert olive, se mêlent à leurs camarades camouflés sable, tous portant toutefois au ceinturon l'indispensable masque à gaz. Des hélicoptères survolent ce capharnaüm. Sentinelles avancées du front, Hafar-al-Batin et la Cité militaire du Roi-Khaled connaissent l'activité des heures qui précèdent une tempête. A moins de vingt-quatre heures de l'ultimatum fixé par l'ONU, au-delà duquel le force pour intervenir pour déloger Saddam Hussein du Koweït, toute cette région d'Arabie saoudite, où peussent les charreaux blancs du roi Fahd, est devenue un des points centraux de la défense du royaume. Seul moment d'apaisement à l'heure où le soleil baisse à l'horizon : les bédouins ou les soldats saoudiens, oubliant tout d'un coup, s'agenouillent dans le sable mouillé et, tournés vers La Mecque, s'en remettent à Allah pour décider tout à la fois du sort des armes, de la paix ou de la guerre.

FRANÇOISE CHIPAUX

## Plus de quatre cent mille soldats américains et six porte-avions déployés

Six porte-avions américains, avec à leur bord un total de quatre cent cinquante avions de combat, seront en position non loin de l'Irak, mardi 15 janvier, à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum fixé à Bagdad, ont déclaré lundi des responsables de la défense américaine.

Le porte-avions Theodore Roosevelt, franchi, lundi, le canal de Suez et gagné la mer Rouge, rejoignant le Saratoga et le John F. Kennedy. Le porte-avions Midway se trouve déjà dans le golfe Persique et le Ranger dans le nord de la mer d'Oman. « Le porte-avions America passera, mardi, de la Méditerranée à la mer Rouge, via le canal de Suez, et il y aura alors une formidable force sur place », a déclaré un responsable de la défense.

Les forces aériennes américaines ont déployé en Arabie saoudite les deux seuls prototypes d'avions de surveillance capables de détecter des objectifs au sol à 200 kilomètres de distance et qui sont en cours de mise au point, a indiqué lundi un porte-parole du Pentagone.

Le système dit Joint Stars est l'équivalent, pour la détection des concentrations de troupes et de blindés, des AWACS, chargés quant à eux de la surveillance du ciel.

Ce système utilise des Boeing 707 modifiés qui transmettent les données à des stations mobiles au sol, fournissant donc aux responsables militaires un tableau, quasi instantané, des menaces ennemies et permettant l'envoi rapide de forces aériennes antiblindés.

### Commandos-suicide

Le nombre des forces américaines déployées dans le Golfe a passé la barre des quatre cent mille. L'achèvement du déploiement ordonné en novembre par le président George Bush doit porter l'effectif américain à un total de quelque quatre cent-trente mille personnes.

Des commandos-suicide de l'aviation irakienne, chargés d'attaquer des objectifs terrestres, navals et aériens, ont achevé leur entraînement, a annoncé lundi l'agence irakienne INA. Le commandant en chef des forces

aériennes, le général Mouzaheem Saab Hassan, a informé le président Saddam Hussein dans un message que « les forces aériennes ont mis au point un plan complet pour la confrontation lors du déclenchement de la grande bataille », a ajouté l'INA.

### Etat d'alerte renforcé

La Syrie a renforcé l'état d'alerte de ses forces armées, alors que la tension y est déjà vive, car elle est toujours en guerre avec Israël. Le ministre des affaires étrangères, M. Ferouk Al Chara, a déclaré la semaine dernière, que Damas défendrait tout pays arabe attaqué par Israël, y compris l'Irak.

La Jordanie a demandé aux deux cent mille membres de son armée populaire de se présenter aux bureaux de cette force paramilitaire, en cas de mobilisation si le royaume hachémite est entraîné dans la guerre. La Jordanie a déjà placé ses forces armées en état d'alerte et déployé des chars et des soldats le long de sa frontière avec Israël. (Reuters, AFP.)



Selon le Pentagone

## Des mines irakiennes ont été repêchées dans le Golfe

Selon le Pentagone qui vient de les analyser, seize des dix-sept mines repêchées dans le Golfe depuis le 21 décembre dernier sont d'origine irakienne. La dix-septième était trop détériorée pour être identifiable avec certitude.

Au début de janvier, des navires marchands qui croisaient dans le Golfe ont été touchés, et les experts internationaux, à Londres notamment, avaient considéré qu'il avait pu s'agir de mines déposées lors de la guerre irakienne qui s'est achevée en 1958. L'analyse du Pentagone, rendue publique lundi 14 janvier à Washington, a conclu que ces mines - quatorze s'étaient détachées de leurs amarres et deux autres étaient flottantes - avaient été posées récemment, car aucune d'elles ne comportait de vestiges marins inexistants sur l'enveloppe.

Le potentiel, connu, de l'Irak en mines est considérable. Il est constitué d'engins fournis par l'Union soviétique et par l'Italie (notamment la mine de fond à influence Misa-Manta dotée d'une enveloppe plastique qui la rend difficilement détectable). D'autre part, les Irakiens ont développé leurs propres engins (mines de fond magnétiques ou acoustiques, et mines flottantes actionnées à retardement ou par télécommande). Tous ces engins peuvent être déposés par moyens aériens (avions Tupolev soviétiques ou hélicoptères français Super-Frelon) et par moyens navals (la marine irakienne a trois bâtiments de débarquement et sept dragueurs de mines, sans compter quelques véhicules à

coussin d'air britanniques prélevés au Koweït).

On peut penser que ces mines ont été déposées dans le Golfe pour entraver une éventuelle opération amphibie de débarquement au Koweït que pourrait tenter la coalition anti-irakienne en même temps qu'une attaque aéroterrestre.

### « Prêts à visiter le Koweït après la guerre? Signez là »

Le gouvernement koweïtien en exil, visiblement très confiant dans l'avenir, a déjà ouvert une liste d'attente pour les journalistes souhaitant se rendre dans l'émirat après le retrait - de gré ou de force - de l'Irak.

Le ministère koweïtien de l'information a affiché au centre international de presse de Dahrhan, en Arabie saoudite, la communication suivante : « Tous les représentants des médias qui désirent se rendre au Koweït, après la fin d'hostilités ou la conclusion d'un accord, sont priés d'apposer leur signature sur la liste ci-dessous ». Une longue file d'attente s'est immédiatement formée parmi les journalistes. (Reuters.)

## Le Comité international de la Croix-Rouge se prépare à un conflit armé

GENÈVE

de notre correspondante

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se prépare à faire face à un conflit armé. Deux avions avec neuf équipes médicales à bord décolleront de Genève-Cointrin dès que nécessaire. Des stocks importants de matériel médical sont constitués. Soixante-dix-sept délégués en poste dans la région sont prêts à intervenir, cinquante autres pourront quitter Genève dans les douze heures, et un troisième groupe, également de cinquante délégués, est en mesure de les rejoindre dans les plus brefs délais.

### Rappel des obligations

En cas d'exode massif, le CICR a prévu dans un premier temps la mise en place de camps d'accueil pouvant abriter jusqu'à 300 000 personnes. En outre, l'organisation rappelle aux États belligères leurs obligations contractées par leurs gouvernements en vertu du droit international humanitaire. Un communiqué du dimanche 13 janvier insiste sur « la nécessité de prévoir le dispositif garantissant l'identification des prisonniers de guerre et l'échange de nouvelles entre ces derniers et leurs familles ».

Bien qu'il se soit démanté tant et plus en faveur des prisonniers irakiens aux mains des Iraniens tout au long du conflit Irak-Iran, le CICR n'a eu que des déboires à Bagdad depuis le 2 août dernier. S'il a eu droit de cité dans la capitale irakienne, celle-ci n'a été que pour contrôler le rapatriement des prisonniers d'Irak, qui s'est permis à Saddam Hussein de récupérer des dizaines de milliers d'hommes qui pourraient être contraints à reprendre du service.

### Les Palestiniens du Koweït

Le CICR n'a cependant pas obtenu l'autorisation de venir en aide aux étrangers qui étaient retenus en otage ni aux prisonniers de guerre koweïtiens comme son mandat l'y oblige. Il n'a jamais non plus été autorisé à déployer son aide humanitaire au Koweït où aucun de ses délégués n'a pu se rendre.

On compte actuellement quelque 400 000 Palestiniens au Koweït qui, selon les conventions de Genève, ont droit, en leur qualité de civils, à la protection de la Croix-Rouge internationale. Cependant, ces Palestiniens ayant pris fait et cause pour Saddam Hussein, lequel se désintéresse manifestement de leur sort, peuvent craindre le pire au milieu d'une population qui leur est hostile.

ISABELLE VICHNIAC

## La morosité des journalistes français

### ARABIE SAOUDITE de notre envoyé spécial

Plus que de la guerre qui rôde, c'est de la peur qui ronge le corps de la presse française. Les journalistes français, qu'on peut les voir en vingt endroits à l'heure de la veillée d'armes, ne sont autorisés à s'approcher des troupes françaises massées au nord-est du pays, en bordure de la frontière koweïtienne, que brièvement, à tour de rôle, c'est-à-dire pas souvent et sous bonne escorte militaire. Le danger potentiel est grand, les moyens logistiques mis à la disposition de la presse sont limités et les Saoudiens pas toujours arrangeants. Autant de raisons qui expliquent la morosité de ces journalistes et techniciens cantonnés dans les grands hôtels de Ryad où ils rongent leur frein.

### Un décret du 22 juin 1944

Pris de court par les événements, le ministre de la défense a renoncé à réajuster le décret du 22 juin 1944, définissant le statut de « correspondant de guerre ». Signé de Gaulle et daté d'Alger, ce décret est applicable

à tous « les journalistes, photographes, cinéastes, reporters radio-phoniques, peintres et dessinateurs aux armées ». Il leur accorde les mêmes prérogatives qu'aux officiers (sans toutefois de commandement). En particulier, « quand ils seront en campagne », les dits correspondants de guerre auront le privilège de pouvoir installer leurs propres « mess et popote ».

Voilà pour l'ordinaire, très prometteur. En revanche, le ministre de la défense a renoncé à appliquer la principale disposition de ce décret qui prévoit que « tous les articles, dessins, photographies et films sont soumis à la censure ». En lieu et place, les journalistes ont été priés de signer une « charta » qui les engage à ne pas « mettre en danger », par les informations et les images qu'ils diffuseront, « la sécurité des opérations » ni à « porter atteinte à la dignité humaine » des blessés et des morts.

En particulier, rien ne devra permettre de localiser avec précision les lieux d'implantation de troupes françaises (le Monde du 23-24 décembre 1990). Pour cette raison, les « papiers » envoyés par les correspondants de guerre doivent porter la men-

tion « de notre envoyé spécial en Arabie saoudite » sans autre précision. Ou, mieux encore aux yeux des militaires, parce que plus flou, « de notre envoyé spécial dans le Golfe ».

### Exercice de protection

Les journalistes susceptibles de se retrouver, un jour ou l'autre, « en zone d'engagement opérationnel » ont dû s'assurer, à la demande du ministère de la défense, contre les risques de guerre. Sous la direction d'un officier d'infanterie de marine, ils se sont exercés, lundi 14 janvier, à l'art de revêtir prestement une tenue de protection contre les armes toxiques. Fort assés, et dit-on, efficaces, l'équipement comprend un masque et une combinaison baptisée NBC (pour « nucléaire », « biologique » et « chimique »). Couleur sable, évidemment.

La scène, qui servait de cadre à un exercice de protection, se déroulait à Ryad, tenu plus du chahut de potcha que du drame, malgré les lugubres assauts de sirènes auxquels les autorités saoudiennes ont procédé plusieurs fois dans la journée.

BERTRAND LE GENDRE



## LA CRISE DU GOLFE

## Vingt-neuf pays face à une forteresse

Suite de la première page

Il y a six mois, les Américains n'alignaient dans la région qu'une modeste flottille de six bateaux (avec un porte-avions à trois jours de route), et aucun GI au sol. En dépêchant en quelques semaines des avions sur place, ils ont été l'envie à M. Saddam Hussein - si jamais l'idée lui en était venue - de s'en prendre à l'Arabie saoudite dans la foulée de sa conquête du Koweït. Aujourd'hui, la mécanique, enclenchée l'été dernier, a abouti, et l'essentiel du dispositif - quelque 615 000 hommes de la coalition face à 590 000 Irakiens - est prêt à fonctionner à quelques exceptions près.

Parce qu'ils forment le gros de la troupe engagée dans la région et qu'ils ont en propre les moyens les plus perfectionnés pour se renseigner sur leur vis-à-vis, les Américains sont la tête du dispositif allié. Un commandement stratégique a été institué autour du roi Fahd et du chef d'état-major des armées saoudiennes, le prince Khalid Ben Sultan, le fils du ministre de la Défense. Mais le commandement tactique des opérations relève du général Schwarzkopf. Le « patron » du corps expéditionnaire britannique, le général Sir Peter de La Billière, s'est rangé sous sa bannière.

Seule, la France maintient, pour le dispositif « Daguet », la fiction d'une chaîne hiérarchique inspirée de celle de l'OTAN en Centre-Europe : le commandement américain saoudien exerce un « contrôle opérationnel » sur les éléments français, qui exécuteront - après l'accord de M. François Mitterrand - des missions ponctuelles, défilées dans le temps et dans l'espace, au profit de la coalition anti-irakienne, mais en demeurant aux ordres du général Michel Roquejeoffre et de son état-major.

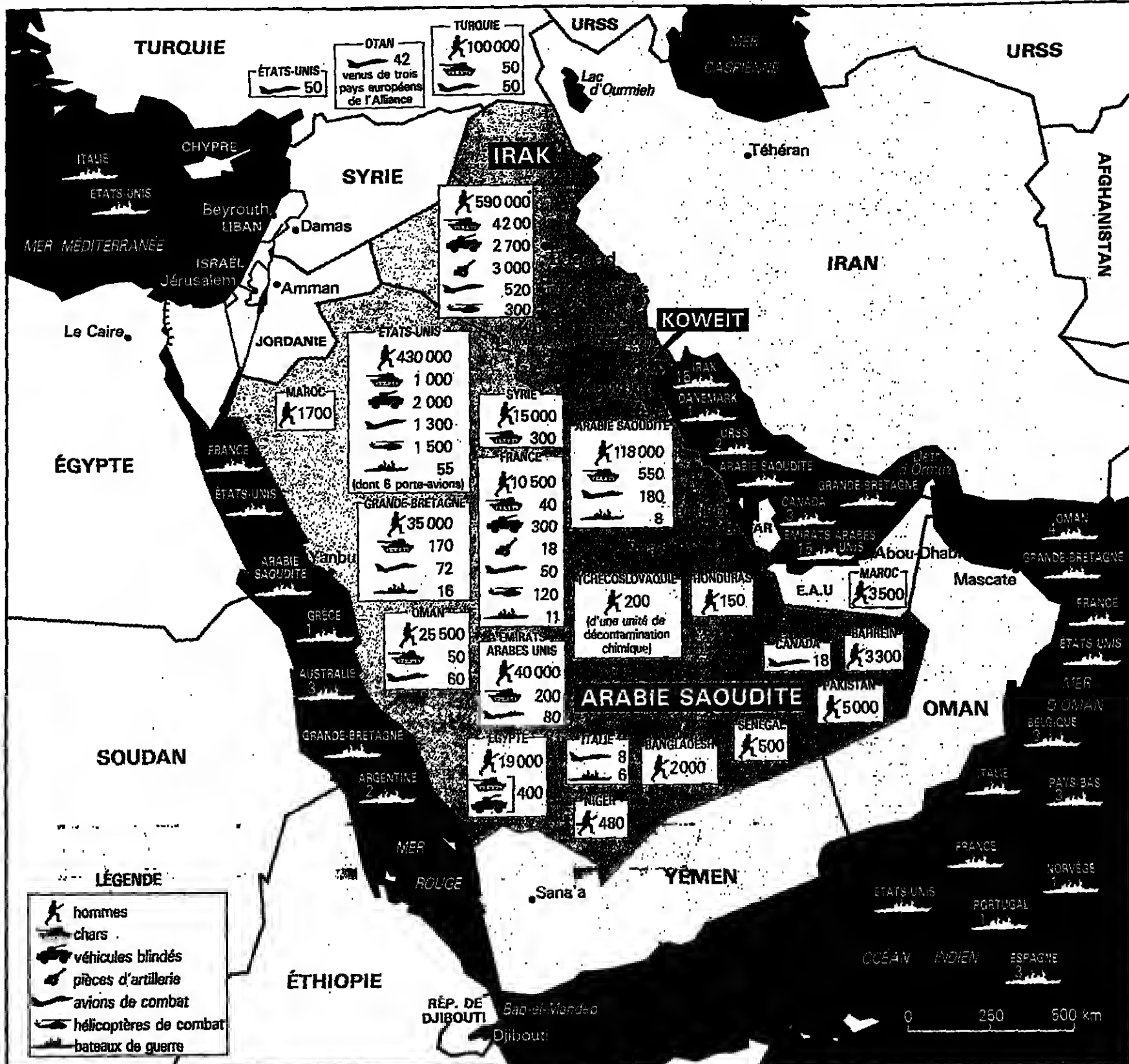
En face, l'Irak a pratiquement déployé au Koweït, pour s'en tenir à deux exemples, autant de blindés que l'Allemagne réunie n'en a et près de deux fois plus d'avions de combat que la France.

## Les leçons de l'Afrikakorps

Les Irakiens sont retranchés derrière une forteresse qu'il faudra démanteler pièce par pièce si les attaques aériennes préalables sur deux catégories de cibles en même temps (à savoir le potentiel militaire-industriel irakien en Irak même et le dispositif militaire irakien au Koweït) ne parviennent pas à briser leur détermination. Tout le long de la frontière entre le Koweït et l'Arabie saoudite et sur la côte koweït du Golfe, les Irakiens ont aménagé une série d'obstacles, rangés en plusieurs lignes de défense plus ou moins étalées, jusqu'à disposer leurs forces de choc principales - mobiles celles-là pour la contre-attaque - entre Koweït et Bassorah, où sont massées six divisions lourdes de la garde républicaine, les « prêtres » de M. Saddam Hussein.

Cette forteresse est un zigzag de barbelés coupant comme un rasoir, pour entraver l'action de l'infanterie ; de champs de mines, de fossés ou de digues de sable, contre les blindés ; de barrières au pied de remparts ou de petits forts, où l'on a entassé des barils de pétrole qui seraient enflammés pour repousser une attaque sous l'effet de la chaleur, de la fumée et de l'incendie ; de pièces d'artillerie et de chars enterrés, comme autant de « hérissons », difficiles à déloger, qui craquent la mort ; et de trous creusés pour que des tireurs de missiles anti-chars s'y dissimulent.

Il faudra y aller au boulet, après un déluge de feu venu du ciel



\* 480 000 réservistes (non compris la milice populaire qui s'élève à 850 000 hommes).

et après une intense préparation d'artillerie, prédisent les états-majors, qui se méfient, cependant, de l'efficacité de la défense anti-aérienne irakienne, sur zone au-dessus de laquelle se trouvent des missiles sol-air irakiens sont brouillables, il n'est pas de doute des nombreux canons, insensibles aux contre-mesures électroniques.

## Des Irakiens arc-boutés

La plupart des chefs militaires qui conduisent la coalition sont des généraux issus de l'armée de terre. Certains d'entre eux se sont, dit-on, donné la peine de revoir les enseignements de la guerre menée par le « Renard du désert », le maréchal Erwin Rommel, qui combattait à la tête de l'Afrikakorps allemand pendant le second conflit mondial. C'est seulement au terme de la destruction des unités terrestres adverses que la victoire est acquise dans le désert. Ce qui suppose une grande mobilité de ses propres forces au sol, avec ce que cela signifie en volume de matériels, essence, eau ou de munitions consommées - le cauchemar des logisticiens - et en pertes humaines - la hantise des médecins - avec une mortalité de 3 à 5 % au « premier feu » dans les forces de première ligne, le « chaudron » de la bataille.

Des raids aériens de bombardement d'une rare violence, avec les moyens en avions et en missiles aéroportés rassemblés par les alliés en Arabie saoudite ou à proximité du conflit. Ici ou là, on évoque la possibilité d'organiser deux mille « sorties » par jour et de larguer, du même coup, sur les Irakiens ce que la ville de Dresde a subi en 1945. Sera-ce suffisant pour faire plier M. Saddam Hussein ? On peut en douter. « Il faudra aller chercher la petite cuillère, comme à Verdun,

le soldat irakien dans sa tranchée », prévoit un officier.

La coalition anti-irakienne a pour elle, à la différence de ce qui s'est passé pour l'Irak durant les hostilités avec Bagdad, l'avantage de pouvoir établir d'entrée de jeu, puis de maintenir, sa supériorité aérienne. De ce point de vue, sont prioritaires des cibles en Irak, comme les bases aériennes - à la condition qu'elles ne soient pas trop enterrées si l'on en juge par des photographies obtenues par satellite - ou comme les rampes de missiles, qui présentent l'inconvénient pour les Irakiens d'être lents à démanteler en raison de leur propulsion liquide. Mais, en dépit des débâcles qu'elle a connus sur le terrain, l'armée irakienne reste marquée, dans ses structures et ses modes opératoires, par cette guerre de huit ans où elle s'est enlisée. Elle est accrochée au sol, arc-boutée sur des lignes de défense qu'il faut enlever de vive force.

Or bien des matériels aux mains des porteurs de l'Arabie saoudite et beaucoup des hommes engagés face à l'Irak n'ont pas eu à affronter à ce jour une guerre du désert. C'est encore plus vrai des Américains, dont la foi sans faille en la technologie la plus sophistiquée peut trouver, là-bas, son chemin de Damas.

Après tout, le désert du Proche-Orient ou les interventions précédentes, extérieures à l'Europe, de la force d'action rapide américaine, loin de son PC de Tampa, en Floride, ont déjà montré les limites du système. En 1980, l'opération « Desert One » de récupération des otages à Téhéran s'est achevée sur un fiasco. En 1986, le bombardement d'intimidation à

longue distance contre le colonel Kadhafi, en Libye, n'a pas eu le succès militaire escompté. En 1987, dans le Golfe, la frégate *Stark* a dû encaisser sans broncher l'attaque d'un Mirage F1 irakien armé d'une missile Exocet et, plus récemment encore, les F-117 connus pour leur discrétion-radar ont été leurs objectifs au Panama.

Une résistance plus dure que prévu des Irakiens au Koweït peut donner à M. Saddam Hussein le délai nécessaire pour entamer des discussions ou, au contraire, pour lui permettre de porter le conflit à d'autres niveaux, au moyen de ces agressions désespérées, voire suicidaires, avec l'arme chimique ou la menace du terrorisme.

Et d'autres termes, ce sont moins la qualité des armements de la coalition et la supériorité du savoir-faire de ses états-majors, au demeurant incontestables, qui seront décisives que l'esprit combattif (ou oon) des officiers irakiens et de la troupe pour la défense de leur pays assiégé et, accessoirement, pour celle du régime de M. Saddam Hussein.

J. L.

## « L'EFFONDREMENT DE L'URSS : LES JUIFS SONT-ILS CONCERNÉS ? »

Table ronde animée par Kurt NIEDERMEYER

Avec  
Alain BESANCON, professeur.  
Alexandre ADLER, journaliste.  
Jean ELLENSTEIN, historien.  
Adam RAUSKY, écrivain.  
Françoise THOM, professeur, chargée de recherche au CNRS.

MERCREDI 16 JANVIER 1991 à 20 h 30

P.A.F.  
Au Centre Russe, 30, bd de Port-Royal  
75006 PARIS. Tél. : 43-31-75-47.

## Palestiniennes

## AU SOMMAIRE DU N° 38

## Table ronde :

ANDRÉ AZOULAY, HAMMADI ESSID,  
ALAIN FINKELKRAUT, THÉO KLEIN,  
CAMILLE MANSOUR, ELIAS SANBAR  
Pour une relance du processus de paix

## JOSEPH SAMAH

La Palestine et la crise du Golfe : premier bilan

## SIMONE BITTON

Polémiques et dérobades des « colombes » israéliennes

## RUDOLF EL-KAREH

Les médias français et la crise du Golfe

## URI MILSTEIN

Le mythe des « géants » d'Israël

## HENRY LAURENS

Biographies françaises : l'armée et le monde arabe

## Dossier

Israël et l'ONU, 42 ans de non-respect du droit

## ENQUÊTE

La tuerie de Jérusalem

Le N° 68 P - Abonnement : Les (cinq numéros), 220 F  
Étrangers (par journal), 180 F

Réglement en nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes.

Diffusion : Les Editions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1965)  
Jacques Fauvet (1965-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction :  
Daniel Vernet

Administrateurs délégués :  
Antoine Girel, Neely Pierret

Rédacteurs en chef :  
Bruno Freppet,  
Jacques Amalric,  
Jean-Marie Colombani,  
Philippe Herremann,  
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-05-25-26  
Télécopieur : (1) 40-05-25-89

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94002 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-05-25-25  
Télécopieur : (1) 40-05-30-10



... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 5

# Forteresse



\*par verre de 20 cl - 1 kcalorie = 4,18 kJ



INTAS:PARIS



## LA CRISE DU GOLFE

## Les autorités jordaniennes se disent prêtes à « faire face aux pires éventualités »

Pour le voyageur non prévenu, rien ne semble indiquer que la Jordanie est à la veille de graves événements. Tout semble normal et l'on ne note presque pas de forces de sécurité dans les rues, autour des ministères ou autres bâtiments publics, où l'on peut pénétrer sans montrer patte blanche.

AMMAN

de notre envoyé spécial

La population vague à ses occupations, et seules quelques queues devant les boulangeries et les coopératives d'Etat trahissent l'imminence d'une guerre aux conséquences politiques et économiques désastreuses pour le royaume hachémite.

Les autorités affichent cependant une étonnante sérénité et évitent toute déclaration intensive qui pourrait accentuer l'anxiété de la population. Il y a bien eu un début de mouvement d'extrême vers l'étranger, mais il est resté limité aux navais et a été rapidement freiné par le manque de places à bord des avions en partance d'Amman.

## Préparatifs défensifs

Aucune mention n'est faite officiellement d'une éventuelle guerre chimique et rien n'a été prévu pour distribuer des masques à gaz. L'unique préoccupation de la population, aussi bien jordanienne que palestinienne, semble être de constituer des stocks de vivres malgré les appels réitérés des autorités affirmant qu'il n'y a rien à craindre à ce sujet pour au moins neuf mois. M. Ibrahim Ezzedine, ministre de l'information, est catégorique à ce sujet. Il nous a déclaré que, même en cas de guerre, l'essence - importée d'Irak malgré l'embargo - suffirait aux besoins pour au moins deux mois.

Autre préoccupation majeure bien que non affichée : une éventuelle attaque israélienne contre la Jordanie. Le premier ministre, M. Moudar Badrane, s'adressant dimanche au Parlement, a évoqué cette possibilité. « Nous sommes, a-t-il dit, prêts à faire face aux pires éventualités et avons complété nos préparatifs défensifs à tous les niveaux. Nous ne permettrons à quiconque de transformer le territoire jordanien en théâtre de guerre, et nous résisterons à toute tentative de ce genre par tous les moyens en notre possession ».

Il a réaffirmé qu'il demanderait dans ce cas l'aide de la Syrie qui, a-t-il dit, a promis de se porter au secours de la Jordanie en cas d'agression israélienne. Le premier ministre a conclu que, malgré la gravité de la situation, « la porte de la paix demeure ouverte » et qu'un règlement pacifique était possible si la crise du Golfe et la question palestinienne étaient abordées « en même temps et sur un pied d'égalité ».

## Consensus renforcé autour du roi

M. Ibrahim Ezzedine a, pour sa part, lancé, dans l'entretien qu'il nous a accordé, un appel à l'Europe qui, a-t-il dit, doit agir très rapidement. Il a affirmé en particulier qu'il comptait sur l'initiative du président Mitterrand qui « demeure toujours crédible en Irak malgré la récente détérioration des relations entre Paris et Bagdad ». Il a dit que l'attitude d'Amman était mal comprise à l'étranger et que la Jordanie avait toujours été pour la légalité et avait pas recouru à l'annexion du Koweït par l'Irak. Il a indiqué, à ce propos, que l'ambassade de l'Emirat demeurait toujours ouverte à Amman. « Nous pensons, a-t-il dit, qu'une solution arabe est toujours possible » si l'on évite « les menaces et les ultimatum ».

La crise du Golfe a consolidé le consensus national autour du roi. Ni l'OLP ni les Frères musulmans,

désormais représentés au gouvernement par cinq ministres, ne souhaitent déstabiliser la monarchie hachémite, qui n'a jamais été aussi populaire que depuis qu'elle a partiellement démocratisé la vie politique. Ce consensus s'est manifesté lundi par la « marche de la colère » organisée pour la première fois par l'ensemble des forces politiques du pays pour protester contre le « bellicisme » des Etats-Unis et pour marquer la solidarité à l'égard de l'Irak.

La manifestation, qui n'a réuni qu'une dizaine de milliers de personnes, pour la plupart des jeunes, s'est déroulée sans incident et dans un climat déboussonné, entre le complexe des syndicats professionnels et le stade sportif d'Amman, où les dirigeants politiques de tous bords ont prononcé des discours incriminant, à l'image des mits d'ordre lancés par les manifestants : « Tous les fusils contre les ennemis sionistes et leurs agents », « Allahou Akbar », « Mort aux Américains et à leurs agents », le président Moudar, l'homme des Britanniques, et le roi Fahd-le-léche.

En revanche, les manifestants, qui brandissaient d'innombrables portraits de Saddam Hussein, « le courageux », décidaient très populaire ici, demandant en président irakien de continuer la lutte, « même en utilisant des gaz chimiques », jordanien et palestinien ont presque nubié l'occupation brutale du Koweït et ne valent dans le président irakien que le symbole de la lutte contre les Américains et le seul dirigeant arabe qui essaie de corriger la question palestinienne de l'arrière dans laquelle elle est tombée.

JEAN GUEYRAS

## Le gouvernement algérien s'inquiète des risques de déstabilisation

Trois manifestations de solidarité avec l'Irak, organisées par le Front islamique du salut (FIS), le FLN et le Comité algérien de soutien au peuple irakien (CASPI), ont réuni plusieurs milliers de personnes, lundi 14 janvier, à Alger. A quelques heures de l'expiration de l'ultimatum de l'ONU, la situation demeure calme mais le gouvernement n'en a pas moins décidé de renforcer les moyens militaires autour des grandes villes.

ALGER

de notre correspondant

La rue algérienne est aux côtés de Saddam Hussein, mais elle manifeste encore avec retenue. Lundi, ils n'étaient que quelques centaines à s'être rassemblés à l'appel du comité algérien de soutien au peuple irakien et, dans un quartier voisin, à peine plus à avoir répondu à l'invitation du FLN et du syndicat qui en dépend, l'UGTA.

A l'autre bout de la ville, place des Martyrs, ils étaient, en revanche, plusieurs milliers à écouter, avec attention et respect, M. Abassi Madani, le président du FIS, flanqué du plus connu des prédicateurs islamistes, M. Ali Benadj. En regard à ses déclarations ardentes, M. Benadj s'est montré modéré, appelant les musulmans, sous sa bannière, à ne pas se laisser entraîner à « attaquer partout dans le monde les intérêts américains et ceux de leurs alliés ».

Quant à M. Madani, il a indiqué que « guerre ou pas guerre », la politique de son parti restait avant tout « l'édification d'un Etat islamique en Algérie en 1991 ».

Plus que la désaffection des troupes du FLN, désormais habituelle, l'événement de la journée aura été la mobilisation réussie des bataillons du FIS sur un terrain où, il y a peu, les islamistes étaient encore absents. Lors de l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, le FIS, entraîné par son ancienne alliance politique et financière avec l'Arabie saoudite, était resté quasi muet alors que, de tous côtés, s'élevaient les déclarations de solidarité avec l'Irak. Le malaise aura duré plusieurs mois mais il appartient désormais au passé. Résolument, le FIS, dont le vice-président, M. Benazzou Zoubda, vient de participer à la conférence islamique de Bagdad, s'est rangé derrière Saddam Hussein.

## Pas de « second octobre 1968 »

Le retournement du FIS ne fait pas l'affaire du gouvernement algérien, qui constate qu'une fois encore les islamistes ont été les plus habiles à capter le sentiment populaire et à occuper la rue comme la scène politique. De leur bonne volonté dépend-une tension interne ne débouche sur une situation de crise politique majeure.

Rien n'annonce, cependant, que les islamistes, qui n'ont fait jusqu'ici que des discours retenus, soient disposés à se lancer dans une quelconque aventure. Rappelons, après les autres chefs de parti, par le président Chadli, M. Madani a manifesté, à la sortie de l'audience, un calme remarquable.

Mais le gouvernement de M. Moudar Hamrouche craint de mauvaises surprises après le déclenchement du conflit. Ces dernières heures, il a multiplié les réunions avec ses ministres, ses collaborateurs et plusieurs hauts fonctionnaires de la présidence. Pour contenir d'éventuels débordements, des troupes ont été amenées du sud du pays vers les grandes villes. Des réserves sont en cours de rappel et, selon certaines sources, des jeunes du contingent, bien que libérables, seraient déjà maintenus sous les drapeaux. Les ambassades des pays impliqués, de près ou de loin, dans le conflit, ont été informées que tout avait été fait pour les protéger. Quant aux correspondants de presse, ils ont été invités à faire preuve de sens des responsabilités.

« Il n'y aura pas de second octobre 88 », a serti un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, en faisant allusion aux émeutes d'il y a deux ans, au cours desquelles les islamistes avaient joué leur rôle. Cet avertissement souligne la réalité de l'inquiétude officielle suscitée autant par les risques de déstabilisation interne que par les périls qui menacent le « frère irakien ».

GEORGES MARION

## Le président turc assure que son pays n'a pas de revendication territoriale

ISTANBUL

de notre correspondant

A la veille de l'expiration de l'ultimatum des Nations unies, le président Turgut Ozal s'est adressé à son pays en ces termes : « En tant que chef de l'Etat turc, je veux dire ceci : à moins que nous ne soyons attaqués, les forces armées turques n'interviendront pas. Mais si nous sommes attaqués, nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour répondre de la manière la plus forte ».

Le président n'a cependant pas mentionné les bases aériennes de l'OTAN, qui sont l'élément-clé de la position turque en cas de conflit. Certains en Turquie redoutent que si, comme les Américains le souhaitent, on autorise les forces alliées à utiliser la base d'Incirlik pour une attaque aérienne contre l'Irak cette décision ne provoque des représailles irakiennes et entraîne la Turquie dans la guerre.

Le quotidien Cumhuriyet estimait récemment que 350 avions de combat étaient actuellement basés dans le sud du pays. Outre des appareils de l'armée de l'air turque, ce chiffre comprend les 42 avions de la force alliée mobile de l'OTAN arrivés il y a quelques jours à la demande du président Ozal, ainsi que 48 chasseurs et bombardiers américains déployés à Incirlik dans le cadre de la force de défense et de coopération. Lundi soir, le premier ministre Akbulut a annoncé à des journalistes que la Turquie avait demandé aux Etats-Unis d'envoyer 48 avions supplémentaires.

Lors d'une interview télévisée, la semaine dernière, M. Ozal avait affirmé n'avoir pris aucune décision concernant l'usage des bases aériennes, mais il est probable qu'elles figuraient au premier plan des discussions avec le secrétaire d'Etat américain James Baker, de passage à Ankara dimanche pour la troisième fois depuis le début de la crise.

Malgré les propos de M. Ozal, qui se voulaient rassurants, les préparatifs se poursuivaient à tous les niveaux. Les militaires ont pris d'assaut les épiceries et fait des provisions de farine, de pâtes, et de sucre, alors que les habitants de la zone frontalière, redoutant les armes chimiques irakiennes, quittaient leurs villages, déjà opprimés par l'embargo. Quant à la banque centrale, elle a annoncé qu'elle

allait faire venir des devises étrangères par avion pour satisfaire une demande accrue d'argent liquide.

Les dirigeants de l'opposition continuent cependant de dénoncer la politique du président Ozal, et une manifestation contre la guerre, organisée dimanche près d'Istanbul par le Parti populiste (SHP), social-démocrate, a réuni près de 40 000 personnes.

## L'hypothèse d'un démantèlement de l'Irak

Le gouvernement a répété à plusieurs reprises que les 120 000 hommes, actuellement déployés près de la frontière, ont un rôle purement défensif. La présence de ces troupes devrait, à la fois décourager l'Irak de s'attaquer à la Turquie, dont l'armée, de près de 800 000 hommes, est la seconde en nombre au sein de l'OTAN, et rappeler à la Syrie et à l'Iran que les autorités turques pourraient intervenir pour les empêcher de s'approprier une partie de l'Irak au cours du conflit. La Turquie a imaginé aussi l'hypothèse d'un démantèlement de l'Irak entraînant le projet de création d'un Etat kurde et compte bien que sa loyauté envers les alliés lui permettrait de s'y opposer efficacement.

« Je le dis ouvertement, nous n'avons l'œil sur aucun territoire », a affirmé le président Ozal, en réponse aux spéculations selon lesquelles la Turquie pourrait tenter de regagner les provinces pétrolières irakiennes de Mossoul et Kirkuk, qu'elle avait perdues en 1926. Mais s'il n'a pas d'ambition territoriale, le président ne cache pas sa volonté de faire de son pays, jusqu'ici essentiellement tourné vers la Communauté européenne, une puissance régionale dont le rayonnement s'étendrait des Balkans aux Républiques soviétiques turcophones, sans oublier le Moyen-Orient.

Dans l'immédiat, la Turquie espère sortir renforcée de la crise. Le ministre d'Etat turc, Kamran Inan, a récemment résumé ainsi les intentions du gouvernement : « Après la guerre, il y aura une conférence de paix, la Turquie veut être présente à la table de conférences ».

NICOLE POPE

## A la veille du « jour K » en Israël

## « Lo panika », pas de panique...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Mariée d'hébreu en hébreu à la radio - le présentateur se voulant alors le plus décontracté possible - la consigne sur les ondes israéliennes, toute la journée du lundi 14 janvier et toute la matinée de mardi, a tenu en deux mots : « Lo panika, lo panika », pas de panique.

Ce qui était tout de même beaucoup demander à l'auditeur puisque chaque bulletin d'information, presque simultanément, citait « la dernière analyse des services de renseignement de l'armée » pour affirmer péremptoirement : « La guerre est pour aujourd'hui ou demain, et il est fort possible que Saddam Hussein, avant l'expiration de l'ultimatum de l'ONU, lance un raid sur les centres urbains du pays ».

« Lo panika », dans ces circonstances, cela n'allait pas de soi...

## Alerte par erreur à Saint-Jean-d'Acres

Mais comme il y a longtemps que la presse israélienne annonce chaque jour des nouvelles de plus en plus alarmantes, il faut croire les citoyens de l'Etat hébreu quelque peu éblouis et, de fait, il n'y eut point de « panika ». Seul à Saint-Jean-d'Acres, dans le nord de la côte méditerranéenne, où les sirènes se sont mises à hurler par erreur, propulsant la population sur les masques à gaz qui doivent être entreposés, dans chaque famille ou au bureau, dans une pièce soigneusement isolée suivant les consignes de la défense civile.

Il n'y avait pas de panique à Tel-Aviv, lundi, où cafés, commerces, écoles, restaurants, boîtes de nuit, étaient ouverts comme à l'habitude ; rien non plus qui sortait de l'ordinaire à Jérusalem, sinon des rues un peu plus désertes encore que de coutume en fin d'après-midi. Mais il est vrai que la capitale d'Israël a toujours été autrement plus assaillie que la grande ville de Tel-Aviv où l'on mettait son point d'honneur, lundi soir, à organiser des « fêtes de la dernière heure avant K-day » (comprendre à la jour K, celui de la guerre du Koweït). Sans doute s'agissait-il de rester fidèle à l'image de la

ville, hédéniste et sybarite, et il était difficile d'échapper à un festin d'humour macabre - et de goûter, d'autant - que la nécessité, bien sûr, de venir « masqués » à ces fameuses soirées...

## Le « syndrome de Kippour »

L'endémisme est bien là, dans toutes les conversations, mais la vie quotidienne se poursuit à peu près normalement ; n'était une débauche de précautions qui font penser qu'on va basculer d'un moment à l'autre dans la guerre. « Il faut comprendre », expliquait un journaliste israélien, c'est le syndrome de Kippour, c'est-à-dire le souvenir traumatisant de cette guerre d'octobre 1973 où Israël a payé très cher de s'être laissé surprendre par les armées égyptiennes, « et qui incite à un état d'alerte et de précaution maximum ». C'est aussi la première fois que « l'arrière », toujours épargné lors des précédents conflits depuis 1956, est directement menacé : Saddam a annoncé qu'il attaquerait Tel-Aviv. Plus douloureux, en effet, au plus profond de la mémoire de nombre d'Israéliens, il y a aussi l'impact psychologique particulier que peut représenter la menace d'une attaque au gaz contre l'Etat juif.

Les autorités ont dû mettre en garde contre la rumeur de la population sur les supermarchés où l'on achète de quoi tenir un siège : nourriture, eau, bougies, piles électriques, etc. Au Musée d'Israël, à Jérusalem, on descendait à la cave les œuvres les plus précieuses, afin de les mettre à l'abri d'un bombardement. A la Knesset, on prenait des mesures de protection spéciales du bâtiment, notamment de la salle de réunion de la commission de la défense et des affaires étrangères.

Au ministère des affaires étrangères, on collectait de larges cratères de ruille adhérents sur les murs des Lamentations, les grands rabbins dirigeaient une prière pour la paix d'Israël devant plusieurs dizaines de milliers de fidèles (près de cent mille, selon la police).

Tel-Aviv est, bien sûr, plus terre-à-terre. On s'y pressait chez Gazit - le bien nommé, si l'on peut dire - et autres vendeurs de combinaisons NBC : le

survêtement de plastique, qui permet de traverser indéniablement les nuages de la guerre nucléaire, biologique et chimique. Avec les gants et les chaussures, c'est un ensemble valant un peu moins de 1 000 francs et dont la durée de vie est de quatre mois. Le « boom » sur les ventes est intervenu au lendemain de l'échec de la rencontre américano-irakienne de Genève. Les pouvoirs publics viennent d'interdire des pour-suites contre soixante-dix détaillants qui ont un peu « forcé » sur les prix de l'ensemble NBC...

## La radio, vingt-quatre heures sur vingt-quatre

A l'aéroport Ben-Gourion, on annonçait le retour de l'étranger de nombre d'Israéliens mobilisables, cependant que d'autres prenaient le chemin du départ ; perdue, un journaliste de la radio, qui donnait cette dernière nouvelle, expliquait que ceux qui l'on voyait à l'étage des « départs » étaient surtout des religieux ultra-orthodoxes... Dimanche, pas de moins de six mille sept cents personnes, essentiellement des étrangers, avaient quitté Israël. Le nombre de campagnes d'évacuation desservant l'Etat hébreu s'est encore réduit ; une bonne partie du fret en provenance de l'étranger courrait et courra, notamment - n'arrive plus.

La radio et la télévision préparent des programmes spéciaux, alternant bulletins d'information, conseils pratiques et interventions de psychologues pour maintenir le calme et le moral. Les chaînes officielles ont d'écouter la radio vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Là encore, les Israéliens sont rodés : de chaque magasin, tend, bureau, résonne la fond sonore permanent des transistors.

Signe des périodes d'extrême urgence, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, les responsables de la défense et des affaires étrangères, MM. Moshe Arens et David Levy, ont reçu tard dans la soirée les deux principaux dirigeants de l'opposition travailliste, MM. Shimon Peres et Itzhak Rabin. Pour l'heure, il n'est pas question de former un cabinet de guerre avec l'opposition ou un

gouvernement d'union nationale, comme ce fut le cas lors des précédents conflits, mais M. Shamir a demandé informelles les responsables de l'opposition.

Dans l'après-midi, le général Dany Rothschild, numéro deux des renseignements militaires, avait été entendu par la commission de la défense et des affaires étrangères à laquelle, à en croire la radio, il a adressé le message suivant : « La guerre est inévitable, c'est une certitude. Un peu plus tôt, M. Shamir avait réuni, en séance extraordinaire, un conseil ministériel de défense. C'est sans doute au sein de cet organisme qu'aurait lieu les délibérations les plus difficiles sur le sujet qui dominait lundi la « une » de la presse israélienne : l'Etat hébreu devra-t-il répondre à une attaque irakienne ?

Les éditorialistes étaient nuancés, faisant valoir qu'Israël devra tenir compte de l'état de la coalition arabo-irakienne une fois enclenchées les hostilités, de la situation en Syrie et en Jordanie - qui suscite ici pas mal d'inquiétude - en fin du jeu de Saddam Hussein. Mais, en sens inverse, on citait d'autres considérations en faveur d'une réplique israélienne : la nécessité pour Israël de maintenir son potentiel dissuasif, le souci de ne pas dépendre des Etats-Unis pour sa défense afin de ne pas avoir, après la crise, à payer un prix politique trop fort, par exemple dans des négociations sur la question palestinienne.

## Plus de discrimination pour les masques à gaz

Alors que les colons israéliens des territoires occupés disposent déjà de masques à gaz, le Cour suprême a ordonné que le même matériel de protection soit distribué aux Palestiniens. Statuent sur la requête d'une jeune femme de Béthléem, la Cour a dénoncé la discrimination dont les Palestiniens avaient jusqu'à présent été victimes dans ce domaine. La distribution doit commencer dans les localités de Cisjordanie étendues près des centres urbains israéliens, le long de la ligne verte ». Gaza est jugée comme étant hors de portée des missiles israéliens - ce qui, pour une fois, confère quelque attrait à ce malheureux territoire.

ALAIN FRACHON



Jeune 1.50

# ment algérien s'inquiète de déstabilisation

Alger, 15 janvier. L'Algérie s'inquiète de la déstabilisation que pourrait entraîner la chute de la présidence de Boumedienne. Les dirigeants algériens ont exprimé leur inquiétude à l'occasion d'une réunion tenue à Alger, mardi 15 janvier, sous la présidence du général de Gaulle. Les participants ont souligné l'importance de la présidence de Boumedienne pour la stabilité du pays et ont appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de la présidence.

## pas de panique...

Alger, 15 janvier. Les dirigeants algériens ont souligné l'importance de la présidence de Boumedienne pour la stabilité du pays. Ils ont appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de la présidence. Les participants ont souligné l'importance de la présidence de Boumedienne pour la stabilité du pays et ont appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de la présidence.

## La route

Alger, 15 janvier. Les dirigeants algériens ont souligné l'importance de la présidence de Boumedienne pour la stabilité du pays. Ils ont appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de la présidence. Les participants ont souligné l'importance de la présidence de Boumedienne pour la stabilité du pays et ont appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de la présidence.

## La route

Alger, 15 janvier. Les dirigeants algériens ont souligné l'importance de la présidence de Boumedienne pour la stabilité du pays. Ils ont appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de la présidence. Les participants ont souligné l'importance de la présidence de Boumedienne pour la stabilité du pays et ont appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de la présidence.



## L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les hérissons. L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits. Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau. Notre hérisson en témoigne.

### Du Pont et la vie.

Notre nouvel herbicide ALLIE\* fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A.; 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

\* Marque déposée de Du Pont de Nemours.

De meilleurs produits pour une vie meilleure.





## LA CRISE DU GOLFE

A quelques heures de la fin de l'ultimatum adressé à l'Irak

## Le plan de paix présenté par Paris s'est heurté à l'intransigeance de Washington

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni en consultation, mardi 15 janvier, à 1 heure du matin pour prendre connaissance de « l'initiative française », à savoir le plan en six points présenté par Paris comme « une ultime tentative pour la paix dans le Golfe » après l'échec de la mission de bons offices dont s'était chargé le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar.

NEW-YORK (Nations unies)  
de nos correspondants

De retour de Bagdad, via Paris, où il s'est entretenu une nouvelle fois avec le président Mitterrand, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar a passé la journée du 14 janvier en consultations avant de présenter tard dans la soirée au Conseil de sécurité le résultat de son entrevue avec M. Saddam Hussein.

Aucune indication officielle n'a pu être obtenue sur ce rapport de huit pages. M. Pérez de Cuellar ayant précisé en cours d'une interruption de séance qu'il a la demande des membres du Conseil

le contenu de ce rapport devait rester confidentiel. Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est ensuite réuni toujours en consultation, à 1 heure du matin, pour prendre connaissance du plan en six points présenté par Paris. Dans un climat qualifié de « très tendu » par l'un des quinze membres du Conseil, la réunion a toutefois vite tourné court. Elle devait reprendre ce principe plus tard dans la matinée de mardi.

Très vite aussi, alors que la Chine semblait lui réserver un accueil favorable, il est apparu que ce texte se heurtait à l'opposition déterminée des délégations américaine et britannique, et, dans une

moindre mesure de l'Union soviétique, ces pays demandant un délai « pour réfléchir » et obtenir les instructions de leurs capitales.

Ce plan de paix était présenté sous la forme d'un projet de déclaration (et non pas de résolution, sanctionnée par un vote) du président du Conseil (actuellement le Zaïre) et d'une déclaration à être adoptée par consensus. Rédigé en six points (voir encadré), il prévoit notamment « le retrait rapide et massif » des forces irakiennes, la mise en place d'une force multinationale (« casques bleus » de l'ONU et soldats arabes) et la tenue « au moment approprié » d'une conférence internationale.

## Lien artificiel

Autant de propositions déjà partiellement suggérées dans l'allocution prononcée par le président Mitterrand en septembre dernier à la tribune de l'ONU et reprises en les complétant sur deux points (le « retrait des forces étrangères après

l'acceptation par l'Irak d'évacuer le Koweït » et « la levée de l'embargo économique imposé à l'Irak ») dans un autre plan de paix présenté dans la matinée par le Yémen.

Si elle a rapidement reçu lors des consultations préliminaires l'aval des pays non alignés, de la Belgique et de l'Autriche (nouveaux membres du Conseil) et de l'Allemagne, « l'initiative française » n'a été rejetée officiellement par le délégué américain car elle établit « un lien artificiel » entre l'évacuation du Koweït par l'Irak et la tenue d'une conférence internationale sur le problème israélo-arabe.

« Le différend avec les Etats-Unis porte davantage sur le fond que sur la forme », a admis pour sa part un diplomate français. Outre l'absence de référence écrite à la date du 15 janvier 1991 au-delà de laquelle les Nations unies ont autorisé un éventuel recours à la force, Washington refuse toujours l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient qu'il suit rejetée d'office par Israël.

Pourtant, les Etats-Unis s'étaient

ralliés le 20 décembre dernier à une déclaration du président du Conseil de sécurité, adoptée par consensus, et prévoyant ce type de conférence internationale dont la convocation pourrait intervenir également « au moment approprié ». Il est vrai qu'il s'agissait d'une simple déclaration (obtenue après deux mois d'interminables débats) et non pas d'une résolution du Conseil, un texte beaucoup plus contraignant, et sur lequel la délégation américaine n'a jamais caché qu'elle ferait jouer son droit de veto.

Dans le cas présent, le plan de paix français (« Un bon texte mais qui vient au mauvais moment », indiquait, en privé, un diplomate soviétique) a peu de chances de passer le barrage américain avant la date fatidique du mardi 15 janvier à minuit, compromettant du même coup l'éventualité d'un rapide aller-retour de M. Roland Dumas à Bagdad, une hypothèse sérieusement envisagée par Paris tout au long de la journée.

GERGE MARTI  
et AFSANÉ BASSIR POUR

## Le projet de déclaration

Voici le texte du projet de déclaration proposé lundi par la France au Conseil de sécurité de l'ONU :

1. Ayant entendu le rapport du secrétaire général des Nations unies, au sujet de la mission qu'il a effectuée en Irak les 12 et 13 janvier 1991 et résolu à ne rien négliger pour sauvegarder la paix, les membres du Conseil de sécurité lancent un ultime appel aux dirigeants irakiens.

2. Ils les invitent à annoncer sans autre délai l'intention de l'Irak de se retirer du Koweït selon un calendrier programmé et de commencer dès maintenant un retrait rapide et massif.

3. Dès que sera pris cet enga-

gement, le secrétaire général des Nations unies apportera son concours au contrôle et à la vérification du retrait des forces irakiennes par l'envoi d'observateurs internationaux et la mise en place d'une force de maintien de la paix pour la composition de laquelle il sera fait appel à des pays arabes.

4. Une garantie de non-agression pourra être apportée à l'Irak.

5. Par ailleurs, les mesures nécessaires seront prises, en liaison avec les pays arabes pour promouvoir toutes les négociations utiles afin de consolider le processus de règlement pacifique.

6. Dès lors que ce règlement

aura été obtenu dans le respect des résolutions du Conseil de sécurité, les membres de celui-ci apporteront leur contribution active au règlement des autres problèmes de la région et, en particulier, du conflit israélo-arabe et du problème palestinien par la convocation, au moment approprié, d'une conférence internationale (dotée d'une structure appropriée) conformément à la déclaration du président du Conseil de sécurité en date du 20 décembre 1990, afin d'assurer la sécurité, la stabilité, et le développement dans cette partie du monde.

## La France aura joué seule la dernière manche pour la paix

M. Roland Dumas ne pourra pas se rendre à Bagdad

« La France ira ou combat si l'on doit en venir là », disait lundi 14 janvier un responsable du département d'Etat américain, elle prend l'ultimatum au sérieux. Mais elle fera tout pour trouver une solution politique avant le 15 à minuit. La France effectivement aura tout fait, comme en témoigne la fébrile activité déployée à l'Elysée et au Quai d'Orsay au cours de la très longue journée de lundi. Dans la matinée de mardi, cependant, ne convenait au Quai d'Orsay qu'il ne restait plus assez de temps pour que le ministre des affaires étrangères puisse se rendre à Bagdad. M. Châdi, ayant lui-même renoncé, un ne voyait plus à Paris ce qui pourrait arrêter la machine de guerre, si ce n'est l'imprévisibilité de M. Saddam Hussein.

La France aura cependant tout tenté jusqu'au dernier moment : on ne baisait toujours pas les bras mardi à 2 heures du matin à Paris, ni l'hypothèse d'un voyage de M. Roland Dumas à Bagdad. M. Châdi, ayant lui-même renoncé, un ne voyait plus à Paris ce qui pourrait arrêter la machine de guerre, si ce n'est l'imprévisibilité de M. Saddam Hussein.

La journée de lundi avait commencé tôt, et mal, pour le président de la République et le ministre des affaires étrangères, par le compte rendu résigné de M. Pérez de Cuellar sur l'échec de sa mission à Bagdad. En fin de matinée, cependant, on apprenait que M. Roland Dumas ne se rendrait pas à une réunion des Douze qu'il avait lui-même contribué à convoquer à Paris, afin de poursuivre à Paris ses contacts téléphoniques et de rester disponible pour un éventuel départ pour Bagdad, si « les conditions étaient réunies », selon la formule non explicite du Quai d'Orsay.

Soit que l'on sache déjà à Paris que cette réunion de Bruxelles ne

débouchera sur rien (« Vous serez humiliés », a dit M. Pérez de Cuellar au ministre des affaires étrangères luxembourgeois à propos d'un éventuel voyage de la « troïka » européenne à Bagdad); soit que la France estime avoir plus de chances seule auprès de Saddam Hussein qu'en sein d'une Communauté européenne divisée sur le fond et que les Irakiens ont traité la semaine dernière par le mépris; soit tout simplement que M. Mitterrand fasse plus confiance à son ministre des affaires étrangères qu'au trio Pöös-De Michelis-Van den Broek; pour toutes ces raisons à la fois sans doute, Paris délaisse la CEE et décide de jouer seul sur deux fronts : le Conseil de sécurité et le dialogue direct avec Bagdad. Au cours du déjeuner qu'il a eue le nouveau premier ministre britannique, le président de la République ne pipe mot de ses projets pour la journée.

Dans l'après-midi, on apprend que M. Mitterrand a convoqué un conseil des ministres extraordinaire, dont l'ordre du jour officiel porte sur « la réquisition des compagnies aériennes ». L'hypothèse d'une initiative française de la dernière chance semble se confirmer quand, à l'issue de ce conseil, M. Mitterrand reçoit à l'Elysée, pour la première fois depuis le début de la crise, l'ambassadeur irakien, M. Abdul Razzak al-Hassimi. « Au comment », lance l'ambassadeur à l'issue de cette rencontre d'une heure. « Le président de la République et le gouvernement ne se refusent aucune initiative jusqu'à la dernière minute », déclare le porte-parole du gouvernement, M. Le Penec. M. Jack Lang, invité de « l'heure de vérité » sur Antenne 2, confirme que la France s'apprête à faire une proposition à l'ONU.

A 2 heures du matin, le porte-parole du Quai d'Orsay annonce la proposition faite par la France au Conseil de sécurité et précise qu'elle n'a pour l'instant pas suscité de réaction irakienne. Le plan en six points aurait pourtant été présenté dès jeudi dernier par M. Roland Dumas à l'ambassadeur d'Irak, qu'il avait reçu avant les ambassadeurs des autres pays arabes. Ce plan a reçu, précise

M. Daniel Bernard, l'aval de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne et des pays du Maghreb.

Sans l'approbation consensuelle du Conseil de sécurité, la France ne pouvait plus faire valoir ce plan auprès des Irakiens. On continuait cependant à déclarer que M. Roland Dumas n'excluait pas de se rendre à Bagdad « et d'être utile », sans préciser quel pouvait être le contenu de cet hypothétique déplacement et de quel type d'argument pouvait encore jouer la diplomatie française auprès de Bagdad.

## Fermeté quand même

Les efforts français ont en tout cas été salués lundi par diverses voix arabes, dont le mouvement islamique d'opposition irakienne et le numéro deux libyen, M. Abdulsalam Jalloud. A Paris, le porte-parole de l'OLP, M. Ibrahim Souss, estimait dans la soirée que « le temps est venu pour une initiative franco-palestinienne » et souhaitait une rencontre entre M. Arafat et M. Mitterrand. Selon M. Souss, cependant, cette initiative devait consister du côté français à obtenir « des garanties des Etats-Unis et d'Israël » qu'une conférence internationale serait réunie à terme et « sans lien mécanique » avec l'évacuation du Koweït.

Ces efforts pour la paix sont allés de pair avec la fermeté quant à l'application des résolutions de l'ONU par l'Irak. Le secrétaire général de l'Elysée, M. Jean-Louis Bianco, a remis lundi à l'émir du Koweït, ainsi qu'un roi Fahd qui l'a reçu à Ryad, un message allant dans ce sens. Ce message, selon l'agence koweïtienne KUNA, porte sur « la nécessité pour l'Irak d'appliquer sans conditions toutes les résolutions du Conseil de sécurité ». La décision de M. Mitterrand d'avancer de vingt quatre heures le débat au Parlement sur l'engagement militaire français tendait à prouver aussi que Paris prenait au sérieux l'hypothèse d'une ouverture des hostilités très vite après l'ultimatum du 15 janvier à minuit et n'entendait pas s'y dérober.

CLAIRE TRÉAN

Alors que des manifestations de soutien à M. Saddam Hussein étaient prévues à Bagdad

## L'Irak propose des « garanties » à l'Arabie saoudite

Des manifestations de soutien au président Saddam Hussein devaient avoir lieu, mardi 15 janvier, dans toutes les villes irakiennes. Selon certains habitants de Bagdad, où la situation, lundi, paraissait étrangement calme, le Parti Baas (au pouvoir) et d'autres organisations officielles conseillaient à la population de se tenir prêt à exprimer leur appui au chef de l'Etat, à la veille d'un possible affrontement avec les Etats-Unis et leurs alliés.

D'autre part, M. Saddam Hussein a adressé, lundi 14 janvier, au roi Fahd d'Arabie saoudite une « lettre ouverte » dans laquelle il affirme que « l'Irak est disposé à donner davantage de garanties susceptibles d'inspirer la confiance dans les relations entre les deux pays ». Dans cette lettre, le chef de l'Etat irakien demande au souverain wahabite « le départ sans délai des troupes étrangères » stationnées dans le royaume et le laisse libre d'appeler « les forces arabes croyantes qui lui inspirent confiance ». Affirmant que des « centaines de milliers de Saoudiens périront si le royaume est le

champ de la confrontation », le président irakien ajoute : « Si vous voulez connaître nos dispositions à vous accorder des garanties supplémentaires, nous sommes prêts à le faire ». Le président irakien rappelle ensuite que l'Irak n'a jamais « failli à ses engagements » envers les « pays de non-agression », en vertu d'un traité signé dans ce sens par les deux pays.

M. Arafat : « Nous sommes dans la même tranchée »

M. Saddam Hussein qualifie dans sa lettre de « déclaration de guerre » l'appel du roi Fahd aux « armées incroyantes qui, au lieu de défendre le royaume, font la guerre à l'Irak ». « Ce que vous avez fait est contraire à la loi divine », dit-il encore. Le président irakien demande enfin au roi Fahd de faire en sorte que les relations bilatérales entre les deux pays reviennent « à leur cours normal (...) en l'absence de tout étranger ».

Par ailleurs, M. Saddam Hussein a réaffirmé lundi que la question palestinienne « est au cœur de la confrontation entre l'Irak, les

masses arabes et les musulmans », d'une part, et la politique « agressive et hégémonique des Etats-Unis », d'autre. Il a tenu ces propos lors d'un entretien avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui a répondu que le peuple palestinien « se tient aux côtés de l'Irak face à l'agression impérialiste et sioniste ». « L'Irak et la Palestine se trouvent dans la même tranchée et luttent pour recouvrer les droits arabes », a ajouté M. Arafat. — (AFP, AP, Reuters.)

L'ambassadeur d'Irak à Washington s'est rendu à Bagdad. M. Mouhammad al-Mashat, ambassadeur d'Irak à Washington, a été appelé à Bagdad, sur ordre de son gouvernement, après que les Etats-Unis eurent ordonné une réduction du personnel diplomatique irakien, a indiqué lundi 14 janvier le département d'Etat. Les Etats-Unis avaient exigé samedi que la mission irakienne soit réduite à quatre personnes, au plus tard le 15 janvier à minuit. Les derniers diplomates américains ont quitté Bagdad samedi. — (AFP.)

Démarche yéménite et autres initiatives

## Les pays arabes poursuivent leurs efforts diplomatiques

Plan de paix yéménite, démarche libyenne, initiative diplomatique tunisienne à l'ONU, multiplication des rencontres en Jordanie... Les pays arabes se sont mobilisés, lundi 14 janvier, pour trouver une issue pacifique à la crise, au moment où, à Bruxelles, la CEE leur demandait, ainsi qu'à l'OLP, de « continuer à déployer tous leurs efforts ».

Le Yémen, pays « ami » de l'Irak, a proposé lundi un plan de paix qui a été soumis aux Irakiens lors d'une visite à Bagdad du premier ministre Haider Abou Bakr Al Attas. Présent devant le Parlement, à Sanaa, par le président yéménite Ali Abdullah Saleh, ce plan comporte six points :

— Retrait des troupes irakiennes du Koweït ;

— Déploiement de forces arabes et internationales dans la zone litigieuse entre l'Irak et le Koweït, sous les auspices de la Ligue arabe et de l'ONU ;

— Retrait des forces étrangères de la région aussitôt après l'acceptation par l'Irak d'évacuer le Koweït ;

— Engagement du Conseil de sécurité de l'ONU à appliquer les résolutions qu'il avait adoptées sur le conflit israélo-arabe, ce hâtant la tenue d'une Conférence internationale

de paix sur le Proche-Orient ;

— Engagement des pays qui ont déployé leurs troupes dans le Golfe et dans la péninsule Arabique à ne pas recourir à la force contre l'Irak ;

— Levée de l'embargo économique imposé à l'Irak aussitôt que les parties en conflit auront accepté les propositions yéménites.

Contrairement à ce qu'avait affirmé le général Saleh, des responsables du département d'Etat américain ont indiqué que les Etats-Unis ne souscrivaient pas à ce plan.

## Proposition tunisienne à l'ONU

De son côté, « la Libye, en collaboration avec plusieurs pays arabes et certains dirigeants européens, prépare une initiative de paix », selon le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jalloud, ce visite à Bagdad. Rappé par le président Saddam Hussein, le responsable libyen lui a remis un message du colonel Mouammar Kadhafi, dont la teneur n'a pas été précisée. « La communauté internationale devrait reconnaître qu'il s'agit d'un problème arabe », a affirmé le commandant Jalloud. Le colonel Kadhafi avait proposé, la semaine dernière, la convocation d'une réunion d'urgence, à Genève, du Conseil de sécurité de l'ONU, avec la participation des pays du Proche-Orient et du bassin méditerranéen.

Pour sa part, le président algérien Chadli Bendjedid a renoncé à se rendre à Bagdad, alors qu'il se trouvait en question lundi. De son côté, l'ancien président algérien Ahmed Ben Bella, arrivé lundi à Bagdad, a « rendu hommage au courage de l'Irak » dans sa lettre contre l'agression américaine.

A New-York, le gouvernement tunisien a demandé que le Conseil de sécurité adopte d'urgence une résolution fixant la date d'une conférence internationale de paix sur la question israélo-arabe, au cours de l'année 1991. A Amman, le roi Hussein de Jordanie a rencontré, lundi, plusieurs personnalités, dont le premier ministre yéménite Abou Bakr Attas, le président autrichien Kurt Waldheim et M. Yasser Arafat. Le président de l'OLP avait rencontré M. Saddam Hussein quelques heures auparavant, à Bagdad. On s'attendait à ce qu'il retourne dans la capitale irakienne dès la fin de ses entretiens avec le souverain hashémite. De source palestinienne, on déclarait lundi que M. Arafat avait ordonné à des milliers de ses combattants du Liban de combattre aux côtés de l'Irak face à la force multinationale. — (AFP, AP, Reuters.)

Les Etats-Unis

des manifestations  
dans le monde



## LA CRISE DU GOLFE

# Les Etats-Unis inquiets des menaces de terrorisme

Résolu semble-t-il à la guerre, les Etats-Unis qui ont repoussé, lundi soir 14 janvier, un plan de paix français à l'ONU, se laissent peu à peu gagner par la paranoïa du terrorisme.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Les dés sont jetés, le temps de la diplomatie est passé. Le porte-parole de la Maison blanche a eu beau affirmer, lundi 14 janvier, que les Etats-Unis «saluaient les efforts de qui que ce soit» pour résoudre pacifiquement la crise, tout dans l'attitude de l'administration Bush montre qu'elle n'accorde plus à ces entreprises qu'un intérêt distrait ou limité.

Les tentatives yéménites à l'ONU ont à peine été relevées et

l'initiative française a été balayée d'un revers de main, avant même d'avoir été formellement présentée, par le représentant américain aux Nations unies, parce qu'elle contenait l'amorce d'une concession à M. Saddam Hussein - un engagement de la communauté internationale à se pencher, après un retrait irakien du Koweït, sur le conflit israélo-arabe, c'est à dire ce que les Américains considèrent comme un «lien» indu.

L'attitude américaine est dans la droite ligne de la position de M. Bush, qui s'est archibouté dans son refus de même considérer, à ce stade, une future conférence sur le Proche Orient. La classe politique américaine soutient massivement ce principe, avec tout de même quelques exceptions significatives, comme l'ex président Carter.

L'opinion est pourtant d'un avis fort différent : deux Américains sur trois, indiquent divers sondages, sont favorables à la convocation d'une telle conférence.

Le plan français de dernière minute présente aussi l'inconvénient, pour Washington, de risquer de conduire à un report de fait de l'ultimatum du 15 janvier. De plus, la France n'est pas vraiment en odeur de sainteté ces temps-ci à Washington. Sa détermination à utiliser ses forces dans le Golfe a été longtemps mise en doute, et ses initiatives unilatérales, agacées.

Les représentants de l'administration évitent de le dire publiquement, mais d'autres ne s'en privent pas. Richard Perle, ancien membre du Conseil de sécurité, et faucon parmi les faucons, expliquait lundi qu'il y avait toujours des raisons de s'inquiéter quand la France propose ses services.

qui devait être dit l'avait déjà dit.

L'opinion américaine semble désormais persuadée, à près de 90 %, que la guerre aura lieu et l'administration, par calcul ou parce que telles sont ses réelles intentions, est parvenue à accélérer l'idée que l'attaque aurait lieu très rapidement. Toute l'attention des médias est concentrée sur les préparatifs de guerre, sur la détermination des soldats américains et le sort qui les attend.

Un autre thème revient, obsessionnellement, celui du terrorisme

qui, à en croire divers «experts» recrutés pour la circonstance par les télévisions s'apprête à faire des ravages, y compris sur le territoire américain.

Malgré quelques efforts initiaux pour éviter les amalgames, les stéréotypes anti-arabes se déversent naturellement, la chaîne NBC illustrant par exemple un reportage sur les risques courus par les Américains sur leur propre territoire en diffusant à l'encre des images d'enseignes de «Yemeni Cafe» ou de «Iraqi Grocery» (épicerie ira-

kienne), tournées dans une quelconque ville des Etats-Unis.

Sur CBS, «l'expert» de service annonce comme une certitude des attentats sur le territoire américain, et il faut un réel agent du contre-terrorisme pour appeler discrètement à ne pas franchir le pas entre «la prudence et la paranoïa», à ne pas bâtir trop vite un «Fort Apache sans Apaches». Mais, comme l'a dit à de multiples reprises le président Bush, c'est le combat «du bien contre le mal», et les Indiens d'ont qu'à bien se tenir.

JAN KRAUZE

### Création d'un centre de commande anti-attentats à New-York

Un centre de commande anti-terroriste a été instauré lundi 14 janvier, à New-York avec la participation des principales administrations concernées, a annoncé le chef de la police de la ville, Lee Brown. Dans ce centre, des policiers ainsi que des représentants du FBI (contre-espionnage), des services d'urgence, des pompiers et des garde-côtes et de dix autres

services, partageront les informations sur les menaces éventuelles, organiseront les collectes de renseignements et prêteront assistance aux entreprises et institutions aux prises avec des problèmes de sécurité. Le public a été invité à communiquer toute information sur le terrorisme au centre en appelant un numéro d'urgence. - (AFP)

### Rien ne semble devoir arrêter le mécanisme

A vrai dire, depuis le vote du Congrès, samedi, autorisant M. Bush à faire entrer en guerre les Etats-Unis, plus rien, du point de vue américain, ne semble devoir arrêter le mécanisme, si ce n'est une capitulation sans conditions de Saddam Hussein. Des consignes ont été données aux officiers pour qu'ils s'abstiennent de s'exprimer devant les médias, comme si tout ce

### Après le vote du Congrès

## Les trois quarts des Américains approuvent l'usage de la force

78 % des Américains approuvent le vote par le Congrès d'une résolution autorisant l'usage de la force contre l'Irak après le 15 janvier, et 89 % sont partisans d'une attaque d'ici à un mois, selon un sondage de la télévision ABC et du Washington Post, rendu public lundi 14 janvier. Selon cette enquête, 37 % préféreraient une attaque immédiatement après l'expiration de l'ultimatum de l'ONU à l'Irak. - (AFP)

21 % se contenteraient d'un délai d'un mois.

Selon un autre sondage réalisé par le magazine Time et la chaîne CNN, un peu plus de la moitié des Américains interrogés (54 %) pensent que s'il doit y avoir une guerre dans le Golfe, il faut qu'elle ait lieu rapidement après l'expiration de l'ultimatum de l'ONU à l'Irak. - (AFP)

Diminution des réserves de sang aux Etats-Unis en raison de la menace de guerre. - Les réserves de sang ont atteint des niveaux critiques dans certains endroits des Etats-Unis à cause d'une baisse saisonnière des dons en janvier, mais surtout de la crise du Golfe. Les banques civiles du sang fournissent 2 000 unités de sang (environ 1 000 litres) aux militaires chaque semaine depuis le début de janvier, a précisé M. Marcia Lane, responsable de l'Association américaine des banques du sang, qui collecte environ la moitié des réserves civiles nationales. «Nous ne faisons pas encore un appel d'urgence national. Nous le ferons si les combats éclatent», a-t-elle précisé. Selon les militaires, les besoins pourraient alors s'élever à au moins 1 600 unités de sang par jour. - (UPI)

## De multiples manifestations dans le monde

Moins de quarante-huit heures avant l'expiration de l'ultimatum de l'ONU à l'Irak, les manifestations se sont multipliées, lundi 14 janvier, en Occident et dans le monde arabe. Avec des objectifs sensiblement différents.

Alors, qu'à Berlin (Allemagne) une chaîne humaine composée essentiellement d'écologistes a bloqué le quartier général des forces américaines, que dans les capitales latino-américaines, Mexico (Mexique), Asunción (Paraguay), Managua (Nicaragua), Santiago (Chili), Lima (Pérou), des rassemblements pacifistes ont eu lieu, et qu'en Italie les trois grandes centrales syndicales, communiste (CGIL), démocrate-chrétienne (CISL) et socialiste (UIL), ont appelé à une grève générale de cinq minutes pour la paix dans le Golfe, la journée du 14 janvier a été marquée aux Etats-Unis par de nombreuses manifestations pacifistes, des prières publiques pour la paix étant organisées dans les églises.

A Chicago (Illinois), trois mille manifestants ont bloqué les rues du centre et ont fait irruption dans l'immeuble abritant le siège de la compagnie pétrolière Amoco. Une centaine de personnes ont été appréhendées. A San Francisco, où six manifestations ont eu lieu, la circulation sur le pont du Golden Gate a été interrompue par une centaine de personnes. Le centre de recrutement de Puypall (Etat de Washington) a été incendié par une bombe et celui de Minneapolis (Minnesota) a été bloqué par un millier de manifestants.

A Washington (district de Columbia), où un cortège s'est dirigé vers la Maison Blanche, le militant pacifiste Dick Gregory a été interpellé après cinquante-quatre jours de grève de la faim, alors qu'il était entré dans le périmètre interdit de la résidence présidentielle. Un groupe d'Indiens Ojibway, en provenance du Minnesota, a commencé à battre le «tambour de la paix» près de la Maison Blanche. New-York a été le théâtre de quatre manifestations contre la guerre dont une veillée aux chandelles d'enfants devant l'immeuble des Nations unies et un chœur de cinq cents écoliers à Times Square.

Des Américains favorables à l'action de leur pays dans le Golfe ont parallèlement commencé à se faire entendre. Ainsi les épouses de trois militaires stationnés en Arabie saoudite ont organisé un rassemblement de trois mille personnes à Jacksonville (Floride).

### Le soutien à Saddam Hussein

Tandis qu'un «bateau de la paix», le Ibn Khaldoun, affrété par l'Union générale des femmes arabes, arrivait lundi 14 janvier dans le port irakien d'Oum al-Qasr (sud-est de l'Irak) après être parti d'Alger le 6 décembre et avoir fait escale à Tunis, Tripoli, Port-Soudan et Aden, puis avoir été contraint par la force multination-

nale de décharger au large d'Oman sa cargaison de sucre, de nombreuses manifestations de soutien à l'Irak ont eu lieu dans le monde arabe.

En Algérie, les islamistes du FIS ont rassemblé à Alger mille personnes à Alger qui ont entendu l'imam Belhadj critiquer vigoureusement le roi Fahd d'Arabie saoudite et souligner les dangers pesant sur les intérêts américains dans le monde en cas d'«agression» contre l'Irak. La police a empêché les manifestants qui scandaient des slogans en faveur de l'Irak et qui brandissaient des portraits de Saddam Hussein d'approcher l'ambassade américaine. A Ouan, quelque dix mille personnes ont défilé devant le consulat des Etats-Unis. A Séfif, le comité local de soutien au peuple irakien a réuni quelques centaines de personnes dans le centre-ville.

En Tunisie, les partis d'opposition et les organisations professionnelles et syndicales ont réuni à Tunis plusieurs milliers de personnes pour «dénoncer les instigateurs de la guerre» et exprimer leur «soutien à l'Irak». «La guerre que va livrer l'Irak à l'Alliance atlantique et impérialiste est celle de tous les Arabes et musulmans», a indiqué un orateur. Même son de cloche dans la capitale jordanienne, Amman, où environ vingt mille personnes, essentiellement des jeunes Palestiniens, ont défilé en brandissant des portraits de Saddam Hussein.

Au Pakistan, pays musulman qui a envoyé dix mille soldats en Arabie saoudite, la police a dispersé à coups de matraques des étudiants islamistes qui s'approchaient du centre culturel américain d'Islamabad à l'issue d'une manifestation contre les Etats-Unis qui avait réuni plusieurs milliers de personnes. Il y aurait eu une vingtaine de blessés parmi les manifestants et sept parmi les forces de l'ordre. D'autres manifestations anti-américaines ont eu lieu à Rawalpindi, Lahore, Karachi et Peshawar. - (AFP, REUTERS, AP)

■ Démarches de femmes pour la paix. - Six organisations féminines ont adressé un télégramme au président François Mitterrand pour lui demander son intervention immédiate auprès de l'Irak pour sauvegarder la paix et pour de réelles négociations. Une délégation de ces organisations (Union des femmes françaises, Action catholique générale des femmes, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Rencontre internationale des femmes contre la guerre, Agir pour la paix, Appel des mères de la Manche) a remis, lundi 14 janvier, à l'ambassadeur d'Irak à Paris des lettres adressées au président Saddam Hussein demandant de «les recevoir instantanément à Bagdad». Selon les membres de la délégation, l'ambassadeur d'Irak leur aurait affirmé que seul un dialogue direct avec la France pourrait empêcher la guerre.

EXCEPTIONNEL

25 ANS APRES

découvrez pour votre plaisir

## Le Livre des Mille et Une Nuits

dans la célèbre et très prestigieuse édition du Club Français du Livre

La magie d'un grand texte dans une édition de grand luxe

Un monument édité comme un événement lors de sa parution il y a 25 ans, la célèbre et depuis longtemps introuvable édition des Mille et Une Nuits du Club Français du Livre est à nouveau disponible, rééditée à l'identique. Admirablement servie par l'élégance de la traduction d'Armel Guerne, le plus fantastique recueil d'histoires merveilleuses de la littérature universelle retrouve ici toute sa saveur, son audace et sa puissance de séduction.

A la fin de ces textes éblouissants s'ajoute, pour votre plaisir, la qualité tout à fait exceptionnelle d'une édition de prestige reliée en cuir et superbement illustrée de 54 miniatures orientales en bois taillé. Découvrez la grandeur et le charme de ce monument.

Laissez-vous séduire, ne serait-ce qu'une nuit !

**TIRAGE LIMITE**  
**Réédition à l'identique**

- \* 6 volumes 14 x 21,5 cm de 450 pages environ chacun.
- \* 54 miniatures orientales hors texte en quadrichromie.
- \* Impression 2 couleurs noir et turquoise sur papier ivoire.
- \* Reliure pleine cuir à grain lisse couleur turquoise rehaussée noir et or.
- \* Dorure au balancier, signes et tranches noires.

RECEVEZ LE VOLUME 1  
CHEZ VOUS, POUR UN EXAMEN DE 10 JOURS  
GRATUIT ET SANS ENGAGEMENT

ET  
EN CADEAU DEFINITIVE, 12 MINIATURES ORIENTALES  
spécialement tirées à part

Une série exceptionnelle de 12 miniatures indiennes, persanes et turques choisies parmi les magnifiques reproductions anciennes qui illustrent cette collection de prestige. L'âge d'or de la peinture islamique dans toute sa splendeur.

Un cadeau personnel du Club Français du Livre que vous aurez le plaisir de conserver quelle que soit votre décision finale.



LE CLUB FRANÇAIS DU LIVRE  
6, AVENUE DE VILLARS, 75342 - PARIS CEDEX 07

Le Livre des Mille et Une Nuits  
BON D'EXAMEN GRATUIT

à renvoyer sous enveloppe non affranchie à :

Club Français du Livre, Livre réponse 19-75 - 75342 Paris Cedex 07.

OUI, je désire recevoir gratuitement et sans engagement de ma part le 1<sup>er</sup> volume du «Livre des Mille et Une Nuits» pour un libre examen de 10 jours, accompagné de la série des 12 miniatures orientales offerte en cadeau définitif. A l'issue de ces 10 jours, si je ne suis pas entièrement satisfait, je vous retournerai sans rien vous devoir ce volume. Les 12 miniatures me resteront en cadeau définitif. Autrement, je conserverai le 1<sup>er</sup> volume, et je bénéficierai de conditions de souscription privilégiées pour recevoir, en une seule fois, les 5 volumes suivants de la collection complète. Je pourrai ainsi régler comptant au prix préférentiel de 1980 F seulement (soit 400 F de moins), soit choisir entre différents plans de crédit, dont un crédit gratuit de 3 mois.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Un seul examen gratuit par foyer - Offre réservée à la France métropolitaine et limitée au 30 juin 1991. 044 - 0410 - 022

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

(Pour les ventes en gros, voir la notice)



## LA CRISE DU GOLFE

Veillées de prières en France

## Rassemblements pour la paix dans de nombreuses églises

De nombreuses veillées de prières ont eu lieu lundi 14 janvier, en France, dans les communautés catholiques, protestantes et juives. A Lyon, le cardinal Decourtray, archevêque, a déclaré : « Que vienne la paix. Mais que vienne en même temps la justice, c'est-à-dire le respect du droit et le respect des autres. Si la justice sans la paix conduit à la dureté du cœur et à l'oppression, la paix sans justice ne fait que retarder et aggraver la guerre. » A Notre-Dame de Paris, une autre veillée a réuni le cardinal Lustiger, archevêque, Mgr Joseph Duval, président de la Conférence épiscopale de France, Mgr Emile Marcus, vice-président, et environ deux mille personnes.

On a prié, lundi soir, dans nombre d'églises de France. Prière grave, dévouée, sans démonstration. « Une prière comme un ultime recours à la grâce, comme la guerre est un ultime recours à la force », a dit, à Notre-Dame de Paris, le cardinal Lustiger. Prière d'une foule de tout âge, de toute condition, « Une prière, ça ne suffit pas, mais si on s'y met tous ! », dit cette jeune mère de famille. « Je viens prier pour purger ma peine, ajointe au lycée de dix-sept ans. En pensant aux militaires sur place, dans les deux camps, et aux attentats qui vont arriver ici. »

En chape violette — la couleur liturgique du temps de pénitence — le cardinal Lustiger s'adresse à une

foule qui bésite encore entre la résignation et l'espoir : « Nous prions, dit l'archevêque de Paris, parce que les décisions ne sont pas encore irrévocables. Pour que tant de morts déjà accumulés ne soient pas des sacrifices en vain. » Tard dans la soirée, on échantonne des textes bibliques, on chante des psaumes et des cantiques du Prophète Isaïe.

Nin loin de là, à l'église Saint-Martin, proche du Centre Beaubourg, d'autres fidèles sont blottis autour de quelques cierges, des dattes, du pain et des gâteaux à partager. On distingue des moines bouddhistes cambodgiens, des fidèles musulmans ou bahais, des responsables de la Fédération protestante de France, comme le pasteur Jacques Stewart, et même Emile Manetti, proche du grand rabbin Joseph Sitruk, vice-président de la Fraternité d'Abraham, qui dira qu'« au-delà de nos particularismes nous sommes tous à l'image du même Dieu, un créateur et libérateur ». Des prières sont dites en hébreu, en arabe, en khmer. Réunis par l'Arche de Lanza del Vasto, la plupart ont jeûné toute la journée.

Les échantons des gestes de paix, comme ce jeune musulman disant à Théodore Manod, de tous les combats pacifistes, que « le seul véritable djihad, c'est le combat qu'un homme contre soi, pas contre les autres ». « Nous protestons contre l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques ou personnelles », ajoute-t-il. Avant de dire qu'il ira reprendre sa place, dès la fin de la nuit, pour la prière de l'aube au milieu de ses frères de la Grande Mosquée de Paris.

H. T.

## La communauté juive invitée à participer à un voyage de soutien en Israël

Plus de trois mille personnes se sont réunies lundi 14 janvier, pour une veillée de prières de trois heures, à la grande synagogue de la rue de la Victoire, à Paris. Le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, a appelé la communauté juive à participer à un voyage de soutien en Israël, organisé par le Consistoire Israélite de Paris du 31 janvier au 3 février prochain. Cinq cents personnes se seraient déjà inscrites.

« Il faut chasser la peur, a martelé le grand rabbin Joseph Sitruk. Le peuple juif ne peut être sauvé que s'il a confiance. » Comme pour l'histoire célèbre après la destruction du temple de Jérusalem, la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris n'a pu contenir tous ceux qui souhaitent participer à cette veillée de prières pour la paix.

« Une motion du personnel de « Monde ». — A l'initiative des syndicats CGT, une assemblée des personnels du Monde a eu lieu mardi 15 janvier. Au cours de cette réunion a été adoptée la motion suivante : « Comme la majorité des Français, les salariés du Monde ne veulent pas la guerre. Elle ne résoudrait aucun des problèmes au Moyen-Orient : elle coûterait des milliers de morts, le gâchis de millions de vies ; elle se traduirait par des sacrifices supplémentaires pour tous les peuples ; elle provoquerait une catastrophe écologique aux conséquences incalculables. Les salariés du Monde exigent qu'une logique de paix soit substituée à l'odieuse logique de rebours. La date du 15 janvier n'est pas un caprice fatidique. Tout doit être fait pour trouver un règlement pacifique du problème du Golfe, qui passe par le retrait de toutes les troupes étrangères de la région. Un tel accord devrait s'appuyer sur le droit de tous les peuples de la région à la paix, à la sécurité, à la justice et à la démocratie. »

Après avoir repris en chœur des psaumes de David, les fidèles ont écouté les appels, au calme et à la confiance du grand rabbin de France, manifestant à plusieurs reprises leur approbation. A cette cérémonie participaient MM. Ovidio Solfer, ambassadeur d'Israël en France, Benny Cohen, président du Consistoire Israélite de Paris et la quasi-totalité des autorités rabbiniques de Paris et de la région parisienne.

Reprenant les thèses développées par les rabbins orthodoxes du monde entier, le grand rabbin Sitruk a rappelé que, « après que comme un feuillet », les paroles du prophète Daniel annonçant la naissance du Messie étaient en train de se réaliser. « Plus que jamais les textes sont d'une clarté troublante », a-t-il dit, en évoquant le « Zohar », premier texte de la Kabbale, selon lequel « un jour, des nations coalisées iront se retrouver en Mésopotamie, s'affronteront, et se retourneront vers Jérusalem ».

« Nous sommes dans cet enchevêtrement, dans cette tourmente, a poursuivi le grand rabbin. Notre avenir n'est pas dans des mains de Bush, il est dans nos bouches, par nos prières, demain. Mais il serait illusoire de penser qu'un simple retrait d'une troupe suffit. La paix, c'est également la reconnaissance d'Israël, le respect du juif dans le monde, les hommes enfin reconnus frères. »

Pour M. Sitruk, « l'union du peuple juif est notre seule arme ». Le grand rabbin a exhorté les fidèles de la communauté juive de France à marquer activement leur solidarité à l'égard d'Israël en participant au voyage organisé par le Consistoire Israélite de Paris du 31 janvier au 3 février 1991 à Jérusalem.

Cinq cents personnes se seraient déjà inscrites à ce voyage, qui a reçu l'agrément du ministère israélien des Affaires étrangères. Deux compagnies aériennes (El Al et TWA) auraient donné leur accord pour effectuer le transport. Une rencontre avec le premier ministre, M. Itzhak Shamir, est prévue au programme.

JEAN-MICHEL DUMAY

Les menaces terroristes sur le territoire national

## Policiers et gendarmes en état d'alerte

Le ministère de l'Intérieur a reconduit le plan « Vigipirate » destiné à faire face à la menace terroriste. Celui-ci, contrairement à ce que nous avions annoncé dans nos dernières éditions datées du 15 janvier, demeure dans sa première phase, c'est-à-dire la protection renforcée des bâtiments officiels, de certains lieux publics et la surveillance des vols à destination et en provenance du Moyen-Orient.

M. Pierre Joxe déclarait, dimanche 13 janvier, au Forum RMC-J'Express que « le gouvernement compte sur le calme des Français et aussi des étrangers que nous accueillons sur notre sol » au moment où des menaces terroristes pèsent sur les pays occidentaux. Le ministre de l'Intérieur se disait persuadé de « la parfaite solidarité » des musulmans qui vivent en France « pour comprendre les positions développées par la France depuis le mois d'août ». Alors que le porte-parole du département d'Etat américain annonçait, vendredi 11 janvier, que « le gouvernement américain possède la preuve que des terroristes soutenus par l'Irak se préparent à lancer des attaques un peu partout dans le monde », M. Joxe se limitait à annoncer que les nouvelles méthodes d'action terroriste « sont examinées depuis plusieurs mois par l'ensemble des services européens qui compétent », tout en expliquant que les mesures prises devaient demeurer « secrètes ».

En fait, la stratégie mise en place par la cellule de crise de l'UCLAT, l'Unité de coordination de lutte antiterroriste du ministère de l'Intérieur, choisit les mêmes armes que ses adversaires : la guerre psychologique. « Il faut tout faire pour décourager l'ennemi, lui faire comprendre qu'aujourd'hui la préparation d'un attentat sera plus compliquée », explique-t-on place Beauvau. Il s'agit d'un premier

temps de montrer qu'à travers le plan « Vigipirate », déclenché le 2 janvier, les deux cent mille policiers et gendarmes sont en état d'alerte permanente : renforcement des effectifs dans les rues et les lieux publics, contrôle des vols sensibles aux aéroports, surveillance accrue de la communauté arabe en France.

## La protection des centres « vitaux »

Ce déploiement de forces pourrait, en fonction de l'évolution de la menace, traverser l'appui des militaires. Plusieurs centaines sont mobilisables dans chaque département de la couronne parisienne pour des gardes statiques devant d'éventuelles cibles. Les patrouilles policières sont sollicitées pour développer les contrôles d'identité et se mettre en contact avec les renseignements généraux et les services de la DST en cas de détection de comportements ou d'identités suspects. Le plan pourrait étendre son dispositif à la protection des « centres vitaux du pays » : dépôts d'essence, entreprises dont les activités sont liées à la défense, usines de traitement des eaux et divers sites dont la liste est restée secrète.

Montrer aussi que la population est disposée, selon la formule de M. Joxe, « à se prêter de bonne grâce aux consignes » qui lui seront données. « S'il le faut, nous devons entrer dans l'état d'esprit qui a régné au cours des attentats de 1986, explique un haut responsable policier. Les gens acceptent de jouer le jeu, d'ouvrir leurs sacs dans les magasins ou de subir des patrouilles de sécurité. » De son côté, la Ville de Paris a annoncé la mise en place d'un système de rondes avant l'ouverture des écoles et des écoles, avec inspection systématique des paquets et des bagages. Les personnels extérieurs à la Ville de Paris chargés du nettoyage, des livraisons ou du dépannage doivent présenter une habilitation pour pénétrer dans les bâtiments municipaux.

Tout fait pour décourager l'ennemi éventuel : les services de renseignement ont accru leur travail d'infiltration des associations et groupuscules pro-irakiens, de la mouvance palestinienne et des milieux islamistes. Les policiers se déclarent en effet persuadés que les commanditaires d'attentats « peuvent utiliser les mêmes vecteurs qu'en 1986 pour des causes pourtant différentes ».

Les résidents irakiens sous surveillance

Les mille cinq cents ressortissants irakiens — dont plusieurs dizaines d'étudiants —, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, font également l'objet d'une attention particulière.

Commentaire d'un spécialiste de la lutte anti-terroriste : « Nous essayons d'être partout, tout en sachant que nous ne serons jamais satisfaits. Des explosifs sont là, les gens susceptibles d'héberger les occupants résident en France depuis longtemps. En général, les poseurs de bombes arrivent quelques jours avant l'attentat et repartent quelques jours après. Tout notre travail consiste à détecter leurs mouvements aux frontières. Les échanges d'informations avec les services étrangers sont essentiels. On sait par exemple que des terroristes utilisent certains types de passeports. »

Mais, pour l'instant, « aucune menace précise, aucune information signalant explicitement que des actions visant tel ou tel objectif en France » n'ont été transmises aux services français, souligne-t-on place Beauvau, démentant ainsi les révélations de M. Hans Josef Horchem, directeur de l'Institut alle-

mand de recherche sur le terrorisme, publiées dans l'hebdomadaire *Quelk*. Celui-ci déclare qu'une centaine de terroristes irakiens se seraient infiltrés depuis plusieurs mois en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne à l'aide de faux passeports algériens et tunisiens. « N'attendant qu'un signal de Bagdad », ces derniers, se présentant comme des étudiants, seraient prêts à enlever des attentats dans les métros, les stades et les cinémas, affirme M. Horchem, qui a été chef de l'administration régionale des renseignements généraux et du contre-espionnage de Hambourg mais qui n'est plus aujourd'hui dans les services opérationnels de la lutte anti-terroriste allemande.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

## Une précision de M. Maréchal

M. Marcel Maréchal, directeur du Théâtre de la Cité à Marseille, nous a adressé la lettre suivante :

« J'ai été surpris de lire dans le *Monde* que j'avais signé le texte des soixante-dix contre la guerre du Golfe. Je tiens à préciser que je n'ai signé aucun document, ni le texte des soixante-dix, ni le texte des trente-cinq. On peut souhaiter la paix de toutes ses forces sans être un pacifiste béat. Je trouve que les va-t-en-guerre la ramènent un peu trop en ce moment. Je voudrais simplement citer la parole de saint Augustin, qui garde toute son actualité :

« Ils sont grands les guerriers qui se distinguent par leur courage, leur fidélité à leur devoir, et qui rendent le calme et la paix. Mais ce qui est plus glorieux encore c'est de ruer la guerre par la parole, plutôt que les hommes par le glaive et de gagner la paix par la paix elle-même plutôt que par la guerre. »

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

## DIAGONALES

« C'EST HUI ! Vous voyez bien que je révisais mon examen ! » L'enfant des années 2020 dévisage l'écran de son ordinateur. S'il veut entrer dans la vie avec un bon bagage historique, il devra répondre aux questions de la machine par « vrai » ou « faux ». L'année 1991 est au programme. Les énoncés défilent sur l'écran couleur de vieux lacs.

— Un Touareg tue par balle un convoyeur du Paris-Dakar : oui ? Non ? L'armée rouge investit les pays baltes : exact ? L'hiver fut-il doux ? A quelle heure (française) a commencé la guerre du Golfe ? Combien y eut-il de morts la première semaine (à mille près) ?...

L'enfant promène sa souris plus bas, pour voir. Il a oublié la suite. Combien de morts, déjà ? Il mord ses joues. Il cherche dans sa tête. Mettons tant.

C'est alors que...

1939 La gare des Invalides, à Paris, avait été réquisitionnée pour cette distribution macabre. Quelques trinitaires plus tôt, la même esplanade s'enorgueillissait d'une locomotive géante, type Pacific, et du phare breton le plus puissant du monde. L'humanité exposait ses prodiges, elle faisait le microbolite.

— Au suivant ! dit la dame en blouse marron.

Elles étaient plusieurs dames. Elles distribuaient aux familles des cylindres de télégraphes. Essayez voir ! Une fois la couvercle ouvert, la « chose » apparaissait toute recroquevillée au fond du tube. Les attaches élastiques beiges serraient les premières, dans des tripures d'enfantement. Venaient ensuite les trous pour y voir, ronds comme des hublots, inclinés, fumants, torves, martiens. Essayez voir !

Toute la famille y passait, même les mamans. Derrière les orbites molles, leur regard devenait anonyme, hébété, hostile, mortel. C'était le premier cadeau de l'Etat, après les bons points de l'école. Vous pourrez emporter la chose chez vous. Il faudra l'avoir tout le temps avec soi, en classe, sous son lit. Pas jouer avec. Bon pour un fœtus de rongeur enfumé : la République avait de ses idées pour combattre l'argotisme !

Les enfants se frottaient le museau, en pouffant d'un rire méliancolique. Vise le mac ! Les rires jeunes se perdaient sous les lanternes

## C'est alors que

kaki. Plus absurde et glaçant qu'un enfant essayant un masque à gaz, vous connaissez ? — Attendez, les mêmes, râle la dame en blouse, c'est pas un jeu !

Il fallait vérifier l'étanchéité du matériel. La dame posait sa paume contre le filtre gris fer. On apercevait ses doigts roses par l'occlusion. Soudain, le masque caoutchouté se plaquait aux joues avec des craquements de papier rocher. Une odeur de rouille fanée et de talc froid envahissait les poumons, interdits.

— Arrêtez, madame, s'étouffait l'enfant. Vous êtes folle ou quoi ?

Comment écrivait-on asphyxie, à l'époque ? C'était la noyade sans eau, sous une peau pas à nous, dans des pousuirs de garage. Toute une guerre de 14 vous sautait au visage, vous pinçait les narines. L'horreur des tranchées n'était plus une image de l'illustration : elle toquait au mica. Ça devait aller très vite, la mort, à ce compte-là. « Au suivant ! », disait la dame.

C'est alors que... L'autre semaine, au large des Emirats, l'équipage d'une frégate française essayait ses masques. On reconnaissait les regards de musaraignes prises au piège, enroulé en 1939. Même odeur de chambre à air, de baiser fade. Voix nasillardes et déjà venues d'ailleurs. Seules les oreilles, rougies par les sanglots, parlaient encore de vie douce, de dimanches passés à causer, sous un tilleul à guilpes.

C'est alors que...

1944 La veille, les premiers soldats de Lécier avaient atteint la côte des Bruyères, en vue du pont de Sévres (Seine-et-Oise). Les riverains avaient apporté le champagne. L'entrée triomphale dans Paris serait pour le lendemain. La nuit était hachurée de bonheur comme une gravure de Jules Verne dans la collection Hetzel.

C'est alors que des tris automatiques ont quadrillé le ciel. Des Allemands ambusqués dans le parc de Brimborion livraient leur beroud. A l'aube, la silence était revenu, suspect et blémot rompu par la cavalcade étourdie des cloches criant victoire. Le fracas de la nuit, on ne l'avait pas rêvé, courons voir !

Sur le talus de la côte, à un « salut p'tite tête » de distance, deux enfants se faisaient face, à peine de biais. L'un, vingt ans, c'était un des victorieux de la veille au soir, à la voix perçante. Il avait téléphoné à la famille : la réve soudain à portée. L'autre, pas dix-sept ans, on lui voyait, à la saignée du bras, un brassard nazi d'aparté. L'après-midi, on l'avait vu monter vers Villacoublay pour sauver le Reich, enclenché sur un tank ferrailant, dans des feuilles. Le casque trop grand tressautait sur un visage d'almanach, blême d'acclimation au pire.

Dans le remblai, les jambes pendantes comme pour une bonne élaste. Les poings, eux, sont fermés sur d'autres sommets. Ils ont pris le ton jeune-gris de poupées antiques, en haut d'une armoire. L'un des géants se comprime l'aine. L'autre se tient plus haut, sous les côtes.

Au secret des poings se devinent des panssements individuels, tirés de quelque cartouchière, selon le même réflexe de désespoir apparié dans les deux années. Les combattants ont-ils eu la temps, avant que l'œil s'écrouille et se voile, de se souhaiter mutuellement le succès ? La gaze ne porte plus une parcelle de blancheur. Du rouge sombre — on dirait de la rouille — a coulé jusqu'à la terre piétinée par la bataille.

Les armes sont encore tenues fermes. Le rich des cuisselles se mêle aux relents de poudre, d'agonie-décal et d'herbe à lapin. Les cloches redoublent de jubilation, elles ne veulent pas en démordre. L'été explosif derrière les villas pour photos insouciantes à bécanes et canotiers. Des chutes de linoléum cachant aux bédouins l'insupportable nuit des bouches entrouvertes. Un camion des Brasse-ries de la Meuse fera le ramassage.

L'ENFANT des années 2020 révisait son année 1991. Il s'est juré d'avoir le moyen. Ce jour-là 15 janvier, le 16 heures de Paris, attendant que je réfréchisse, ah oui, ça y est, ça me revient. L'enfant sait, il va répondre. Son cou est tendu vers le miroir. Il est blanc, le cou, nacré, incongru comme souvent les nuques et l'avenir.

C'est alors que. Je me penche pour voir par-dessus l'épaule de l'enfant, pour copier. Je n'y arrive pas. Vous avez pu lire, vous ?

Le Monde DOSSIERS &amp; DOCUMENTS

numéro de janvier

L'OLP

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## LA CRISE DU GOLFE

Députés et sénateurs en session extraordinaire mercredi matin

# La réunion du Parlement a été avancée de vingt-quatre heures

Le conseil des ministres s'est réuni lundi 14 janvier à 18 heures à l'Élysée. Il devait se réunir à nouveau mercredi 16 janvier à 9 heures, trois heures après l'expiration de l'ultimatum adressé à l'Irak. Le Parlement est convoqué, le même jour, à 11 heures, en session extraordinaire, vingt-quatre heures avant le date initialement

prévue, afin d'approuver l'engagement éventuel des troupes françaises dans le Golfe. Le gouvernement doit faire une déclaration de politique générale en vertu des élinées 1 (pour l'Assemblée nationale) et 4 (pour le Sénat) de l'article 49 de la Constitution.

Les parlementaires sont appelés à se prononcer sur l'application par le

France des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. L'article 49-1 de la Constitution est ainsi rédigé : « Le premier ministre, après délibération du conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement une déclaration de politique générale. » L'article 49-4 aat

ainsi rédigé : « Le premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale. »

La réunion ministérielle de lundi soir avait un objectif technique. Il n'agissait d'adopter un décret autorisant le gouvernement à réquisitionner les appareils des compagnies aériennes

afin de rapatrier les ressortissants français des pays du Proche-Orient (lire page 12).

Cette mesure était jugée indispensable, la compagnie Lloyd ayant décidé de ne plus assurer les avions survolant la zone du conflit à partir de mercredi matin.

### Une large approbation

« Nul ne saurait dire que le président de la République songe à engager les Français dans un conflit sans mettre le Parlement en état d'exercer la plénitude de ses droits. » Cette phrase, prononcée par le premier ministre, M. Michel Rocard, devant les députés lors d'une séance de questions au gouvernement (le Monde du 14 décembre), devait prendre tout son effet mercredi 16 janvier à 11 heures du matin, soit cinq heures après l'expiration de l'ultimatum fixé par l'ONU pour l'évacuation du Koweït.

Pour la première fois depuis son arrivée rue de Varenne, le 10 mai 1988, M. Rocard devait faire devant les députés une déclaration de politique générale suivie d'un vote, conformément à l'article 49 alinéa 1 de la Constitution. Les sénateurs allaient pouvoir se prononcer de la même façon puisque l'alinéa 4 du même article permet au gouvernement de faire approuver par la Haute Assemblée une déclaration de politique générale.

Les sénateurs avaient déjà en l'occasion de le faire le 21 novembre 1989 en approuvant la politique du gouvernement à l'égard de l'Europe de l'Est. Le gouvernement devait, comme il l'avait fait à l'époque avec succès, afficher son souci scrupuleux de ne pas « polluer » ce vote par des considérations de politique intérieure : pas question de lui donner une autre signification que l'approbation de la politique de la France dans le Golfe dans un moment très grave.

### Les communistes isolés

Comme lors de la précédente session extraordinaire consacrée à la situation dans le Golfe (le Monde du 29 août), la séance devait commencer par la lecture, faite au même moment dans les deux Assemblées, d'un message du chef de l'Etat au Parlement. La déclaration du gouvernement était prévue en même temps dans les deux Assemblées, le ministre des affaires étrangères, M. Roland

Dumas, représentant le gouverne-

ment au Sénat.

L'Assemblée devait commencer le débat - avec un orateur par groupe ainsi qu'un député non inscrit, puis voter. Le Sénat devait prendre le relais. Le gouvernement souhaitait que les choses aillent vite pour ne pas être dépassé par la situation sur le terrain. Tout devait être achevé mercredi en fin d'après-midi.

Le premier ministre devait rappeler que si combat il y a, ce sera pour la défense du droit, et qu'il s'agit là d'une « opération de police internationale » destinée à « la sécurité collective » et non d'une « guerre ».

Dans l'hypothèse où un conflit se déclarerait dans les heures précédant le vote du Parlement français, le président de la République, chef des armées, conserverait la possibilité d'engager les forces françaises puisque la France aurait agi ainsi dans le cadre d'une décision de l'ONU. Devant les députés, le 12 décembre dernier, M. Rocard avait en effet précisé que, dans la mesure où la France ne se trouve pas dans le cas de figure d'une déclaration de guerre à un autre Etat (article 35 de la Constitution), « le président de la République a seul compétence pour décider du moment, des conditions et du niveau de l'engagement de la France, à charge bien entendu pour le premier ministre de répondre de la décision devant le Parlement ».

Le chef de l'Etat et le gouvernement s'attendaient mercredi à une large approbation, seul le groupe communiste étant décidé à voter, en tant que groupe constitué, contre le recours à la force.

Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, M. Michel Vanzelle, avait estimé il y a quelques jours que le chef de l'Etat prenait un risque en demandant l'approbation des parlementaires à un moment où il avait besoin d'une complète unanimité si la France se trouvait engagée militairement dans les combats. « Mais ce risque est à l'honneur de la démocratie », ajoutait-il immédiatement.

Un vent polaire balait la cour de l'Élysée. François Mitterrand ne fait pas durer sa poignée de main avec le président Mobutu Sese Seko, qu'il raccompagne jusqu'au perron. La lumière du grand lustre de cristal, en se réfléchissant sur les colonnes du palais présidentiel, semble donner à son visage, dans la nuit, un teint plus blafard qu'à l'ordinaire. Le président du Zaïre, qui préside actuellement le Conseil de sécurité de l'ONU, porte son éternel calot de peau de léopard. Sa pochette bleu roi à motifs jaunes égayée, avec une élégance un peu voyante, son costume bleu pétrole. Il tient à la main gauche une canne royale de bois incrusté d'or et d'argent. Micros et caméras l'encerclent.

Le visiteur reste discret sur le contenu de son entretien avec François Mitterrand, préférant insister sur la « regrettable » position de la Syrie vis-à-vis d'Israël depuis que Damas a menacé de se retourner vers l'Etat juif si les forces israéliennes entrent en guerre contre l'Irak. Le président Mobutu se montre plus disert pour critiquer ce qu'il appelle « le dictat » du Canada à propos des pressions exercées par Ottawa pour empêcher... que le prochain sommet de la francophonie ait lieu à Kinshasa.

Il est 18 h 30. Pendant ce temps, les ministres arrivent à un, discrètement, pour participer au conseil des ministres convoqué par François Mitterrand en séance extraordinaire en ce lundi 14 janvier, trente-six heures avant l'expiration de l'ultimatum. Lionel Jospin évite le perron. Pierre Joxe traverse la forêt de perches sans desserrer les dents. Jack Lang rase les murs. On dirait des somnambules. Ce soir, leur masque reflète l'angoisse de la France.

Même aux journalistes transis, le microcosme des cabinets ministériels, comme tout le monde, tente désespérément de supputer les chances respectives de la guerre et de la paix. Un conseiller, aussi abasourdi que son ministre, reconnaît, assure que personne ne pronostiquera, à l'état-major du PS, si, au

moment du vote du Parlement réuni en session extraordinaire, certains élus du parti ne parviennent pas, en leur âme et conscience, à franchir le pas du recours à la force. De l'autre côté de la Seine, dans le bureau du boulevard de Latour-Maubourg qu'il partage avec Pierre Messmer, au milieu de mille reliques rendant hommage au général de Gaulle, Charles Pasqua tente de coller à son image.

Il fait semblant de renifler un bon coup de politique intérieure derrière le consensus mitterrandien imposé à l'opposition par la convocation du Parlement en session extraordinaire.

### « Le premier coup de canon... »

L'ancien ministre de l'intérieur prend sa grosse voix pagnollesque pour exposer un scénario inédit : « Vous savez qui sera le premier mort de la guerre ? Eh bien, moi, je vais vous le dire, le premier coup de canon sera pour Michel Rocard ! Parce que si la guerre dure, François Mitterrand constituera un gouvernement d'union nationale auquel, bien entendu, nous participerons, et il pourra même en profiter, le lendemain, pour dissoudre l'Assemblée nationale, octroyer les élections législatives et nous bi... pendant cinq ans. » Il esquisse une grimace pour conclure sa farce : « A sa place, en tout cas, moi, c'est ce que je ferais... » Mais le cœur s'y est pas.

Le président du groupe RPR du Sénat n'a nulle envie, en vérité, de polémiquer avec le président de la République, son adversaire préféré. Il est prêt, au contraire, à reconnaître que l'action de François Mitterrand à l'ONU, depuis le début août, a rendu à la France un poids supplémentaire sur la scène mondiale et cela lui suffit pour juger « le consensus national parfaitement satisfaisant ». Il se félicite des réunions hebdomadaires de l'Hôtel Matignon qui ont associé les parlementaires de l'opposition aux réflexions du gouvernement : « Nous avons été correcte-

ment informés ». Un leitmotiv dans sa bouche : l'opposition continuera de manifester « son sens de la responsabilité ».

An fil de la conversation, Charles Pasqua, justifiant la présence militaire de la France dans le Golfe, donne même l'impression de s'identifier à François Mitterrand : « Nous avons pris un risque, mais notre attitude a répondu à la nécessité de faire respecter le droit international, et n'oubliez pas que nous avons répondu à l'appel de l'Arabie saoudite. » Il ne s'attarde plus sur les raisons qui ont conduit le chef de l'Etat à emboîter franchement le pas à George Bush, sur le terrain, après avoir, dans un premier temps, privilégié la stratégie de l'embarquo. Pense-t-il que la France s'est laissée contraindre par les Etats-Unis ? Reprend-il à son compte le propos privé de Jacques Chirac selon lequel le déclenchement de l'opération Daguet a été « une énorme connerie » ?

Charles Pasqua admet volontiers que l'envoi en Arabie saoudite de cinq mille soldats français, début août, après l'intrusion des irakiens dans la résidence de l'ambassadeur de France au Koweït, a constitué une riposte « disproportionnée » par rapport à cet incident. Mais à quel bon débattre de ce qui ne peut plus être changé ? Le temps est à l'« inévitable ». Ce soir, c'est Charles Pasqua le fataliste qui veut espérer jusqu'au dernier moment : « Il y a un élément que nous mésestimerions trop : nous avons affaire à des Arabes, ce ne sont pas des cartésiens ; avec eux, tout reste toujours possible... »

### « Tout est concevable »

A l'Élysée, le conseil des ministres n'a duré qu'une demi-heure. Visages fermés, les membres du gouvernement regagnent leurs pénates, mais, la démarche mécanique, Brieuc Lalonde, solitaire, balance inenueusement sa serviette comme un écailleur sur le chemin de la classe. Le détail le plus décisif devient soudain un morceau d'histoire... Il est dix-huit heures cinquante. Cela fait un quart d'heure que l'ambassadeur d'Irak à Paris, Abdul Razzak Al Hasbimi, surnommé « Nour », par les photographes qui le pistent depuis six mois, fait antichambre au premier étage de l'Élysée.

Le porte-parole du gouvernement, Louis Le Penec, les yeux rougis, emmène à grandes enjambées la cohorte des journalistes vers l'Hôtel de Marigny, pour un bref compte-rendu. Il ne se veut ni optimiste ni pessimiste. « Le président de la République et le gouvernement ne se refusent à aucune initiative diplomatique jusqu'à l'ultime minute... » Il renvoie à la prochaine réunion du conseil de sécurité de l'ONU. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, ira-t-il à Bagdad ? « Tout est concevable » à condition « qu'un certain nombre de conditions soient réunies ». Flou général.

Pas question d'en rajouter en accordant la déclaration spectaculaire faite quelques heures plus tôt, selon une dépêche de l'Agence France-Presse, par le ministre des relations avec le Parlement, Jean Poperen, qui a repris à son compte, sur Europe 1, la suggestion faite vendredi soir, sur TF 1, par Charles Pasqua : « M. Poperen a estimé qu'une visite de François Mitterrand à Bagdad était « politiquement, psychologiquement et moralement tout à fait vraisemblable », a rapporté l'AFP. Emmanuël de Manteville, directeur de l'AFP, vient de faire savoir que Jean Poperen évoquait l'éventualité d'une « initiative » et non d'une « visite » présidentielle. « On ne peut pas du tout écarter cette idée, a-t-il dit, qu'il (François Mitterrand) prenne dans les heures qui viennent une initiative. Mais ne prenez pas ça pour

une demi-information. Je ne le sais pas. Je dis seulement que c'est politiquement, et, si j'ose dire, psychologiquement et moralement tout à fait vraisemblable. » Retour à la case incertitude.

### « Nous ne sommes pas des mauviettes »

Cela fait une demi-heure que François Mitterrand s'entretient avec l'ambassadeur irakien. Que pense de tout cela le secrétaire général du CDS, Jacques Barrot ? Sa voix, au téléphone, résonne gravement. La guerre ? Tout, en lui, la récusait. Pourtant, les démocrates chrétiens ne feront pas défaut, eux non plus, au président de la République : « Nous ne sommes pas des vo-ten guerre, mais nous ne sommes pas non plus des mauviettes... » L'ancien ministre de la Santé a une envie de voir les soldats de notre pays mourir pour les émirats du Koweït, ces gens du Moyen-Orient... mais « la France, nous dit-il, ne peut se soustraire à l'impératif de la solidarité internationale ».

Il redonne, Jacques Barrot, l'ardeur guerrière des Etats-Unis, qu'il a pu mesurer lors d'un voyage outre-Atlantique, à la Toussaint. Il faudrait faire en sorte, à son avis, de permettre à Saddam Hussein de sauver la face. Comme François Mitterrand, il pense que les Américains « ont tort » de ne pas accepter l'idée d'une conférence internationale sur la question palestinienne : « Ils vont aboutir à ce que ce soit Saddam Hussein qui obtienne la primauté de cette conférence... » Un seul regret, chez lui : « Si la France avait su finaliser davantage sa démarche, en donnant toute sa dimension éthique à la nécessité de résister à Saddam Hussein, elle aurait obtenu un règlement global des problèmes de la région, un nom de la Justice, sa voix aurait été plus distincte... » Le discours de François Mitterrand à l'ONU a remis les pendules à l'heure mais l'engrenage militaire était déjà enclenché... Le délégué général de l'UDF, François Bayrou, député centriste des Pyrénées-Atlantiques, prépare, de son côté, la réunion du bureau politique de l'UDF, prévue mardi matin 15 janvier. Il apparaît, grosso modo, dans les mêmes dispositions que le secrétaire général du RPR, Alain Juppé, qui reconnaît à François Mitterrand et à ses alliés le mérite d'avoir « beaucoup tenté » et se déclare prêt à approuver la déclaration du gouvernement, mercredi, à condition que ce texte se limite à autoriser le pouvoir exécutif à appliquer les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU. Sa préoccupation, comme celle de la plupart des membres de l'opposition, est en particulier celle de Raymonmond Barre, porte sur le prétexte à la France parviendra-t-elle à préserver son autonomie vis-à-vis des Etats-Unis ? Saura-t-elle, au besoin, « ne pas se laisser entraîner » plus loin qu'elle ne le souhaite ? Entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, en tout cas, une question est d'ores et déjà tranchée : il ne devrait pas y avoir, mardi, au terme de la réunion du bureau de l'UDF, de communiqué commun lu à deux voix.

Le consensus doit être considéré comme « un accident de communication... »

En dévalant le perron de l'Élysée, à dix-neuf heures quarante, l'honorable Abdul Razzak Al Hasbimi, la moustache énigmatique, le chapeau de la grosse Mercedes grise qui l'attend dans la cour de l'Élysée ne comprend pas le sens de la manœuvre en marche arrière que tentent de lui conseiller les membres du service d'ordre prêt à docteler. Un coup de volant à droite, un autre à gauche, le gravier grince. Le moteur cale. L'un des policiers lance, à mi-voix : « Il préfère conduire un char... »

ALAIN ROLLAT

## Les réactions en France

□ M. Rocard : « Une opération de police internationale... » - Le premier ministre, M. Michel Rocard, a déclaré, lundi 14 janvier, que ce qu'il se prépare dans le Golfe « se présente comme une opération de police internationale plutôt que comme une guerre. (...) Nous sommes très épris de paix et il n'est de paix que par le droit. Nous savons que, parfois, dans notre société, il est nécessaire de mettre la force au service du droit ».

□ M. Mauroy à la tête de la délégation de l'Internationale socialiste à l'Élysée. - M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, devait coinduire, mardi 15 janvier, en sa qualité de vice-président, la délégation de l'Internationale socialiste qui devait être reçue, dans l'après-midi, par M. François Mitterrand à l'Élysée. Cette délégation comprendra MM. Hans Jochen Wisbnewski (SPD), ancien ministre, Guy Spitaels, président du PS belge et de l'Union des par-tis socialistes européens, Abderrahim Zouari, secrétaire général du RCD tunisien, Luis Ayala, secrétaire général de l'Internationale socialiste, et Pierre Guidoni, secrétaire national du PS, chargé des relations internationales.

□ La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) contre la discipline de vote au Parlement. - La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) estime qu'« en précipitant la convocation du Parlement, le président de la République avoue que la guerre est imminente ». Dans ces conditions, ajoute-t-elle, « la disci-

pline de parti n'a pas lieu d'être ». L'organisation d'extrême gauche appelle « toutes les forces anti-guerre » à une journée de mobilisation, mercredi 16 janvier devant l'Assemblée nationale.

□ M. Moutoussamy (app. PC, Guadeloupe) demande aux parlementaires d'outre-mer de « ne pas cautionner la logique de guerre ». - M. Ernest Moutoussamy, député (app. PC) de la Guadeloupe, a demandé à ses collègues d'outre-mer, par lettre, de « ne pas s'associer par leur vote au processus dangereux qui conduirait à la guerre ».

□ Les syndicats d'enseignants appellent à la « mobilisation générale » le 15 janvier. - Le courant Unité et action de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) appelle tous les personnels d'éducation, « à une véritable mobilisation générale contre la guerre, en décidant des arrêts de travail à partir du 15 janvier, afin d'élaborer des expressions collectives pour que la paix l'emporte ». Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) souhaite que les personnels de l'enseignement du second degré expriment « leur refus d'un recours aux solutions de force » co faisant du 15 janvier « une journée d'initiatives pour la paix ».

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT), appelle, de son côté, ses militants à envoyer des télégrammes à l'ambassade d'Irak « pour demander l'évacuation du Koweït » et à l'ambassade des Etats-Unis « pour qu'ils acceptent le principe d'une conférence internationale sur la question du Moyen-Orient ».

□ La CGT estime qu'il est « possible de régler les problèmes autrement que par la guerre ». - La CGT estime qu'il est « possible de régler les problèmes autrement que par la guerre » et affirme que la guerre « ne doit être déclenchée ni le 15 janvier ni plus tard ». La fédération CGT de la police nationale, s'adresse pour sa part, aux « élus de la nation, pour que toutes les initiatives soient prises, y compris l'abandon de la date fatidique du 15 janvier ». Les étudiants communistes appellent de leur côté à « interrompre symboliquement l'activité universitaire et scientifique pendant une heure le 15 janvier ».

□ La LICRA : « Une opération de gangstérisme politique sur le Koweït ». - La Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a estimé, lundi 14 janvier, que le président irakien « se livre à une opération de gangstérisme politique contre le Koweït ». Selon la LICRA, M. Saddam Hussein « refuse de reconnaître sa culpabilité et (...) la transfère sur un

bouc-émissaire de son choix : l'Etat d'Israël ».

□ Le MRAP dénonce le risque d'une « montée sans précédent de toutes les formes d'intolérance ». - Une délégation du Mouvement pour le respect de la République et le respect des peuples (MRAP), reçue, lundi 14 janvier, par l'ambassadeur d'Irak et par un diplomate de l'ambassade des Etats-Unis, a souligné « le risque d'une montée sans précédent de toutes les formes d'intolérance, notamment les racismes anti-arabe et antisémite » et le « danger d'un affrontement dramatique entre l'Occident et le tiers-monde ».

□ Le RECOURS-France contre la « propagande pacifiste », le Conseil national des Français musulmans « résolvant pour la paix ». - Le RECOURS-France, qui regroupe des rapatriés d'Algérie, se « désolidarise de la propagande pacifiste », tandis que le Conseil national des Français musulmans se prononce en faveur d'une conférence internationale sur l'ensemble des problèmes du Proche-Orient.

□ Le maire (app. UDF) de Nîmes annule la cérémonie des vœux. - M. Jean Souquet, maire (app. UDF) de Nîmes, a annulé la traditionnelle cérémonie des vœux prévue mardi 15 janvier, « en raison de la crise internationale et de son issue incertaine », d'autant qu'une partie de la garnison de la ville « se trouve présente et en première ligne » dans le Golfe.



## LA CRISE DU GOLFE

Six mille nationaux sont restés dans les pays arabes

## Deux mille cinq cents Français sont rentrés

Quelques deux mille cinq cents Français résident dans les pays de la zone de crise, y compris Israël, mais excluant le Liban et l'Égypte, ont regagné la France depuis le 10 janvier, à la suite des recommandations du gouvernement, selon une estimation approximative du Quai d'Orsay. Un millier environ sont rentrés par leurs propres moyens et quinze cents autres à bord de vols spéciaux affrétés par les autorités françaises. Quelques six mille nationaux sont restés dans les pays arabes, notamment en Arabie saoudite, où la plupart résident dans les villes de Djeddah et de Riyad.

Il reste, par ailleurs, plus de vingt-trois mille ressortissants français en Israël, pour le plus grand des binationaux. Plusieurs centaines d'Américains se pressaient, lundi 14 janvier à l'aube, à l'aéroport David Ben-Gourion de Tel-Aviv, pour tenter de monter à bord du dernier appareil de la Pan American à destination de New-York. Deux heures après l'ouverture des comptoirs, les quatre cent cinquante places du Boeing 747 ont été vendues.

Le Foreign Office a réaffirmé, lundi, qu'il conseillait aux Britanniques se trouvant actuellement en Israël de quitter le pays. Londres demande également à ceux de ses citoyens résidant à Babroin, au Qatar, à Ryd et dans l'est de l'Arabie saoudite, en Jordanie et au Yémen de ne pas y rester, moins que ce ne soit absolument « nécessaire ». Parallèlement, la compagnie aérienne britannique British Airways a annoncé qu'elle suspendait jusqu'à nouvel ordre tous ses vols à destination d'Israël et de Doha, en Arabie saoudite.

Le dernier Britannique retenu en Israël est arrivé lundi à Amman. M. Patrick Trigg, un ingénieur de cinquante-quatre ans travaillant pour une société pétrolière, a été jugé et acquitté samedi à Bagdad après avoir tenté de s'échapper d'Irak sans visa en août dernier. Il a été tenu au secret pendant quatre

Pour permettre les évacuations

## La réquisition des avions civils est désormais possible

Le Journal officiel du 15 janvier publie le décret adopté la veille en conseil des ministres extraordinaire et « portant ouverture du droit de réquisition des compagnies aériennes françaises ». Le gouvernement a donc ainsi les moyens juridiques de disposer en permanence des avions nécessaires à l'évacuation des ressortissants français dans les pays du Golfe, au transport des victimes d'événements militaires, voire à l'acheminement de troupes ou de matériels de combat.

Cette habilitation réglementaire n'est valable que pour des vols à destination ou en provenance des pays du Golfe. Elle n'implique

aucune énumération des appareils et des équipages mobilisables, mais elle donne toute latitude au ministre responsable des transports, sur demande de son collègue de la défense, d'exiger des transporteurs, même au prix d'achat d'achat d'achat de vols, les moyens nécessaires.

Le transporteur recevra une rémunération pour les opérations réalisées. Jusqu'à ce jour, le gouvernement s'entendait avec Air France ou UTA, en cas de tremblement de terre à Erzurum (URSS) ou de cyclone Hugo aux Antilles, pour que des avions soient mis à la disposition des secours, mais les compagnies évitaient d'organiser leurs programmes pour ces missions humanitaires.

Le gouvernement s'est donc donné une marge supplémentaire, semble-t-il, pour trois raisons. La première tient au fait qu'en cas de conflit, le besoin de capacité de transport sera, permanent et aussi beaucoup plus important que dans les cas de catastrophe naturelle. La deuxième est que les assureurs refusent de couvrir les risques de guerre, or le code de l'aviation civile stipule (article L. 423-1) : « En cas de réquisition de services, les contrats d'assurance (...) continuent leurs effets de plein droit nonobstant toutes clauses contraires et sans que l'assureur puisse se prévaloir du droit de résiliation ». La troisième raison réside dans l'attitude du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), qui avait donné son accord à ses adhérents de ne plus effectuer de vols vers la zone des combats possible à partir du 10 janvier. Les avions réquisitionnés seront armés par des équipages si possible volontaires. En cas de pénurie de personnels, le décret prévoit que l'ordre de réquisition s'étendra aux navigants.

A. F.

La publicité se met aussi au goût du jour : une compagnie aérienne n'hésite pas à rappeler, toutes les heures sur CNN, qu'elle dessert Londres, La Cane, Bombay, le Golfe, « trois fois par semaine » et qu'elle ira à Koweït « any day now », c'est-à-dire très bientôt. Il s'agit de Kuwait Airways, la compagnie qui relève la défilé et vole haut...

M. C. I.

## L'ASSASSINAT DU NUMÉRO DEUX DE L'OLP

Ami et proche collaborateur de Yasser Arafat

## Abou Iyad, le spécialiste du renseignement

Salah Khalaf - ou Abou Iyad - qui a été assassiné à Tunis, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 janvier, était une des figures historiques du nationalisme palestinien et considéré comme le « numéro deux » de l'OLP.

Spécialiste du renseignement et habile politicien, Abou Iyad était connu pour son réalisme et pour avoir été le premier dirigeant du Fath à accepter, dès octobre 1968, la thèse de « l'État démocratique » en Palestine puis celle d'une « reconnaissance mutuelle » entre l'OLP et Israël. Il était l'un des plus anciens compagnons de lutte de Yasser Arafat, avec qui il créa, en octobre 1959, à Koweït, le Fath, principale composante de l'OLP.

Né le 31 août 1933 à Jaffa, en Palestine, dans une famille modeste, originaire de Gaza, il adhère, dès l'âge de douze ans, à la section des jeunes Lionceaux de Nadjid, une organisation paramilitaire qui prépare les jeunes Palestiniens à la lutte. Il quitte sa ville natale le 13 mai 1948, à la veille de la proclamation de l'État d'Israël, pour Gaza où sa famille s'installe. Il y poursuit ses études secondaires tout en travaillant. En 1951, il se rend en Égypte, où il milite au sein de l'Union des étudiants palestiniens en Égypte, il fait la connaissance de Yasser Arafat et devient en 1952 son adjoint à la tête de cette organisation, avant d'en assumer la présidence. Depuis, l'itinéraire des deux hommes est le

même. Au cours de son séjour en Égypte, Abou Iyad obtient une licence en philosophie, en psychologie et en pédagogie. Cette formation lui permet, à son retour en 1957 à Gaza - à l'époque sous administration égyptienne - d'obtenir une carrière d'instituteur tout en créant, conformément au projet élaboré avec Arafat, des cellules politiques clandestines. Abou Iyad, qui a constamment des démêlés avec la police égyptienne, s'installe, début 1959, à Koweït, où il est nommé professeur dans une école secondaire.

C'est là qu'il participe avec d'autres jeunes Palestiniens à l'intense activité politique déployée par Yasser Arafat pour la mise en place d'un mouvement palestinien « indépendant des États arabes ». Ce projet se concrétisera par la création, en 1959, du Fath, qui entamera son action militaire le 31 décembre 1964. Abou Iyad passera les années suivantes à recruter des militants ou Koweït et dans les camps palestiniens du Liban et de Jordanie.

Le coorga du Fath, réuni à Damas le lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 1967, désigne Abou Iyad à la tête de son service de contre-espionnage, en remplacement de M. Farouk Kaddoumi (Abou El Louti), actuellement chef du Département politique (« ministères » des affaires étrangères) de l'OLP. Dès lors, Abou Iyad n'a cessé d'assumer les fonctions de chef des services de la sécurité et du contre-espionnage au sein de

l'OLP, tout en étant membre du comité central du Fath dont il était l'un des principaux idéologues. En septembre 1970, lors des affrontements sanglants en Jordanie entre les Palestiniens et l'armée du roi Hussein, il est arrêté puis libéré grâce à l'intervention de Nasser. L'expulsion, un an plus tard, de la résistance palestinienne de Jordanie l'amène à durcir sa position et à prôner la lutte contre le souverain hachémite, alors qu'il était un ardent partisan d'une coexistence jordanienne-palestinienne.

## Franc-parler et réalisme

Il sera par la suite épidémiquement accusé, aussi bien par les Israéliens et les Américains que par les Jordaniens, d'être le chef de l'organisation Septembre noir qui a revendiqué en novembre 1971 l'assassinat du premier ministre jordanien Wasfi El Tall et l'attentat, en septembre 1972 aux Jeux olympiques de Munich, contre les athlètes israéliens. Abou Iyad a, quant à lui, toujours nié être le cerveau de cette organisation.

En 1975, il quitte Le Caire, où réside habituellement sa famille - il a six enfants - pour Beyrouth. Il y joue, souvent sans succès, le rôle de médiateur pour tenter de résoudre les multiples crises entre les différentes factions libanaises, palestiniennes et la Syrie. Dès 1976, alors que la guerre civile faisait rage au Liban, il s'élève, dans plusieurs déclarations, contre

l'intervention et le rôle de Damas dans ce pays ainsi que dans les dissensions entre Palestiniens.

Personnage complexe, cet homme de petite taille, râblé, à la voix rocailleuse, occupait une place particulière au sein du mouvement palestinien. Son franc-parler, le réalisme qui se dégageait de ses prises de position, lui conféraient une position influente au sein de l'OLP.

Ami et proche collaborateur de Yasser Arafat, Abou Iyad passait pour représenter à l'OLP une aile radicale opposée à certaines initiatives politiques jugées trop modérées et à l'autocratie du chef de l'OLP. Il n'hésita pas à dénoncer violemment la visite du numéro un palestinien au Caire, au lendemain de son évacuation du Liban en décembre 1983, ainsi que l'accord pour une coordination politique jordanienne-palestinienne que ce dernier avait signé en février 1985 à Amman avec le roi Hussein.

Installé à Tunis avec le commandement politique de l'OLP depuis le retrait de Beyrouth en septembre 1982, Abou Iyad y menait une vie discrète, n'apparaissant que rarement en public, ce qui accentuait le halo de mystère qui l'entourait.

Dans une de ses dernières prises de position publiques liées à la crise du Golfe, Abou Iyad avait déclaré, le 1<sup>er</sup> janvier 1991, que « se battre aux côtés de la Syrie est un honneur » parce que, disait-il, « en défendant l'Irak, nous défendons la Palestine ». - (AFP.)

## La piste Abou Nidal

Suite de la première page

Celle-ci a été presque aussitôt encadrée par trois blindés et des forces de police-tandis que le quartier était bouclé. Quelques instants plus tard, les corps des victimes ont été transportés en ambulance dans un hôpital où leur décès a été constaté.

D'après le témoignage de Palestiniens, l'assassin a - dans un premier temps - pris en otage la femme et la fille d'Abou El Oni pour tenter de protéger sa fuite. De même, on lui reproche que l'assassin s'est finalement rendu, mardi matin, aux forces de l'ordre. De son côté, l'agence Tunis Afrique Presse assure que « tous ceux qui sont impliqués dans l'attentat ont été arrêtés, ce qui signifierait que la triple meurtre a été commis non pas par un tueur mais par plusieurs. L'agence ajoute, sans plus de précisions, qu'il s'agit de

« Palestiniens connus auprès de l'OLP » et qu'une enquête est en cours.

Selon certaines sources palestiniennes, l'auteur de l'attentat serait un membre du groupe Abou Nidal, mouvement d'extrême gauche, qui a émis un communiqué dans lequel il se félicitait de l'assassinat et a promis de continuer ses actions violentes. Le groupe, qui a été fondé par le chef de file, Abou Nidal, un certain Hariza Abou Zeid, avait réintégré, il y a quelques mois, les rangs de l'OLP après avoir fait partie du Fath-Conseil révolutionnaire, qui a récemment tenu de graves discussions internes allant jusqu'à des meurtres en série et de nombreuses défections.

Les Palestiniens sont persuadés, même si le tueur est l'un des leurs, que celui-ci a été « manipulé » par les Israéliens, qui ont armé sa main. Pourtant, après l'assassinat par un commando israélien, le 16 avril 1982, dans le bâtiment de l'OLP de l'Abou Jihad, membre du comité exécutif de l'OLP, il avait été procédé à de nouveaux contrôles très stricts parmi les services de protection de la direction palestinienne.

« Nous avons renforcé de façon approfondie l'habitat depuis leur départ de tous ceux qui nous entourent », nous avait alors confié Abou Iyad.

Ce nouvel attentat contre un responsable palestinien avive les craintes des milieux officiels tunisiens sur une éventuelle agression israélienne en cas de guerre dans le Golfe. Ainsi, la veille de ce drame, l'armée et toutes les forces de sécurité avaient-elles été mises en état d'alerte. Décision prise par le Conseil national de sécurité, réuni, lundi, par le président Ben Ali « sur la foi d'informations faisant état de la possibilité que le commando de l'Abou Jihad par des éléments étrangers pour entreprendre des actes visant les intérêts nationaux, nationaux et étrangers ».

## La crainte des extrémistes

Le ministre de l'Intérieur, M. Abdelmajid Echaïk, avait appelé, dans la Tunisie libérée, depuis l'été 1982, la direction de l'OLP, ce qui, a-t-il dit, « laisse prévoir d'éventuelles agressions aux conséquences graves ». Les Tunisiens ont toujours en mémoire le raid israélien du 1<sup>er</sup> octobre 1985 contre le quartier général de l'organisation palestinienne, l'assassinat, le 16 avril 1988, de son directeur de la banque de la capitale, d'Abou Jihad, l'un de ses dirigeants, par un commando israélien.

Ces mesures visent aussi à prévenir les réactions de l'opinion, qui, dans son immense majorité, manifeste, depuis le 2 août, sa sympathie à l'Irak. Depuis lundi, d'importantes forces de sécurité quadrillent Tunis et les grandes villes.

Pour l'heure, aucune agitation n'est perceptible et la population continue de vaquer normalement à ses occupations. En sera-t-il toujours ainsi ? La crainte d'un débordement par des groupes extrémistes - surtout

islamistes - est présente dans bien des esprits. Déjà, des informations font état de manifestations dans le sud du pays, à Douz, Ben-Gardane et Gafsa, mais aussi dans le Nord, à Jendouba et Menzel-Bouguiba. Commentées par des slogans à la gloire de Saddam Hussein, ces démonstrations ont rapidement tourné en faveur de la libération des cadres et militants du mouvement islamiste Esmahel, arrêtés, ces derniers semaines, pour se terminer sur des heures violentes avec la police.

En revanche, une réunion de soutien à Bagdad, organisée, lundi, à la Bourse du travail de Tunis, par les partis d'opposition reconnus, n'a pas défrayé. En présence des ambassadeurs d'Irak, du Yémen et du délégué de l'OLP, les orateurs ont, toutefois, fait monter le ton. Devant une abondante assistance qui brandissait des portraits de Saddam Hussein, ils ont proclamé que « les Israéliens ne servent pas seuls sur le champ de bataille », appelant à la mobilisation de tous les Tunisiens dans la guerre contre l'alliance atlantique et impérialiste. Ils ont aussi les États-Unis qu'en cas d'attaque contre l'Irak « tous les Arabes se transformeront en Saddam Hussein ».

Cette même opposition envisageait d'organiser, mardi, à Tunis, « une marche contre la guerre et de soutien à l'Irak », appelant à la mobilisation de tous les Tunisiens dans la guerre contre l'alliance atlantique et impérialiste. Ils ont aussi les États-Unis qu'en cas d'attaque contre l'Irak « tous les Arabes se transformeront en Saddam Hussein ».

Cette volonté d'éviter tout dérapage apaise l'inquiétude ressentie depuis quelques jours déjà par les différentes communautés étrangères. Celles-ci ont reçu des consignes de prudence de la part de leurs ambassades respectives. L'ambassade de France a décidé, par mesure de sécurité, de fermer, les 15, 16 et 17 janvier, les établissements scolaires de sa section culturelle.

Parallèlement à la vigilance qu'il manifeste pour maintenir l'ordre, le président Ben Ali s'efforce de contribuer à la recherche d'une solution pacifique. Lundi, il a téléphoné à Yasser Arafat, qui se trouvait à Bagdad, et a demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de voter une résolution prévoyant la réunion,

## Israël nie toute implication

Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a catégoriquement démenti la moindre implication de l'État hébreu dans l'attentat, rapporte notre correspondant à Jérusalem Alain Frachon.

A Amman, le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher Massi, a dénoncé « le crime odieux » contre des dirigeants de l'OLP, ajoutant que « cet assassinat prouve jusqu'à l'évidence que les ennemis de la nation arabe pour exécuter leurs complots ».

cette année, d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, « afin de rétablir la sécurité, la paix et la stabilité » dans la région.

Cette démarche, ont expliqué les milieux politiques, s'inscrit dans le prolongement de l'initiative tunisienne qui préconise un retrait israélien du Koweït et la recherche d'une solution pacifique dans un cadre arabe. En exposant cette position, dès le 11 août, le chef de l'État avait singulièrement marqué l'Irak et refusé de « conférer une légitimité imaginaire à l'intervention étrangère dans les affaires de la nation arabe ».

MICHEL DEURÉ

## L'homme des contacts TUNIS

de notre correspondant

Dans la ville qui occupe une partie de ses services sur les hauteurs de Tunis, à proximité du parc du Belvédère, Abou Iyad aime à recevoir les journalistes. Il apprécie aussi visiblement la visite des diplomates en poste en Tunisie, lesquels viennent fréquemment frapper à sa porte pour obtenir « la précision qui manque à un communiqué, la mode d'emploi que nécessitent telle ou telle prise de position de son organisation, ou tenter de recueillir quelques confidences qu'il feignait de leur vouloir ».

L'air bon enfant, décontracté, trapu, le front dégarni, les mains étonnamment soignées, Abou Iyad, toujours courtois, savait se montrer chaleureux et amical. Il ne dédaignait pas de faire oublier les fonctions qu'il occupait à la tête des services de sécurité et des renseignements de l'OLP. Des fonctions qui l'ont conduit à entretenir des rapports étroits avec nombre de services étrangers, souvent occidentaux et notamment français, dont il recevait quotidiennement les envois. Grâce à lui, certains projets d'attentats en Europe auraient été différés il y a quelques années. Mais il s'est toujours refusé à le reconnaître.

Homme d'apparence modérée, il n'hésitait pas non plus à évoquer les contacts qu'il avait noués depuis plusieurs années avec des Israéliens pour les rassurer sur la sécurité de leur pays, une fois créé un État palestinien. Et il balayait d'un geste agacé toute tentative de conversation sur Septembre noir dont on l'accusait d'avoir été, en 1970, l'un des organisateurs.

L'été dernier, à plusieurs reprises, il s'était montré touché et ému même lorsqu'on lui demandait des nouvelles de sa famille, demeurée au Koweït après l'invasion irakienne, car, disait-il, « il n'est pas convenable de quitter le pays en de tels moments ».

M. D.



Journal de la presse

## EUROPE

### Le coup de force soviétique en Lituanie

#### Les nationalistes lituaniens renforcent la défense du Parlement

Le calme était apparemment revenu, mardi matin 15 janvier, à Vilnius où les habitants avaient rendu hommage à la veille aux victimes des affrontements sanglants de dimanche. Toutefois, les dirigeants indépendantistes étaient toujours retranchés dans les locaux du Parlement local et craignaient une nouvelle offensive des parachutistes soviétiques. L'entretien téléphonique entre M. Mikhail Gorbatchev et le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, lundi, n'a donné aucun résultat. A Riga, capitale de la Lettonie, les militaires soviétiques ont tiré des coups de feu en l'air et entrepris la destruction de certains barrages mis en place par les nationalistes pour bloquer les accès de la ville. Les responsables de cette République balte redoutaient eux aussi, mardi, une intervention de l'armée rouge.

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

Un calme lourd de menaces régnait, mardi 15 janvier à Vilnius, dans les habitants rendaient un dernier hommage à leurs compatriotes, tués dimanche par les parachutistes soviétiques. Dix cercueils - quatre autres victimes - étaient remis aux familles - étaient exposés dans le grand centre sportif de la ville, où des milliers de personnes ont commencé, dès lundi, à défilé.

Le calme ramené par l'ouverture de négociations entre l'armée et les dirigeants lituaniens a cependant été troublé, lundi matin, par une nouvelle occupation de bâtiments par les parachutistes qui sont entrés sans problèmes dans les locaux de la radio locale de la ville. Staline avait fait aménager dans pratiquement toutes les grandes centres soviétiques de l'Europe de l'Est des stations semblables, pour lesquelles des récepteurs spéciaux étaient gracieusement installés dans les appartements et lieux de travail. Le « petit père des peuples » voulait être ainsi certain que sa voix serait bien entendue partout.

Cette radio locale était donc un objectif de choix pour les unités du dictateur, généraux et vieux communistes, membres du Comité de salut national, au nom duquel l'armée a agi en Lituanie. Des dissensions sont nées au sein du KGB, dont certains membres auraient prévu de se dégoûter de dimanche ainsi qu'entre les militaires et des communistes locaux qui s'accusaient mutuellement d'être à l'origine de la bavure commise.

Ce flottement explique peut-être l'arrivée, lundi soir, à Vilnius du général Varenikov, commandant des forces terrestres soviétiques. « Son apparition ici n'incite pas à l'optimisme », a déclaré le vice-président du Parlement lituanien, M. Matyka, qui a rappelé que le mm de ce général était lié au

Premiers incidents à Riga

#### Le gouvernement letton craint une intervention de l'armée soviétique

Des unités spéciales du ministère de l'Intérieur soviétique, « les bérets noirs », ont tiré des coups de feu en l'air avant de faire brûler deux barrages de camions et de traverser à Riga, la capitale lettonne, lundi 14 janvier dans la soirée.

Le premier incident s'est produit à 19 heures 30 d'un pont de la banlieue nord-est de la ville. Huit véhicules ont été détruits et, dans une attaque similaire non loin de ce pont, dix véhicules ont brûlé. Les Lettons, craignant une intervention de l'armée soviétique semblable à celle qui s'est déroulée à Vilnius en Lituanie, avaient commencé dimanche soir à bloquer les accès à la vieille ville et aux bâtiments officiels avec des véhicules lourds.

Comme à Vilnius, un « comité de salut national » letton, dirigé par M. Alfred Rubiks, premier secrétaire du Parti communiste de Lettonie, a lancé un ultimatum expirant mardi à midi pour obtenir la démission du gouvernement et du Parlement démocratiquement élus. Le gouvernement de Riga a entamé, lundi soir, une réunion de crise en déclarant s'attendre à une intervention prochaine de l'armée soviétique et à une tentative du Parti communiste de le renverser. « Je suis convaincu qu'une attaque aura lieu, c'est la fin de la démocratie », a déclaré le ministre des affaires gouvernementales, M. Karlis Lics.

Le général Fiodor Kouzmine, commandant des forces soviétiques dans les pays baltes, a demandé lundi à la Lettonie de se soumettre au pouvoir soviétique et a réclame que les douanes et le ministère de l'Intérieur lettons soient désarmés. (AFP, Reuters.)

« grand malheur » qu'ont connu les Républiques, celle du Caucase notamment, où il est passé ces derniers temps. En tout état de cause, et en prévision d'une attaque qui pour eux, n'est que partie remise,



les défenseurs du Parlement ont encore renforcé lundi leur dispositif, mettant à profit pour cela des matériaux trouvés sur tous les chantiers de la ville.

Un entretien « négatif »

Le président Landsbergis avait pourtant tenté de relever le moral de ses partisans en parlant des « bons résultats » de son entretien avec M. Gorbatchev, qui avait consenti lundi matin à lui répondre au téléphone. Selon M. Landsbergis, le président soviétique aurait accepté que les deux membres du Conseil de la Fédération, en mission à Vilnius, deviennent ses représentants dits de pouvoir et capables donc de modérer les ardeurs des généraux. Il est vite apparu qu'il n'en est rien, et que les présidents d'Arménie et de Biélorussie restaient de simples médiateurs en mission d'exploration. Cette mission les a menés lundi dans une usine, lieu du mouvement anti-indépendantiste russe-phane Edinostv (Unité), dans un district lituanien et chez les intellectuels lituaniens à l'Académie des sciences. Ces derniers les ont reçus avec la même hostilité qu'ils auraient réservée à tout représentant de Moscou.

Dans la soirée, M. Mikhail Gorbatchev s'est chargé lui-même de mettre les choses au point en déclarant que sa conversation avec le président Landsbergis avait été « négative » et qu'il ne pensait pas pouvoir coopérer avec des personnes de son type. Ce qui semblait, à l'évidence, fermer à l'avance une porte que la mission, encore inachevée, des membres du Conseil de la Fédération était théoriquement chargée d'ouvrir. Ce qui augure mal de l'avenir. Si les militaires ne renouent à décrier un couvre-feu lundi soir, ils ont quand même multiplié les patrouilles de nuit et établi des barrages aux sorties de la ville, qu'un ne franchit plus sans leur autorisation.

SOPHIE SHIHAB

Reprise des émissions de Radio-Vilnius. - Radio-Vilnius, qui avait cessé d'émettre lundi matin après que les militaires soviétiques eurent pris le contrôle d'un relais de transmission, a repris ses émissions dans la soirée, peu avant minuit, selon les services d'écoute de la BBC à Londres. (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration américaine a donné, lundi 14 janvier, un peu plus de consistance à sa très prudente réaction initiale aux événements de Lituanie, en laissant entendre que, si la remise au pas des pays baltes se poursuivait, le sommet de Moscou pourrait être compromis et les mesures d'assistance à l'URSS revues. « La décision finale (concernant le sommet, prévu en principe pour le 11 février) n'a pas été prise, et ne le sera pas avant un moment », a

déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater.

Il a aussi évoqué, mais plutôt comme une hypothèse un peu théorique, l'éventualité d'une remise en cause « des efforts fournis en faveur de l'URSS », ce qui serait « le moyen le plus évident de faire pression sur Moscou ». Mais, là encore, « aucune décision n'a été prise ».

Les propos de M. Fitzwater signifient selon toute apparence que, si le coup de force allait jusqu'à son terme en Lituanie et était répété en Lettonie, par exemple, l'administration serait contrainte de mettre ses semi-menaces à exécution. A l'inverse, tout indique que les États-Unis sont prêts à passer l'éponge si le Kremlin marque un temps d'arrêt dans ses opérations.

Mais en tout état de cause, les relations entre l'administration Bush et M. Gorbatchev ne seront sans doute plus jamais ce qu'elles étaient. Les porte-parole, suivant l'exemple donné la veille par le président, se sont abstenus de mettre en cause numériquement le président soviétique, mais ils n'ont pas non plus donné l'impression de prendre très au sérieux les efforts tardivement déployés par M. Gorbatchev pour dégager sa responsabilité. « Cela n'a pas d'importance », a expliqué par exemple M. Fitzwater, car les coups de feu ont bien été tirés.

« Le monde attend des explications complètes », déclarait pour sa part le porte-parole du département d'État, tandis qu'un responsable observait, sous le couvert de l'anonymat : « M. Gorbatchev est le président, s'il a donné l'ordre, il n'aurait pas dû le faire, s'il ne l'a pas donné, il aurait dû arrêter cela. » Au Congrès, sénateurs et représentants ont été, comme il est de tradition, beaucoup plus vigoureux dans leurs dénonciations. Le républicain Robert Dole réclame même la suppression des crédits américains à l'importation récemment accordés par les États-Unis à

#### Quand la Suède neutre devient une plate-forme balte

STOCKHOLM

de notre correspondant

La Suède, qui avait été le premier pays à reconnaître l'indépendance des Républiques baltes à l'Union soviétique et qui, depuis, n'a jamais modifié sa position, se retrouve aujourd'hui le point de rassemblement des politiciens baltes nationalistes. Les vice-présidents de Lettonie, M. Danis Ivanovs, de Lituanie, M. Bronius Kurzikas, ainsi que le ministre estonien des affaires étrangères, M. Lennart Meri, sont arrivés lundi 14 janvier à Stockholm par bateau, en provenance de Tallin, la capitale estonienne. Ils rejoignent le ministre letton des affaires étrangères, M. Jaanis Kurkion, arrivé la veille à l'invitation de la Suède. M. Sten Andersson, II devait inaugurer le bureau d'information de la Lettonie à Stockholm mardi 15 janvier. Quinze membres du Parlement estonien invités par le Riksdag suédois sont aussi sur place.

Les vice-présidents letton et lituanien, qui ne restent que quelques jours en Suède avant de se rendre dans d'autres pays européens et aux États-Unis, semblent à peu près certains que les troupes soviétiques interviendront également dans leur propre pays. Plus prudent, le ministre estonien des affaires étrangères espère que leur aide économique à l'Union soviétique a des chances de mettre un terme à la répression militaire.

Le vice-président de la Lettonie avait pour sa part déclaré à son arrivée à Stockholm qu'il était prêt à former un gouvernement en exil - « dans deux semaines au plus tard » - si les troupes soviétiques intervenaient à Riga. Compte tenu de la situation géographique de la Suède et de l'importante colonie balte qui s'y trouve, Stockholm pourrait ainsi, le cas échéant, devenir l'hôte de gouvernements en exil baltes. Le premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson, estime que le plus urgent actuellement est de tout mettre en œuvre pour que la violence laisse place à un dialogue pacifique. Du nord au sud, dialogue s'est fait lundi tout entier mobilisée dans des manifestations de soutien à ses voisins de la Baltique. A Stockholm, cinq mille personnes s'étaient réunies à l'heure du déjeuner dans un froid glacial, sur une place du centre-ville, théâtre lors de la manifestation d'une manifestation de soutien à ses voisins de la Baltique. Cette fois, en présence non seulement du ministre suédois des affaires étrangères mais aussi de représentants des six partis représentés au Parlement suédois ainsi que des vice-présidents de Lettonie, de Lituanie, et du ministre estonien des affaires étrangères.

CONSTANCE NIETO

### Les Etats-Unis accueillent avec scepticisme les explications de Moscou

Moscou. Un autre républicain a fait valoir que, si, comme il le prétend, M. Gorbatchev n'a pas donné l'ordre d'intervention, « c'est encore plus grave, car que devrions nous penser d'accords de désarmement signés avec un homme qui ne contrôle pas son armée ? ».

Beaucoup d'élus ont exprimé avec chaleur leur soutien au peuple lituanien, tandis que les trois charges d'affaires des pays baltes étaient reçues par le secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes. Ils sont ressortis de l'entrevue avec l'impression - nu le pair - que l'administration s'apprête à prendre des décisions concrètes pour faire pression sur Moscou. Le chargé d'affaires lituanien, M. Lozoraitis, a évité de commenter trop négativement l'at-

titude de l'administration jusqu'à présent, mais il a tout de même indiqué que les événements de ces derniers jours auraient pu être évités si l'Occident dans son ensemble avait manifesté un peu plus de fermeté et « adressé un signal un peu plus tôt ».

Un certain nombre de manifestations ont eu lieu pour protester contre le coup de force soviétique, devant la Maison Blanche, devant l'ambassade d'URSS, nu à Chicago. Mais elles étaient essentiellement le fait d'Américains d'origine balte. Et, dans les médias, l'attention portée aux événements de Lituanie semble devoir être de courte durée. Dès lundi, les réseaux étaient tout occupés à passer et repasser en revue les derniers préparatifs de guerre dans le Golfe.

JAN KRAUZE

#### Vigoureuses protestations des pays d'Europe de l'Est

Tous les pays d'Europe de l'Est ont sévèrement condamné l'intervention militaire soviétique en Lituanie, et plusieurs manifestations de solidarité avec le peuple lituanien ont eu lieu dimanche 13 et lundi 14 janvier dans ces pays.

La Tchécoslovaquie a réagi avec une particulière vigueur, le président Havel critiquant « l'erreur fatale » de M. Mikhail Gorbatchev qui « ne se débarrasse de certaines illusions communistes » et « donne l'impression de vouloir maintenir l'insoutenable empire soviétique ». Prague va proposer un retrait « accéléré » du pacte de Varsovie lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de Tchécoslovaquie, de Hongrie et de Pologne, qui aura lieu la semaine prochaine à Budapest, a confirmé lundi le porte-parole du président Havel.

Le président polonais Lech Walesa a déclaré, lundi à Varsovie, que « les voisins de la Pologne luttaient pour leur droit inaliénable à l'indépendance ». La Pologne a décidé de rappeler sa consultation son ambassadeur à Moscou et un groupe de travail a été formé au ministère des affaires étrangères « chargé d'analyser la situation et de formuler des propositions ».

La Hongrie, victime de l'intervention militaire soviétique en 1956, a manifesté par la voix de son premier ministre, M. Jozsef Antall, sa solidarité avec le peuple lituanien et a appelé à la négociation pour sortir de

la crise qui, a-t-il dit, « dépasse les frontières de l'Union soviétique ».

En Bulgarie, l'Union des forces démocratiques (UFD), principale force politique du pays avec les anciens communistes, a estimé que « l'intervention militaire soviétique en Lituanie constitue une menace pour tous les pays qui ont fait partie jusqu'à une date récente du camp socialiste ».

En Roumanie, le ministère des affaires étrangères a publié lundi un communiqué où il demande à l'URSS de « renoncer à l'usage de la force » contre la Lituanie et d'agir dans l'esprit de l'acte final d'Helsinki et des résolutions de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

A l'Ouest également, de nouvelles condamnations ont été lancées contre l'action des militaires soviétiques, notamment en Italie, en Autriche, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Le Japon a fait savoir qu'il pourrait suspendre son aide humanitaire à l'URSS s'il apparaissait que l'ordre d'intervention en Lituanie avait été donné par le président Gorbatchev. Enfin, les premiers ministres des cinq pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) ont adressé lundi un appel commun au président Gorbatchev, dans lequel ils le pressent de renoncer à l'usage de la force et d'engager un dialogue avec les gouvernements des trois Républiques baltes.

Source d'inquiétude pour Varsovie

#### Les négociations sur le retrait des troupes soviétiques de Pologne piétinent

Voisins immédiats de l'Union soviétique, les Polonais ont, malgré la présence d'une communauté polonoise anti-indépendantiste en Lituanie, pris fait et cause pour les nationalistes lituaniens. La Pologne a pourtant une raison supplémentaire de s'inquiéter de la tendance au retour en arrière du Kremlin : les négociations sur le retrait des troupes soviétiques de Pologne s'enlisent sérieusement, au point que le gouvernement de Varsovie est aujourd'hui le seul des pays de l'ex-Europe socialiste à ne pas avoir signé avec Moscou de traité sur le retrait du contingent soviétique de son territoire.

L'URSS a 50 000 militaires stationnés en Pologne, accompagnés de 40 000 membres de leurs familles et des personnels auxiliaires. Contrairement aux nouveaux régimes hongrois et tchécoslovaques, qui placent au premier rang de leurs priorités dès 1989 les négociations sur le retrait des troupes soviétiques, le gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki tarde volontairement à se lancer sur la même voie en raison de la situation géographique particulière de la Pologne et des incertitudes qui pèsent alors sur le processus de l'unification allemande. C'est M. Lech Walesa qui commença, début 1990, à formuler haut et clair la revendication d'un rapatriement du contingent soviétique ; les négociations entre Varsovie et Moscou s'ouvrirent dans le courant de l'année.

Celles-ci ont abouti à un accord de

principe de l'URSS sur le retrait. Mais aucune date n'a encore été fixée, ni pour le début ni pour la fin des opérations de retrait, que Varsovie voudrait voir terminées en 1991 ; d'importants problèmes techniques et financiers subsistent, qu'un dernier round de pourparlers, la semaine dernière à Moscou, n'a pas permis de résoudre. Pour accentuer la pression sur le Kremlin, Varsovie lie de fait la signature, très attendue, de l'accord sur le transit des troupes soviétiques stationnées en Allemagne à celle d'un dispositif d'évacuation des forces soviétiques d'Allemagne prévue en effet le transit par la Pologne, d'ici à 1994, de 11 000 trains et de 3 000 convois routiers. Les premiers d'entre eux auraient dû quitter l'Allemagne le 1<sup>er</sup> janvier.

« Il ne faut pas répéter les erreurs »

L'affaire devient d'autant plus urgente aux yeux des autorités polonoises que la population accepte de plus en plus mal la présence sur son sol de forces étrangères symbolisant un passé humiliant et douloureux, comme les Allemands, les Tchèques, les Slovaques et les Hongrois, l'étendue des dégâts et de la pollution que cette présence a causée. Les Soviétiques, eux, ne manquent pas de faire valoir tous les problèmes logistiques que leur pose le rapatriement de centaines de milliers de soldats d'Europe centrale, argument auxquels les Polonais ne sont sensibles que jusqu'à un certain point.

Les choses sont en train de s'envenimer. La semaine dernière, les autorités polonoises ont pris l'initiative

sans précédent de refouler vers l'Allemagne un train de 26 wagons qui transportait soldats, armement et chars soviétiques vers l'URSS : Moscou n'avait pas pris la peine d'informer Varsovie de cette opération de transit. Krasnato Zvezda, l'organe du ministère de la défense soviétique, a riposté dans un article qui a fait grand bruit à Varsovie, menaçant de ne pas retirer ses troupes de Pologne tant que celles d'Allemagne ne seraient pas arrivées à bon port. « Il ne faut pas répéter les erreurs commises lors de la signature des accords de retrait avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie », affirme l'Etoile Rouge, évoquant « tous les bâtiments et installations » que l'armée russe s'apprête à laisser aux Polonais « sans compensations ».

Au cours d'une rencontre, le 8 janvier, de parlementaires soviétiques et polonais, l'un des responsables de la commission de défense du Soviet suprême, M. Leonid Charine, a affirmé, selon le journal de l'armée polonoise Polska Zbrojna, que le rapatriement « accéléré » de certaines unités d'Europe centrale avait provoqué « une vague de mécontentement en URSS ainsi que dans les rangs des troupes basées dans l'ex-RDA ».

Le quotidien polonais Zycie Warszawy n'a pas non plus manqué de relever que, dans une récente interview accordée à l'agence Tass sur les tâches assignées à l'armée soviétique en 1991, le ministre de la défense, le général Iazov et son adjoint, le général Atchakov, ont cité les opérations de retrait de Tchécoslovaquie, de Hongrie, d'Allemagne et même de Mongolie. Mais ils n'ont pas soufflé mot de la Pologne.

SYLVIE KAUFFMANN



## EUROPE

Le coup de force en Lituanie et les changements à la tête de l'exécutif en Union soviétique

## Les Douze menacent Moscou d'une révision du programme d'aide économique

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

C'est un avertissement sans frais que les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi 14 janvier à Bruxelles, ont adressé aux autorités de Moscou, et plus particulièrement à M. Mikhaïl Gorbatchev, après les événements tragiques de Lituanie. Si l'Union soviétique continuait à employer la force contre des citoyens sans armes dans les Républiques baltes, la Communauté suspendrait la mise en œuvre de l'accord de coopération qu'elle a conclu en 1990 avec l'URSS. Mais ce n'est pas tout. Les Douze ont également décidé, business as usual, l'aide communautaire sera délivrée comme promis.

Le message adressé aux Soviétiques, qualifié de « clair et sans équivoque » par M. Jacques Poos, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, qui préside les travaux des Douze, a néanmoins été rédigé avec beaucoup de mesure, voire avec compréhension. « La perestroïka représente pour la Communauté et ses États membres un signe d'espoir et de confiance. Il est donc essentiel qu'il en demeure ainsi... La Communauté et ses États membres ne sous-estiment pas les difficultés de la situation en URSS », lit-on dans la déclaration

diffusée à l'issue de la réunion. Ce n'est que « contrainte et forcée » que la Communauté reverrait sa coopération avec l'URSS.

Bref, le président Gorbatchev, malgré les sinistres images venues de Vilnius, celles-là mêmes qui, ainsi que l'a admis M. Poos, rappellent Berlin, Budapest et Prague, demeure pour les Douze un interlocuteur privilégié. M. Hufvud-Emanuel Jensen, le ministre danois, qui souhaitait suspendre l'aide, n'a pas été suivi.

L'aide projetée pour l'année 1991 n'a rien de symbolique. M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne qui en gère la mise en œuvre, a expliqué que l'aide humanitaire de 250 millions d'euros (plus de 1 milliard de francs) ne serait pas remise en cause. Une interruption éventuelle affecterait les crédits garantis (500 millions d'euros, soit 3,5 milliards de francs) proposés aux Soviétiques pour les aider « à remplir les magasins » comme l'a dit M. Delors, et l'assistance technique à laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement, en décembre à Rome, ont assigné une enveloppe de 400 millions d'euros (2,8 milliards de francs), pour remettre en marche l'économie soviétique.

PHILIPPE LEMAITRE

## L'OTAN condamne la répression sans incriminer le chef du Kremlin

BRUXELLES

de notre correspondant

Le Conseil de l'Atlantique, réuni lundi 14 janvier à Bruxelles, a émis une déclaration qui condamne la répression en Lituanie, mais sans menaces précises ni condamnation définitive à l'égard de M. Gorbatchev, en principe l'ovité au siège de l'organisation au printemps prochain.

Dans une déclaration publiée à l'issue de cette réunion, les seize membres de l'alliance se déclarent « vivement préoccupés par l'évolution de la situation dans les Républiques baltes, particulièrement par l'utilisation de la force militaire contre les institutions et les citoyens de Lituanie ».

Apparemment unanimes, dès lors que le texte s'est tenu à des

généralités, et sans faire allusion aux événements du Golfe, les Alliés « appellent les autorités soviétiques (le nom de M. Gorbatchev n'est nullement mentionné) à respecter pleinement les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la CSCE ». Ils « observent que si cette conjoncture alarmante persistait et si, notamment, la force était de nouveau employée, cela aurait des conséquences négatives sur la situation politique de l'Europe dans son ensemble, de même que sur leurs relations avec l'Union soviétique ».

C'était le moins qu'on pût affirmer, moins d'un mois après la session ministérielle du Conseil, dont le communiqué final contenait un passage remarqué sur « les aspirations légitimes des peuples baltes » et invitait toutes les parties concernées « à faire preuve de modération ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## L'embarras de M. Gorbatchev

Suite de la première page

Il a longuement justifié aussi toutes ses actions dans la crise, affirmant qu'il n'avait laissé échapper aucune des décisions « illégales » du parlement lituanien et les avait toutes annulées par décret présidentiel. Et, s'il a affirmé avoir appris la tuerie de Vilnius dimanche matin seulement, soit après les faits, il n'en a pas moins repris à son compte la version officielle présentant avec sympathie la demande d'aide adressée à l'armée par les membres du « Comité de salut national ».

## « Sous le coup de l'émotion »

En même temps, à l'adresse des autres forces, et aussi de l'Occident qu'il a appelé, dans une brève conversation avec des journalistes, à adopter une attitude « constructive », M. Gorbatchev a plaidé pour le dialogue et la recherche de solutions concertées. Son hostilité au parlement lituanien ne l'empêche pas de constater que celui-ci a toujours « une base de soutien » et il n'en veut pas non plus à M. Pranskis, l'ancien premier ministre, dont il juge l'attitude « constructive ». Il ne renonce pas à ouvrir avec la Lituanie les négociations nécessaires, notant que le parlement de Vilnius a renoncé au protocole préalable qui les aurait déchaînées comme des pourparlers entre deux États étrangers. Si celles-ci ont été ajournées, c'est, a-t-il dit, à cause de la maladie de M. Ryjkov, qu'il faudra

remplacer à la tête de la délégation de Moscou.

Pourtant, la tension reste vive, surtout après la déclaration du maréchal Jazov, qui a affirmé devant les députés que le parlement lituanien aurait été occupé « en une demi-heure » si l'armée en avait reçu l'ordre. Durement interpellé par des députés qui lui demandaient à quel titre l'armée a répondu à l'appel d'une organisation aussi fantomatique que son officielle (le ministre de la défense a reconnu lui-même qu'il « ne connaît pas » le Comité de salut national), le maréchal a prétendu qu'une partie de la population — la « bonne », celle qui soutient Moscou — n'était pas armée, alors que l'autre — les indépendantistes — l'était, donc, que le chef de la garnison locale « avait le droit d'intervenir ». Le ministre avait attendu quelque peu son propos en faisant valoir que ce commandant avait agi « sous le coup de l'émotion ». Mais cette précision n'est pas reproduite par le compte rendu officiel de son discours publié mardi par l'Etat soviétique.

Autre raison avancée par le maréchal Jazov, et sans doute la vraie : l'armée a agi « pour sa propre défense », dans la mesure où la télévision et la radio menaient « une campagne de calomnies » contre les forces armées. Il fallait donc les faire taire et c'est précisément cette intrusion des militaires dans un processus éminemment politique qui fait la faiblesse de son argumentation. Le très prudent professeur Alexiev, président de la Commission de surveillance

## Deux nominations et un départ

Par 279 voix contre 75, M. Valentin Pavlov a été élu lundi 14 janvier au poste de premier ministre de l'URSS par le Soviet suprême, sur proposition de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Ministre des finances depuis 1989, il remplace M. Nikolaï Ryjkov, qui avait été victime d'une crise cardiaque en décembre. Mercredi matin, le président soviétique a accepté officiellement la démission du

ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, et M. Alexandre Bessmertnykh, actuel ambassadeur d'URSS aux Etats-Unis, lui succède. Il a été élu par 421 voix contre 3 et 10 abstentions.

Le premier ministre

## M. Valentin Pavlov, un économiste « classique »

C'est donc un économiste que M. Mikhaïl Gorbatchev a choisi pour diriger son gouvernement. Qualifié par le président soviétique de « grand spécialiste des finances et de l'économie », M. Valentin Pavlov a suivi un parcours classique. Diplômé de l'Institut des finances de Moscou, fonctionnaire du ministère des finances de la République de Russie puis de celui de l'URSS, chef de service des finances et des prix au puissant comité d'Etat du plan de l'URSS, président du comité d'Etat pour les prix, il accède en juillet 1989 au poste de ministre des finances de l'URSS, à l'âge de cinquante-deux ans.

Avec son physique imposant, M. Pavlov a fréquemment fait



entendre sa voix à propos de la libéralisation de l'économie soviétique, sans pour autant être classé parmi les figures véritablement réformatrices. Aucune réforme de taille n'a été entreprise par son ministère, les principales innovations en matière financière datant de 1988 (démembrement de la Gosbank). Une réforme bancaire est attendue depuis plusieurs mois. En avril 1990, M. Pavlov annonçait l'ouverture de l'URSS aux investissements étrangers directs. Mais, compte tenu de l'enlèvement de la réforme économique, ce projet est resté lettre morte.

Les déclarations faites par M. Pavlov le jour de sa nomination témoignent de la prudence actuelle

des autorités soviétiques en matière économique. Affirmant son soutien à la transition vers le marché, M. Pavlov a dénoncé le risque de perte des « richesses que nos peuples ont accumulées pendant des décennies » et repoussé la nécessité d'atténuer les conséquences sociales de la libéralisation. Il a néanmoins engagé à réaliser des changements globaux dans le domaine de la formation des prix, de la fiscalité, à créer un marché financier, et à raffermir le rouble. Un programme peu différent de ceux évoqués depuis plusieurs années par les responsables de l'économie soviétique.

FRANÇOISE LAZARE

Le ministre des affaires étrangères

## M. Alexandre Bessmertnykh un vétéran des relations internationales

A cinquante-sept ans, M. Alexandre Alexandrovitch Bessmertnykh est un vétéran des relations internationales et de la diplomatie où il a fait toute sa carrière. Né dans l'Aïral en 1933, il entre à l'Institut des relations internationales de Moscou dont il sort diplômé en 1954 pour être aussitôt recruté au ministère des affaires étrangères.

Parfaitement anglophone, il accède, dès 1960, au premier poste à l'étranger, au secrétariat des Nations unies à New-York. Il en revient en 1968, ayant adhéré entre temps (1963) au Parti communiste. De retour à Moscou, il fait partie du groupe de conseillers du ministre des affaires étrangères, qui était alors Andreï Gromyko. Il repart en 1970, cette fois pour Washington où il occupe successivement les fonctions de

premier secrétaire, puis conseiller, enfin ministre conseiller à l'ambassade d'URSS. Cette compétence particulière acquise pendant ses années à l'étranger, il est nommé en 1983 à Moscou chef du service des Etats-Unis au ministère des affaires étrangères.

Il est toujours à ce poste lors de l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev qui le nomme en 1988 vice-ministre des affaires étrangères — aux côtés de M. Chevardnadze — chargé de l'ONU et des relations avec les Etats-Unis. Promu premier vice-ministre à l'automne 1986, il élargit ses compétences au Moyen-Orient.

Au printemps 1990, il succède à Iouri M. Doubina comme ambassadeur d'URSS aux Etats-Unis. Il entre, deux mois plus tard, au Comité central du PC soviétique.

constitutionnelle, a estimé lui-même que les événements de Vilnius « ont débordé le cadre de la Constitution ». C'est aussi l'avis de M. Eltsin, qui a fait allusion, une nouvelle fois, lundi soir, à l'éventualité de la création d'une armée russe. Car « il est difficile de défendre le souveraineté de la Russie sans une armée ».

On constate, en tant que la dégradation de l'autorité politique depuis les événements de Vilnius, que les unités militaires, d'une vingtaine de manifestations sans défense, avait fait suite à un ordre d'intervention réclamé par les autorités locales, mais effectivement donné de Moscou, ce qui n'avait pas empêché M. Gorbatchev, aidé alors par M. Chevardnadze, de se justifier beaucoup plus énergiquement devant l'opinion, et cela malgré les protestations des militaires et du commandement local, le général Rodionov. Celui-ci s'était défendu tout seul et avait d'ailleurs été déplacé aussitôt après. Rien de tel ne se produisant aujourd'hui, alors que l'armée est pourtant dans une situation juridique encore plus contestable.

## La constitution du nouveau gouvernement

Il faudra attendre la constitution du nouveau gouvernement, dans les jours qui viennent, pour voir si cette « coalition » des militaires et de leurs alliés du complexe militaro-industriel et du Parti se confirme. Pour le moment, seuls cinq responsables ont été nommés — et aussitôt approuvés par le Soviet suprême. Et la personnalité du nouveau premier ministre, M. Valentin Pavlov, ne prête guère à contestation. Bien que d'une apparence plutôt terne, placide derrière ses grosses lunettes et piètre orateur (il lit tous ses discours sans lever les yeux de ses feuilles), M. Pavlov a fait plutôt

bonne impression pendant les récents débats budgétaires et c'est par sa compétence de « financier » qu'il s'est imposé — alors que l'on se sait pas très bien ce que ce terme veut dire dans un pays dont la monnaie, non convertibilité, s'échange à trois cours « officiels » différents, sans parler du taux du marché noir. Mais il n'est pas un homme de parti, bien qu'il soit membre du PC depuis 1962, et n'appartient pas non plus au complexe militaro-industriel.

Cela dit, ce « complexe » est fort bien représenté immédiatement en dessous du premier ministre, puisque les quatre adjoints jusqu'ici désignés en font partie. MM. Dognovitch et Velichko, premiers vice-présidents du gouvernement, ont longtemps dirigé la construction de missiles et les constructions mécaniques lourdes (le premier dirigeait dans le dernier gouvernement la commission chargée des catastrophes industrielles) ; M. Maslounov et l'académicien Laverov s'occupaient du même secteur en tant que, respectivement, président du Gosplan et du Comité à la recherche scientifique. Notons encore que seul M. Dognovitch, qui appartient à la nationalité caucasienne des Adygués, est non slave : tous les autres sont Russes ou Ukrainiens.

Malgré tout, un aspect de la politique passée n'est pas mise en cause. En choisissant M. Bessmertnykh, l'actuel ambassadeur à Washington et qui a fait toute sa carrière dans les relations avec les Etats-Unis, pour succéder à M. Chevardnadze au ministère des affaires étrangères, M. Gorbatchev a délibérément donné la priorité de sa « connexion américaine » ; il aura besoin, en effet, de toutes les ressources de cette filière pour « vendre » au président Bush, et à l'Occident en général, les nouvelles orientations plus conservatrices de sa politique intérieure.

MICHEL TATU

## Nikolaï Ryjkov, l'allié devenu gêneur

Il avait été un précieux allié, il est devenu un gêneur, il est une victime. Car si quelqu'un devait payer pour la crise de la perestroïka, c'est d'abord lui, l'educateur plutôt que l'architecte en chef.

Il est vrai que Nikolaï Ryjkov porte une large part de responsabilité dans ces échecs. Ses costumes de bonne coupe, son profil de « manager » moderne et compétent faisaient de lui quelqu'un « avec qui on peut faire affaire », comme Margaret Thatcher l'avait dit de Mikhaïl Gorbatchev. Mais le temps passait, on avait découvert que ces managers hors pair étaient malgré tout un « gestionnaire socialiste », un technocrate de la planification centralisée, tout aussi hésitant à plonger vers l'économie de marché qu'à sacrifier les habitudes et les prérogatives de la génération de bureaucrates à laquelle il appartenait.

Car de même que Mikhaïl Gorbatchev est un pur produit de l'appareil du parti, de même Nikolaï Ryjkov est un représentant typique de la technocratie économique soviétique, plus précisément de sa branche privilégiée : la métallurgie lourde et la défense.

## Parmi les « mangeurs d'acier »

Né en 1929 dans une famille de mineurs de la région du Donbass en Ukraine, ce Russe a une enfance difficile : il n'a commencé à manger à sa faim, expliquait-il récemment, qu'après son entrée dans une usine de la région, à l'âge de dix-huit ans. Mais c'est en 1950 qu'il découvre sa vraie vocation en entrant à l'usine des constructions mécaniques lourdes de Sverdlovsk, dans l'Oural. Il restera vingt-cinq ans dans ce haut lieu de l'industrialisation soviétique et y franchira tous les échelons, de contremaître à directeur général, non sans poursuivre des études tardives à l'Institut polytechnique de la région. Dès 1956, il est admis au Parti communiste.

La suite est encore plus classique. En 1975, Nikolaï Ryjkov monte à Moscou comme numéro deux du ministère des constructions mécaniques lourdes. Quatre ans plus tard, il est nommé premier vice-président du comité d'Etat au plan (le fameux Gosplan), ce qui lui vaut un siège de membre titulaire au comité central au dernier congrès « brejnevien » de 1981.

Mais Nikolaï Ryjkov participe dès ces années-là à des rencontres plus ou moins discrètes avec Mikhaïl Gorbatchev et d'autres responsables inquiétés de la « stagnation » ambiante. Il rédige avec eux divers « papiers » sur l'état des lieux que trouveront les futurs dirigeants à la fin de la période de stagnation. D'ailleurs, il a été appelé par Andropov, dès la mort de Brejnev, à de plus hautes responsabilités. Nommé en novembre 1982 secrétaire du

comité central du parti et chef de son tout nouveau service économique, il rentre au Politburo comme membre à part entière dès le premier plénum qui précède la perestroïka, en avril 1985. En septembre de la même année, il prend la tête du gouvernement, succédant à l'octogénaire Tikhonov.

## La brouille de juillet 1989

Cependant, l'équipe mise en place en 1985 commence à perdre sa cohésion face aux problèmes globaux soulevés par la perestroïka. Le tournant se produit au cours de l'été 1989. MM. Gorbatchev et Ryjkov ont été les seuls membres du bureau politique du parti à aller « au charbon » devant le tout nouveau congrès des députés, et Nikolaï Ryjkov commence à s'inquiéter, face au parlementarisme naissant, de ce qu'il appelle, au cours d'un discours prononcé en juillet, la « délégalisation » de la société.

L'autre raison du désaccord est la politique économique. Bien sûr, tout le monde a évolué depuis lors, mais c'est tout de même Nikolaï Ryjkov qui, dans son rapport au congrès du PC en 1986, voyait dans la direction centralisée de l'économie le « grand conquête » et le « super-riorité radicale du socialisme », mettait en garde les « idéologies bourgeois » contre tout espoir de déviation à cet égard. Trois ans plus tard, en décembre 1989, son plan de réforme est à peine moins conservateur dans les conditions de l'époque. Bien qu'approuvé par le Parlement, il est rejeté aussi bien par la Russie « progressiste » et son président Eltsine que par la très orthodoxe direction ukrainienne.

## Victime du pouvoir présidentiel

De toute manière Mikhaïl Gorbatchev, non content d'annoncer une « radicalisation » de cette fautive réforme, a instauré un pouvoir présidentiel dont la première conséquence va être de réduire à une portion encore plus congrue des députés, de même que son chef. Et lorsque ce dernier est pris à partie au Parlement pour avoir signé le décret constituant la coopérative ANT, dont on vient d'apprendre qu'elle exportait illégalement des chars, c'est déjà avec colère que Nikolaï Ryjkov reproche à son ancien allié, président de séance, de donner trop souvent la parole à ses détracteurs.

Après la crise cardiaque qu'il a frappé en décembre 1990, au terme d'une épuisante session du Parlement, le premier ministre était définitivement hors de course, et avec lui toute la première équipe de 1985.

M. T.

TRO BO D'ACHIE

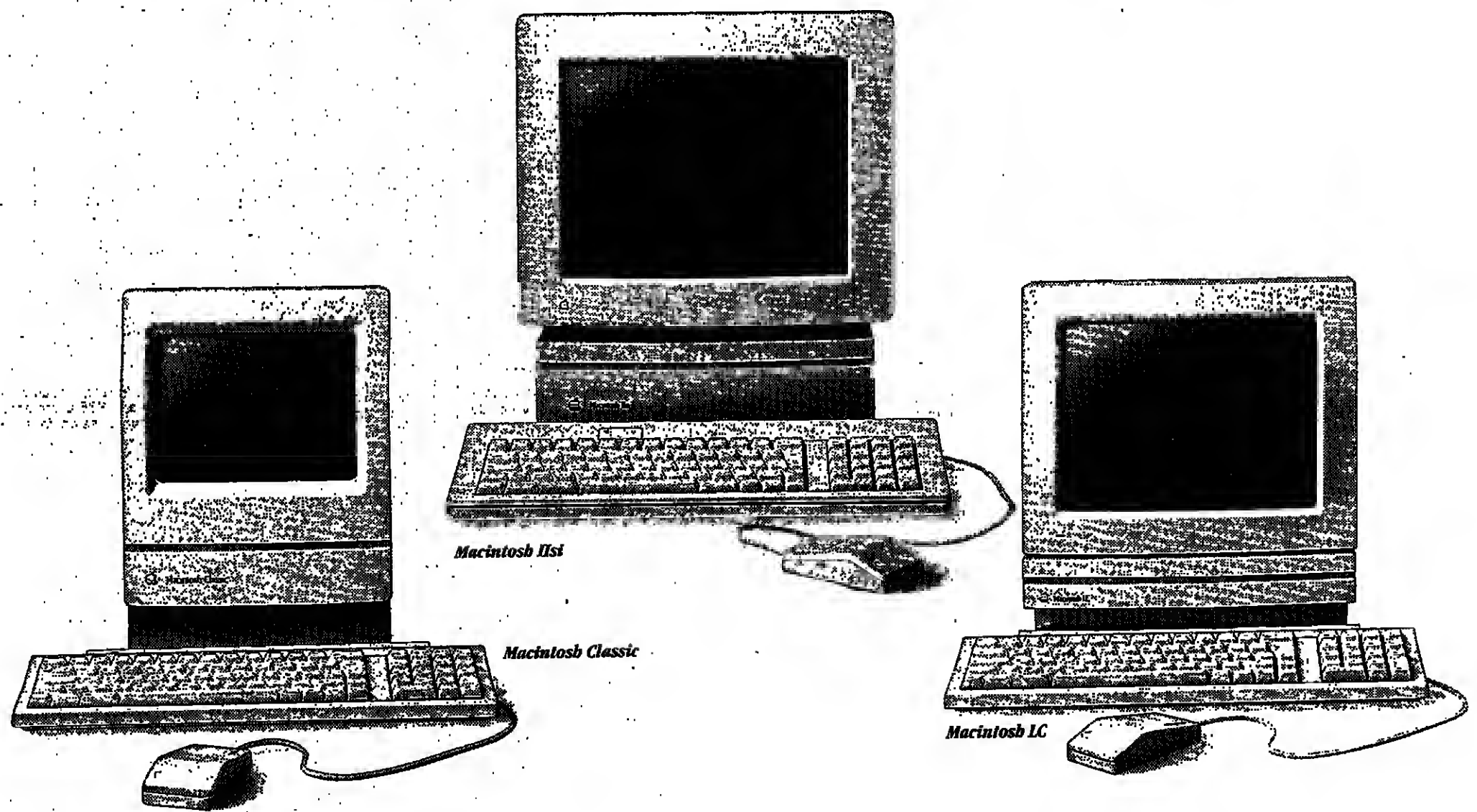


Jeudi 15

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 15

Macintosh IIsi  
Macintosh Classic  
Macintosh LC

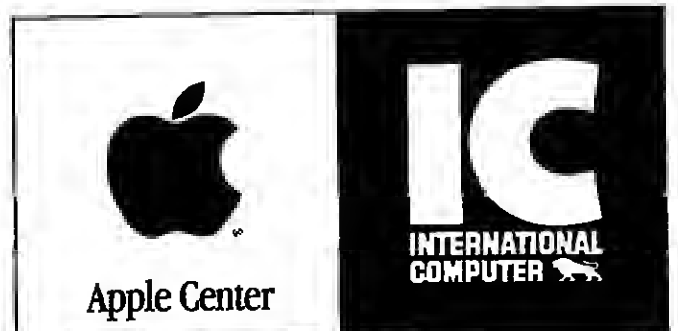
# TROIS NOUVELLES BONNES RAISONS D'ACHETER APPLE CHEZ IC.



Les trois nouveaux Macintosh sont à votre disposition. Ils bénéficient immédiatement de tous les "plus" de l'environnement IC : les meilleures conditions sur tout Apple, plus de 10 ans d'expérience et de conseil, le suivi d'installation, la hot line hardware/software, une maintenance performante et économique, la formation et sans doute le plus important la disponibilité et le sourire. Des bonnes raisons qui ont déjà convaincu plus de 30 000 clients et qui ont

permis à International Computer d'être le premier distributeur Apple d'Europe. Notre puissance d'achat vous fait bénéficier d'une disponibilité maximale sur les nouveaux Macintosh IIsi, LC, Classic comme sur toute la gamme Apple. Pour mieux connaître les nombreux avantages IC, téléphonez-nous vite ou venez nous voir, 6 jours sur 7 de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h et même à 18 h 55 nous ferons certainement affaire ensemble.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL (1) 42 72 26 26  
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03 • IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL 61 25 62 32  
IC NANTES SA 3 ALLEE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES TEL 40 47 08 62  
LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS



## SOCIÉTÉ

En déposant une requête auprès du Conseil d'Etat

## Le gouvernement entend contrôler la gestion de l'Association pour la recherche sur le cancer

Le ministère des affaires sociales et de la solidarité vient de déposer une requête auprès du Conseil d'Etat afin de pouvoir faire contrôler - par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) - la gestion de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), l'une des plus importantes associations privées, reconnue d'utilité publique et spécialisée dans le recueil de fonds au profit de la recherche en cancérologie. Cette décision témoigne de la volonté gouvernementale de tout mettre en œuvre pour obtenir, au plus vite, une véritable transparence dans la gestion et dans le fonctionnement de cette association, qui annonce plus de trois millions d'adhérents, gère un budget de plus de 400 millions de francs et dont les méthodes sont, depuis plusieurs années déjà, très controversées.

Créée en 1962, anciennement baptisée Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villjuif, l'ARC est, au fil des ans, devenue, avec la Ligue nationale contre le cancer, la principale association de droit privé reconnue d'utilité publique spécialisée dans le recueil de fonds (dons et legs) destinés à aider au financement de la recherche en cancérologie et au traitement des malades. Cette position n'a pu être obtenue, puis défendue, que grâce à une série d'actions spectaculaires et souvent controversées, tout se passant comme si, dans ce domaine, la loi pouvait justifier les moyens. Soucieux de prévenir les risques de dérapage inhérents à ce type d'entreprise ainsi que l'aspect malsain que pouvait prendre une telle « compétition caritative », les pouvoirs publics avaient, en

1979, à l'initiative de M. Raymond Barre, alors premier ministre, tenté, pour l'instant, de calmer le jeu.

## Le refus de la déontologie

Après le rapport - toujours resté confidentiel (1) - de M. Roger Goetze, gouverneur honoraire du Crédit foncier de France, les pouvoirs publics décidèrent, en 1980, de créer un Haut Comité français d'aide à la lutte contre le cancer. Cette structure, présidée par M. Roger Grégoire, conseiller d'Etat, visait, pour l'essentiel, à harmoniser l'action des deux principales associations qui, de concurrences, étaient devenues farouchement ennemies.

Faute de pouvoir véritablement agir, ce haut comité se subordina à la fin de l'année 1982, M. Grégoire ne cachant nullement alors les vives cri-

tiques qu'il pouvait formuler à propos des méthodes de M. Jacques Crozon, président de l'ARC.

Pour autant, les pouvoirs publics ne devaient nullement se désintéresser de cet enchevêtrement. Ainsi, en 1983, dans un rapport destiné à M. Michèle Barzach, alors ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, l'IGAS dénonçait, notamment, le pouvoir « excessif de manière quasi théocratique » par M. Crozon. Toutefois, ce dossier, finalisé de nombreuses polémiques, ne semblait pas devoir avancer, en dépit des souhaits maintes fois exprimés tant à l'IGAS que dans les différents cabinets ministériels de tutelle. Certains allant même jusqu'à évoquer des mystérieuses « protections » dont pourraient profiter les responsables de cette association. Les difficultés tendent en particulier au refus exprimé par

l'ARC de voir l'IGAS enquêter sur sa gestion. Ce refus, selon l'ARC, était justifié par le fait que cette association ne recevait pas de subventions de l'Etat.

En novembre dernier, le tribunal administratif ordonnait à l'IGAS de sursis à l'inspection qu'elle souhaitait entreprendre. C'est à la suite de cette décision que le ministère des affaires sociales a entrepris de déposer une requête auprès du Conseil d'Etat. « Si celle-ci devait aboutir, confie un observateur, elle ne permettrait pas seulement un contrôle des comptes de l'association de Villjuif, reconnue d'utilité publique depuis 1966, mais autoriserait la réalisation par cette inspection, véritable « police » du ministère, d'un audit généralisé ».

Sans préjuger aucunement les conclusions d'un tel audit, les spécialistes de l'action caritative remarquent, aujourd'hui, que l'ARC apparaît quelque peu isolée dans le paysage des associations françaises à but humanitaire. On souligne notamment, auprès de la Fondation de France, que l'ARC est la seule association d'importance à ne pas avoir adhéré à la charte de déontologie pour les appels à la générosité du public, charte adoptée il y a un an par une vingtaine d'organisations associatives ou de fondations (Le Monde du 26 janvier 1988). La situation de l'ARC est, à cet égard, d'autant plus difficilement compréhensible que les règles de cette charte, dont le comité est présidé par M. François Bloch-Lainé, ne visent qu'à informer les donateurs de la destination de leurs fonds et concernent la transparence financière, la qualité des actions et des messages ainsi que la rigueur des modes de recherche des fonds.

JEAN-YVES NAU

(1) « Le Monde Sciences-Médecine » du 20 avril 1988 a publié de larges extraits de ce document.

## Les préservatifs à l'affiche

La publicité sur les contraceptifs va-t-elle être enfin permise en France ? C'est un fait acquis pour M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et M. Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes. Ils l'ont tous deux affirmé lors du colloque « Europe et elles » organisé par le Mouvement français pour le planning familial, les 12 et 13 janvier, à Paris.

Profitant en effet de la réforme du code de la santé publique, les députés socialistes ont fait voter, le 7 décembre dernier, un amendement abrogeant l'interdiction qui pesait jusqu'à présent sur tous les moyens de contraception. Le Conseil constitutionnel, saisi à la demande des députés

de l'opposition, doit rendre prochainement sa décision. Si celle-ci est favorable, la publicité sera possible pour les contraceptifs en vente libre (préservatifs) dès la publication du texte au Journal officiel.

Il en sera tout autrement pour ceux qui sont délivrés sous ordonnance médicale. La pilule, par exemple, figure au tableau des substances vénéneuses, qui la soumet à un dispositif très strict. Seul un décret en Conseil d'Etat pourrait permettre sa publicité en dehors des publications médicales. Ce serait une grande première, et l'on voit mal le gouvernement prendre cette initiative actuellement.

Ch. Ch.

## DÉFENSE

Un conseil de défense à l'Elysée sur l'avenir de la dissuasion

## M. Mitterrand devrait choisir entre un missile mobile et un système d'arme nucléaire adapté à l'avion Rafale

Le chef de l'Etat doit décider, mercredi 16 janvier à l'Elysée, un conseil de défense qui réunira, autour des ministres concernés, les chefs militaires, le secrétaire général de la défense nationale et le délégué général pour l'armement. Ce conseil devrait permettre d'étudier quel système d'arme - un missile aéroporté ou un missile sol-sol déplaçable - viendrait se substituer aux missiles en silos du plateau d'Albion, en haute Provence, et ainsi compléter les missiles embarqués à bord des sous-marins.

Officiellement, la réunion de l'Elysée est consacrée à un examen de ce qu'on appelle la planification militaire. Par là, il faut entendre un travail difficile des états-majors qui essaient de projeter sur le long terme l'évolution prévisible de la situation mondiale et les moyens militaires d'y parer. Après quoi, on tente de déduire de cette réflexion quelles missions, quelle organisation, quels effectifs et quelles capacités opérationnelles - en matière nucléaire - peuvent avoir les armées françaises. Ce travail aboutit à déterminer le contenu de ce qu'on appelle la programmation militaire, qui détermine - armée par armée et année par année - les engagements financiers à plus court terme soumis au vote du Parlement.

## Le plateau d'Albion en question

Dans le cas présent, cette planification militaire porte jusqu'à l'horizon 2010, ce qui signifie pratiquement un pari fait sur ce qui se passera en Europe (après l'effondrement du pacte de Varsovie et les risques de dissidences internes en Union soviétique) et hors d'Europe (avec la menace que font peser des

crises comme celle du Golfe). La première programmation militaire, qui sera présentée cet automne au Parlement, couvre les cinq années, de 1992 à 1996.

Cependant, le conseil de défense devra donc élaborer un nouveau « format » du corps de bataille aéroterrestre, qui contiendra de mixer unités professionnelles et personnels du contingent, avec un service réduit à dix mois, des forces françaises rapatriées partiellement d'Allemagne et des effectifs en baisse de 35 000 postes dans l'armée de terre.

Mais la décision la plus attendue est sans doute celle qui devrait déterminer le sort du plateau d'Albion où, depuis vingt ans maintenant, sont enfilés dix-huit missiles sol-sol ouverts fixes S3 D d'une portée continentale en Europe et à une tête explosive chacun. Ce système d'armes représente une destruction égale à mille fois celle de la bombe d'Hiroshima. Sa vulnérabilité à un tir préventif adverse, pour neutraliser le site, est considérée être extrême au début du siècle prochain.

Si tel devait être le cas - en réalité, cette question de la vulnérabilité du plateau d'Albion est en elle-même très controversée - et si les S3 D étaient jetés à la ferraille, plusieurs solutions de remplacement existent. Au moins trois. Ou bien les missiles de haute Provence n'ont définitivement aucun successeur. Ou bien un missile sol-sol déplaçable S45 (à l'instar de ce qu'on choisit, pour leur part, Américains et Soviétiques en dépit de leurs accords sur une limitation des armements nucléaires) et un missile aéroporté ASMP (air-sol à longue portée) tiré à distance de sécurité par l'avion Rafale sont mis en compétition. Ou encore ces deux systèmes d'armes, jugés complémentaires, sont retenus en même temps et la France reconstruit sa triade avec les sous-marins lance-missiles.

Dans l'état actuel des réflexions, le débat est surtout circonscrit à l'alternative suivante : ou le missile aéroporté ASMP, qui serait dérivé de l'ASMP (air-sol à moyenne portée)

armant déjà les Mirage IV, les Mirage 2000 N et les Super-Étendard et qui aurait une portée propre de 600 kilomètres à basse altitude (1 000 kilomètres en altitude) ou bien le missile sol-sol léger à deux étages S45 (d'une masse de 9 tonnes) lancé à tir tendu ou plongeant depuis un camion semi-remorque qui sert de plateforme érectrice. L'un et l'autre de ces deux systèmes d'armes emporteraient une tête « discrète » et précise d'une puissance de 300 kilotonnes (soit quinze fois Hiroshima).

## Un enjeu de la cohabitation

Si l'état-major des armées, qui est appelé à faire la synthèse des travaux, n'a jamais dissimulé sa préférence pour un missile déplaçable, M. Mitterrand, au contraire, a eu l'occasion de manifester ses réserves à l'endroit d'un tel projet lors de la période dite de « cohabitation », entre 1986 et 1988, après que le premier ministre, M. Jacques Chirac, se fut rangé dans le camp des partisans du missile en question.

C'est la mobilité supposée de cet armement nucléaire qui semble avoir dicté la position adoptée, à l'époque, par le chef de l'Etat. Redoutant des réactions hostiles de pacifistes contre les alliés et retours de ces missiles, M. Mitterrand en avait écarté l'idée et le ministère de la défense avait, dès 1988, suspendu le programme, tout en maintenant des crédits pour continuer la « veille » technologique.

Les partisans d'un missile déplaçable plaident qu'on a mal expliqué le système au président de la République. Comme le missile nucléaire préstratégique Hades, pour lequel M. Mitterrand a pourtant admis qu'il soit susceptible sur un semi-remorque, le S45 serait en permanence cantonné dans des camps militaires (cette dispersion géographique est une garantie de sécurité) d'où il ne sortirait, pour des mouvements jusqu'à son emplacement de tir, que quand la crise internationale serait à son maximum.

Face au S45, le missile aéroporté ASMP a ses adeptes, au premier rang desquels, apparemment, le ministre de la défense, qui voit en lui l'outil d'une dissuasion régionale européenne. Monté sur le prochain avion de combat, le Rafale, connu à l'armée de l'air et à la marine après 1996, le missile ASMP a pour lui d'être d'un emploi plus souple et plus diversifié, qui tient à cette aptitude particulière au « vecteur » d'être déployable partout où sa présence peut être dissuasive : en Europe, comme le missile sol-sol, mais aussi sur des théâtres extérieurs d'opérations où les intérêts vitaux de la France seraient en jeu et où le gouvernement voudrait montrer sa détermination par une « gestualité » politico-militaire. Mais, pour autant, l'avion n'est pas la panacée.

Il est plus lent, plus aisément détectable et, donc, plus vulnérable qu'un missile balistique. Il est moins insensible aux contre-mesures électroniques. Il a besoin d'être ravitaillé en vol pour atteindre des objectifs lointains : ce qui n'en fait pas automatiquement un engin à vocation stratégique, comme l'est un missile intercontinental.

Il n'est pas tout temps, du moins pas autant qu'un missile qui s'affranchit des conditions atmosphériques et de l'environnement. Il est fragile au sol.

## Un espoir de coopération franco-britannique

A tout considérer, le missile ASMP a pour lui de pouvoir intéresser le Royaume-Uni en quête d'un nouvel outil nucléaire pour succéder aux bombes à gravitation WE 177 de ses avions Tornado. Et cet élément pèse beaucoup dans la balance. Autour de ce programme de missile aéroporté, la France et la Grande-Bretagne essaient de réaliser une « première » : jeter, grâce à cette panoplie nucléaire conjointe, les bases d'une coopération stratégique de part et d'autre de la Manche, qui associerait les deux pays dans l'édification d'une défense communautaire de l'Europe à laquelle tout le monde

## SPORTS

Le Rallye Paris-Dakar

## Le Golfe, si lointain, si présent

TICHT

de notre envoyé spécial

Dans la pièce aux murs de pierre taillée, les voix se sont tues. Pour écouter le bulletin de 13 heures de Radio France Internationale, les hommes rassemblés dans la salle de réception de la demeure maritimaire ont retenu leur souffle. Les nouvelles en provenance d'Arabie saoudite ou d'Irak font ressortir des islamistes et des Européens. Ils veulent tout savoir d'un possible conflit qu'ils appréhendent autant les uns que les autres.

Dans le petit village, aux maisons carrées, la scène prend une dimension étonnante. Là, dans cet endroit perdu à l'est du territoire saoudien, les responsables locaux et les militaires en poste éprouvent la même angoisse que les Français de passage. « Il ne se passera rien », affirment les uns, alors que d'autres se montrent plus pessimistes en estimant que les armes peuvent entrer en action. Une discussion digne du Café du Commerce, comme probablement un peu partout dans le monde en ce moment.

## La survie quotidienne

Au tour du ragaï de moulin on du thé à la menthe, les langues se délient. Les propos du président François Mitterrand sont largement commentés, et les propriétaires des lieux expriment le souhait d'une plus grande participation de la France aux initiatives de paix encore possibles. Entre ces hommes aux cultures différentes le dialogue s'instaure. Ils cherchent à mieux se comprendre, à éviter que le pire ne se produise, car « la guerre n'est bonne pour personne ».

Certes, ces échanges ne concernent que les lettres de Tichit. Le reste de la population, des descendants de la tribu nomade des

N'madié, se préoccupe surtout d'arroser les petits jardins situés à l'ombre des palmiers. Ces chasseurs de gazelles, sédentarisés depuis que l'évacuation du désert les a privés de gibier, continuent d'habiter sous des tentes sommaires ou des constructions en feuilles de palmier. Pour eux, la survie quotidienne de leur famille passe avant tout. Une lutte, toujours recommencée, pour empêcher les dunes de progresser, pour trouver un peu de verdure afin de nourrir leurs maigres chèvres.

Dans ce village situé à trois jours de camion de la capitale et où personne ne vient jamais visiter l'oasis, l'arrivée du rallye a apporté une animation inhabituelle. Quelques commerçants ont muni leurs boîtes de sardines et pains toulousains de leur famille passe avant tout. Une lutte, toujours recommencée, pour empêcher les dunes de progresser, pour trouver un peu de verdure afin de nourrir leurs maigres chèvres.

Une proposition que ne partageaient pas les concurrents. En qui avaient passé la journée à « jardiner » dans les sables, ne souhaitaient pas rééditer l'aventure. Le pilote finlandais Ari Vatanen moins que quiconque. Victime de crachats et langages injurieux, il se su p d'une dune, la Citroën jaune est arrivée quarante minutes après le vainqueur de l'étape, le Suédois Kenneth Eriksson sur Mitsubishi. Un retard qui rendait le grand blond bien nerveux, alors qu'il possédait encore une confortable avance au classement général. Il savait que Tichit n'était pas une étape comme les autres. Pour un soir ses mécaniciens, comme ceux des autres équipes, allaient pouvoir regarder le soleil se coucher. Dans l'oasis, les réparations étaient interdites par le règlement de cette étape marathon.

SERGE BOLLOCH

## Les résultats

Après l'étape Nîmes-Tichit (482 km), remportée par E. Ochi (Fuji) pour les motos et K. Eriksson (S. Peugeot) pour les autos, le classement général est le suivant :

## AUTOS

1. A. Vatanen (S. Peugeot) (Fuji) (S. Citroën) 20 ; 2. P. Lavigne (S. Peugeot) (Fuji) (S. Citroën) 20 ; 3. J.P. Fournier (S. Peugeot) (Fuji) (S. Citroën) 20.

## MOTOS

1. S. Peterhansel (Fuji-Yamaha) ; 2. G. Lapeyre (Fuji-Yamaha) ; 3. M. Magnien (Fuji-Yamaha).

## EN BREF

■ TENNIS : Internationaux d'Australie. - Les joueurs français ont connu des sorts divers lors du premier tour des championnats internationaux d'Australie, lundi 14 et mardi 15 janvier, à Melbourne. Thierry Champion, Cédric Pioline, Fabrice Santoro et Guillaume Raoux ont été éliminés respectivement par les Suédois Jonas Svensson (6-2, 6-4, 6-1) et Christian Bergström (6-4, 6-2, 1-6, 7-6), le Néerlandais Richard Krajicek (2-6, 6-1, 6-2, 6-3) et l'Allemand Patrick Kuken (7-5, 6-4, 7-6). En revanche Guy Forget et Jean-Philippe Fleurian se sont qualifiés en battant respectivement l'Autrichien Horst Skoff (7-6, 6-2, 6-4) et l'Italien Renzo Furlan (6-1, 6-0, 6-0). Chez les dames, Alexia Deaenbourg s'est qualifiée pour le deuxième tour en battant l'Australienne Kristin Goddard (6-3, 7-5).

■ Relaxe des agressions présumées de la chanteuse Hélène Delavault. La 13<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris a relaxé lundi 14 janvier Philippe et Giovanni Castelluccio, les deux hommes soupçonnés d'avoir agressé la chanteuse Hélène Delavault, le 6 janvier 1989 au Théâtre des Bouffes-du-Nord, à Paris, alors qu'elle interprétait sur scène des chants révolutionnaires. Poursuivis pour violences et voies de fait avec préméditation et dégradation de biens, ils avaient été condamnés le 7 juin 1990 par la 14<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris à un an de prison dont dix mois avec sursis (Le Monde du 9 juin 1989).

■ Secours de référence de Sainte-Menehould contre la fermeture de la maternité. - Les habitants de l'arrondissement de Sainte-Menehould (Marne) se sont prononcés, dimanche 13 janvier, par référendum, contre la fermeture de la maternité publique de Sainte-Menehould. Plus de 67 % des 11 400 électeurs de l'arrondissement ont voté à 97,6 % pour le maintien de l'activité de la clinique. Celle-ci avait été suspendue le 31 décembre pour des raisons de sécurité (Le Monde du 12 janvier).

JACQUES ISNARD

## Le sida

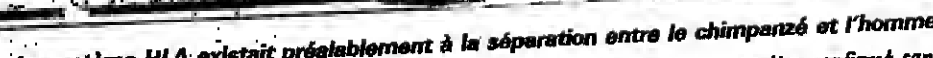
se on e



**La genèse par les gènes**

L'extrême variabilité des gènes humains, mise en évidence par les progrès de la biologie moléculaire, permet de mieux connaître l'origine de l'humanité

Sans se confondre, l'histoire de nos  
gènes et celle des populations son-



Président du département de génétique de l'Ecole médicale de Stanford (Californie), Luca Cavalli-Sforza dessine ainsi depuis trente ans l'arbre généalogique de l'humanité, à partir d'échantillons de sang prélevés sur des groupes de popula-

En 1988, Luca Cavalli-Sforza et Alberto Piazza venaient ainsi à bout d'une gigantesque étude portant sur cent vingt marqueurs génétiques et menée parmi quarante-deux populations aborigènes du monde entier.

**4 à 7 millions  
d'années**

La variabilité génétique permet de remonter plus loin dans le temps, aux origines de l'espèce humaine. Un exemple? Une étude menée sur l'un des groupes de gènes les plus polymorphes qu'ait jamais inventé la

Elément majeur de nos défenses immunitaires, le système HLA est commandé par une trentaine de gènes qui, chacun, peuvent prendre plusieurs dizaines de formes biochimiques. Ces variations d'un même gène, qui ne changent pas sa fonction, sont appelées des allèles. Jan Klein, Juita Guttmacht et Norbert Fischer se sont penchés sur le polymorphisme d'un de ces gènes, situé sur le locus DQB1. Soit une trentaine d'allèles différents dans l'espèce humaine, aujourd'hui connus et séquencés, auxquels il ont ajouté la version correspondante chez le chimpanzé. Notre plus proche parent

Après avoir mesuré le taux de variabilité génétique séparant chacun de ces allèles, les chercheurs allemands ont construit leur arbre généalogique. « Or, si l'on place sur cet arbre le gène correspondant chez le chimpanzé, on constate que ce dernier est génétiquement plus proche de certains allèles humains que ne le sont entre eux les allèles humains les plus éloignés », soulignent-ils, en précisant que des résultats similaires ont été obtenus pour de nombreux autres gènes du complexe immunitaire. Ce qui, plus concrètement, signifie que le système HLA existait préalablement à la séparation entre le chimpanzé et l'homme.

**CATHERINE VINCENT**  
*Lire la suite page 1*

A l'heure où la NASA compte eea échec et où les Soviétiques doivent jouer avec le rigueur budgétaire, les Européens continuent, en cachottement, de peaufiner leurs programmes de vols habités. A ce titre, les derniers ont engagé voix déjà quelque temps une réflexion sur les futures stations spatiales habitées (European Manned Space Infrastructure) et ont décidé d'étudier en détail quatre systèmes indispensables à la réalisation d'un tel complexe.

Une étude concerne la conception d'un véhicule de secours; une autre le câblage d'errimage des différents modules de la future station EMSI; une troisième, le module d'habitation; la dernière, enfin, la mise au point d'un véhicule de ravitaillement et de transport analogue dans son concept au vaisseau automatique soviétique Progress.

C'est ce dernier volet qui vient de faire l'objet, de la part de l'ESA, d'un contrat de 200 000 unités de compte (un million de francs) passé à un consortium d'industriels formés de l'Aérospatiale (France), British Aerospace (Grands-Bretagne) et Space Applications Services (Belgique). Le véhicule envisagé, qui porte le nom LOVE (Logistic Vehicle), constitue nullement une remise en cause des programmes américains.

LOVE va plus loin: il vise les stations de demeln, leurs grands besoins de ravitaillement et d'approvisionnement en matériels et produits de toutes sortes. Mais faut-il un petit véhicule que l'on lance au saut au loin, ou, au contraire, un engin plus gros nécessitant de grandes capacités de stockage en orbite? Faut-il aussi construire des stations de transfert?

Les Soviétiques sont passés maîtres dans cette technique avec leurs vaisseaux de ravitaillement Progress. C'est pourquoi l'Aérospatiale a décidé de passer un contrat d'environ 20 000 francs à la firme soviétique NPO Energia Expert, tant pour ce qui concerne les vaisseaux eux-mêmes que les flux de transport vers la Terre-espace.

Chacun y trouve son compte. L'Agence spatiale européenne d'abord qui, en n'apparaissant pas dans ce modeste contrat, peut rester réservée, comme toujours, à l'égard des firmes soviétiques. Les Soviétiques trouvent là une opportunité pour les ingénieurs de l'Agence de se maintenir dans leur secteur d'activité et de retarder ainsi leur reconversion dans la fabrication de... tracts et de lugas.

**JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU**

La délicate prise en charge des enfants séropositifs

De nombreuses familles s'étaient portées candidates pour l'accueillir, voire l'adopter. « Nous avons orienté ces personnes vers des directions de l'action sociale qui puissent leur offrir un cadre de vie et un département afin qu'elles puissent obtenir un agrément », explique le docteur Huguette Le Bont, médecin-chef du centre de pédiatrie de rééducation de Bullion (Yvelines). Mais, à côté de ce cas évé- qué par les médias, combien d'en- fants contaminés par le virus du sida subissent encore des réactions de rejet ou même d'hostilité, s'inter- rogent les responsables de l'établis-

Depuis 1985, le centre pédiatrique de Bullinn a accueilli vingt-cinq enfants infectés par le virus HIV ou susceptibles de l'être. Dans le cas d'une transmission du virus pendant la grossesse, il faut attendre l'âge de douze à dix-huit mois et la disparition des anticorps maternels, pour conclure, de façon certaine, à l'absence de contamination du nourrisson. L'arrivée à l'hôpital de Bullinn du premier

A Bullion, les explications dispensées par les médecins à l'occasion de chaque nouvelle admission ont permis de surmonter toutes les réticences et l'hôpital accueilli depuis cinq ans, des enfants porteurs du virus de provenance de plusieurs hôpitaux d'Ille-de-France. Ils pratiquent les chaires de la même manière, fréquentent les mêmes melindes, fréquentent les mêmes classes, les mêmes restaurants et les mêmes aires de jeux. L'intérieur de l'établissement est, malgré ces cas graves, toujours désespérée, l'atmosphère qui règne dans le centre. Bullion est particulièrement descendue. Tout est fait pour que les petits malades oublient qu'ils sont dans

## Le cadeau de l'équipe

« Au départ, les premiers enfants que nous recevions pouvaient avoir fait l'objet d'une contamination par voie transplacentaire tandis qu'aujourd'hui nous recevons principalement des enfants très jeunes contaminés lors de la grossesse », explique M. Yannick Gouriou, directeur de l'établissement. Installé à Forêt de la forêt de Ram-

bouillet, le centre de Bullion a une capacité de cent soixante-seize lits. La plupart des enfants sont adressés par des hôpitaux d'Ile-de-France. Leurs maladies sont variées et demandent parfois des soins complexes. Attente ou suivi de greffes, brûlures, cancers, maladies respiratoires ou suivi de chirurgie orthopédique figurent parmi les motifs d'hospitalisation. La durée de séjour, de trois mois en moyenne, peut, dans certains cas, atteindre un an ou plus.

« La prise en charge des enfants atteints du sida entraîne un retournement complet de la conception du moyen séjour. Les enfants, et notamment ceux qui ne bénéficient pas d'un soutien familial, peuvent rester longtemps parmi nous. Il faut parfois les accompagner dans leurs derniers moments, ce qui impose de former et de préparer le personnel à cette éventualité », estime M. Yannick Gouriou. Pendant cinq ans, les employés de l'établissement vont bénéficier à tour de rôle d'une formation spécifique axée sur la prise en charge, y compris dans les derniers moments, des enfants atteints du sida.

Un décès, l'an passé, au pavillon Guérin, a fortement éprouvé le personnel. Pendant un long moment, l'équipe soignante n'a pu se résoudre à attribuer à un autre le lit du défunt. Et, des mois après ce drame, le cadeau que l'équipe avait préparé à l'enfant, mort jour de son anniversaire, restait emballé dans la salle de soins.

*«Avant, quand l'état d'un enfant*

s'aggravait, nous avions coutume de le renvoyer dans le service hospitalier qui nous l'avait adressé. Maintenant, l'approche est différente, explique une infirmière. C'est la famille, avec l'équipe soignante, qui décide du lieu où l'enfant mourra. L'existence d'un hôtel parental permet de recevoir les mères séropositives ou malades qui, dans l'incapacité de prendre en charge leur enfant, souhaitent séjourner à ses côtés. Dans certains cas difficiles, cet hébergement est pris en charge par le centre, qui demande en contrepartie quelques heures de travail à ces mères sans ressources.

En ce début d'année, huit enfants stérilisés séjourneront au centre de Ballon. Ils ne devraient pas rentrer dans leur famille, mais seraient réaffectés dans un placement familial, selon le directeur de l'adoption, qui précise que les assistantes maternelles sont spécialisées. L'établissement possède ainsi douze lits dans des familles d'accueil destinées aux petits pensionnaires qui ont des problèmes d'adaptation ou dont les hôpitaux italiens ont particulièrement besoin. Mais, après un an de sensibilisation de plusieurs années, seule une famille a accepté de recevoir un enfant stérilisé. « Nous avons, semble-t-il, perdu le sens du drame de ces inéquités », dit-il, « ces risques de contagion mais ces familles craignent maintenant un attitude négative de la part de la communauté, si elles prennent en charge stérilisés », conclut l'assistant social de l'établissement.

MARTINE LARONCHE

# 4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

8<sup>1</sup>

3, RUE  
LA BOÉTIE

6<sup>2</sup>

112, BD  
ST-GERMAIN

6<sup>3</sup>

132, BD  
ST-GERMAIN

4<sup>4</sup>

18, BD DE  
SÉBASTOPOL



7 980 F.T.T.C.

**CANON STAMINETER 80**  
Traitement de texte portable  
Impression bulles d'encres  
Totalement silencieuse



10 990 F.T.T.C.

**CANON FAX 230 F**  
Télécopieur agréé PTT  
Coupe-papier 1/2 taille



12 500 F.T.T.C.

**PANASONIC CF 370**  
Micro-ordinateur portable  
compatible PC  
lecteur 3.5 p + disque dur 20 Mo

**EN CADEAU**

et sur présentation de cette annonce est offerte  
pendant 15 jours une calculatrice OLYMPIA TIP TOP.\*

DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE GRATUIT.

BUREAUTIQUE

**DURIEZ**

INFORMATIQUE

\*Olympia est une marque déposée de la Sharp & Co. Ltd.



POINT DE VUE

# La recherche médicale en danger

par le professeur François Clergue

UNE nouvelle loi, dite loi Huriet, a été publiée le 20 décembre 1988 : son premier décret d'application date du 27 septembre 1990. Son objectif initial était de protéger les personnes soumises à la recherche biomédicale. Pourtant, les conséquences du texte voté semblent avoir été mal appréciées et pourraient conduire, en freinant la recherche clinique, à ralentir le progrès de la médecine en France.

La recherche clinique est celle effectuée chez l'homme par les cliniciens, dans tous les domaines de leur exercice médical. Elle participe de tous les progrès médicaux, techniques ou médicamenteux, expérimentés préalablement chez l'animal. On peut prendre comme exemples, d'une part, la validation de l'efficacité d'un nouveau médicament ou d'un vaccin, et d'autre part, la validation de l'efficacité d'un nouveau diagnostic par les cliniciens sur les mécanismes de la survenue de certains symptômes, d'autre part, les effets chez l'homme de certaines techniques (prothèses, dialyses, ventilation artificielle...) ou de médicaments déjà utilisés. La recherche clinique constitue donc un maillon essentiel des progrès médicaux. Les revues médicales les plus prestigieuses, telles que la *New England Journal of Medicine*, sont les organes de diffusion de ses nouvelles avancées.

Pourtant, la place de la recherche clinique reste mal reconnue. Les fonds de recherche publics sont en France distribués quasi exclusivement aux fondamentaux. La recherche clinique trouve son financement de deux façons. La première, indirecte, était une aide non officielle des hôpitaux universitaires. Une partie du matériel nécessaire à cette recherche était souvent prise en charge par les budgets des hôpitaux universitaires. Les examens biologiques et radiologiques liés à ces investigations, de même que le temps passé par certains médecins hospitaliers pour ces recherches, étaient confondus avec ceux nécessaires par les soins. La deuxième ressource était le financement par l'industrie pharmaceutique des études effectuées sur les nouveaux médicaments. Ces moyens constituaient la seule ressource matérielle déagée pour financer les autres domaines de la recherche clinique, ne concernant pas les médicaments.

En dépit de ces faibles moyens, la recherche clinique française a connu depuis plus d'une dizaine d'années une progression remarquable. En prenant l'exemple de trois spécialités, la cardiologie, la pneumologie et l'anesthésie-réanimation, on observe en 1990 une participation respective des équipes françaises de 2 %, 7 %

et 10 % des communications aux congrès des sociétés américaines de ces différentes spécialités. Cette participation aux congrès allait de pair avec la publication des articles scientifiques correspondants dans les publications de haut niveau de ces mêmes sociétés.

La nouvelle loi concerne donc des domaines tous les acteurs de cette activité de recherche.

Certains points de cette loi sont positifs et permettent effectivement d'améliorer la protection des patients :

- La création des comités consultatifs de protection des personnes, remplaçant les comités d'éthique, devant lesquels tout projet de recherche doit être soumis, et dont l'avis devra être communiqué au patient. Leur difficulté sera de juger en toute compétence ;
- Une information doit être donnée au patient à la fois verbalement et par un document écrit, faisant part du projet de la recherche envisagée, de son objectif, des bénéfices attendus et des contraintes et risques prévisibles ;
- Le consentement du patient doit être obtenu sur un document écrit et signé ;
- Des sanctions pénales sont prévues en cas de non-respect de l'ensemble de cette loi.

On peut discuter sur l'absence de sanctions pénales encourues. Cependant, ces mesures permettront d'éviter l'assurance que la recherche clinique se fait avec les patients, et non contre eux, même si elle est considérablement ralentie de ce mode de fonctionnement de la recherche.

En revanche, d'autres mesures, en apparence anodines, risquent de dépasser l'objectif pourtant louable de cette loi :

- La nécessité d'informer le ministre de la santé de tout projet de recherche biomédicale. Les différentes étapes à franchir maintenant pour un projet de recherche seront longues et fastidieuses : rédaction d'un deuxième protocole, pouvant être compris de tous les membres des comités de protection des personnes, soumission à ce comité et attente de son avis, communication du protocole au ministre de la santé, à une société d'assurance pour obtenir un devis, à l'administration hospitalière dans l'attente de l'autorisation à secourir les assurances, et au pharmacien hospitalier lorsque la recherche concerne des médicaments.

Chacune de ces étapes est certes surmontable, mais leur accumulation poussera bon nombre de chercheurs à renoncer à leur étude, ou à envisager des études chez l'animal, plus simples à mettre en œuvre. Si la recherche clinique s'œuvre trop contraignante, la créativité des jeunes chercheurs s'exprimera dans d'autres domaines, qui en aucun cas ne pourront se substituer à la recherche clinique.

- La nécessité d'une assurance spécifique pour dédommager toute conséquence éventuelle de cette recherche. La danger ici tient à la modification du fragile équilibre du financement de la recherche clinique. En effet, si le financement de l'assurance obligatoire ne devrait pas poser de problème aux firmes pharmaceutiques quand le projet concerne un nouveau médicament, qui financera l'assurance des projets de recherche sans financement propre ? L'administration hospitalière, elle-même en proie à des difficultés de gestion, ne l'accordera pas sans de multiples contrôles supplémentaires. Au contraire, pouvant contrôler la recherche effectuée dans les hôpitaux, elle exigera plutôt des chercheurs un remboursement des examens effectués dans des buts de recherche et non de soins.

De plus, même pour la recherche concernant les médicaments, il y a malheureusement tout lieu de croire

que les moyens financiers accordés aux cliniciens par les firmes pharmaceutiques vont diminuer. En effet, bon nombre d'études effectuées après l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament (phase IV) devraient disparaître, car les médicaments seront dorénavant fournis gratuitement aux patients. Surtout, pour les études scientifiques très solides, les moyens consentis par les firmes seront dorénavant partagés par un plus grand nombre d'intervenants : le pharmacien, l'hôpital — pour le remboursement des examens biologiques ou radiologiques effectués pour la recherche — et le clinicien « investisseur ». Il ne s'agit pas ici de discuter le bien-fondé de la répartition des moyens financiers parmi les différents intervenants, mais la conséquence essentielle de cette nouvelle situation : toute chute des moyens revenant aux cliniciens entraînera inéluctablement une baisse proportionnelle de la recherche clinique ne concernant pas les médicaments.

Une loi encadrant la recherche biomédicale était attendue par tous. On comprend le souhait du ministre de la santé et de la direction des hôpitaux d'avoir connaissance de la recherche effectuée dans les hôpitaux publics. On comprend également la logique d'une assurance pour dédommager, le cas échéant, les patients ayant accepté de participer à une recherche biomédicale. Mais on voit tout aussi clairement les difficultés supplémentaires pour une activité vivante jusqu'ici sans moyens.

On peut s'étonner que, faute d'une analyse suffisante, la recherche clinique ne portant pas sur les médicaments a été sacrifiée : les promoteurs de cette loi n'ont en effet pris aucune mesure parallèle pour pallier des conséquences qui n'ont pas été évaluées. L'analyse avait-elle été faite que cette recherche ne portant pas sur les médicaments représente plus de la moitié de la recherche clinique ?

De plus, dans le souci d'une saine gestion, les administrations hospitalières vont ensuite évaluer, ce coup de frein à la recherche. Non seulement on ne prend pas les mesures nécessaires pour dynamiser l'activité de recherche clinique, qui maintient dans nos hôpitaux universitaires des médecins de haute compétence, mais encore aucune discussion n'a eu lieu avec les chercheurs cliniciens pour les aider à préserver leur dynamisme actuel, pourtant si difficile à avoir été mis en place. La vraie question est de savoir comment améliorer notre

recherche clinique : à la fois sur le plan éthique et sur le plan scientifique. La protection des patients n'impose pas de l'étouffer, pour peu que des structures d'aide à la recherche soient créées simultanément. Parallèlement aux lois de protection des personnes existant aussi aux États-Unis, le National Institute of Health est une structure d'aide à la recherche clinique. C'est vers l'élaboration d'un tel projet qu'il faut s'orienter. Si l'on veut se diriger vers une gestion financière séparée des activités de recherche et de soins dans les hôpitaux, les coûts de la recherche clinique doivent être pris en compte par des structures d'aide à la recherche médicale et non pas laissés aux firmes pharmaceutiques. Sinon celles-ci en deviendront les seuls promoteurs. Une telle situation serait dangereuse : qui pourra désormais entreprendre une étude critique sur un médicament déjà commercialisé et avec quels moyens ? L'université n'est-elle pas, dans sa nature, le lieu où doit se transmettre, mais aussi se développer la connaissance médicale, clinique et fondamentale ?

► François Clergue est professeur des universités, anesthésiste-réanimateur, à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière, Paris.

## La genèse par les gènes

Suite de la page 17

Lois de constituer un résultat ponctuel (et, il faut le préciser, déjà obtenu pour de multiples autres gènes), ce type de recherches s'inscrit dans la fréquence biologique, à combien complexe, que compose l'émergence de l'Homme sapiens. Et comme toujours dans une discipline en pleine effervescence, les résultats obtenus par les différentes équipes — et ce n'est pas la moindre de leur intérêt — se contredisent bien souvent les uns les autres.

En 1987, le biologiste de réputation internationale Alan Wilson, de l'université Berkeley de Californie, faisait ainsi sensation en annonçant que toute l'humanité actuelle descendrait d'une femme unique, née en Afrique il y a deux cent mille ans. Pour étayer sa théorie, Wilson s'appuyait sur le polymorphisme d'un ADN un peu particulier, celui des mitochondries. Ces petits organes, qui assurent la respiration des cellules vivantes, contiennent en effet des molécules d'ADN distinctes de l'ADN chromosomique, dont la particularité majeure est de se transmettre uniquement par voie maternelle.

Evo sortant de l'éprouvette ! Mais l'histoire, on peut trop belle et déjà mise à mal par de nombreux spécialistes, se fissure ou peu plus à mesure que les recherches se précisent. « Nous pourrions retrouver ainsi des centaines d'Adams et d'Eves animaux et humains, dont l'arche de Noé ne pourrait guère apporter qu'une grande confusion à notre exploration de l'histoire

humaine » (1), affirmait déjà, en 1988, André Languey, directeur du laboratoire d'anthropologie du Musée de l'Homme de Paris. Aujourd'hui, les chercheurs de l'Institut Max-Planck enfonce le clou, preuves moléculaires à l'appui. « Puisque l'apparition des gènes HLA est antérieure à la séparation entre le chimpanzé et l'homme, et puisque l'on connaît chez l'homme plusieurs dizaines d'allèles pour la plupart de ces gènes, cela veut dire que plusieurs dizaines d'individus différents, au minimum, ont émergé de nos ancêtres, précisons-ils. L'hypothèse du goulet d'étranglement ne tient donc plus, du moins pas pour tous les gènes ».

En tout état de cause, ces débats passionnés montrent que la connaissance du génome humain, loin de se limiter à des perspectives médicales et à une meilleure compréhension des maladies héréditaires, peut être d'un immense intérêt pour la recherche fondamentale. Les plus récentes le reconnaissent : la paléontologie, aujourd'hui, ne peut plus guère se passer de la biologie. Mais la tâche est énorme. Et la génétique moléculaire, si elle ouvre aux anthropologues des perspectives passionnantes, nécessite une quantité considérable de données.

Le grand programme de recherche « Génome humain », qui s'ébauche aujourd'hui à coup de milliards de dollars dans les laboratoires du monde entier, tiendra-t-il compte de cette réalité ? « Pour établir une véritable géographie des gènes à l'échelle de la planète, il faudrait pouvoir en-

dier des dizaines de milliers de séquences génétiques sur autant d'individus », reconnaissent les chercheurs. Or l'effort nécessaire pour établir le séquençage intégral d'un seul génome humain est déjà gigantesque. Au point que l'idée d'effectuer le même travail sur ne serait-ce que deux individus ne peut sérieusement être prise en considération.

Pour autant, les bio-antropologues devront-ils attendre les avancées — certaines sont lointaines — des techniques de séquençage pour voir leurs recherches bénéficier du projet « Génome » ? Apparemment, non en les y oblige. Les calculs montrent en effet, ainsi que le précise Alberto Piazza, que « l'étude des variations entre cent individus, portant sur un dix millième du génome total, générerait le coût du projet de seulement 1 % par rapport au séquençage d'un seul individu ».

Lorsque l'on se souvient que seulement 10 % de l'ADN contenu dans nos chromosomes intervient dans la fabrication des protéines, on conçoit qu'un dix millième du génome humain, si dérisoire que cette proportion paraît à première vue, suffise pour étudier la variabilité d'un bel échantillon de gènes. Cette perspective sera-t-elle prise en considération par les initiateurs américains du projet « Génome humain » ? Si tel n'est pas le cas, ils risquent de se mettre définitivement à dos une bonne partie de la communauté scientifique, déjà fort inquiète de voir, dans cette « Big Science » aux enjeux avant tout techniques et économiques, la recherche fondamentale laissée pour compte.

CATHERINE VINCENT

(1) Les Hommes : passé, présent, condition, d'André Languey, Armand Colin, 1988.

**PROMO-LIVRE**  
9-16 rue Bonald  
69007 LYON 72 73 10 58  
**Entraînement par les annales pour B.T.S.**  
pochettes de sujets de 1984 à 1990 :  
● Culture générale  
● Eco - droit  
● Cas Action Co.  
● Cas Comm. Intern.  
● Cas Compta.  
● Cas bureaucratique

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**ABONNEMENTS**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande).  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changement d'adresse définitive ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**JANVIER 1991**

**Le Monde L'ÉDUCATION**

ENQUÊTE

**LES NOUVELLES FILIÈRES DE FORMATION POUR LES INGÉNIEURS**

DOSSIER

**LYCÉES : RÉAJUSTEMENT APRÈS LE SÉISME**

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS**

Premier dossier

L'OLP

Second dossier

**LES PARADIS FISCAUX**

**Le Monde PHILATELISTES**

**LES CARTES DE VŒUX DE PAUL-EMILE VICTOR**

**THÉMATIQUE : MANCHOTS ET PINGUINS**

**LES TIMBRES FISCAUX DE L'EMPIRE**

**L'ANNÉE LUNAIRE ASIATIQUE**

En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUËRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la cotité : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la cotité : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des Lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, président.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Remboursements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

**Le Monde PUBLICITÉ**

André Fontaine, président  
François Hugues, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Michèle Orléans, directrice du développement  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-56-91-82 ou 45-56-91-71  
Tél. : MONDIPUB 206 136 F  
Tél. : 45 56 91 72 - Société Rôle du Jour au Monde et Régie Presse SA

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Composés 36-15 - Tappez LEMONDE ou 36-15 - Tappez LM

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**  
36-15 - Tappez LEMONDE  
code d'accès ABO



Jeudi 10.50

# CULTURE

## Les exclus selon Jane Evelyn Atwood

Prostitution, sida, vieillesse, prison :  
entre journalisme et création, un regard frontal sur un monde à part

« Les Français ne veulent pas regarder les choses en face. » Tout Jane Evelyn Atwood est dans cette phrase. Son premier contact avec la photo, sa situation d'Américaine installée à Paris depuis vingt ans, la brutalité d'un travail oscillant entre reportage et création, un caractère bien trempé, ponctué par de grands éclats de rire, comme pour se préserver et se tenir indemne, si l'on peut dire, d'un monde à part qu'elle photographie depuis quinze ans. Le monde que présente Jane Evelyn Atwood à La Villette - le visiteur est prévenu que « certaines photos ne sont peut-être pas destinées à tous les publics » - est celui des prostituées (son premier travail, en 1976), des aveugles, de la vieillesse, des légionnaires, du sida et des femmes emprisonnées. Un univers étouffant, où même une scène d'accouchement provoque le malaise.

Et elle va jusqu'au bout. Avec les prostituées, jusqu'à ce qu'elles soient obligées de quitter l'immeuble où elles travaillaient, rue des Lombards. Avec Jean-Louis, jusqu'à sa mort, « parce qu'il me l'avait demandé ». En revanche, son travail sur les aveugles, après plus de dix ans d'images à travers le monde, est toujours en cours : « Je crois que je n'ai pas envie de le finir. C'est un sujet qui me calme, qui me procure un équilibre et auquel je reviens sans cesse ». C'est d'ailleurs avec un reportage sur les enfants aveugles de cette New-Yorkaise de quarante-trois ans a été révéler en obtenant le premier prix Eugene-Smith en 1980.

Jane Evelyn Atwood ne cherche ni la performance, ni le spectaculaire, ni l'effet graphique. Ses images, en noir et blanc ou en couleurs, sont cadrées proprement et centrées sur un personnage, un regard, un mouvement, une douleur, une détresse, qu'elle ose et peut regarder en face parce qu'elle y a mis le temps, parce qu'elle a réussi à entrer dans l'intimité de ceux qu'elle photographie. Elle se permet juste une pointe de formalisme et de jeu sur la lumière, notamment dans ses récentes photos sur les prisonnières,



car « je ne pouvais montrer de visage ». Elle nous oblige à voir ce qu'on ne veut pas voir. A un visiteur qui lui disait que ses photos du sida étaient « dures », un malade présent a répondu pour elle : « C'est le sida qui est dur ».

Eugene Smith, Don Mc Cullin, Gordon Parks et Bruce Davidson. Jane Evelyn Atwood est bien dans cette tradition, entre presse - elle est membre de l'agence Cootast - et sujets personnels. Et si elle trouve l'utilisation des photos par les journaux « de plus en plus décevante », elle n'en ignore pas l'impact, bien consciente qu'au-delà de cette première rétrospective, « il ne faut pas entrer les photos dans les musées ».

MICHEL GUERRIN

Grande Halle de La Villette, jusqu'au 17 février.

### ARTS

## Couronnes d'épines

D'un peintre américain peu connu en France, de singulières images religieuses

Gregory Amenoff, quarante-trois ans, peintre new-yorkais, n'est guère célèbre en France, où il n'a exposé qu'une seule fois, il y a longtemps. Son évolution comme son style mériteraient cependant une attention moins éphémère, ce serait-ce que parce qu'il a l'audace de renouer avec procédés qui ont assuré son succès jusqu'ici. Amenoff peint en effet maintenant à la colle, colle de peau de lapin précisée les étiquettes, procédé peu fréquent qui interdit pratiquement les emprunts et favorise frotis et couleurs minces.

Or, jadis, les toiles d'Amenoff, d'une abstraction mi-organique, mi-végétale, se reconnaissaient à l'inverse par leur luisant, la densité de la matière, un côté un peu beurré. De cette période, il ne reste guère que le goût pour les lignes qui ondulent et les formes oblongues et concentriques. Leur expansion est désormais

contrariée par des angles aigus, des pointes, des droites ébréchées qui semblent percer la surface et crever des corps. Ces signes tranchants sont autant d'allusions à la Passion, au couronnement d'épines et à la Crucifixion. La visite des églises mexicaines a suscité l'apparition de ces sujets, dont l'art contemporain se priverait fort peu d'ordinaire, leur présence, au sein d'un univers religieux, est-ce pour autant une peinture religieuse que celle d'Amenoff? Le salut y compte moins que la souffrance, la célébration d'une divinité que la mémoire de la douleur. Mais, comme les compositions ont de la force, comme leur monumentalité est étonnante et non point boursouflée, ces peintures inattendues arrêtent le regard.

PHILIPPE DAGEN  
Galerie Vidal-Saint Phalle,  
10, rue du Trésor, 75004 Paris.  
Jusqu'au 20 février.

### MUSIQUE

## Mimi sans chichis

Une « Bohème » sans pleurnicherie dont l'orchestre est le protagoniste essentiel

LYON  
de notre bureau régional

Mimi aime Rodolphe. Rodolphe aime Mimi. Mais ils ne se revoient pas. Les doubles distributions offrent parfois des frustrations, proposent des rêves. Ainsi, dans la nouvelle production de la Bohème, de Puccini, par l'Opéra de Lyon, on aimerait entendre ensemble Veronica Villarroel et Jianyi Zhang. La jeune cantatrice chilienne propose une Mimi vibrante et tendre, avec une voix un peu verte encore, mais qui sait se parer d'une douceur jafiole. Le ténor chinois chante bien, juste, musicalement, avec une émission presque parfaite, au point qu'on en oublie l'acoustique parfois défaillante de l'Auditorium Maurice-Ravel.

Il serait injuste pourtant d'oublier les deux autres titulaires. Nelly Mirreia, habitée des scènes internationales, « assure », comme on dit, sans défaillance même si le timbre est parfois un peu ingrat. Le jeune ténor français Jean-Claude Viala, qui aborde son premier grand rôle italien, possède une voix un peu légère, mais compose un Rodolphe tout à fait crédible. On ne va pas pousser le jeu de la composition plus loin, sinon pour souligner les qualités vocales de Valérie Millot (Musette), la présence impressionnante d'Alexandre Agache (Marcel) et de Alastair Miles qui donne au personnage de Colline un relief inhabituel.

Mais la véritable révélation est dans la direction d'orchestre de Keot Nagano (qui sera remplacé par Tiziano Seaver pour les dernières représentations). Elle éclaire de façon formidable les vertus symphoniques de la partition : la

douceur des cordes à l'entrée de Mimi, l'effacement des cuivres dans l'acte du café Momus, l'ottimismo, presque « musiqué de chambre », de la scène finale. Nagano sait aussi en décaler toute la valeur dramatique. Il souligne les contrastes entre les moments de lyrisme pur et les épisodes plus théâtraux tout en gardant la ligne, il « dégraisse » une musique étonnamment variée, mais propice, si on y prend garde, aux dénuancements et aux gros effets. L'orchestre de l'Opéra de Lyon (excellent) devient alors le protagoniste essentiel du drame.

La mise en scène de Denis Llorca se contente de raconter honnêtement l'histoire sans tomber dans le mélodrame, mais sans pour autant l'éluder. Le décor unique (de Jean Paul Moye) est une grande verrière. A droite, une maquette avec tout ce qu'il faut : lit, petite fenêtre, petite bien sûr, mais un vaste espace qui s'élargit ou s'approfondit au gré des éclairages. Malgré l'obscurité qui règne un peu trop, la scénographie offre de belles images, établit des rapports simples et clairs de manière fluide. On seot que Denis Llorca (qui avait montré plus d'audace dans un *Falstaff* aux couleurs méditerranéennes) s'est méfié de « faire du spectacle ». Il suit ainsi les traces de son maître Roger Blin, qui disait : « la meilleure mise en scène est celle qui ne se voit pas ». Cette Mimi, sans chichis et sans pleurnicherie, a, en tout cas, cette qualité.

PIERRE MOULINIER

Prochaines représentations : vendredi 18 et samedi 19, 20 h 30, Auditorium Maurice-Ravel à Lyon. Tél. : 78-28-09-80.

### ARCHITECTURE

## Les modernes en Ardèche

Le Corbusier inspire une bibliothèque centrale de prêt, à Privas

Chaque époque produit ses archétypes architecturaux. Du moins chaque époque économique, car c'est ainsi, par exemple, que les années 60 ont vu proliférer les maisons de la culture. Les années 80 ont offert une beaucoup plus grande variété d'objets architecturaux, ce particulièrement culturels, parmi lesquels les bibliothèques centrales de prêt (BCP) semblent être la source d'une création particulièrement vive.

Simple et innovante dans leur principe, les BCP sont des points de stockage d'où rayonnent les bibliothèques dans les départements français. L'équivalent culturel du fromager ou du boulanger qui travaille dans les villages en klaxonnant. Relevant d'un ministère de la culture dont l'ambition architecturale n'est pas de rappeler, un tel outil de connaissance et de communication ne pouvait rester à l'état d'entrepôt. D'autant que, par leur seul succès, les bibliothèques centrales de prêt ont évolué pour s'ouvrir peu ou prou au public local et pour devenir des pôles culturels à part entière, même s'ils restent bien évidemment centrés sur leur vocation livresque. Dès lors, le milieu des années 80, les BCP ont fait l'objet d'une série de cocooning dont on mesure aujourd'hui l'impact, au fur et à mesure que les réalisations s'achèvent.

Ce sont de petits bâtiments où travaillent des équipes d'une quinzaine de personnes. Ce sont donc des projets modestes à l'échelle nationale, aux coûts extrêmement serrés mais qui, localement, peuvent prendre une importance significative. On ne s'étonne pas que les jeunes architectes aient vu dans ces cocooning, l'occasion de leurs premières armes, on de laisser libre cours à leur impétuosité théorique, à leur enthousiasme et à leurs certitudes techniques. Tel est, par exemple le cas de la BCP de Rennes, conçue par Jean-Philippe Pagarde, bel objet blanc, lumineux, métallique à la fois compact et transparent, fonctionnel et séducteur.

### Solliciter le paysage

Tel est aussi le cas de la BCP de Privas, signée par Christine Edelmann et Olivier Arène. Aotiens élèves de Ciriari, ils ont bûché des cortèges du maître, en particulier de sa foi inébranlable dans la modernité, telle que l'a léguée le mouvement moderne. Comme on n'est plus au temps de Le Corbusier et que les ricaneurs formels du postmodernisme n'ont pas fini de résister, d'abord que l'architecture est un acte global, entier, fini. Ensuite, qu'elle est un acte sérieux qui ne peut prendre les rythmes saisonniers de la mode, et doit au contraire s'ancrer dans l'éternité d'un savoir, d'une culture.

Enfin que cet acte s'inscrit en rupture par rapport à ce qui a précédé dans l'histoire de l'architecture : cela peut apparaître paradoxal au regard du point précédent, mais cela signifie, en somme, que nos modernes, dans un contexte économique, social, artistique et technique sans commune mesure avec les siècles précédents, veulent tenter la poursuite d'une aventure culturelle qui a déjà connu plus d'une Renaissance. Toutes proportions gardées.

FREDERIC EDELMANN

la BCP d'Edelmann et Arène s'impose sur les pentes de Privas, co fait de la commune voisine de Veyras, comme Notre-Dame-du-Haut, à Ronebamp, ou l'église d'Aalto à Riola-di-Vergato, en Toscane. Elle s'impose, elle ne s'intègre pas. Mais elle vient poliment, avec sa plastique propre, solliciter du paysage ce qu'il veut bien donner. A l'intérieur, on verra que les architectes ont choisi de tracer ce paysage en plaçant fréquemment les fenêtres à l'extérieur de distraction. Assis ou debout non : une vraie vie de chien que celle de bibliothèque. De Ronchamp, la BCP de Privas doit être vue de bas : c'est une forme achevée, organique, lisible comme un repère, une sorte de rendez-vous. De Riola, elle doit être vue de haut - elle est en effet à mi-pente - et cela signifie une « troisième façade ». Celle-ci émergeante se forme au vocabulaire de l'aérosculpture : c'est l'aile d'avion, devenue presque inévitable dans l'assortiment des tics contemporains, mais qui a la légitimité et bénéficie de surcroît d'un dessin des plus soignés (par parenthèse, le cocooning remonte à 86, ce qui donne un peu de fraîcheur au tic en question).

A l'intérieur, les espaces sont clairement hiérarchisés, ils valent tout ce que les reliefs du Massif Central peuvent produire de lumière et inventent un sentiment de sécurité dans le climat peu amène de l'Ardèche. Ressources. Les fonctions multiples de ce bâtiment tout petit trouvent une traduction simple et forte, avec cette ambiguïté charmante que la BCP poursuit tout aussi bien être une caserne de pompiers : trois grandes portes de garage s'ouvrent à laisser jaillir trois bibliothèques dans les campagnes enflammées par la lecture de *Fahrenheit 451*. Et le corps ventru du maso de livres pourrait bien abriter un gymnase. Cootonons le bâtiment d'un couvent : no y verrait que des architectes ont certainement tout vu, tout lu, tout su de Corbu.

An-delà de ces inspirations formelles, au-delà du maniement adroit de vocabulaires et de leur osmose géométriquement réussie, ce qu'il faut ici noter, c'est l'impression d'une œuvre achevée, d'un tout architectural. Chaque espace, chaque liaison, chaque fait constructif a sa raison d'être, et si d'éventuels agacements ont été prévus, le bâtiment donne le sentiment que rien ne pourrait s'y accrocher, sauf à passer pour parasite. On est loin d'une structure proliférante, comme on est loin d'un cocooning répétable quel que soit le lieu.

Certes, la BCP de Privas n'est pas grande. Certes, aussi, elle n'est pas exempte de maladresses, comme un usage un peu maniéré des colonnes. Certes, enfin, il y a partout en France des projets d'une qualité semblable, voire d'une plus grande envergure, si l'on veut chercher trace des modernes dans l'ordre du contemporain. Mais en ces temps où pousent les mégastructures à fuisco, rico ne saurait être plus utile à la santé de l'architecture qu'un tel séjour en Ardèche.

**THEATRE OUVERT**  
**JARDIN D'HIVER 42 62 59 49**  
**ENCRE**  
Les **NAMIAN** WENZEL  
AVEC  
**FRANCOISE BETTE, MARIEF GUITIER**  
ET THOMAS AUFORT

**ACTUELLEMENT**  
**MICKEY ROURKE** dans un film de **MICHAEL CIMINO**  
**DESPERATE HOURS**  
**KELLY LYNCH** **ANTHONY HOPKINS**  
**La maison des otages**

**JANVIER 1991**  
**Le Monde**  
**EDUCATION**  
**LES PARADIS FISCAUX**  
**PHILATÉLIE**

**Un spectacle**  
**étrange et beau,**  
**savant et simple,**  
**inassable et**  
**brillant**  
**Le Monde**  
**Lucrèce**  
**La Nature**  
**des Choses**  
- 27 janv  
18 REPRESENTATIONS  
EXCEPTIONNELLES 48 31 11 45

**TOI STOI LA NUIT**  
MISE EN SCENE DE MICHEL BOISSE  
DANS UN THEATRE D'OPERA  
PARIS 18  
RESERVATION  
2 02 02 89



## CULTURE

## CINÉMA

## Les enfants aussi

Les cinémas associatifs du Val-de-Marne participent au Festival « Ciné Juniors 94 »

Du 16 au 29 janvier, dix salles de cinéma du Val-de-Marne vont programmer une quinzaine de films « en direction des enfants ». Sous le nom de « Ciné Juniors 94 », la manifestation, organisée par le conseil général, complète une série d'initiatives en place depuis plusieurs années : Festival vidéo de Gentilly, « L'œil vert », consacré chaque année à un cinéma différent, Festival international du film de femmes, Bourse Louis-Daquin en faveur du premier scénario, etc. Il est vrai que le Val-de-Marne est marqué par l'industrie de l'image avec, hier, l'usine Kodak à Vincennes, les studios de Joinville et de Saint-Maurice, avec aujourd'hui la SFP, PINA et l'IDEC à Bry-sur-

Marne. Au confluent d'une politique pour la jeunesse et d'une action pour la défense du cinéma, « Ciné Juniors 94 » mêle compétition, hommage, reprises, rétrospectives. Six films étrangers concourent pour le premier prix Juniors 94. L'absence de candidats français est la conséquence de notre très faible production, due à l'absence de structures spécifiques dans ce domaine.

Le prix, attribué par un jury composé de professionnels, consiste en l'achat des droits de distribution. Le lauréat bénéficiera d'une priorité dans toutes les salles du Val-de-Marne à des conditions de location privilégiées, sans minimum garanti. Un hommage rendu au producteur

Paul Grimaud doit permettre de découvrir les courts métrages de quatre cinéastes. Le programme est complété par la reprise des *Disparus de Saint-Agil* (Christian Jaquet), des *Aventures de Pinocchio* (Luigi Comencini), de *St. majesté des Mouches* (Peter Brook) et par la projection de treize courts métrages.

L'association Cinéma public qui participe à la quinzaine, a effectué, à la demande du conseil général, une enquête sur le cinéma dans le Val-de-Marne. Elle confirme le recul de l'exploitation privée et l'émergence des salles associatives ou municipales, phénomène qui devrait aller en s'accroissant. Les salles privées ne se maintiennent plus que dans six villes

sous forme de multisalles. En revanche, vingt-trois communes sur quarante-sept disposent d'une salle associative ou municipale au prix d'efforts financiers importants (vingt communes n'ont pas ou n'ont plus de salle). Installées dans d'anciens cinémas de quartier, elles représentent 45 % du parc du département et offrent 9 668 places. Mais elles n'assurent que 15 % des recettes environ, à cause du prix pratiqué moins de 8 francs de moins en moyenne. Qualitativement enfin, ces salles jouent un rôle essentiel en assurant 75 % des entrées en Art et essai.

FRANCIS GOUGE

► « Ciné Juniors 94 » : du 16 au 29 janvier. Tél. : 43-98-72-12.

## Un train au Canada

« Seul témoin », de Peter Hyams

Il se trouve que Anne Archer est seule en ce moment dans la vie, que des amis bien intentionnés lui ont arrangé un rendez-vous avec un célibataire, et que celui-ci, avocat de la pègre, se fait descendre. Elle voit tout, les gangsters ne la voient pas, mais elle a peur et s'en va se cacher dans les montagnes canadiennes. Or, le film Gene Hackman filme quelque chose, et la retrouve. Il veut la persuader de venir témoigner. Ce qu'elle refuse obstinément. Elle est pourtant obligée de le suivre car les gangsters l'ont également retrouvée (on la retrouve elle-même et mitraillent

son châtiment. Gene Hackman et elle vont donc traverser le Canada (immense) en train. Et c'est la seule chose qui intéresse Peter Hyams, réalisateur du *Seul témoin* : utiliser l'étroitesse des couloirs, la confusion des bars et salles à manger, la similitude des compartiments, faire en sorte qu'on se sente réellement dans un train assez luxueux, dont le voyage dure plusieurs jours - il y a même une séquence finale sur le toit. Le reste, scénario et personnages, est réduit à un schéma. Trop mince pour un film.

C. G.

► Films tchécoslovaques libérés. - Comme la lumière des étoiles éteintes qui nous parvient avec un énorme retard, voici dix films vieux de plus de vingt ans : pas exactement des films du « printemps de Prague », contrairement à ce qu'affirme le titre de la rétrospective, puisqu'ils couvrent toutes les années 60, mais des films qui courent en leur temps la censure, et dont Václav Havel vient d'autoriser la diffusion dans leur pays d'origine. Certains, tels *Alouettes*, *le Fil à la patte*, *l'Oreille*

ou la *Paisanterie* ont récemment bénéficié d'une distribution commerciale en France. Mais on pourra découvrir *le Soleil dans le ciel* (1962) considéré comme annonciateur de la « nouvelle vague » tchèque, avant Forman, Passer ou Chytilová. Et des raretés comme *Chronique morave*, *l'Accusé*, *Cas de l'apprenti bourgeois* d'après Swift, ou *Fin août à l'hôtel Ozona*.

► A partir du 16 janvier au cinéma Les Trois Lurons, Paris 75006. Tél. : 48-33-97-77.

## COMMUNICATION

Malgré un important déficit prévisionnel de la chaîne

M<sup>me</sup> Alduy est reconduite à la tête de FR 3

Nommée en 1989 à la tête de FR 3, M<sup>me</sup> Dominique Alduy a été reconduite comme prévu, lundi 14 janvier, au poste de directeur général « mandataire social » par le conseil d'administration de la chaîne. Ses fonctions auront une durée égale à celle des nouveaux présidents communaux aux élections municipales. M. Hervé Bonnes, M<sup>me</sup> Alduy a aussitôt vu dans cette confiance renouvelée « la reconnaissance d'un travail en équipe car c'est à une équipe qu'est due la progression de FR 3 ». M<sup>me</sup> Jacques Chancel, directeur général de l'antenne, Pierre Bader, directeur des programmes, et Norbert Ball, directeur de l'information, conservent leurs fonctions.

An regard des résultats d'audience, l'équipe, il est vrai, n'a pas déchanté. En 1990, la part de marché de FR 3 a atteint 11,02 % en moyenne contre 10,24 % l'année précédente, grâce essentiellement à la percée de l'information locale et

régionale. Et la grève des journalistes qui avait fait sensiblement chuter l'audience de FR 3 en décembre n'est plus, sur ce point, qu'un mauvais souvenir.

L'année 1991 s'annonce pourtant difficile. Déjà défectaire d'une cinquantaine de millions en 1990, la chaîne devrait l'être plus encore cette année, les prévisions oscillant entre 200 et 450 millions de francs. Des perspectives qu'un nouveau conseil d'administration examinera en février prochain. « Nous serons alors contraints de faire des choix, explique un responsable de la société. Il nous faudra arbitrer entre nos dépenses de programmes et le nécessaire volume de commandes que nous devons passer à notre outil de production régional. Il nous faudra également décider de poursuivre ou de retarder la multiplication de nos décrochages locaux ».

P.-A. G.

## Les groupes de presse occidentaux renforcent leur position en Hongrie

BUDAPEST

correspondance

M. Robert Hersant peut dormir sur ses deux oreilles. Depuis le 7 janvier, le journal hongrois *Magyar Nemzet* dont il détient 40,75 %, a un rédacteur en chef, M. Tibor Pető. Ce dernier fut pendant quinze ans à la tête de la rédaction du quotidien le plus prestigieux de Budapest. Selon M. Tibor Pető, directeur général de la société, le choix de Tibor Pető symbolise la continuité. Mais en l'occurrence les partenaires français n'avaient aucun pouvoir : selon la charte signée par les actionnaires, les candidats à la rédaction en chef devaient être désignés par la société des rédacteurs de *Magyar Nemzet* à la majorité des deux tiers. Les trois actionnaires hongrois devaient ensuite trancher entre les candidats élus.

Le patron du *Figaro* n'arrête pas là son offensive hongroise et vient de racheter 30 % du magazine de programmes de télévision RTV-Uzsgy qui tire à un million d'exemplaires et dépend lui aussi de la maison d'édition de *Magyar Nemzet*.

De son côté, M. Robert Maxwell a acquis son deuxième titre hongrois en prenant 40 % du plus grand quotidien du soir, *Esti Hirlap*. Sa première acquisition, *Magyar Hirlap* va bientôt changer de format et sera édité en quadrichrome, comme l'est déjà *the European*, son hebdomadaire à vocation européenne.

LASZLO USZKAI

## Libération prend ses distances avec le « Comité Mercure »

La semaine dernière, plusieurs éditeurs - le *Monde*, *Libération*, *l'Exposition*, *le Point*, etc. - annonçaient la création du « Comité Mercure », décidé à lever le voile sur « l'opacité des conditions de vente de la publicité » dans les médias. Ils mettaient en cause les risques que font peser les centrales d'achat d'espace, comme celle du groupe Carat de M<sup>me</sup> Gilbert et Francis Gross, « sur l'indépendance, et le pluralisme de la presse française » (*Le Monde* du 11 janvier).

Dans une mise point publiée lundi 14 janvier, le quotidien *Libération* indique, bien que son nom figure dans la liste des éditeurs, qu'il a été « annoncé par erreur qu'il en est copartenaire ». M. Jean-Louis Ponnau, directeur général, précise que son journal « tout en participant effectivement à un groupe d'études avec les titres du « Comité Mercure » attend que ce groupe se transforme en groupe d'action et propose des dispositions concrètes », avant de co-signer la déclaration.

► Worms cède 2 % de TF 1. - Un communiqué de la Société des Bourses françaises indique que le groupe Worms et Compagnie vient de réduire de 7 % à 5 % sa participation dans le capital de TF 1. Worms a cédé 2 % de ses actions pour un montant estimé à 125 millions de francs. Il y a un mois, le groupe italien Rizzoli avait acquis 12 % du capital de la chaîne.

## BIBLIOGRAPHIE

« Le Grand Bluff » de Denis Boutellier et Dilip Subramanian

## La publicité n'est pas un long fleuve tranquille...

La publicité est une grande famille. On s'appelle par son nom, on partage travaux et loisirs, on est « créatif » - forcément - et « dans le vent » - ça « décolle ». Derrière le tableau idyllique que veut livrer d'elle-même la profession, deux journalistes socialistes ont recherché la vraie géologie de cette famille, avec ses brouilles, ses lites acharnées, ses cadavres soigneusement remis dans les placards, où ils rejoignent les campagnes refusées par des clients qu'on s'arrache par tous les moyens. Du « papier » Bléstein-Blanchet aux jeunes loups de la banlieue Ouest, « Le Grand bluff » retrace l'histoire mouvementée de cinquante ans de publicité en France.

De ce milieu qu'ils connaissent bien, Denis Boutellier et Dilip Subramanian ont retenu l'usage systématique du prénom, et un goût de la formule qui fait mouche. « Le publicitaire conjugué le culte de sa grandeur avec le désir de coler à l'époque et à la jeunesse » : c'estelle pour le fondateur de Publicis, cette définition pourrait s'appliquer à la plupart des carrières décrites par les auteurs.

Mais l'originalité du *Grand bluff* est d'avoir démonté, derrière les portraits acidales de Jacques (Séguela), Philippe (Michel) et autres gourous auto-proclamés, les ressorts d'une industrie envide de reconnaissance. En sous-titrant « pouvoir et argent dans la publicité » cet ouvrage alerte, les auteurs indiquent clairement à quelles

manœuvres cette famille-là a été aliénée. Une famille qui semble faire sa devise du slogan bancaire, « notre argent n'intéresse... ».

Du concubinage notoire entre Hava et Tibor à la construction de l'empire Eurocom sous l'égide de Jacques Douce, des alliances avortées aux fusions réussies, de l'ascension fulgurante des frères Gross dans l'achat d'espaces aux déboires du « bouc-émissaire » Pierre Homsy, le travail d'enquête fait reculer une maladie fréquente dans la publicité : l'amnésie. Hélas, l'amnésie a fait barrière à l'étalage de certaines découvertes des auteurs, qui ont dû revoir leur copie suite à quelques « amicales » pressions...

Même amputé de certains morceaux, le puzzle reconstitué dans le *Grand bluff* n'en est pas moins passionnant. Comme la Myriam qui rendit célèbre l'afficheur Avon en 1981, il tient ses promesses et dévoile haut et bas de la profession, mariages officiels et liaisons plus discrètes. Ces portraits de famille sont à lire pour comprendre ce qui se masque derrière les signes - les TBWA, RSCG et autres BDDP - que forment avec leurs noms les tussards de la pub.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA  
► Le *Grand bluff*, par Denis Boutellier et Dilip Subramanian, Médiations, Denoël, 396 pages, 125 F.

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

**F. POULENC**  
LA VOIX HUMAINE  
Orchestre National d'Ile-de-France  
Dir. : J. J. J. J.  
18 janvier  
20 h 45  
118, av. Gal.-de-Gaulle  
Loc. Tél. : 43-98-77-47  
(s. Valade) (Boulogne)

**MERCIER**  
SYLVESTRE  
Dans le cadre du VI<sup>e</sup> Festival Futura Musique, en collaboration avec Opéra de l'Ile-de-France  
23 janvier  
20 h 30  
(s. Valade) (Boulogne)

**LES MIDIS MUSICAUX**  
Dominique MERLET  
Piano  
La 21 : BACH, FAURÉ, RAVEL  
La 23 : MOZART, FAURÉ  
La 25 : BRAHMS, BOULANGER  
23 janvier  
12 h 45  
(s. Valade) (Boulogne)

**CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS**  
23 janvier  
20 h 30  
(s. Valade) (Boulogne)

**WOLFGANG HOLZMAIR**  
Baryton  
Geoffroy PARSONS  
MENDELSSOHN  
WOLFGANG SCHUMANN  
24 janvier  
20 h 30  
(s. Valade) (Boulogne)

**J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS**  
MOZARTEUM  
QUARTET  
HAYDN - MOZART  
SCHUBERT  
24 janvier  
20 h 30  
(s. Valade) (Boulogne)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT  
**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

**Orchestre National de France**  
22 janvier  
20 h 30  
Salle Pleyel  
Dir. : Claudio Abbado  
Mozart : *Le Nozze di Figaro*  
Haydn : *La Création*  
Schubert : *Symphonie n° 8*  
Tél. : 43-98-77-47  
(s. Valade) (Boulogne)

## PREMIERE VENDREDI 18 SAINT GEORGES

**BRIGITTE FOSSEY**  
**CATHERINE ARDITI**  
**MAURICE BAQUET**  
A CROQUER  
L'ART DE CUISINE  
M. et S. ROBERT FORTUNE  
**JEANNE DUBOIS**  
Loc. 48.78.63.47 et agences

**MUSIQUE**  
VEN. 18 JANV. 18H30  
**ELISABETH CHOJACKA**  
clavessin  
Sylvia Guadalu percuSSIONS  
« Rythme et plus »  
ou le clavessin autrement  
FERRARI - SOLAL - KNITTEL  
ANDRIENSON - MIRIEAUX  
PRIX 65 F  
LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**MOIS MOZART**  
22 janvier  
20 h 30  
Grand Auditorium de Radio France  
Mendelssohn - *Ballet*  
Grieg - *Schumann - Saint-Saëns*  
Orgue : Patrice Caïre  
PRESTIGE DE LA MUSIQUE  
Vendredi 18 - 20 h 30  
Salle Pleyel  
Chopin - *Schumann - Liszt*  
Piano : Evgeny Kissin  
NOUVEAUX INTERPRETES  
Dimanche 20 - 10 h 45  
12 h : bronch/vencontre avec les artistes  
Salle Gaveau  
Beethoven - *Ravel*  
Chopin - *Nicolas Riveaux*  
Fille : Emmanuel Pahud  
Violoncelle : Dominique de Williencourt  
Piano : Yves Henry

**MOIS MOZART**  
22 janvier  
20 h 30  
Grand Auditorium de Radio France  
Mozart - *Albrechtsberger*  
Haydn - *C.P.E. Bach*  
Fille : Patrick Gallois  
Harpe : Frédérique Combret  
Orchestre de chambre d'Anvers  
Direction : Lev Markiz

**E/C ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN**

**CONCERTS A DEUX ORCHESTRES**

György Ligeti  
Mélodie  
Concerto pour piano  
Bela Bartók  
Le Châleau de Barbe Bleue  
Florent Boffard, piano  
Ildikó Komlósi, mezzo-soprano  
Sándor Solyom Nagy, baryton

**ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN**  
ORCHESTRE DE PARIS  
Direction  
PETER EÖTVÖS

Mercredi 23, jeudi 24 janvier  
Salle Pleyel - 20 h 30  
45 63 07 96  
COPRODUCTION  
ORCHESTRE DE PARIS

Elliott Carter  
A Mirror Which is Dwar  
Anniversary, capriccio  
Igor Stravinsky  
Concerto pour 12 instruments  
Huit Minutiers Instrumental as  
Le Sacre du Printemps  
Phyllis Bryn-Julson, soprano

**ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN**  
THE PHILHARMONIA ORCHESTRA  
Direction  
PIERRE BOULEZ

Mercredi 30 janvier  
Châtelet - 20 h 30  
40 28 28 40  
COPRODUCTION  
THEATRE DU CHATELET

## JANVIER 91 Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE	MOIS MOZART
Mercredi 16 - 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Mendelssohn - <i>Ballet</i> Grieg - <i>Schumann - Saint-Saëns</i> Orgue : Patrice Caïre	Vendredi 25 - 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Mozart Piano : Maria-Joëlle Girard Direction : Hans Graf
PRESTIGE DE LA MUSIQUE	MUSIQUE ANCIENNE
Vendredi 18 - 20 h 30 Salle Pleyel Chopin - <i>Schumann - Liszt</i> Piano : Evgeny Kissin	MOIS MOZART Lundi 28 - 20 h 30 Comédie des Champs-Élysées Mozart Piano : Andreas Staier
NOUVEAUX INTERPRETES	MUSIQUE SACRÉE
Dimanche 20 - 10 h 45 12 h : bronch/vencontre avec les artistes Salle Gaveau Beethoven - <i>Ravel</i> Chopin - <i>Nicolas Riveaux</i> Fille : Emmanuel Pahud Violoncelle : Dominique de Williencourt Piano : Yves Henry	Mercredi 30 - 20 h 30 Église Notre-Dame-du-Travail Ives - <i>Mendelssohn</i> Frank Martin Chœur de Radio France Direction : Eric Ericson
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE	MOIS MOZART
MOIS MOZART Lundi 21 - 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Mozart Solistes de l'Orchestre National de France Direction : Jean-Claude Malgoire	MOIS MOZART Lundi 31 - 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Teert - <i>Mozart - Tchaikovsky</i> Harpe : Marina Robles Fille : James Galway Direction : George Cleve
MOIS MOZART	LOCATION
Mercredi 22 - 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Mozart - <i>Albrechtsberger</i> Haydn - <i>C.P.E. Bach</i> Fille : Patrick Gallois Harpe : Frédérique Combret Orchestre de chambre d'Anvers Direction : Lev Markiz	Radio France 42 30 23 08 Th. des Champs-Élysées 47 20 36 37 Salle Gaveau 49 53 05 07 Salle Pleyel 45 63 88 73 Comédie des Champs-Élysées 47 23 37 21 Église Notre-Dame-du-Travail 47 23 37 21











Jeudi 16 Jan 1991

# AGENDA

## CARNET DU MONDE

### Naissances

Martine et Pierre BÉNOÏEL, Charles-David et Raphaël  
à la joie d'annoncer la naissance de Marie,  
13 janvier 1991.  
6, avenue Ingres, 75016 Paris.

### Décès

M. Christine Baudet, se enfants et petits-enfants, nt en douleur d'annoncer le décès de M. Jacques BAUDET, sur époux, père et grand-père, survenu à L'Hermite, le mercredi 6 décembre 1990.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale à Cénolha (Gard) le 28 décembre 1990.

M. et M<sup>me</sup> Maurice Bied leur fille Christine, nt la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Elise BIED, sur mère, belle-mère et grand-mère, survenu à Lyon, le 7 janvier 1991, dans quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu au cimetière de Blac-Braujols, le 10 janvier.

175, boulevard Malherbes, 75017 Paris.

M<sup>me</sup> José Roumihac, mère, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Bouveron, 1 père et sa belle-mère, Christian, Frédéric, Philippe, frères, M<sup>me</sup> Paul Bouveron, M<sup>me</sup> Georges Roumihac, l'ont la famille et ses amis, la cruelle douleur de faire part du

Stéphane BOUVERON, diplômé de l'Institut d'études politiques, veu le 10 janvier 1991.

Le service religieux sera célébré par M<sup>re</sup> Jean-Marie Di Falco le mardi 16 janvier, à 8 h 30, en l'église St-Sulpice.

L'inhumation aura lieu à 12 h 30 au cimetière de Prunoy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Château de Prunoy, 39120 Charry, 17, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris.

4, rue de Tournon, 75006 Paris.

M. Jean Giraudy, époux, M. et M<sup>me</sup> François Giraudy, M. et M<sup>me</sup> Pierre Giraudy, enfants, M. Jean-Paul Maricot et M<sup>me</sup> Isabelle Giraudy, leur fille, M. et M<sup>me</sup> Hervé Giraudy, leur fille, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Giraudy, leur fils, M<sup>me</sup> Anne Giraudy, M<sup>me</sup> Muriel Giraudy, M. Lédex et M<sup>me</sup> le Sybil Giraudy, leurs fils, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> Léon Doffner, 1 sœur, M<sup>me</sup> Léon Bedin, 1 belle-sœur, M. et M<sup>me</sup> Auguste Giraudy, ses cousins, nt la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean GIRAUDY, née Caroline Martin, survenu à Saint-Jean-Cap-Ferrat le 9 janvier 1991.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de Saint-Jean-Cap-Ferrat le 9 janvier.

Elle repose dans le caveau de sa famille au cimetière des Batignolles, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, avenue Sainte-Foy, 92200 Nanterre-Seine, Villa Palmier, 06230 Saint-Jean-Cap-Ferrat.

La direction et le personnel du restaurant 15 Montaigne Maison Blanche ont la douleur de faire part du décès de

José LAMPREIA, survenu le 9 janvier 1991.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 17 janvier, à 11 heures, en l'église de Villiers-sur-Orge (Essonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

### Le Seigneur a appelé à Lui

M<sup>me</sup> Yvonne JEANEAU, directrice adjointe honoraire de l'ENS de Cachan, commandeur des Palmes académiques, pieusement décédée à son domicile, le 12 janvier 1991.

De la part de : M. Michel Jeaneau, son époux, M<sup>me</sup> le docteur Michelle Ecoffet-Jeaneau, Et M. le docteur Ecoffet, M. et M<sup>me</sup> Dominique Jeaneau, M. et M<sup>me</sup> le docteur Pierre-Luc Jeaneau, Cécile Ecoffet, Sophie, Yves, Hubert, Edouard, Ariane, Camille Jeaneau, ses enfants et petits-enfants, Toute sa famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 janvier 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, Paris-2.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille à Saint-Père-en-Rez (Loire-Atlantique).

20, rue Tournefort, 75005 Paris.

M. Maurice Lardi, son époux, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Maurice LARDI, née Lucie Teissière, survenu le dimanche 13 janvier 1991 en son domicile à Paris-16.

Le service religieux sera célébré le mercredi 16 janvier, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Passy (88, rue de l'Assomption, Paris-16).

L'inhumation se fera dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

61 bis, boulevard Baudouin, 75016 Paris.

M<sup>me</sup> Ellen Valentini, M. et M<sup>me</sup> Stéphane Valentini et leurs enfants, M<sup>me</sup> André Valentini, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père

Jean Mathien VALENTINI, survenu le 9 janvier 1991.

Une messe aura lieu le 16 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Chailot, 35, avenue Marceau, Paris-16.

Les obsèques auront lieu en l'église de l'Annonciation, à Corte (Haute-Corse), le 17 janvier à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

### Remerciements

M<sup>me</sup> Edmond Jabès, Ses enfants, Et petits-enfants, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Edmond JABÈS, remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine par leur présence et leurs messages.

M<sup>me</sup> Maurice Rué, 4, rue Mayer, 75006 Paris.

Paris, Saint-Ambroise.

Le président de Technip, La direction, Ses collaborateurs, Et l'ensemble du personnel, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Edmond SAMOUILHAN, directeur de l'établissement de Lyon, survenu à Lyon, le 12 janvier 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Saint-Ambroise (Chard), mercredi 16 janvier, à 15 heures, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, vendredi 18 janvier, à 15 heures, en l'église Sainte-Foy-lès-Lyon.

Condolances sur registre.

M<sup>me</sup> Ellen Valentini, M. et M<sup>me</sup> Stéphane Valentini et leurs enfants, M<sup>me</sup> André Valentini, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père

Jean Mathien VALENTINI, survenu le 9 janvier 1991.

Une messe aura lieu le 16 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Chailot, 35, avenue Marceau, Paris-16.

Les obsèques auront lieu en l'église de l'Annonciation, à Corte (Haute-Corse), le 17 janvier à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

### Services religieux

La Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) tient à informer les amis de

Henri KUBNICK

qu'un service religieux aura lieu le vendredi 18 janvier 1991, à 11 heures, à l'annuaire du Louvre, 145, rue Saint-Hippolyte, Paris-1<sup>er</sup>, Métro Louvre ou Palais-Royal.

Anniversaires

Il y a un an, le 16 janvier 1990, mourait

Léon MOTCHANE, fondateur de l'Institut des hautes études scientifiques.

Annie Motchane demande à ceux qui l'ont connu et aimé de se souvenir.

Communications diverses

Forum Bernard-Lazare. Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La question juive dans l'empire multinational des Habsbourg », avec Victor Karady (sociologue-EHESS).

Mercredi 16 janvier, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-68-19.

Soutenances de thèses

Université Paris-VII, le jeudi 31 janvier, à 10 h 30, M. Abdelaziz Zitani : « Contribution à l'étude de l'influence des brise-vent sur les facteurs climatiques et la production céréalière en Algérie (région des hautes plaines de Sétif) ».

Mercredi 16 janvier, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-68-19.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5435

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

Horizontalement

I. S'installe pour recevoir. II. Reçoivent parole des tartes. III. Peut enlever dans un fauteuil. IV. N'a pas d'odeur, il faut bien plus de canotiers pour les abriter. V. Tiré d'effaire. Qui n'est donc plus porté. Lettre grecque. VI. Utile pour faire un devoir. VII. Prénom. Futur acarien. VIII. Préposition. Soutenue par la religion. IX. Ve lentement. Vo vite. X. Accompagne souvent l'huile. Peut se faire avec le feu. XI. Terre verte. Balais régulièrement devant notre porta.

Verticalement

I. Rabat. II. Eblouie. Us. III. Caramen. IV. Ut. RI. Arc. V. Livides. VI. Or. Sébile. VII. As. Oim. VIII. Macule. IX. Eton. Last. X. Roulter. XI. Tressat.

Solution du problème n° 5434

Horizontalement

I. Rabat. II. Eblouie. Us. III. Caramen. IV. Ut. RI. Arc. V. Livides. VI. Or. Sébile. VII. As. Oim. VIII. Macule. IX. Eton. Last. X. Roulter. XI. Tressat.

Verticalement

I. Rabat. II. Eblouie. Us. III. Caramen. IV. Ut. RI. Arc. V. Livides. VI. Or. Sébile. VII. As. Oim. VIII. Macule. IX. Eton. Last. X. Roulter. XI. Tressat.

GUY BROUTY

## Le Monde EDITIONS

### Science et philosophie pour quoi faire ?

Textes présentés par Roger-Pol Droit

La bibliothèque imaginaire du Collège de France

Préface de Frédéric Gaussen

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 31 JANVIER 1991 à 14 h, EN UN SEUL LOT:

APPAREILLEMENT de 4 pièces principales

cuisine, salle de bains - bâtiment B, 4<sup>e</sup> étage, escalier B, avec terrasse, cave et emplacement voiture au sous-sol dans un ensemble immobilier sis à PARIS (16<sup>e</sup>) - 23-27, rue Le-Marois

et 13, rue Charles-Tellier. Mise à prix : 500 000 F

S'adresser pour renseignements à M<sup>re</sup> CONSTENSOUX, avocat, membre de la SCP CONSTENSOUX-MOCCAFICO, demeurant à Paris-17<sup>e</sup>, 19, rue de VERNERIE, avocats à Paris (16<sup>e</sup>), 45, boulevard Malherbes, tél. : 45-22-04-36; M<sup>re</sup> BOUR-GEDESE, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS, 3, av. Germain-Pailhon, tél. : 48-66-64-68. Tous avocats T.G.L. BOIGNY. Sur pl. pr. visiter, le 23 JANVIER 1991, de 14 h à 15 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOIGNY le MARDI 29 JANVIER 1991, à 13 h 30, EN UN SEUL LOT:

UNE MAISON à PIERREFITTE (93)

26, RUE BRIAIS

M. à P. : 754 600 F S'adr. SCP WULFEL, BOSQUE, ENNENSI, avocats suse, à AULNAY-SOUS-BOIS (93), 31, route de Bondy, tél. : 48-66-75-00; M<sup>re</sup> BOUDROT et VIDAL de VERNERIE, avocats à Paris (16<sup>e</sup>), 45, boulevard Malherbes, tél. : 45-22-04-36; M<sup>re</sup> BOUR-GEDESE, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS, 3, av. Germain-Pailhon, tél. : 48-66-64-68. Tous avocats T.G.L. BOIGNY. Sur pl. pr. visiter, le 23 JANVIER 1991, de 14 h à 15 h.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 31 JANVIER 1991, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT:

UN IMMEUBLE à CALAIS

(Pas-de-Calais)

79, boulevard La Fayette

à usage COMMERCIAL et d'HABITATION de deux étages avec grenier et cave.

Mise à prix : 1 200 000 F

S'adr. à M<sup>re</sup> YVES TOURAILLE, avocat à Paris (9<sup>e</sup>), 45, rue de Cligny, tél. : 46-74-45-85; M<sup>re</sup> PERNOT, administrateur judiciaire à Paris (16<sup>e</sup>), 140, avenue Victor-Hugo. Visites les 18 et 25 janvier, de 11 h à 13 h.

VILLE DE PARIS

ADJUDICATION en la Chambre des notaires de PARIS, place du Châtelet le MARDI 29 JANVIER 1991, à 14 h 30

1) 4 APPARTS 2 et 3 P. - 2 CHAMBRES - LIBRES à PARIS (16<sup>e</sup>)

Entre le boulevard Suchet et le champ de courses d'Anteuil

MISES A PRIX de 220 000 F à 1 800 000 F

sur place : 2, place de la Porte d'Anteuil, les 14, 19, 21, 24, 26 et 28 janvier, de 10 h à 13 heures.

2) CHAMBRE - 132, BD SUCHET (16<sup>e</sup>)

LIBRE. Mise à prix : 200 000 F

3) APPART. 3 P. P. - 3, SQUARE MALHERBE (16<sup>e</sup>)

LIBRE. Mise à prix : 2 100 000 F

4) CHAMBRE - 1, SQUARE MALHERBE (16<sup>e</sup>)

LIBRE. Mise à prix : 300 000 F

Pour ces lots : VIS. s/pl. les 21, 24, 26, 28 janvier, de 10 heures à 13 heures.

5) APPART. av. CAVE et un JARDIN PRIVATIF

3, RUE DE BELLEVUE (19<sup>e</sup>)

LIBRES. Mises à prix : 500 000 F et 85 000 F

6) LOGEMENT 1 P. P. - 84, RUE BAUDRICOURT (13<sup>e</sup>)

LIBRE. Mise à prix : 110 000 F

7) APPART. 3 P. P. - 14, RUE BARBETTE (3<sup>e</sup>)

OCCUPÉ. Mise à prix : 500 000 F

Pour ces lots : VIS. s/pl. les 21, 25 JANVIER, de 10 heures à 12 heures.

8) TERRAIN CONSTRUCTIBLE à TRIEL-SEINE (78)

26, rue des Garennes - SUP. 1 934 m<sup>2</sup>

OCCUPÉ SANS TITRE. Mise à Prix : 1 000 000 de F

RENS. : M<sup>re</sup> BELLARGENT, not. assoc., 14, rue des Pyramides, Paris-1<sup>re</sup>. Tél. : 42-97-56-86 (Pour 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>) - 47-03-64-66 (Pour 5<sup>e</sup>) - 47-03-64-74 (Pour 6<sup>e</sup>) - 42-60-31-12 (Pour 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup>).

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

200 pages 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

PAYS : \_\_\_\_\_

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ x 52 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ x 57 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F.

Butin et règlement à retourner à : \_\_\_\_\_

la Rédaction, service ventes au numéro, 15, rue Polignac, 75001 Paris cedex 15 - France.

LNY/4







Jeudi 15

# ÉCONOMIE

d'un conflit armé dans le Golfe

## Les scénarios de l'imprévisible

par Erik Izraelowicz

Quelles seront les conséquences économiques de la guerre dans le Golfe, si elle y a lieu ? Les experts tentent de répondre à cette question en multipliant les scénarios. Lorsqu'ils les décrivent, ils en reviennent généralement tous à trois thèmes.

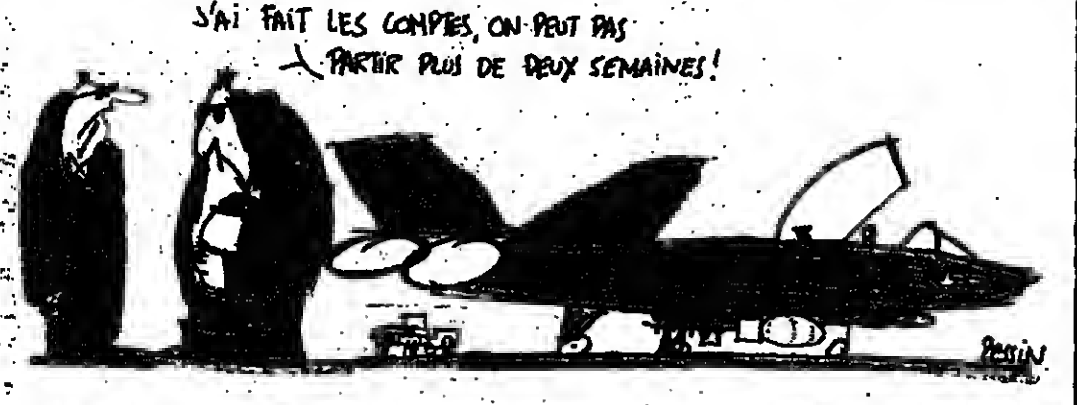
Les effets d'un conflit armé dépendront de sa durée (une guerre éclair ou une guerre longue), de l'ampleur des dégâts humains et matériels, surtout sur les installations pétrolières et, naturellement, de l'issue de la bataille (les rapports de forces dans le camp des vainqueurs en particulier). Ils ne parviennent pourtant pas tous à des conclusions identiques. « Une simple opération de police internationale sans grand effet sur l'économie mondiale », estiment certains. « Un

reprendre une expression du premier ministre lors du Forum de l'Expansion, jeudi 10 janvier, les conséquences économiques de ces variations erratiques de cours sans rapport avec les éléments « fondamentaux » de l'économie. Le phénomène que l'on avait déjà vu lors du krach boursier d'octobre 1987 - affecte les marchés pétroliers comme ceux des changes ou les marchés boursiers. Le prix du baril - qui a encore gagné 3,5 dollars lundi à New York, atteignant 31 dollars - pourrait dépasser son niveau record de 41 dollars dans les jours qui viennent. La devise américaine pourrait, elle, malgré la récession Outre-Atlantique et la baisse des taux d'intérêt, continuer à se valoriser, jouant à nouveau son rôle de monnaie refuge.

Faiguës, les opérateurs sur ces différents marchés sont aussi, pour cer-

sonnés de 30,4 milliards de dollars en 1989 à 49,2 milliards en 1990. Ryad, qui aide aussi les pays du front comme la Turquie et l'Égypte, a promis de financer entre 40 % et 50 % de l'effort de guerre américain.

Mobilisés par leur réunification, les Allemands sont beaucoup plus discrets. Ils avaient promis, à l'automne, une contribution de 1 milliard de dollars. Elle n'aurait été que très partiellement versée, malgré la célérité avec laquelle Bonn aurait fourni certains matériels. Le Japon, qui avait annoncé une aide de 2 milliards de dollars, n'aurait versé qu'à peine un tiers de cette somme. Peu impliqués dans l'ensemble de cette opération et pourtant très dépendants du pétrole importé, le Japon et l'Allemagne seront-ils de nouveau, économiquement, les vrais vainqueurs d'une guerre à venir ? En France et en



onflit qui va bouleverser toute la zone économique », répondent d'autres.

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990, les acteurs économiques se meuvent sur des sables mouvants, mais il est possible d'énoncer, alors que l'ultimatum du 15 janvier arrive à échéance, trois certitudes. La première : dans les jours et ans les semaines qui vont suivre cette date fatidique, le « yes » va continuer à dominer sur les marchés financiers et boursiers. Ce terrible jeu à variables économiques aussi importantes que le prix du pétrole, la valeur des monnaies ou des entreprises devrait continuer tant qu'aucune issue claire du conflit ne sera en vue.

Deuxième vérité : l'argent reste le cœur de la guerre. Basalité, mais aussi réalité. Les « forces alliées » se préparent, quant à elles, à un difficile débat : si l'on ne peut connaître à priori le coût de l'opération d'évacuation du Koweït, on sait qu'il faudra en payer la note, un jour. Le partage du fardeau entre les pays, mais aussi à l'intérieur de chaque nation, sera décisif sur la nouvelle donne des puissances économiques.

Troisième certitude : après la guerre, il y a l'après-guerre. Contrairement à d'autres conflits armés « régionaux », la bataille du Golfe affecte et affectera directement l'un des éléments-clés de nos économies, le pétrole. Il n'est jamais inutile de rappeler que les pays de la région fournissent le quart de la production mondiale et détiennent plus de la moitié des réserves. L'impact économique de cette possible guerre dépendra du niveau des cours auquel l'or noir parviendra, pendant mais aussi après le conflit.

L'extrême « volatilité » avec de brusques mouvements de hausse et de baisse, qui a marqué, mercredi 9 janvier, date de la rencontre à Genève entre MM. James Baker et Tariq Aziz, l'ensemble des marchés pétroliers et financiers risque de se reproduire dans les jours qui viennent. On a observé, durant cette journée, de très grandes variations : en quelques minutes, le prix du baril avait gagné 7 dollars; les actions s'étaient d'abord fortement dépréciées avant de remonter. Trois phénomènes expliquent cette forte volatilité des marchés.

Suivant, depuis le 2 août, la guerre en direct et en continu sur leurs écrans, les opérateurs réagissent à la moindre information. Soumis « à la dictature du court terme et à l'obsession de la dernière dépêche », pour

Enfin, troisième élément, la crise du Golfe n'est pas leur seule préoccupation. Ils trouvent d'autres sources d'inquiétudes dans la récession aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les difficultés du système financier américain, celles de l'unité allemande ou celles encore de M. Mikhail Gorbatchev. Conclusion : la volatilité extrême des marchés durera tant qu'aucune issue ne sera perçue dans le Golfe.

Qui va payer la note ? La question va très rapidement revenir dans l'actualité, c'est aussi une certitude. De la réponse qu'on lui apportera dépendra aussi le nouveau rapport des forces entre les grandes économies. Les États-Unis mènent pour l'instant les opérations sans trop insister sur leur financement.

D'après des évaluations publiées officiellement outre-Atlantique, le coût du « bouclier du désert » s'élèverait, sur un an, à 30 milliards de dollars (160 milliards de francs) - ce qui est peu - comparé au coût que représente la faillite des caisses d'épargne aux États-Unis, mais qui vient s'ajouter à un déficit fédéral. L'ouverture des boîtes à Pandore nécessiterait l'engagement de dépenses quotidiennes de 1 à 2 milliards de dollars (de 5 à 10 milliards de francs).

Dès le début, les Américains avaient obtenu des engagements sur le partage du fardeau : les pays pétroliers du Golfe (Arabie saoudite, Koweït et Émirats arabes unis), l'Allemagne et le Japon avaient promis, à l'automne, de contribuer au financement de l'effort de guerre, soit en espèces, soit en nature. L'administration américaine a tendance à penser que ces engagements ne sont guère tenus.

Lors de sa tournée en Europe et dans certains pays du Golfe, la semaine dernière, M. James Baker a obtenu quelques nouvelles promesses, notamment des Saoudiens. Ceux-ci ont fortement bénéficié de la hausse des cours du pétrole et de l'augmentation de leur production. Les revenus qu'ils ont tirés de la vente de pétrole

Grand-Bretagne, la mobilisation devrait finir par se traduire en termes budgétaires. Qui paiera ? Pour l'instant, on n'en dit mot.

La physiologie de l'économie mondiale de l'après-guerre ne sera pas seulement déterminée par le partage de l'addition, elle sera aussi très liée au niveau auquel sera fixé le prix du pétrole. Tous les scénarios ont déjà été décrits (le Monde du 8 janvier). Depuis le 2 août 1990, le pétrole des industries et des transports français sont convaincus qu'une guerre éclair serait, au moins mal. D'un côté limité, elle permettrait de revenir rapidement - si les installations pétrolières saoudiennes n'ont pas été trop affectées - à un prix du baril raisonnable (autour de 20 dollars), voire très faible (près de 10 dollars pendant quelque temps) compte tenu de l'état du marché.

A ce scénario s'oppose celui plus sombre de la guerre longue. L'investissement serait coûteux militairement, mais aussi économiquement. Le prix du pétrole resterait élevé. L'incertitude continuerait à entraver la paralysie des décisions économiques et à accentuer, de ce fait, la récession. Pour l'instant, le gouvernement français paraît, si l'on en croit M. Lionel Stoléru, le secrétaire d'État au Plan, sur une guerre courte. « À partir du moment où la guerre, si elle y a, ne dure pas plus de quinze jours, comme nous le pensons, les conséquences économiques nous paraissent très limitées, en dehors d'une période d'ajustement où le prix du pétrole, les marchés financiers et le dollar peuvent faire n'importe quoi », a déclaré le ministre français, interrogé vendredi 11 janvier lors de son voyage à Tokyo.

Reprenant les évaluations du groupe anti-crise constitué à l'automne dernier, il estime que « le coût total de la crise, guerre ou pas guerre, de l'ordre de trois à six mois de croissance, soit un demi à un point de croissance ». Le groupe anti-crise devrait se réunir à nouveau d'ici quelques jours. Il faudrait en tout cas, là aussi, « partager » cette moindre croissance.

Des marchés qui vont rester très volatils, une addition dont on ne connaît pas le montant mais qu'il faudra bien payer et se partager, une nouvelle donne pétrolière qui provoquera une redistribution des économies mondiales : ce sont là de bien fragiles certitudes. Mais y a-t-il quelque événement plus imprévisible qu'une guerre ? Et peut-il en être autrement de ses conséquences ?

### TRANSPORTS

Après la construction du métro de Canton

## La France et la Chine négocient la création d'une industrie commune des transports urbains

La première délégation chinoise de haut rang depuis les événements de la place Tiananmen est arrivée le 14 janvier à Paris, conduite par M. Zou Jiahua, ministre d'État chargé du plan. Elle vient discuter avec le premier ministre et le ministre de l'économie français du rétablissement des protocoles financiers, suspendus depuis plusieurs mois (le Monde du 15 janvier).

Fidèle à une politique vieille de plusieurs lustres, la Chine attend de la France aide et coopération dans les domaines essentiels de l'énergie et des transports. Dans le premier, la délégation discutera de la deuxième tranche de la centrale

nucéaire de Daya Bay. Dans le second, il s'agira pendant huit jours de tenter de mettre sur pied en Chine une véritable industrie commune des transports qui pourrait équiper trois réseaux entre 1990 et 1994 (Canton, Chongqing et Tianjin), et quatre autres de 1994 à 1999.

Les négociations porteront sur les trois points principaux du protocole d'État signé au mois de juin dernier par les autorités chinoises et par M. Christian Blanc, président de la RATP : la création à Pékin d'une société d'économie mixte d'ingénierie des métros, associant la RATP et l'Office national des métros de Chine; la création d'une société commune industrielle associant GEC-Alsthom et les constructeurs ferroviaires chinois, spécialisée dans la

### INDUSTRIE

Constructeur de moteurs d'avions

## La SNECMA aurait réalisé un bénéfice de plus de 50 millions de francs en 1990

La Société nationale d'études et de constructions mécaniques et aéronautiques (SNECMA), qui fabrique des réacteurs d'avions civils et militaires, a réalisé « une bonne année 1990 », a déclaré son président, M. Louis Gallois, le 14 janvier : un chiffre d'affaires en croissance de 5 % (14,1 milliards de francs), un bénéfice stable malgré l'embargo au Moyen-Orient (entre 50 et 100 millions) et trois ans d'activité en portefeuille.

La situation est toujours au beau fixe pour les moteurs civils qui représentent 75 % de l'activité de la société, notamment grâce au succès du réacteur CFM56

construit à égalité avec General Electric (GE) à 767 exemplaires, soit trois moteurs par jour ouvrable. Reste que, comme l'a déclaré M. Gallois, « nous avons commencé à sentir, au deuxième trimestre, un certain ralentissement du marché ».

L'année 1990 a été marquée par deux nouveaux accords avec GE. Le premier portait sur la participation de la SNECMA à hauteur de 25 % dans le futur gros réacteur GE 90 de 45 tonnes de poussée. Le second porte à 20 % la part de la SNECMA dans la fabrication du réacteur CF6 qui propulsera les Airbus A330.

A. F.

## Accord de coopération technique entre la Tchécoslovaquie et le CEA

Le Commissariat français à l'énergie atomique (CEA) va aider son homologue tchèque, le CSKA, à moderniser le parc nucléaire tchèque. L'accord de coopération technique conclu entre les deux partenaires et annoncé lundi 14 janvier par le CEA, prévoit l'inspection et la remise en état de huit réacteurs de fabrication soviétique, la conception et la construction commune de nouvelles centrales, une collaboration en matière de gestion des déchets, de sécurité et d'information du public.

Le CEA devrait par ailleurs contribuer à la formation de spécialistes locaux. La Tchécoslovaquie confirme ainsi son intérêt pour le nucléaire civil, en dépit de l'opposition d'importants mouvements écologiques.

### Les cabinets d'audit en crise

## KPMG licencie trois cents de ses collaborateurs aux États-Unis

La récession économique outre-Atlantique n'épargne pas les cabinets d'audit. Le groupe américain KPMG Peat Marwick, fréquemment présenté comme le numéro un ou deux mondial du secteur, a décidé « préventivement » de se séparer de 300 de ses associés sur les 1875 qu'il emploie aux États-Unis.

Si les banques, maisons de titres et de courtage ont procédé à des dégraissages outre-Atlantique, c'est la première fois qu'un cabinet comptable procède à des licenciements d'une telle ampleur.

Selon la direction de KPMG, cette mesure a été rendue inévitable par la dégradation prévisible du marché de l'audit aux États-Unis et notamment par la diminution notable des fusions-acquisitions.

Le cabinet KPMG, dont le siège est à Amsterdam et qui réunit à l'échelle mondiale 6 300 associés pour un effectif total de 77 300 personnes, avait annoncé au mois de décembre dernier des résultats qualifiés de satisfaisants.

Avec 5,4 milliards de dollars (soit 27 milliards de francs), le chiffre d'affaires de ce réseau international d'audit (les bénéfices ne sont jamais communiqués) avait progressé de 25 % pour l'exercice clos au 30 septembre 1990.

### Un mois après la mort d'Armand Hammer

## Occidental Petroleum lance un vaste plan de restructuration

Le groupe américain Occidental Petroleum a annoncé le 14 janvier un vaste programme de restructuration prévoyant notamment la vente de nombreux actifs afin de réduire sa dette et une diminution de plus de moitié de son dividende. Ce plan représente un renversement par rapport à la politique d'expansion et de diversification suivie par l'ancien président d'Occidental, Armand Hammer, décédé en décembre dernier après être resté trente-cinq ans à la tête de ce groupe.

Le nouveau président d'Occidental, M. Ray Irani, a souligné la volonté du groupe de se concentrer dans les deux grands secteurs d'activité que sont le pétrole et le gaz, ainsi que dans la chimie. Parmi les actifs édités, Occidental devrait notamment vendre sa filiale IBP, spécialisée dans le conditionnement de la viande, ses intérêts dans l'élevage du bétail, l'hôtellerie et la production de films, ainsi que ses participations dans une mine de charbon en Chine (An Tai Ban) et dans un projet pétrochimique en Union soviétique (Tengiz).

(AFP)

### ÉTRANGER

## Conseiller économique du président Bush

## M. Lawrence Lindsey est nommé gouverneur de la Réserve fédérale

Le président Bush a désigné pour occuper l'un des sept sièges de gouverneur de la Réserve fédérale américaine (Fed), M. Lawrence Lindsey, trente-six ans, professeur à Harvard et partisan de l'économie de l'offre. Il remplace M. Manuel Johnson. M. Lindsey, actuellement membre de l'équipe des conseillers économiques de la Maison Blanche, a souvent critiqué la politique monétaire de la Fed, trop restrictive à son goût.

Sa nomination est donc considérée comme le signe d'une volonté d'appliquer une politique plus favorable à la croissance. D'ailleurs, M. Lindsey est l'auteur d'un ouvrage récent intitulé *L'expérience de la croissance*, dans lequel il défend l'idée que l'important programme de réduction d'impôts lancé sous le président Reagan « n'a contribué que de façon insignifiante » au creusement du déficit budgétaire fédéral dans les années 80. M. David Mullins, ancien assistant de secrétaire au Trésor, M. Nicholas, nommé gouverneur de la Fed en mai dernier, accède au poste de vice-président laissé vacant par le départ de M. Johnson.

### EN BREF

■ Nouveaux préavis de grève des marins CGT de la SNCM. - Les marins CGT de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) ont déposé un préavis de grève tournante de vingt-quatre heures à partir du mercredi 16 janvier revenant ainsi sur le protocole d'accord signé le 13 décembre entre la direction et les syndicats. La compagnie a fait savoir que les voyages des navires *Danielle-Casanova*, *Monte-Stello*, *Monte-Rotondo*, *Monte-Cinta* et *Aude* risquent d'être perturbés entre le 16 et le 23 janvier. Les marins entendent reposer le problème de la polyvalence, l'embauche du personnel intérimaire et le travail saisonnier.

■ Villes riches, villes pauvres. - Si Paris est la ville bénéficiaire du potentiel fiscal le plus élevé de France (5 190 francs), comme nous l'avons écrit dans l'article consacré à l'aide de l'État aux communes (le Monde du 12 janvier), il faut préciser que c'est dans la catégorie des villes de plus de deux cent mille habitants. Toutes catégories confondues, Paris est devancée par bien des communes moins peuplées. Ainsi Rungis (Val-de-Marne), siège du fameux marché national, affiche un potentiel fiscal par habitant record avec 45 000 francs, suivi de loin par Puteaux, Courbevoie et Neuilly (Hauts-de-Seine), avec respectivement 11 067 francs, 11 008 francs et 8 674 francs. Mais la capitale est très loin devant une ville comme Marseille (1 623 francs).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Oblicic Mondial

La Sicav Obligataire Internationale

Sicav de capitalisation

Activ net au 28.12.1990 : F. 165.370.194

Valeur liquidative au 28.12.1990 : F. 2.293,40

Performance 1990 : + 1,88 %

Le Président Jean-Jacques Tamburini a déclaré : Dans un environnement politique et économique incertain, Oblicic Mondial a privilégié en 1990 les investissements à échéance courte pour profiter au maximum de l'inversion de la courbe des taux, principalement sur le marché français. Oblicic Mondial demeure un placement attractif de diversification monétaire permettant de profiter de la valorisation des devises fortes.

AGS 07-01-1991

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 30.15 code ASSOCIC.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

Le Monde PUBLI-CITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

■ La CFTC ne s'associera pas aux arrêtés de travail organisés par la CGT. - La CFTC ne s'associera pas aux arrêtés de travail d'un quart d'heure en faveur de la paix dans le Golfe, auxquels la CGT a appelé pour le mardi 15 janvier. La CFTC « a donné sa préférence à une démarche inter-syndicale auprès de l'ambassade d'Irak pour faire respecter les décisions de l'ONU et préserver la paix ». Par contre, le syndicat CFDT de la SNCP invite les cheministes à se joindre à toute initiative « pour que les principes de liberté et de paix passent dans les



## COMPTON



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 15 JANVIER

**Cours relevés à 13 h 48**

## Règlement mensuel

[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

### Actions

[illegible]

### Cote des Changes

[illegible]

### Marché libre de

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/1	RG	335
Or fin (au an barre)	87500	87800	Lecteurs de Monde...	280
Or fin (en lingot)	87590	88700	Mexique	900
Naproxolone (200)	474	480	Nicaragua NC	1380
Pilbox P 110 F	420	495	Paraguay, Poudre	385
Pilbox Subase (20 F)	487	495	Perou	240
Pilbox Lutine (20 F)	395	395	Perou N.V.	180 70
Souverain	5117	826	St-Gabriel-Grönthal	201
Pilbox 20 dollars	2890	2780	Sensu	2078 d
Pilbox 10 dollars	1350	1357 50	S.E.P.A.	1522
Pilbox 5 dollars	700	.....	S.P.A. act. R.	380 334 d
Pilbox 50 pesos	2610	2895	Uruguay	380
Pilbox 10 florins	407	410	Wharfedale	1500 1380 e

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Francs int.	Rachet net	VALEURS	Emission Francs int.	Rachet net	VALEURS	Emission Francs int.	Rachet net
A.A.A.	918 87	894 00	Fruct. Court	36 72	36 18	Reinor	531 82	369 00
Acadie	189 87	189 87	Fruct. Court	12539 00	12539 01	Reinor	118 12	112 11
Agropar	873 48	844 48	Fruct. Court	231 77	226 34	Papa Canton	57827 01	57827 81
Agreement	7187 39	7187 39	Fruct. Epargne	28 85	28 15	Parmac. Oblig.	11064 07	11063 02
Agropar	109 72	109 39	Fruct. Epargne	722 36	710 20	Prix. Epargne	107 30	106 95
AIG Actions en OP.	590 40	540 76	Fruct. Epargne	28 81	25 10	Plumobond	23881 77	23881 77
AIG L.O.	547 29	547 29	Fruct. Epargne	4784 02	4782 06	Quartz	114 63	111 83
AFI B.O.	1037 43	1027 10	Fruct. Epargne	1226 14	1265 97	Rahabar	174 81	752 05
AGF P.O.	106 40	103 80	Fruct. Epargne	12590	12595 59	Reinor	757 16	142 62
AGF Invest. Secur.	36 95	34 59	Fruct. Epargne	145 82	142 84	Rouman. Trimes	33655 55	332 42
AGF Secur.	418 36	400 12	Fruct. Epargne	1026 30	1026 30	Rouman. Trimes	111 18	111 18
AGF Secur. L.O.	1004 50	1004 50	Fruct. Epargne	10267 01	9913 69	S. H. H. H. H.	830 37	732 72
AGF Secur. L.O.	11229 59	11233 59	Fruct. Epargne	12265 78	11736 33	S. H. H. H. H.	227 80	217 64
AIG F.I.L.D.	589 60	572 28	Fruct. Epargne	470 08	490 40	S. H. H. H. H.	683 06	652 06
AIG F.I.L.D.	5779 94	6554 75	Fruct. Epargne	136 84	131 80	S. H. H. H. H.	178 46	171 32
Agropar	939 59	947 17	Fruct. Epargne	185 13	177 68	S. H. H. H. H.	470 72	449 37
Agropar Durs L.O.	524 00	524 00	Fruct. Epargne	227 87	218 36	S. H. H. H. H.	13237 83	13186 08
Agropar	316 74	311 94	Fruct. Epargne	232 18	222 71	S. H. H. H. H.	445 82	428 48
Agropar	1140 87	1107 64	Fruct. Epargne	252 70	250 53	S. H. H. H. H.	1831 08	1831 08
Agropar	1535 46	1535 46	Fruct. Epargne	122 12	122 12	S. H. H. H. H.	1222 30	1222 30
Agropar	87 49	87 49	Fruct. Epargne	374 78	359 30	S. H. H. H. H.	853 08	882 84
Agropar	116 89	113 50	Fruct. Epargne	161 49	174 08	S. H. H. H. H.	1640 43	1657 87
Agropar	104 99	100 18	Fruct. Epargne	215 95	210 50	S. H. H. H. H.	355 13	375 85
Agropar	84 14	80 08	Fruct. Epargne	1952 34	1952 34	S. H. H. H. H.	365 04	365 04
Agropar	184 32	184 32	Fruct. Epargne	11180	11180	S. H. H. H. H.	1182 58	1182 58
Agropar	5365 80	5560 01	Fruct. Epargne	11965 54	11965 54	S. H. H. H. H.	570 95	555 58
Agropar	5864 79	5800 79	Fruct. Epargne	1676 20	1676 20	S. H. H. H. H.	368 38	376 65
Agropar	1140 94	1124 08	Fruct. Epargne	28626 38	28644 73	S. H. H. H. H.	200 23	204 21
Agropar	350 77	372 85	Fruct. Epargne	34 54	34 54	S. H. H. H. H.	1026 86	995 98
Agropar	27 69	27 69	Fruct. Epargne	215 78	212 34	S. H. H. H. H.	1026 86	995 98
Agropar	1197 15	1197 15	Fruct. Epargne	23350 17	23350 17	S. H. H. H. H.	311 79	300 82
Agropar	353 52	339 90	Fruct. Epargne	489 54	454 88	S. H. H. H. H.	54269 23	52717 78
Agropar	428 78	417 21	Fruct. Epargne	013 35	005 47	S. H. H. H. H.	1228 17	1200 41
Agropar	1133 28	1133 28	Fruct. Epargne	10085 83	9887 84	S. H. H. H. H.	11416	1086 59
Agropar	117 13	106 23	Fruct. Epargne	376 35	361 10	S. H. H. H. H.	2093 79	2054 82
Agropar	710 23	865 30	Fruct. Epargne	5503 09	5503 30	S. H. H. H. H.	771 23	741 57
Agropar	941 61	805 37	Fruct. Epargne	10635 02	10635 02	S. H. H. H. H.	140 13	138 18
Agropar	21 35	22 50	Fruct. Epargne	10635 02	10635 02	S. H. H. H. H.	140 13	138 18
Agropar	148 40	148 40	Fruct. Epargne	10635 02	10635 02	S. H. H. H. H.	140 13	138 18
Agropar	1032 42	1036 97	Fruct. Epargne	7287 75	7287 75	S. H. H. H. H.	940 13	912 75
Agropar	121 59	110 35	Fruct. Epargne	11814 96	11814 96	S. H. H. H. H.	5380 30	5181 08
Agropar	2229 69	2211 97	Fruct. Epargne	140 24	134 20	S. H. H. H. H.	571 65	565 80
Agropar	347 73	337 60	Fruct. Court Terme	258914 00	258914 00	S. H. H. H. H.	136 70	128 88
Agropar	58625 28	58625 28	Fruct. Court Terme	15475 17	15321 08	S. H. H. H. H.	1127 38	1116 22
Agropar	74778 78	74778 78	Fruct. Eparg. Rat.	111 24	109 25	S. H. H. H. H.	12884 46	12884 46
Agropar	2182 87	2183 87	Fruct. Eparg. Terme	8852 30	8809 32	S. H. H. H. H.	13874 34	13874 34
Agropar	1973 08	1982 59	Fruct. Eparg. Terme	1116 37	1036 23	S. H. H. H. H.	140 13	138 18
Agropar	4545 46	4546 33	Fruct. Eparg. Terme	1710 47	1702 49	S. H. H. H. H.	82 68	82 68
Agropar	249 07	227 78	Fruct. Eparg. Terme	2251 90	2257 80	S. H. H. H. H.	489 81	481 84
Agropar	3169 52	3169 52	Fruct. Eparg. Terme	617 80	503 84	S. H. H. H. H.	554 48	554 48
Agropar	400 40	436 31	Fruct. Eparg. Terme	1024 15	1240 45	S. H. H. H. H.	586 47	585 72
Agropar	26308 79	26308 79	Fruct. Eparg. Terme	8768 01	8768 01	S. H. H. H. H.	187 33	187 33
Agropar	57 28	57 28	Fruct. Eparg. Terme	100 35	92 46	S. H. H. H. H.	168 78	160 27
Agropar	597 28	597 28	Fruct. Eparg. Terme	11891 37	11891 37	S. H. H. H. H.	121 41	117 02
Agropar	1474 08	1474 08	Fruct. Eparg. Terme	731 82	712 23	S. H. H. H. H.	10639 07	10596 19
Agropar	60 69	60 69	Fruct. Eparg. Terme	5014 08	5109 70	S. H. H. H. H.	19 35	19 35
Agropar	11625 11	11625 11	Fruct. Eparg. Terme	1247 90	1247 90	S. H. H. H. H.	124 10	124 10
Agropar	774 88	774 88	Fruct. Eparg. Terme	129 30	129 30	S. H. H. H. H.	48 78	49 73
Agropar	1109 34	1076 88	Fruct. Eparg. Terme	2338 14	2304 57	S. H. H. H. H.	1347 98	1324 15
Agropar	191 20	195 08	Fruct. Eparg. Terme	1038 32	1022 98	S. H. H. H. H.	1318 87	1287 68
Agropar	12320 21	12274 77	Fruct. Eparg. Terme	169 73	154 41	S. H. H. H. H.	2672 36	2615 03
Agropar	109 10	105 14	Fruct. Eparg. Terme	1167 91	1146 38	S. H. H. H. H.	211 42	211 42
Agropar	1195 81	1166 84	Fruct. Eparg. Terme	11393 83	11362 63	S. H. H. H. H.	1140 45	1116 98
Agropar	426 82	386 96	Fruct. Eparg. Terme	32078 58	31144 25	S. H. H. H. H.	1646 22	1606 09
Agropar	1180 84	1189 25	Fruct. Eparg. Terme	948 84	925 70	S. H. H. H. H.	1821 93	1830 10
Agropar	571 87	585 02	Fruct. Eparg. Terme	16307 01	16343 28	S. H. H. H. H.	47140 79	47174 14
Agropar	918 06	918 06	Fruct. Eparg. Terme	1242 70	1242 70	S. H. H. H. H.	35467 93	35442 48
Agropar	1032 93	1007 74	Fruct. Eparg. Terme	9537 91	9627 90	S. H. H. H. H.		
Agropar	5638 92	5718 50	Fruct. Eparg. Terme	107 94	102 94	S. H. H. H. H.		
Agropar	28 63	28 64	Fruct. Eparg. Terme	498 01	478 87	S. H. H. H. H.		
Agropar	12648 31	12646 31	Fruct. Eparg. Terme	91 21	88 32	S. H. H. H. H.		
Agropar	192 68	192 68	Fruct. Eparg. Terme	144 78	144 78	S. H. H. H. H.		
Agropar	267 80	267 77	Fruct. Eparg. Terme	585 02	576 65	S. H. H. H. H.		
Agropar	87 34	84 76	Fruct. Eparg. Terme	292 86	294 33	S. H. H. H. H.		
Agropar	438 89	428 87	Fruct. Eparg. Terme	10365 45	10365 45	S. H. H. H. H.		
Agropar	454 88	454 88	Fruct. Eparg. Terme	993 44	876 33	S. H. H. H. H.		
Agropar	360 68	360 68	Fruct. Eparg. Terme	1148 33	1125 91	S. H. H. H. H.		
Agropar	101 30	98 30	Fruct. Eparg. Terme	2878 76	2878 76	S. H. H. H. H.		
Agropar	117 23	108 20	Fruct. Eparg. Terme	5272 24	5350 49	S. H. H. H. H.		
Agropar	31 45	31 45	Fruct. Eparg. Terme	5752 54	5783 97	S. H. H. H. H.		

</

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu



Malgré l'envolée des cours du pétrole

## La hausse des prix français a été limitée à 3,4 % en 1990

Les prix de détail en France ont baissé en décembre de 0,1 % par rapport à novembre, cela grâce à la détente des prix pétroliers intervenue fin 1990. Ce résultat permet à la France de réaliser une bonne performance, en matière d'inflation : les prix de détail ont augmenté de 3,4 % l'année dernière (janvier à décembre), soit moins rapidement qu'en 1989, où l'on avait enregistré un taux d'inflation de 3,6 %.

Établissant le bilan de l'année 1990, l'INSEE prévoyait il y a quelques semaines une hausse de 3,6 %. Si le reflux des prix pétroliers (soit 1,5 % par rapport à novembre) explique pour 0,2 point la bonne surprise de décembre, la performance française traduit sur le fond l'assainissement en profondeur de notre économie, et notamment la solidité du franc - qui permet au pays de payer relativement moins cher ses importations.

C'est ainsi que si l'on exclut les prix de l'énergie dont les fortes fluctuations empêchent d'avoir une idée précise du taux réel d'inflation, on constate que 1990 a été la meilleure année depuis 1966 avec une hausse de 3,1 %. L'année dernière, les prix de détail hors énergie avaient augmenté de 3,4 %. 1986 avait marqué les annales parce que l'effondrement des prix pétroliers avait permis cette année-là à la France de ramener à 2,1 % son taux d'inflation : mais hors énergie, les prix avaient augmenté de 4 %.

Aux raisons de politique économique d'ensemble qui permettent à la France de se classer maintenant parmi les pays à inflation modérée, se sont ajoutées en 1990 des causes plus précises, et notamment le ralentissement marqué des hausses des produits alimentaires (+3 % après + 5 % en 1989). La modération des prix de la viande a effacé les fortes hausses des fruits et des légumes provoquées par l'exceptionnelle sécheresse de l'été dernier.

La modération salariale qui caractérise la France depuis des années - même si certaines tensions sont apparues en 1990 - permet une évolution modérée des prix des produits manufacturés dont la hausse a été de 2 % comme en 1989, ce qui nous ramène aux périodes de stabilité des années 60 au cours desquelles existait un contrôle des prix. Seuls les services continuent d'augmenter rapidement (+5,4 % contre + 5 % en 1989), malgré l'encadrement de certains d'entre eux comme les loyers en région parisienne et les tarifs de santé. Que se serait-il passé dans ce domaine si les prix avaient évolué librement ? La hausse des loyers - avec + 4,3 % - a été la plus faible que la France ait connue depuis 1972.

Toujours est-il que la France a fait mieux l'année dernière (1,7 point) que la moyenne de ses neuf principaux partenaires (1) et que son écart annuel d'inflation avec l'Allemagne (+2,8 %) est maintenant revenu à 0,6 point. On est très loin des écarts considérables de la fin des années 70 et du début des années 80 (2). Au sein du groupe des sept principaux pays industrialisés, la France se classe maintenant en deuxième position, derrière l'Allemagne.

AI. V.

(1) Allemagne, Royaume-Uni, Belgique, Italie, Pays-Bas, Espagne, États-Unis, Canada, Japon.

(2) 8 points en 1980 (décembre 1979 à décembre 1980), 7,6 points en 1981, 5,1 points en 1982, 6,7 points en 1983.

Depuis 1994  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 490 F  
PANTALONS 830 F VESTONS 1 600 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX et PARDESSUS  
UNIFORMES et VÊTEMENTS MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47 42 70 61  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Une journée au PS pour « rassembler » derrière M. Mitterrand

Le bureau exécutif et le comité directeur du Parti socialiste ont été convoqués mardi 15 janvier pour arrêter la position du parti à la veille de la session extraordinaire du Parlement sur le Golfe. Les deux groupes parlementaires socialistes devaient se réunir mardi en fin d'après-midi, en présence du premier ministre. L'unanimité n'était pas acquise.

M. Pierre Mauroy avait indiqué, lors de la dernière réunion du bureau exécutif, le 10 janvier, qu'à partir du moment où la crise du Golfe entrerait dans une phase aiguë, les socialistes devraient se « rassembler » derrière le président de la République. La journée de mardi devait être employée à s'assurer les conditions de ce rassemblement. Si la plupart des socialistes approuvent la politique de M. Mitterrand, certains se sont interrogés sur la façon de se poser des questions, voire d'écarter son vote.

Le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, devait réunir ses responsables et ses parlementaires mardi à l'heure du déjeuner. Acquis à la fin de la semaine dernière, à l'idée de voter pour la position prévisible du gouvernement - le déclenchement des hostilités dès lors que le délai fixé à l'Irak pour l'évacuation du Koweït serait dépassé, tout en faisant savoir qu'il s'agissait, dans cette hypothèse, que par discipline politique, - les députés du courant semblaient, mardi, plus partagés. Certains d'entre eux estimaient que, sur une telle question, la liberté de conscience devait être reconnue aux parlementaires.

L'actualité d'un non vote était sous-entendue, aussi, dans un « appel » lancé, lundi, par cinq

## Deux Palestiniens tués à Gaza et en Cisjordanie

Deux jeunes Palestiniens ont été tués, mardi 15 janvier, par des tirs de militaires israéliens dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, au cours de manifestations de protestation contre le meurtre de deux dirigeants de l'OLP à Tunis, a-t-on appris de sources palestiniennes. Abd-Albasset Al Obeidi Dharra, âgé de seize ans, a été tué dans le village de Sil-el-Harithia, près de la ville de Jenine au nord de la Cisjordanie. Mansour Mohammad Khalil Sheikh, dix-huit ans, a été tué dans un quartier de Gaza.

Des informations antérieures faisaient état de 62 blessés. Les deux nouveaux morts portent à sept cent soixante et onze le nombre de Palestiniens tués par des tirs de militaires ou de colons israéliens depuis le déclenchement de l'opération de décembre 1987, selon un bilan de source palestinienne. (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS et SPECTACLES

**AMÉRIQUE**

**LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE**  
est paru (et il est gratuit) !  
IL COMPREND :  
● Tous les vols à prix réduits

NEW-YORK ..... 2.780 F A/R  
LOS ANGELES ..... 3.960 F A/R  
MIAMI ..... 3.220 F A/R  
MONTRÉAL ..... 1.980 F A/R  
HONOLULU ..... 5.950 F A/R  
MEXICO ..... 5.250 F A/R

(exemples sur 1-1-91, révisibles)

● La location de voiture et camping-car.  
● Les transports intérieurs. ● Les tarifs d'hôtels.  
● Des circuits à la carte et en groupe.  
● Des tours insolites. ● Des renseignements pratiques.

Envoi de votre brochure contre 10 F en timbres.

**PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58**  
34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris - M° Mouton-Duvernay

La crise du Golfe

senateurs et deux députés socialistes appartenant à divers courants du parti : MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon (Essonne), animateurs de la Nouvelle École socialiste ; MM. Paul Lorient (Essonne) et François Aotaio (Loire-Atlantique), membres de Socialisme et République ; M. Franck Sérusiat (Rhône), mauryste ; Mme Maryse Bergé-Lavigne (Haute-Garonne), popériste ; M. Marie-Noëlle Lienemann (Essonne). Ces sept parlementaires estiment que, à la date du 14 janvier, « les conditions politiques de l'application de la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU dans ses ultimes conséquences (l'usage de la force) ne sont pas réunies ».

Cet appel, qui va dans le même sens que celui qu'ont lancé, le même jour, MM. Harlem Désir, président des SOS-Rassemblement, et Christophe Borgeat, président de l'UNEF-ID, ainsi que M. Delphine Batho, présidente de la FIDL, organisation syndicale de lycéens, appelle le déclenchement de l'opération de l'ONU, mais « sans l'évacuation du Koweït, rien n'est possible », mais que, « avec l'évacuation, tout le devient ».

P. J.

## EN BREF

ALBANIE : prochaine création d'un Parti de l'ancien religieux, regroupant des personnalités se réclamant des trois confessions existant parmi les Albanais (catholique, orthodoxe et musulmane) devrait bientôt voir le jour en Albanie. Le PIR se réunira le 15 janvier, à l'initiative du parti démocratique, le Parti écologiste et le Parti républicain, déjà légalisés. Une autre association, le Forum des droits de l'homme, a été enregistrée par le ministère de la justice. Le noyau du PIR est formé par les chrétiens-démocrates

## M. Lang à contre-emploi

Invité de l'heure de vérité, lundi 14 janvier, sur Antenne 2, M. Jack Lang, ministre de la culture, n'était pas vraiment l'homme du jour, en dépit de l'importance mise par ses propos sur sa qualité première (dans l'ordre biographique) de professeur de droit international, qui le désignait pour expliquer la démarche de la France, dans la crise du Golfe. Le rasage, pour M. Lang, était d'apparence à contretemps et à contre-emploi. Il n'y a pas vraiment échappé.

Autorisé à annoncer l'intention de Paris au Conseil de sécurité de l'ONU, il n'a eu le pas à en dévoiler le contenu. Invité à parler aux jeunes, parmi lesquels il est l'homme politique le plus populaire, selon les sondages, le ministre de la culture, des télécommunications, des grands travaux et du Bien-être a répondu par une longue citation d'un article de M. François Mitterrand, son premier texte politique connu, publié en avril 1938, à l'âge de vingt et un ans, après l'Anschluss, dans la revue Montclair (1). On ne se refait pas...

Pour le reste - puisqu'il faut bien, quand même, passer à autre chose - M. Lang s'est montré d'une désespérante prudence, renvoyant les journalistes à leurs salles de rédaction plutôt que de prendre en compte leurs observations sur l'état de la société après dix ans de mitterrandisme. C'est à peine si le ministre, que l'on rencontre souvent plus impatient devant le façon dont la méthode de gouvernement de M. Michel Rocard, a émis le souhait « que l'Etat, dans les domaines fondamentaux qui sont les siens, affirme de façon plus claire, plus forte, se vante à la vulgarité fabulienne, n'aura pas suffi à relever le brouet servi lundi soir par M. Lang.

P. J.

(1) Politique, tome I, Fayard.

SUR LE VIF

## Ça alors !

SITUÉ FAIT, Gorby, quand il a appris, tout à fait par hasard, le message de Vinkov. Heureusement qu'il était confortablement assis à l'arrière de sa limousine. Il en serait tombé sur le cul. Il rentrait au Kremlin après avoir passé le week-end dans sa datcha, et le chauffeur se demandait par où passer pour aller aux manifs contre l'intervention de la troupe en Lituanie.

Première nouvelle ! Et il y a eu des morts ? Des blessés ? Combien ? Ça alors ! Mais donc Radio-Liberty, pour voir... Allons bon, Lohdabergie s'est barricadé dans son bureau du Parlement assiéger par les chars... T'entends ça, Rafessa ?

Je le savais, figure-toi, le cuisinier en a parlé hier à la femme de chambre devant moi.

Pourquoi tu me l'as pas dit ? Tu me racontes jamais rien !

Je voulais pas te déranger, t'étais au téléphone avec ta fille, et elle venait de te passer le petit. Et ensuite, j'y ai plus pensé. Faut que je fasse mon

plan de table pour le dîner avec le chef du KGB et l'autre, là, celui des forces soviétiques dans les pays baltes, Florid Kouzmine.

Tiens, c'est vrai, ils étaient là, ces deux pantins. Ils auraient quand même pu m'en toucher un mot ! Aller jouer aux petits soldats sans me demander la permission, c'est quand même un peu raide, non ?

Voyons, chéri, essaye de te rappeler. Je suis sûr qu'ils l'ont fait. Ils sont très gentils, très obéissants pour ça. C'est pas le genre à... T'es sûr d'être sûr, bon, ça va, mais rentrez pas trop tard. Et puis, ça t'est sorti de l'idée. C'est exactement ce qui arrive à Bakou et à Tbilissi, souviens-toi ! T'es d'un distraire, aussi !

Où, ben, ça se passera pas comme ça pour Riga ! Ivan, appelle le général Kouzmine et passe-le-moi... Ah, c'est toi ? Ecoute-moi bien. Dès demain, tu t'occupes des Lettons. Tu es chargé du rétablissement de la Constitution soviétique, sinon recours à la force. Compris ? C'est un ordre. Et ce coup-ci, je te le mets par écrit.

de Skhodër, qui ont renoncé à former leur propre organisation. (AFP).

BÉNIN : sept candidats à l'élection présidentielle. La conférence nationale pour la démocratie vient de désigner M. Joseph Kaka, son secrétaire général, comme candidat à l'élection présidentielle prévue pour les 10 et 24 mars. Six autres candidats ont déjà annoncé leur intention de se présenter : M. Albert Tévoedji, ancien directeur général adjoint du Bureau international du travail, M. Adrien Houngbédji, président du Parti

## DIBOUTI : soupçonné de complot

## L'ancien président Ali Aref a été arrêté

M. Ali Aref Bouchan, ancien président du conseil pendant la période de l'autonomie interne sous tutelle française, de 1967 à 1977, est détenu, depuis le 10 janvier, dans les locaux de la gendarmerie nationale, a-t-on appris lundi 14 janvier, de source officielle à Djibouti. Il est soupçonné d'avoir commandité un complot visant à assassiner plusieurs dirigeants politiques et responsables militaires afin de s'emparer du pouvoir.

M. Aref est tenu pour l'instigateur d'une attaque, dans la nuit du 8 au 9 janvier, contre une caserne de la ville de Tadjourah où un soldat avait été tué. (AFP).

pour le renouveau démocratique, M. Gathien Houngbédji, président de l'Union démocratique pour le développement économique et social, M. Nicéphore Soglo, premier ministre et deux professeurs, MM. Prince Goudou, résident en France et Hassan Fassasi, enseignant à l'université de Tripoli.

CHINE : M. Hsien à Pékin. Le président roumalo effectue, depuis lundi 14 janvier, une visite officielle en Chine.

PÉROU : deux policiers tués dans un attentat à la bombe. Au moins deux policiers ont été tués et quatre-vingts personnes ont été blessées dans un attentat à la voiture piégée, lundi 14 janvier, à Lima, dans l'enceinte du ministère de l'Intérieur. L'attentat a été revendiqué par le Mouvement révolutionnaire Tacca-Amag (MRTA, guérilla). (AFP).

SÉNÉGAL : quatre morts en Casamance. Quatre personnes ont été tuées en Casamance, les derniers jours, lors d'attentats attribués à des militants du Mouvement des forces démocratiques de Casamance.

SOMALIE : trois membres de MIF blessés. Trois membres de Médicos sans frontières (MSF), présents à Mogadiscio, ont été blessés par des tirs d'armes automatiques, a annoncé, lundi 14 janvier, l'organisation humanitaire. Ses trois membres ont été attaqués en rentrant à l'hôpital où ils opèrent après avoir franchi la ligne de front pour procéder à une évacuation de la situation à nord d'un véhicule clairement identifié. (Régis).

**ARNYS**

**SOLDE de 20 à 50%**

COLLECTION AUTOMNE-HIVER

ARNYS 14, rue de Sévres-VII. Tél. : 45.48.76.99

## L'ESSENTIEL

## Débats

Proche-Orient : « La double contrainte », par Edgar Morin ; Démocratie : « L'après-guerre est commencée », par Bernard Kouchner ; Discussion : « Nos armes nucléaires », par André Girard..... 2

La crise du Golfe..... 3 à 12

Diagonales  
La chronique de Bertrand Poirot-Delpech..... 10

L'évolution de la situation en URSS..... 14

Recherches sur le cancer  
Le ministère demande une enquête sur les comptes de l'ARC..... 16

Paris-Dakar  
D'autres soucis que le sport... 16

Dissuasion nucléaire  
M. Mitterrand doit choisir entre un missile mobile et une arme adaptée au Rafale..... 16

## SCIENCES • MÉDECINE

« La genèse par les gènes » : La sidé en pédiatrie » La diplomatie des couples spatiaux » Point de vue : La recherche médicale en danger, par le professeur François Clague..... 17 et 18

Le monde  
de Jane Evelyn Atwood  
Le regard d'un photographe sur la prostitution, le sida, le racisme..... 19

M<sup>me</sup> Dominique Alduy  
maintenant à FR 3  
La directrice générale est confirmée par M. Bourges..... 20

Les conséquences  
de la crise du Golfe..... 24

Coopération  
franco-chinoise  
Négociation sur les transports urbains..... 25

## Services

Abonnements..... 18  
Carnet..... 23  
Marchés financiers..... 26-27  
Météorologie..... 22  
Mots croisés..... 22  
Radio-Télévision..... 22  
Spectacles..... 21

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Les annonces classées se trouvent dans le cahier Initiales folio 1 à XXVII.

Compte tenu de l'importance et de l'abondance de l'actualité, la publication de la page Technologie, qui paraît normalement dans le Monde daté du mercredi, a été reportée à la semaine prochaine.

Le numéro du « Monde » daté 15 janvier 1991 a été tiré à 640 219 exemplaires.

N I T

EMPLOI  
FONT D

**ARNYS**

**SOLDE de 20 à 50%**

COLLECTION AUTOMNE-HIVER

ARNYS 14, rue de Sévres-VII. Tél. : 45.48.76.99

OFFRE



Jeudi 15

Le Monde

# INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

## EMPLOI : LES ENTREPRISES FONT DE LA PROSPECTIVE



Pour la troisième année, les Journées Prospectives du Monde permettent aux entreprises d'exposer leurs projets en matière de gestion des ressources humaines. Et aux cadres et aux étudiants de rencontrer des spécialistes de l'emploi.

(Lire pages IV à VII)



(Publicité)

### 3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI DATE MARCHÉ	MARDI DATE MARCHÉ	MERCREDI DATE MARCHÉ
Section C Economie	Section D Economie	Section D Economie
Dirigeants	Fonction Commerciale	CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES
Juristes	Cadres	International
Gestion	Informatique	
	Secteurs Pointe	

19 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

Mercredi 16 janvier 1991. - Supplément au n° 14289. - Ne peut être vendu séparément.

SOLD  
de 203



**ECHOS**

**La fidélité à l'entreprise**

La revue Droit social, dirigée par le professeur Jean-Jacques Dupeyron, organise son vingtième colloque, le 23 janvier, sur un thème sensible. Celui de « la fidélité à l'entreprise », malmenée par les épreuves de restructuration et, depuis, chez les cadres surtout, par la fascination de la mobilité, censée permettre les plus belles carrières. Bien des effets pervers, que l'on constate aujourd'hui, sont nés de cette situation particulière, conjoncturelle, qui a rencontré une mode. De nombreux employeurs s'en inquiètent, qui voudraient maintenant corriger le tir.

Pour débattre de ce thème, en revenant à l'essentiel, *Droit social* a fait appel à de nombreux spécialistes du droit du travail, de la protection sociale et de la gestion prévisionnelle de l'emploi, notamment M. Pierre Cabanes, secrétaire général du groupe Thomson, ancien directeur des relations du travail au ministère du travail, tout comme M. Martine Aubry, directeur général adjoint du groupe Pechiney, et M. Etienne Marie, de la direction de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales et de la solidarité. Des professeurs d'université interviendront : MM. Jean-Emmanuel Ray, Jean-Claude Javillier et François Gaudy. Placées sous la présidence de M. Jean Laroque, procureur général honoraire près la Cour de cassation, les séances seront présidées par M. Jean-Jacques Delort, président du directeur du groupe Le Printemps, et par M. Tiennot Grumbech, avocat du barreau de Versailles.

► Lieu : Université de Paris II, 92, rue d'Assas, 75006 Paris. Inscriptions : *Droit social*, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.

**Chute des offres d'emploi pour les cadres en novembre**

Le nombre des postes de cadres offerts par voie d'annonce a baissé de 19 % en novembre, par rapport au même mois de 1989. Il s'agit du recul le plus important depuis que le marché du travail a fléchi, en début d'année. Pour la première fois, le volume des propositions est inférieur à celui du même mois de 1988. En cumul depuis janvier, la diminution est de 5 % par rapport à la même période de 1989.

Ainsi se confirme le morosité de l'emploi qui n'affecte aucun secteur d'activité, ni aucune fonction. La baisse atteint les 30 % en production-fabrication, en études et recherches, en commercial et ventes.

**Un diplôme de sciences de la santé et de communication à l'université de Picardie**

Le conseil d'administration de l'université de Picardie (Amiens) a décidé la création d'un diplôme d'université, premier du genre en France, de « sciences de la santé et de communication ». Dirigé par les professeurs Petit et Risbourg, de la faculté de médecine, ce diplôme, ouvert aux personnes justifiant d'un niveau bac + 4, comprendra un cycle d'enseignement de cent vingt heures sur deux années auxquelles s'ajoutent des stages.

Son objectif est de favoriser et de développer la communication, sous toutes ses formes actuelles, entre les acteurs du système de santé et les professionnels de la communication : formation théorique et pratique des professionnels du système de santé et formation des professionnels de la communication. Ce nouveau diplôme s'inscrit dans la volonté de la faculté de médecine et de l'équipe de l'Inserm (biennelle du film médical), autour du doyen Laude, de faire d'Amiens « un pôle d'excellence et de référence en matière de communication médicale ». Il s'ajoute à la Biennale internationale du film médical d'Amiens (237 films en compétition et 4 000 participants en 1988, 331 films et 6 000 participants en 1990) et à la vidéothèque (près de 600 films disponibles) avec son service d'écarts télématique. (Corresp.)

**Tribune**

**Le labyrinthe des gestionnaires**

par Marie-Odile Paulet

Il existe actuellement de nombreuses formations supérieures aux métiers du commerce, du management et de la gestion : trente mille diplômés par an, si l'on inclut tout ce qui gravite autour de ce secteur.

On les trouve tant dans les grandes écoles de gestion, les écoles de commerce, les universités, les nombreuses écoles privées – sans oublier les organismes de formation continue, – ainsi que dans quantité d'établissements de toutes tailles.

Plusieurs niveaux, multiples intitulés de diplômes, homologués ou non, très professionnalisés ou très généraux, de qualité fort diverse ; il est bien difficile de s'y retrouver, avant de s'y lancer, ou ensuite dans la recherche d'un emploi correspondant à la formation suivie. Le rapport qualité/coût de ces formations est éminemment variable. Pourtant un potentiel est là, qui gagnerait à être mieux organisé, et revu dans le souci de développer une plus grande homogénéité qualitative.

Le potentiel humain est tout aussi important : des jeunes étudiants qui cherchent des filières de formation permettant une bonne insertion professionnelle de nombreux techniciens supérieurs qui désirent développer leur qualification et devenir cadres.

**Promouvoir qualité et diversité**

Mais il serait tout d'abord nécessaire de mieux identifier les différentes fonctions que l'on place sous le vocable commode de « gestion » : commerce et gestion commerciale, gestion financière, gestion administrative, gestion des stocks, gestion des ressources humaines... : les domaines et les tâches sont multiples. La qualité des réponses qu'apportera la formation dépendra déjà de la capacité des entreprises et administrations à définir plus précisément ce que contient le terme de gestion, et à préciser le niveau quantitatif des besoins de qualifications à tous les niveaux, pour aujourd'hui, comme pour dans cinq ou dix ans.

Ces gestionnaires ainsi répertoriés, faut-il les former uniquement par l'enseignement supérieur initial ? Quelle place réserver aux salariés en formation continue ? La question est essentielle en raison du nombre de techniciens de la gestion qui actuellement piétinent dans leur déroulement de carrière et commencent à trouver cette situation insupportable. La formation continue est aussi l'assurance de futurs cadres connaissant déjà les mécanismes des entreprises et le concret du travail. Diversité et qualité s'y retrouvent côte à côte.

Meis c'est aussi en formation initiale qu'il faut se pencher. Si le réseau des écoles de commerce est bien identifié, il n'en est pas de même des multiples organismes privés de formation à la gestion. Quant aux formations universitaires elles paraissent très éclatées.

Organiser la diversité, c'est donc regrouper et développer ces formations universitaires en une filière à part entière, menant à des diplômes au bout de chaque cycle de l'enseignement supérieur et comportant des spécialités professionnelles pour les différentes branches de la gestion.

Développer la qualité, c'est combiner une connaissance d'ensemble de la gestion des entreprises et administrations avec une spécialisation dans une des branches : une spécialisation étroite ne donnerait pas aux futurs gestionnaires des capacités d'adaptation et d'évolution quand cela leur sera nécessaire et quand ils le souhaiteront.

Les individus comme les entreprises et les administrations ont besoin de savoirs clairs, permettant à la fois une compréhension d'ensemble et la maîtrise pratique de la gestion d'un projet. Or, trop souvent, les formations s'arrêtent aux seuls savoirs abstraits. L'alternance pour les étudiants, comme la validation de l'expérience professionnelle en formation continue, améliorerait sensiblement cette situation.

Certaines formations assurent à leurs étudiants le bénéfice de leur renommée, mais l'on voit à côté se multiplier des formations dont il est de plus en plus difficile

de percevoir et le niveau de qualification auquel elles préparent et la qualité qu'elles apportent.

D'ailleurs, le renommée n'est pas une assurance éternelle de contenu. L'éclatement des grandes écoles à la plupart des protagonistes des métiers de la gestion (partenaires sociaux, administrations...) rend plus obscur le lien entre les formations dispensées et les besoins de ces principaux intéressés. Il serait donc temps que les structures (et notamment les conseils d'administration) des écoles de commerce s'ouvrent à ces partenaires. La transparence est aussi facteur de qualité.

**Sérieux pédagogique**

En outre, pour bien s'y reconnaître parmi la diversité des formations et diplômes proposés, pour avoir l'assurance de la pertinence et de la qualité de leur programme pédagogique, il est indispensable que soit créée une commission spécifique. Une telle commission, comme cela existe pour les formations d'ingénieurs, aura pour fonction d'étudier tous les projets de formation, avec tous les partenaires impliqués, de s'assurer de leur qualité, et de labelliser le diplôme auquel elles amènent.

C'est seulement ainsi que les jeunes et les salariés pourront choisir la formation qu'ils souhaitent et que les entreprises et administrations pourront savoir qu'elles recrutent.

Ne pensons pas seulement aux entreprises et administrations françaises, 1993 vient à grands pas ; il est donc nécessaire que l'architecture de nos formations supérieures à la gestion soit compréhensible dans les onze autres pays de la Communauté européenne, que nos formations y soient reconnues comme de qualité ; et que leur contenu permette à ceux qui en sortent de trouver un emploi à l'étranger, s'ils le souhaitent. Les cadres français des métiers de la gestion ont besoin que leurs qualifications soient reconnues à l'étranger.

► Marie-Odile Paulet est secrétaire nationale de l'UCC-CFDT (Union confédérale des ingénieurs et cadres).

**LA LIBRAIRIE DES ETUDIANTS**

**Les Formes de l'action, sémantique et sociologie**

Sous la direction de Patrick Pharo et Louis Quéiré

Ce recueil d'études, consacré au langage de l'action, inaugure une nouvelle collection – « Raisons pratiques » – qui « interviendra sur les questions vives de la théorie sociale et politique ». Ces douze textes, dus à des spécialistes français et anglo-saxons, traitent de la rationalité pratique et du statut du langage ordinaire de l'action, présentent des recherches sur la représentation des actions et sur leur statut cognitif, réalité observable (menées auprès de jeunes adultes, ou à partir d'interrogatoires de personnes soupçonnées d'homéopathie) et témoignent de la réflexion philosophique anglo-saxonne sur l'intention.

► Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, collection « Raisons pratiques », n° 1, 343 p., 140 F.

**La Politique à l'égard de la petite enfance sous la III<sup>e</sup> République**

Catherine Rollet-Echalier

Une contribution importante à l'histoire de la démocratie française et à celle de la petite enfance. Cherchant les causes du net recul de la mortalité infantile sous la III<sup>e</sup> République, l'auteur a reconstitué tout le système de protection – le premier en France – mis en œuvre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : grande loi permettant notamment la surveillance des enfants placés en nourrice ; application des progrès médicaux de l'ère pasteurienne ; mesures de protection sociale ; multiplication des organismes de contrôle et des actions sur le terrain (inspection médicale, consultation de nourrices...). Une première partie, qui relate la « mise à nu » de la question infantile par les médecins à

partir de 1887, est l'occasion de découvrir ces méthodes d'« élevage » et d'alimentation des tout-petits qui étaient à l'origine d'une « mortalité monstrueuse ».

► Institut national d'études démographiques (INED) (Presses universitaires de France, collection « Travaux et documents », cahier n° 127, 693 p., 200 F.

**Le Statut économique de l'or**

Philippe Ilhurbide

L'objet de ce manuel n'est pas de présenter le fonctionnement du marché de l'or, mais de préciser le statut économique actuel du métal jaune et les enjeux qu'il est susceptible de cristalliser. La première partie est consacrée à la détermination du niveau du cours de l'or, la seconde à la composante spéculative de l'or, et la dernière aux enjeux qu'il représente sur le plan monétaire. Dans la même collection – Eyrolles « Finance » – paraît un ouvrage de Michel Alboury sur le financement et le coût du capital des entreprises. Souhaitant rapprocher la théorie de la pratique financière, l'auteur illustre son propos d'exemples tirés de la vie des affaires, et propose des exercices à la fin de chaque chapitre.

► Eyrolles, collection « Finance », 155 p., 210 F.

**L'Exil et la puissance d'Israël et du monde**

Essai sur la crise des limites de la représentation et du pouvoir

Bernard Dov Hecenberg

« La réflexion sur la relation entre l'histoire de la puissance, l'expérience limitée et l'exil (...) touche l'un des fondements de l'existence. Or il y a un peuple qui a vécu cette problématique avec une violence particulière : Israël. » C'est donc à travers la tradition d'Israël, pour qui l'exil est « un moment d'apprentissage du royaume », que l'auteur, philosophe

et historien de l'art, vivant à Jérusalem, approfondit les notions d'« exil », d'« expérience limitée », d'« exil comme préalable à l'édification » ; autant de notions fondamentales à l'heure où la puissance scientifique, par exemple, semble ne pas trouver de limite ( bombe atomique, génie biologique... ).

► Actes Sud, collection « Le grand philosophe », 211 p., 148 F.

**Euclide, les éléments, volume 1 : introductions générales, livres 1 à 4**

Le Savoir de la maladie, essai sur le cholestérol de 1832 à Paris

François Delaportie

Première tirée d'une nouvelle collection, intitulée « Bibliothèque d'histoire des sciences », qui s'intéresse à tous les domaines scientifiques, à toutes périodes et dans toutes les langues culturelles, et qui vise à constituer un fonds de livres traitant d'un moment-clé dans le développement d'une discipline, d'une méthode ou d'une institution scientifique. Elle accueillera aussi bien de grands textes anciens que des travaux inédits en langue française ou des traductions d'ouvrages récents de notoriété internationale.

► Presses universitaires de France, collection « Bibliothèque d'histoire des sciences », 530 p., 480 F. (Euclide) et 200 p., 135 F. (Essai sur le cholestérol).

**Clément Marot, Œuvres poétiques complètes, Tome 1**

Édition critique établie et annotée par Gérard Defaux, professeur à John Hopkins University à Baltimore. Le premier volume, déjà fort épais, recense les poèmes, romances, ballades ou chansons qui composent l'Adolescence clémentine et La Suite de l'Adolescence clémentine, ainsi que les variantes. L'ouvrage est complété par une longue introduction sur la vie et l'œuvre du poète français, « Valet de chambre » de François I<sup>er</sup>, et par une biographie détaillée.

► Bordas, collection « classiques Garnier », 1056 p., 180 F.

**Les grandes idées du management des classiques aux modernes**

Jacques Duncan

Une histoire des idées du management, traduite de l'américain, présentant les concepts fondamentaux classiques et modernes, avec pour dessein de montrer l'importance des leçons du passé pour la gestion contemporaine. Chaque chapitre analyse une question précise : spécialisation, prise de décision, nature du travail de gestion, leadership, autorité et influence. Avec en toile de fond les grandes firmes américaines, de Ford à IBM, l'exposé développe les théories, les expériences et les recherches des principaux penseurs du management et consultants ou chefs d'entreprise comme Frederick Taylor, ingénieur et surtout universitaire dans les dernières décennies.

► AFNOR, collection « Gestion », 242 p., 180 F.

Marianne Rougé

**ECHOS**

**Un concours de réalisation audiovisuelle ouvert à tous les étudiants en communication d'Europe de l'Ouest et de l'Est**

est organisé par le département audiovisuel de l'université de Valenciennes et par le Festival international des jeunes créateurs.

Ce concours qui porte sur « l'écriture » vidéo d'un documentaire ou d'une fiction a pour thème l'est et la culture. Formats admis : U-Matic, Beta, VHS. Date limite d'envoi des dossiers : 31 janvier ; les œuvres devront parvenir avant le 15 mars. Les prix seront remis lors du Festival des jeunes créateurs, qui aura lieu du 18 au 20 avril, à Valenciennes.

► Contact : Sylvie Merviel, département audiovisuel de l'université de Valenciennes. Tél. : 27-14-12-34.

**Coopération pour la formation continue en Espagne**

L'Institut français de gestion (IFG) et l'Ecole libre de droit et d'économie, fondation culturelle espagnole privée, ont signé récemment à Madrid un protocole d'accord visant à développer les actions de formation continue en Espagne.

Selon l'IFG, « ce partenariat porte sur l'élaboration en commun de programmes de perfectionnement au management, en finance et en gestion pour les cadres et dirigeants d'entreprises espagnoles ».

Les premières sessions, « adaptées des programmes français de l'IFG », seront organisées dès le premier trimestre 1991. Les deux partenaires, affirme l'IFG, « veulent établir une coopération plus large et dans laquelle viendront s'inscrire différents programmes de formation, de niveaux et de thèmes divers ainsi que l'organisation de séminaires spécialisés ».

**Précision**

L'accord-cadre sur la formation

La section CFDT des services du premier ministre nous a adressé la précision suivante à la suite de la publication, dans le Monde, l'initiative du 17 octobre dernier, de l'article consacré au bilan de l'accord-cadre sur la formation continue dans la fonction publique. Nous indiquions, dans cet article, que les services du premier ministre « très en retard, sur la plan des crédits alloués à la formation continue, avaient fait un effort notable » à l'occasion de la signature de son accord.

Alors que l'Union des fédérations CFTD de fonctionnaires avait signé cet accord-cadre, la section CFDT des services du premier ministre, qui a rassemblé 36 % des suffrages aux dernières élections professionnelles, a refusé de ratifier le texte qui lui était proposé (1). « L'administration n'a voulu prendre dans cet accord, explique la section CFDT, un engagement concret quant à la réalisation d'objectifs essentiels figurant dans l'accord-cadre national : par exemple, le lien entre la politique de formation et une véritable gestion prévisionnelle des emplois et des qualifications, ou encore la prévision des moyens à mettre en œuvre pour faire face aux absences des agents en formations. (...) Il n'a pas été possible de surcroît d'obtenir de réponse satisfaisante de l'administration en ce qui concerne la définition de priorités claires, en termes de besoins des services dans la perspective de la modernisation de leur fonctionnement, ainsi que les critères d'attribution des crédits entre services. »

(1) L'accord dans les services du premier ministre a été ratifié par l'Association des services administratifs, la CFTC et le syndicat autonome.

Combien d'an...

... d'an...



INITIATIVES  
CAMPUS

# Combien d'années jusqu'au bac allemand ?

L'union des deux Allemagnes donne lieu à une discussion sur la durée de la scolarité jusqu'au baccalauréat ; elle est de douze ans à l'Est et de treize ans à l'Ouest

L'UNIFICATION allemande a conduit, en matière d'éducation nationale, à faire cohabiter deux systèmes éducatifs différents. « On aura besoin d'environ trois ans pour adapter notre système scolaire aux standards de la République fédérale », estimait le gouvernement de la RDA en septembre dernier. En sens inverse, l'éventualité d'une adaptation de l'éducation fédérale à celle de l'Est n'est pas envisagée. Sauf sur un point, qui prend de plus en plus d'importance : la durée de la formation scolaire et universitaire.

Les bacheliers de l'ancienne RDA passent le baccalauréat au bout de douze ans d'études, alors que les Lander de l'Ouest en exigent treize au minimum. Dans sa dernière réunion au début de décembre, la Conférence permanente des ministres de l'éducation et des affaires culturelles des Lander n'a pas réussi à trouver un accord sur la question de la scolarité nécessaire pour parvenir au baccalauréat. Les cinq nouveaux ministres régionaux de l'éducation de l'ancienne RDA demandent un temps de réflexion pour examiner le problème entre eux préalablement.

Le système fédéral de la RFA, qui a mis l'éducation scolaire sous la compétence des Lander, permet en principe la coexistence de modèles différents, à condition qu'ils soient mutuellement reconnus par l'ensemble des Lander. Quant au droit d'admission à une université, l'équivalence du bac « type RDA » a été reconnue en mai pour une période de transition. Sauf dans les matières où les capacités d'accueil sont limitées (numerus clausus), les places d'études sont distribuées en fonction d'un certain contingent réservé aux bacheliers de l'Est et ceux de l'Ouest. Néanmoins, le ministre fédéral de l'éducation, M. Jürgen W. Möllemann, se montre préoccupé : « La mobilité des citoyens et l'équivalence des conditions de vie ne peuvent se réaliser qu'à condition qu'il y ait une reconnaissance générale de tous les certificats d'études et une durée d'études égale dans les deux Lander », estime le ministre, qui, depuis longtemps, réclame l'augmentation des compétences de l'Etat fédéral en matière d'éducation nationale.

POUR UNE RÉDUCTION. Quel faire alors ? Le ministre et son parti, le FDP (Parti libéral-démocrate), qui depuis 1987 - l'année de sa désignation au poste de ministre de l'éducation - militent pour une réduction de la durée des études, se sont prononcés en faveur d'une réduction de la scolarité à douze ans pour parvenir au bac. Les libéraux-démocrates avaient même adapté cette mesure dans leur programme pour les élections. Pour la CDU (parti chrétien-démocrate), ce n'est pas nouveau non plus : elle avait déjà opté pour une réduction de la scolarité lors d'un congrès du parti en 1981. « Aucun Land ne les a suivis à l'époque », commente un collaborateur du sénateur des questions scolaires à Berlin, mais quelques-uns allaient bientôt ouvrir la voie. La Rhénanie-Palatinat, un Land à majorité chrétienne-démocrate, avait commencé il y a plusieurs années à

réduire la durée des études au lycée dans quelques classes expérimentales. D'autres Lander gouvernés par une coalition CDU-FDP, tels que la Hesse et le Bade-Wurtemberg, avaient présenté des projets similaires. Récemment, les associations patronales se joignent à cette campagne. Leurs arguments :

1) La durée de la formation est trop longue. En moyenne l'étudiant ne quitte l'université qu'à vingt-huit ans et on estime nécessaire de réduire la durée des études universitaires et de l'école.

2) La concurrence au sein de la CEE, à partir de 1992. La plupart des pays membres de la Communauté prévoient une scolarité de douze ans jusqu'au baccalauréat (à l'exception de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Luxembourg) et les études supérieures, y sont généralement plus courtes.

3) Les finances. Les nouveaux Lander de l'Est qui viennent de se déclarer en faillite, ont du mal à financer une treizième année scolaire au lycée. Quelques Lander (la Rhénanie-Palatinat et la Hesse) réclament une scolarité de douze ans ; d'autres (la Basse-Saxe, la Bavière et le Bade-Wurtemberg) préfèrent douze ans et demi, afin de permettre aux jeunes femmes, qui n'ont pas à faire le service militaire, de s'inscrire déjà pour le semestre universitaire d'été. Par une réduction des études à douze ans, on supprimerait aussi la distinction entre le baccalauréat polyvalent (qui donne l'accès à toutes les universités et toutes les filières) et la « Fachhochschulreife », un baccalauréat « inférieur » délivré au bout de la 12<sup>e</sup> classe du lycée, qui confère le

droit aux études supérieures d'une « Fachhochschule », un type d'école supérieure comparable aux IUT.

Alors qu'il y a encore des disputes sur la durée définitive, les partisans d'une scolarité plus courte sont unanimes à constater que celle-ci ne doit pas affecter la qualité des études : « Une éventuelle perte de qualité peut être compensée par un enseignement plus intensif dans des classes plus petites, en partie aussi par un enseignement à temps complet », recommande le ministre fédéral de l'éducation. D'autres hommes politiques, tel le ministre de l'éducation de la Hesse, M. Christean Wagner, ne des défenseurs les plus ardents d'un lycée à douze ans, opte pour une réorganisation et un « déboulage » de la matière d'enseignement entre la 7<sup>e</sup> et la 10<sup>e</sup> classe.

Ainsi, avait calculé le ministre, il ne faudrait ajouter à l'horaire qu'une seule heure supplémentaire par semaine pendant une durée de trois ans. Selon lui, ce miracle peut être réalisé en renonçant à l'enseignement de matières comme la pédagogie, l'écologie, les sciences juridiques, économiques et sociales, offertes par quelques lycées. « De telles matières, constate M. Wagner, ne devraient pas être enseignées comme matières propres, mais elles devraient être intégrées dans d'autres enseignements. » Il réclame que les douze ans soient autorisés dans tous les Lander de la République fédérale.

Cependant, la question de savoir si une telle concentration de l'enseignement serait supportée par l'ensemble des lycéens reste ouverte. Toutes les expé-

riences de réduction menées jusqu'ici avaient été effectuées dans des classes d'« Elite », composées des meilleurs élèves d'un lycée. Les avocats du changement rappellent, eux, l'année scolaire 1966-1967, qui n'avait duré que six mois, pour transférer la date de la scolarisation du printemps à l'automne à l'échelon national.

ÉGALITÉ DES CHANCES. Le SPD (Parti social-démocrate) craint pour sa part qu'une réduction de la durée des études ne menace le principe de l'égalité des chances dans l'enseignement. « Il conviendrait plutôt d'introduire une 10<sup>e</sup> comme classe obligatoire dans tous les Lander avant de supprimer la 13<sup>e</sup> pour améliorer la culture générale de tous les élèves », estime-t-on au groupe parlementaire du parti. Surtout une concentration des classes 7 à 10 conduirait à un « découplage » du lycée des autres types d'école, telle que la Realschule (école secondaire du 1<sup>er</sup> cycle conduisant au 2<sup>e</sup> cycle, qui termine au bout de dix ans) et la Gesamtschule (école intégrant les trois types d'école existants, qui conduit aussi jusqu'au baccalauréat). Passer de la Realschule au lycée après la 10<sup>e</sup> risquerait de devenir impossible, les élèves du lycée ayant déjà dépassé leurs camarades de la Realschule.

La contrainte exercée par l'Europe de 1992 n'est pas considérée comme un argument convaincant. On souligne le fait que, contrairement à de nombreux pays européens, le baccalauréat allemand est polyvalent et qu'aucune classe préparatoire et aucun test d'admission ne sont exigés pour entrer à l'Université. D'autres

pays, où les élèves passent le bac après douze ans d'études, comme la France, ont des bacs techniques où le taux d'échec est beaucoup plus élevé, disent les critiques.

Les sociaux-démocrates reçoivent le soutien de l'Association allemande des philologues, qui lutte pour maintenir le lycée dans sa forme actuelle. Elle attire notamment l'attention sur le fait que « depuis cent ans, la durée du lycée allemand n'avait été réduite qu'une seule fois de neuf à huit ans. C'était en 1937 sous Hitler, afin de disposer tout d'un coup de deux classes d'âge comme aspirants pour la guerre qu'on était en train de préparer. »

Alors que les ministres de l'éducation à l'Ouest continuent à débattre, l'attitude de leurs homologues à l'Est est encore plus claire. A l'Ouest, on s'attend que les Lander de l'ancienne RDA choisissent de maintenir leur lycée à douze ans, en particulier pour des raisons financières. Cependant, le séot des affaires scolaires de Berlin n'a pas encore tranché. Berlin-Est veut introduire la 13<sup>e</sup> classe à partir de 1992, et « le ministre du Brandebourg, M. Birler, s'est déjà prononcé en faveur d'une 13<sup>e</sup> classe. Il paraît que M. Meyer, ex-ministre de l'éducation de la RDA et maintenant ministre de l'éducation en Saxe, est le seul ministre à l'Est qui préconise le maintien du système actuel », déclare-t-on au séot de Berlin. En attendant, la décision définitive de la Conférence permanente des ministres de l'éducation des Lander a été ajournée pour un temps indéterminé.

Silke Graefinghoff

## STAGES

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTI, association responsable de ce service, et en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43, ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 JOB-STAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 47-35-43-43.

### Gestion

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 7 mois, temps partiel. Ind. : 4000 F. Profil : bac + 3. Mission : analyse financière de petites entreprises et particulièrement rédaction de commentaires personnalisés de dossiers de gestion. 11682.

Lieu : Viroflay. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : participer à la réalisation d'études de potentiel. 11681.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 12 mois avec embauche possible. Ind. : 9000 F. Profil : bac + 2. Mission : gestion au sein du service de contrôle. 11680.

Lieu : Asnières. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3000 F. Profil : bac + 4. Mission : assurer les tâches de gestion et donner cours de bureautique. 11679.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4500 F net. Profil : bac + 2. Mission : aider à la réalisation des études et des statistiques sur la recherche. 11678.

### Comptabilité

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 12 mois, embauche possible. Ind. : 6500 F net. Profil : bac G2 nu + excel. Mission : tableau de bord, facturation, contrôle de budget, gestion informatique, fichiers, personnel, charges sociales, secrétariat. 12626.

Lieu : Aix-en-Provence. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : participation à la comptabilité. 12625.

Lieu : Marseille. Date : usurs 91. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 BTS comptabilité. Mission : saisie sur micro, pointage fournisseurs et ses sous-traitants. 12624.

Lieu : Les Angles. Date : avril 91. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : aider à la préparation du bilan ou des situations. 12623.

### Personnel

Lieu : Suresnes. Date : immédiat. Durée : 3 à 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 ou 5. Mission : participation à la mise en place et au développement d'une méthode de

description et d'évaluation de poste (méthode Hay). 13601.

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 secrétariat. Mission : assistant responsable du personnel. 13600.

Lieu : Paris. Date : mars 91. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 DUT GEA, optino personnel. Mission : recherche de candidats, suivi de dossiers des sociétés et des entreprises. 13602.

### Marketing

Lieu : Villenave-Bor-Orge. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche possible. Ind. : 2000 F + % sur résultats + frais. Profil : bac. Mission : gestion de fichiers du parti en 1981. « Aucun Land ne les a suivis à l'époque », commente un collaborateur du sénateur des questions scolaires à Berlin, mais quelques-uns allaient bientôt ouvrir la voie. La Rhénanie-Palatinat, un Land à majorité chrétienne-démocrate, avait commencé il y a plusieurs années à

Lieu : Clichy. Date : février 91. Durée : 6 mois. Ind. : 6000 F. Profil : bac + 4 marketing, vente, info. Mission : Maitrise d'œuvre complète opération de promotion vente de logiciels SGBDR, AG, tableurs. 14928.

Lieu : Saint-Denis. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F. Profil : bac + 2. Mission : cartographie. 17870.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 5 DEA, ingénieur, maîtrise. Mission : participer à l'élaboration de projets techniques. 17868.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 MIAGE, gestion + informatique, connaissances du DOS, tableur, word, réseau local. Mission : mise en place du programme de gestion commerciale. 17859.

Lieu : Vélizy. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3750 F brut. Profil : bac, options de comptabilité et de secrétariat. Mission : saisie informatique, diffusion, photocopies, suivi de règlements, mise de chèques, relations contacts avec organismes extérieurs et personnels de la société. 17872.

### Secrétariat

Lieu : Paris La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois, avec embauche possible. Ind. : 6000 F. Profil : bac + 2. Mission : 30 % assistant de direction du département, 70 % des responsabilités basées à Paris. 24769.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée, avec embauche possible. Ind. : 6500 F brut/13 mois. Profil : bac Macintosh SE1/40, bilingue anglais. Mission : standard, petit secrétariat, accueil, organisation. 24771.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 12 mois, avec embauche possible. Ind. : 9750 F brut. Profil : bac + 2 à 4, comptabilité, anglais, expérience de l'entreprise. Mission : encadrement secrétariat en comptabilité, traitement administratif de stages, marketing, assistant(e) de direction. 24767.

Lieu : Clichy. Date : février 91. Durée : 6 mois. Ind. : 4500 F. Profil : bac + 2 BTS nu école de secrétariat, anglais, dactylo et TTX. Mission : assister le secrétariat d'un service marketing et la mise à jour d'une base de données prospects. 24763.

### Autres

Lieu : Villiers-St-Frédéric. Date : immédiat. Durée : 12 mois, avec embauche possible. Ind. : 31 94 F/h. 30 heures par semaine, mi-temps SMIC/13 mois. Profil : bac avec véhicule. Mission : chef de rayon bazar textile, crèmerie, poste évolutif. 17881.

Et de nombreux autres stages sur le 36 15 JOB-STAGE. Pour tous renseignements, contactez le CDTI au 47-35-43-43.

## Les universités de Rhône-Alpes s'unissent

Douze établissements d'enseignement supérieur de la région ont créé une association pour renforcer leur coopération

### GRENOBLE

de notre bureau régional

Les présidents des douze établissements d'enseignement supérieur public de la région Rhône-Alpes viennent de créer l'Association de la conférence universitaire Rhône-Alpes (ACURA), présidée par Bernard Pouyet, déjà président de l'université des sciences sociales Grenoble-II (1). Les fondateurs de cet organisme veulent ainsi renforcer leur collaboration, amorcée depuis quelques années dans le cadre informel d'une conférence des présidents, et souhaitent à l'avenir ouvrir leur cercle à d'autres établissements, tels que la faculté catholique de Lyon ou l'Ecole nationale supérieure des bibliothèques de Villeurbanne. « L'ACURA nous permet de mieux organiser nos relations avec l'Etat et la région. Nous apporterons une réponse plus structurée aux nombreuses initiatives - contrats d'objectifs, aides à la recherche, bourses pour l'étranger - prises par le conseil régional en matière d'enseignement supérieur. Cette concertation approfondie entre nos établissements est d'autant plus nécessaire que ceux-ci sont répartis entre les deux académies de Lyon et Grenoble », explique M. Pouyet.

UN RÔLE STRATÉGIQUE. L'ACURA travaille, par exemple, sur un dispositif d'harmonisation des inscriptions dans les différentes universités, prévoyant de proclamer le même jour les résultats des baccalauréats, ainsi que de définir des lieux d'inscriptions pour les étudiants résidant à la frontière des deux académies.

Au-delà de cet effort de gestion coordonnée, l'ACURA, forte de onze commissions de travail dont chacune est prise en charge par une université, se veut le centre de la réflexion sur l'avenir universitaire de la région.

Elle instruit notamment les dossiers abordés dans le schéma régional de développement des enseignements supérieurs, établi

pour le compte du conseil régional par Michel Gentot, président de la cour administrative d'appel de Lyon : création d'une quatrième université à Lyon et d'une université technologique à Saint-Etienne, projets d'implantations universitaires sur la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau ou sur le parc technologique d'Archamps (Haute-Savoie), à la frontière franco-suisse.

La coopération transfrontalière figure, en effet, dans les objectifs de l'ACURA, qui a signé, avec la Conférence universitaire romande (CUR), une convention dans laquelle M. Pouyet voit « la possibilité de constituer une base solide pour des implantations de troisième cycle des universités rhône-alpines à Archamps » (2). Cette perspective prend un caractère stratégique, si

l'on considère que la société d'économie mixte d'aménagement de la technopole d'Archamps a construit des bâtiments destinés à accueillir des formations supérieures françaises et étrangères, et que différentes universités privées, notamment japonaises et nord-américaines, envisagent d'y ouvrir des antennes dès la rentrée 1991.

Élisabeth Duvail

(1) ACURA : universités de Saint-Etienne, Lyon-I, Lyon-II, Lyon-III, Ecole centrale de Lyon, Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon, Ecole nationale supérieure de Lyon, universités de Grenoble-I, Grenoble-II, Grenoble-III, Université de Savoie, Institut national polytechnique de Grenoble (INPG). Le tout regroupent environ 125 000 étudiants.

(2) CUR : universités de Genève, Lausanne, Neuchâtel, Fribourg, Ecole polytechnique de Lausanne. Soit 29 600 étudiants.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS  
E S C P

MASTERE SPECIALISE  
COMMUNICATION ET PUBLICITE

Spécialisation de haut niveau pour former, en un an, aux nouveaux besoins de l'entreprise intégrant tous les aspects de la communication (interne, externe, institutionnelle, produit). Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, DEA, DESS, grandes écoles de gestion, d'art, d'architecture, de design...

Dossier de candidature et renseignements auprès de Brigitte GAUVAIN.



ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
GROUPE ESCP - PROGRAMMES MASTERS  
73, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11  
Tél. : 49.23.21.45







Journal

INITIATIVES  
CAMPUS • EMPLOI

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 V

DE LA PROSPECTIVE

## La bombe à retardement des jeunes diplômés

Les carrières des cadres ne seront pas forcément aussi brillantes que celles de leurs aînés. Pourtant, on leur promet monts et merveilles

**T**ÊTE entre les mains, un directeur des ressources humaines pense aux avenirs d'une voix lasse. Dans son propre groupe du secteur tertiaire, mais également dans d'autres, dit-il, on embauche actuellement des jeunes diplômés à 170 000 francs par an. Non seulement on tolère ce qui ressemble à une surcharge sur les salaires, mais on leur promet une augmentation annuelle de 10 %, commencent-ils par déclarer. « Un peu moins », nuancera-t-il ensuite, sans renoncer à son raisonnement : « A ce rythme, ils seront rendus à 800 000 francs l'an aux environs de la quarantaine, à 3,2 millions quand ils prendront leur retraite à 65 ans, si l'on poursuit mécaniquement la courbe. » « Impossible », tranche-t-il, effaré.

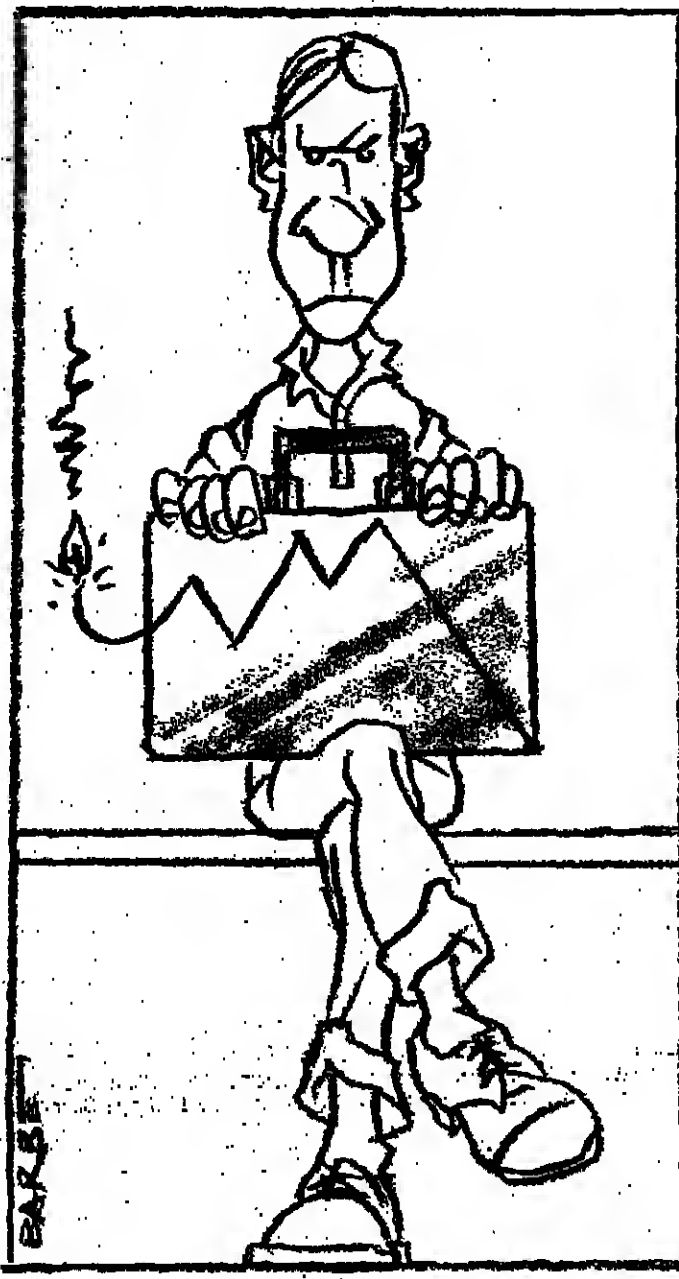
Sous l'anecdote se cache un mécanisme redoutable, qui explique le désarroi des responsables de recrutement quand ils l'évoquent. Une telle frénésie, c'est sûr, conduit tout droit à la catastrophe. Au mieux, elle provoque des démissions parmi les jeunes actuellement si choqués. Au pis, elle décrète la destruction à terme d'un système de recrutement devenu aberrant. Dans tous les cas de figure, elle contient des risques réels d'explosion.

A mi-carrière, les jeunes diplômés d'aujourd'hui seront jugés trop coûteux. « A un tel niveau, prévient un recruteur, nous serons naturellement amenés à nous interroger sur le rapport qualité-prix. » Et, bien entendu, bien peu résisteront à cet examen. Quant au revenu de bout de course, il supposerait que tous, sans exception, puissent devenir PDG. « Et encore, dans une très grosse société », ajoutent perfidement les spécialistes de l'emploi des cadres.

« De toute manière, reprend notre directeur des ressources humaines, la projection à quinze ans nous montre qu'il y aura déflation dans les fonctions occupées. » On embauche aujourd'hui davantage de diplômés qui, malgré l'élévation de leurs capacités, ne pourront prétendre occuper les postes de leurs aînés, actuellement à mi-parcours. « Nous pouvons encore moins leur assurer que, au même âge, ils auront les mêmes perspectives d'évolution », conclut-il, en guise d'oraison funèbre. Problème démographique.

**BAISSER LES SALAIRES.** Comment faire ? A l'évidence, il faudra accepter que la carrière ne soit plus linéaire, mais passe par une asymptote. Pour nombre de jeunes cadres actuels, cela signifiera la fin des ambitions ou le changement d'orientation. La logique voudrait que le salaire puisse plafonner ou décroître, dès lors que l'on ne fait pas partie des cadres à haut potentiel amoviblement sélectionnés, mais le retour à la réalité risque d'être traumatisant.

Les directeurs de gestion sociale s'en inquiètent. « On peut aussi estimer que, le tri des meilleurs effectué, le second choix s'en aille alors vers des PME, explique uniquement le directeur des affaires sociales d'un grand groupe français. Nous sommes en guerre économique et nous avons



toujours besoin de troupes fraîches. Passé un certain âge, une majorité peut aller se battre sur des fronts moins exposés. »

Après tout, les ex-jeunes témoins peuvent retourner sur le marché du travail et, par la négociation, éprouver leur vraie valeur. On peut toutefois s'interroger sur l'immense gâchis que cela ne manquera pas de produire. Que vaut la « durée utile » d'une vie professionnelle à ce point raccourci en regard de l'investissement consenti par la collectivité dans un enseignement chargé de sélectionner les élites ?

Selon le type d'entreprise, on leur taille, ces sombres perspectives sont vécues différemment. Dans les banques ou les assurances, où l'on aime par tradition fidéliser les cadres, un tel fonctionnement est contraire à la culture, étranger même à l'idée que l'on se fait de son métier. « Nous essayons d'inventer des dispositifs », affirme tel dirigeant, qui essaie de se rassurer : « Tous les jeunes n'ont pas, fort heureusement, des objectifs aussi conquis. »

Bien qu'elles aient pris l'habitude de se plaindre du turnover,

les sociétés de service informatique ou les cabinets de consultants disposent d'une parade. Certaines le disent clairement qui, avec 17 % de rotation des effectifs par an, se servent de ce mouvement de fuite pour se renouveler, et maintenir les salaires - pourtant fort élevés dans leur cas, et accusés de déstabiliser l'ensemble du marché - « à un niveau qui reste satisfaisant ». « Au bout de cinq ans, soit nous faisons tout pour conserver le brillant élément, y compris en l'associant financièrement à notre société, soit nous acceptons comme une donnée de base que le jeune consultant fasse fructifier son acquis dans une autre entreprise, y compris cliente », reconnaît sans aucune gêne le directeur des ressources humaines d'un important cabinet. Ainsi, la régénération du stock est assurée, l'efficacité des équipes entretenue, « et ce sont les jeunes eux-mêmes qui se chargent de leur reclassement ». « Au prix fort, qui ajoute à notre réputation », précise-t-il avec un grand sourire.

**EMBALEMENT.** Pour quantité d'autres sociétés, en particulier industrielles, qui ont connu récemment des restructurations et semblent moins prometteuses d'avenir, il ne reste bien souvent plus qu'à subir ce fol emballement, sans pouvoir espérer le maîtriser. « Nous avons été les initiateurs d'un mouvement diabolique, et celui-ci se retourne maintenant contre nous », se lamentait un dirigeant social d'une grande compagnie de technologies de pointe.

Quand, de plus, la société en question se met à réduire ses effectifs ou à revoir sa stratégie, les répercussions peuvent être déplorables. Car, pour une entreprise normale, la seule réponse possible à tous ces dilemmes tient dans la croissance, interne ou externe, censée pouvoir multiplier les postes. Et donc les chances de promotion.

A. Le.

## Goulet d'étranglement

En quelques années, les bac + 2, BTS et DUT ont fini leur carrière.

A moins de devenir cadres, ils seront amers

On pourrait multiplier les exemples. A la faveur des restructurations, et pour corriger les effets du vieillissement, nombre d'entreprises se sont tournées vers les titulaires d'un niveau bac + 2. Certaines en ont embauché des centaines, toutes jeunes, tous fringants.

En apparence, la solution ne présentait que des avantages. Ces recrutements massifs garantissaient un renouveau des effectifs, après des années d'ankylose. Les générations nouvelles étaient portées d'un dynamisme ravivé. Par l'apport de leurs qualifications, surtout, les bac + 2 autorisaient l'adaptation de l'entreprise aux nouvelles technologies. Leur arrivée signifiait enfin que l'avenir pourrait être maîtrisé.

Avec le recul, des inconvénients sont apparus, dans la réalité. Entre les anciens et les nouveaux, des tensions ont surgi. Les bac + 2, le courant ne passe pas toujours. Des frictions se produisent, même si les conflits ont été pour l'instant écartés. Les uns, détenteurs d'un savoir acquis par l'expérience et qui ont obtenu leur promotion à l'ancienneté, supportent mal la concurrence de « blancs-becs », aux connaissances plus théoriques. Lesquels, à leur tour, piaffent d'impatience.

C'est précisément là que le bât blesse. Dans certaines sociétés, les vannes ont tellement été ouvertes qu'elles se retrouvent en masse au même âge, exerçant les mêmes fonctions et manifestant les mêmes aspirations. Non seulement ils sont parfois utilisés pour des emplois déqualifiés, mais ils découvrent vite qu'ils ne pourront tous réaliser leurs espérances, pour de simples raisons de démographie et de changement plus lent que prévu de l'organisation dans les entreprises. Ils risquent de se décourager, quand ce n'est pas déjà fait, de quelques groupes qui n'ont pourtant pas subi des explosions sociales telles que celle de la SNECMA. Ils peuvent aussi décider de partir pour poursuivre ailleurs leurs rêves de promotion, puisqu'ils sont activement recherchés.

L'existence d'un tel goulet

d'étranglement pourrait envenimer des situations difficiles à gérer. Il constitue une menace pour l'avenir et peut se traduire par de lourds contentieux, dans cinq ou dix ans. Et ce d'autant plus que, proportionnellement à la formation, les bac + 2 sont particulièrement choqués en matière de salaire et de progression de carrière, au moins à leurs débuts.

Ces perspectives inquiétantes expliquent l'attitude de l'UIMM. La fédération patronale de la métallurgie a signé, en janvier 1990, un accord sur les classifications et qualifications permettant, justement, d'améliorer le parcours professionnel des techniciens et agents de maîtrise, et ouvrant une fenêtre vers la filière d'ingénieur dans la foulée du rapport Decroix. Mais cela sera-t-il suffisant ?

Actuellement, dans la sidérurgie comme dans les autres secteurs qui relèvent de la convention de la métallurgie, on constate que les jeunes bac + 2, embauchés pour des postes de technicien, parcourent en quelques années, quelquefois en deux ans, tous les échelons d'une grille qui avait été conçue pour couronner l'activité d'anciens ouvriers professionnels. C'est-à-dire que, à peine leur vie professionnelle commencée, ces titulaires d'un BTS ou d'un DUT sont déjà parvenus au sommet de leur carrière. A trente ans, ils n'ont plus d'autres perspectives que... la retraite.

Bien sûr, ils ne manquent pas de qualités pour ce faire, on pourrait imaginer qu'ils deviennent cadres. Mais, esprit de corps oblige, les réticences sont fortes au moment de les laisser franchir ce seuil hautement symbolique. Ils finissent donc par former une poche de prétendants qui ne pourra que grossir et devenir menaçante. C'est pourquoi des directeurs des ressources humaines, dont ceux du groupe Thomson, réfléchissent au moyen de rendre cette frontière moins étanche et cherchent une définition plus souple de la catégorie cadres. Pour desserrer l'étau.

A. Le.

## La face cachée de l'élite

En sortant des grandes écoles, on se conforme à ce que l'on attend de vous, mais on n'en pense pas moins. Parmi les regrets : que l'entreprise ne fasse pas assez appel à la créativité

**P**OUR connaître les réactions des diplômés des grandes écoles, le Monde et Média-PA avaient commandé une étude (le Monde Initiatives du 12 décembre). Il en ressortait que ces jeunes, qui constituent l'élite recherchée par les entreprises, étaient parfaitement conformes à ce qu'on attendait d'eux. Rodés aux procédures, efficaces, clairs sur leurs objectifs, ils réagissaient sans aucune hésitation, sûrs de leurs capacités et de leurs droits. Le traitement qui leur est réservé leur semblait être un dû.

Pour en savoir plus, nous avons souhaité en rencontrer quelques uns - une quinzaine, - en deux séries d'entretiens, avec l'espoir

de pouvoir aller derrière le miroir, au-delà de l'image conventionnelle qu'ils renvoient. Nous n'avons pas été déçus. Après deux heures de discussions, elles aussi sans surprises, tant le jeu conventionnel est intégré dans les comportements, ils se leochaient dans un autre discours, bien plus riche, beaucoup plus surprenant.

D'abord, ils ne sont pas dupes du système dans lequel ils évoluent et auquel ils ont été préparés. Au contraire, ils sont décidés à en profiter, puisqu'ils ont conscience de posséder les passeports nécessaires, et qu'il n'est pas question de se priver de ces chances qui leur sont offertes. Certains - certains, surtout - développent d'ailleurs une attitude très « instrumentale » avec une pointe de cynisme.

**SE FAIRE LES DENTS.** Les cabinets de recrutement, les chasseurs de têtes, les petites annonces ? Des moyens qu'ils exploitent sans vergogne. « Je m'en sers pour me faire les dents », dit l'une. « Cela me permet de me dire que, si un jour je veux partir, je le peux », poursuit l'autre. « Les coups de téléphone, les courriers qu'on reçoit, après tout, ce n'est que le juste retour des choses, continue un troisième. Nous sommes libres. Il y a des propositions, nous avons des diplômes. On se sent au-dessus de tout cela. »

Quelquefois s'y ajoute une

volonté de revanche, ou la ferme intention de ne pas se laisser piéger comme les parents, cadres supérieurs eux aussi. « Mon père et ma mère ont été mis en préretraite », explique une Supélec, furieuse de tant d'ingratitude.

« Les miens s'épuisent à sauver une boîte et perdent leur vie », raconte une HEC, qui s'en souviendra.

Au passage, ils égratignent les recruteurs, si peu « professionnels », les propositions mirobolantes du « leader sur son marché », qu'ils jugent insupportables. Même les associations d'anciens élèves les exaspèrent. Celles des commerciaux jouent le secret et abusent du superlatif vague pour « mieux vendre ». Celles des ingénieurs « ne connaissent rien aux nouveaux métiers et sont trop du type mains dans la poitrine ». Toutes ou presque, affirment-ils, « s'occupent mieux des vieux à recaser que des jeunes ».

Mais leurs critiques vont aussi bien au-delà quand ils commencent à s'interroger sur la valeur d'un système qui ne cesse de se reproduire en allant chercher les meilleurs, sans aucune innovation. « Par nos formations, nous sommes passés à la moulinette du bac C, de la prépa puis de la grande école, observe ce centralien. En face, les recruteurs achètent des produits normés, des clones parfaits qui ressemblent

exactement à ce qu'est l'entreprise. Les cabinets, pour ne pas prendre de risques, ajoutent encore au côté rationnel de cette sélection. Ils veulent faire rentrer dans le moule pour ne pas couvrir de risques. »

Et de poursuivre, approuvé par ses camarades qui révèlent ainsi leurs vraies aspirations : « Tout cela est dangereux. Les déviants sont rejetés. Le système s'atrophie. Il faudrait accepter de la créativité, s'ouvrir à l'imagination. » « Il faudrait une dynamique de l'invention, relancer une dynamique du projet », complète un compère, polytechnicien. « L'imagination devrait porter sur le poste alors que la créativité est seulement employée pour séduire la personne », nuance un autre.

Tous en reviennent à la question qu'ils considèrent comme fondamentale : l'appel aux talents nécessaires « pour que les entreprises changent, évoluent et gagnent ». Or, lâchent-ils du haut de leur faible expérience et de leurs diplômes, « on nous demande seulement d'assurer une continuité ». Rien n'est moins enthousiasmant, à leurs yeux. Nantis des plus beaux vaticans qui soient - une garantie d'authenticité, - ils voudraient tellement qu'on leur permette d'exprimer toute leur personnalité. Celle-là même qu'ils ont dû réfréner tout au long de leur si brillant cursus.

A. Le.

Les Journées de prospective sur France Culture

« LE TEMPS QUI CHANGE »

vendredi 18 janvier de 9 h 05 à 10 h 30.

Quelles réponses aux besoins de la formation continue ? Débat animé par Marie-Christine Navarro et Anita Castel, avec Catherine Bedaride.

« ESPACE EDUCATION »

du lundi 4 au jeudi 7 février, de 11 h à 11 h 20.

Les bacs + 2 Débat animé par Michèle Chouhan, avec Catherine Bedaride et Frédéric Gausson.

L'outil de référence indispensable des professionnels de la formation continue.



6000 organismes répertoriés sur toute la France, un index de 400 domaines de formation et le carnet d'adresses des intervenants.

Prix public 3400 F

Groupe l'Etudiant, 27, rue du Chemin-Vert, 75011 PARIS - (1) 48.07.42.32



# Les « universitaires » répondent présents

Une enquête du « Monde Campus » auprès des étudiants suivant les nouvelles filières de troisième cycle confirme la professionnalisation croissante des études universitaires

La multiplication récente de filières de troisième cycle à vocation professionnelle a profondément transformé l'université française. Pratiquant la sélection et l'ouverture sur le monde économique, elle a fait apparaître une nouvelle « race » d'étudiants universitaires, dont les comportements et les attentes se rapprochent de ceux des diplômés de grandes écoles.

Une enquête par questionnaire réalisée par SCP Communication pour le Monde auprès de cinq cents étudiants suivant ces enseignements permet d'avoir une idée plus précise de leurs motivations, de l'appréciation qu'ils portent sur leur formation, de leur perception de leur avenir professionnel et de leurs relations avec les entreprises (1). Si cette étude n'est pas fondée sur un échantillon représentatif de la population interrogée (il s'agit de réponses à un mailing), elle permet néanmoins de cerner un certain nombre d'évolutions importantes parmi les universitaires.

Premier constat intéressant : ces étudiants ont choisi dans leur grande majorité leur orientation. La confusion du système universitaire, qui fait que des milliers d'étudiants s'inscrivent dans une formation un peu au hasard, faute de trouver une place dans la discipline de leur choix, ne semble pas se poursuivre en second et troisième cycle. Cette évolution contribue sans doute à leur donner une assurance toute nouvelle sur la valeur de leurs diplômes. Elle leur donne aussi l'espoir quant à leurs perspectives professionnelles.

Deuxième observation : ces étudiants, pourtant marqués par les mouvements contre le projet de réforme Devaquet, ont intégré l'idée que la sélection est, si ce n'est souhaitable, du moins inévitable. Enfin – et c'est la troisième évolution sensible – ces étudiants ont parfaitement admis que les formations de troisième cycle soient largement ouvertes sur le monde professionnel. La pratique des stages et leur allongement leur a donné l'occasion d'appréhender l'entreprise. Et, au-delà de ce contact, ils s'informent désormais des relais leur permettant de proposer leurs services aux entreprises dans de bonnes conditions.

Si les universitaires sont confiants dans la validité de leur formation et dans les qualités et les compétences qu'elle leur a

permis d'acquérir, ils sont également très lucides sur ses limites sur le marché de l'emploi des cadres tel qu'il fonctionne aujourd'hui. C'est pourquoi ils ne ménagent pas leurs critiques à l'égard de l'institution universitaire, sur deux points notamment : le manque d'ouverture internationale et l'insuffisance des relations avec les entreprises.

Cette génération d'étudiants a mené ses études, bercée par les discours sur l'avènement du grand marché européen. Elle ne pouvait pas ne pas ressentir le décalage entre les intentions affirmées par les responsables et les gouvernants et la réalité, encore très modeste, des échanges étudiants.

Cocorocant les relations avec les entreprises, les futurs jeunes diplômés des universités affichent une belle unanimité : 95 % sonbaitent qu'elles interviennent davantage au sein des universités. Cette volonté s'exprime également dans ce qui leur apparaît comme une injustice : estimant leur formation aussi bonne, voire meilleure, que celle des diplômés des grandes écoles, ils pensent cependant avoir moins de chances d'obtenir un emploi et surtout un salaire équivalent. De fait, leurs prétentions salariales sont légèrement inférieures à celles des diplômés d'écoles de gestion et nettement en dessous de celles des ingénieurs.

Ce pessimisme « de la raison » témoigne d'une lucidité certaine sur la réalité du marché de l'emploi et sur la politique de recrutement des grandes entreprises, qui restent fascinées par les diplômés des grandes écoles. Il doit faire réfléchir, en tout cas, les universités sur leurs capacités à faire reconnaître la valeur de leurs diplômés et les entreprises sur la qualité de leurs candidats sur la qualité de leur formation et non sur un label.

Philippe Cohen

(Zélig.)

(1) Cette étude fait suite à l'enquête « Universitaires : la réconciliation », réalisée par le Monde, avec le Crédit Lyonnais, EDF, Media System et Thomson, et publiée dans un numéro spécial de « Campus » (le Monde du 10 octobre 1990).

## L'ENQUÊTE

Pourquoi avez-vous entamé votre cycle d'études actuel ?

- Il y a de bons enseignants dans cette formation : 7 %.
- Cette formation offre des débouchés professionnels : 55 %.
- Je n'ai pas été admis dans la formation que j'avais choisie au départ : 3 %.
- Autre raison : 32 %.
- Sans réponse : 5 %.

Dans l'immense majorité des cas, les universitaires engagés dans un troisième cycle n'ont pas choisi leur orientation par défaut, et les débouchés professionnels offerts par leur formation constituent leur première motivation. Celle-ci intervient, bien sûr, parmi les étudiants préparant un DESS, diplôme à vocation professionnelle, mais également parmi ceux qui sont en DEA. Voilà qui est de nature à confirmer les inquiétudes du ministère de l'Éducation face à la « dérive professionnelle » de ces diplômés conçus, théoriquement, pour amorcer une carrière de chercheur : les statistiques récentes indiquent ainsi qu'une bonne partie des titulaires d'un DEA ne poursuivent pas leurs études jusqu'à la thèse.

On constate que seule une minorité d'étudiants (14 % des Parisiens et 10 % de ceux inscrits en DEA) déclare avoir choisi leur formation en fonction de la qualité du corps enseignant, alors que celle-ci est généralement considérée comme l'un des meilleurs atouts de l'enseignement universitaire.

2) Êtes-vous satisfait de l'enseignement de votre troisième cycle ?

- Très : 23 %.
- Assez : 66 %.
- Peu : 3 %.
- Pas : 1 %.
- Sans réponse : 2 %.

Si la qualité du corps enseignant intervient peu dans le choix initial des étudiants, ces derniers sont, après coup, très contents de la formation dispensée. Et cela aussi bien en DEA (18 % de très satisfaits et 70 % d'assez satisfaits) qu'en DESS (respectivement 30 et 60 %).

3) Notez de 0 à 10 votre formation :

- 1 : 0 %.
- 2 : 2 %.
- 3 : 1 %.
- 4 : 3 %.
- 5 : 6 %.
- 6 : 14 %.



– 7 : 33 %.

– 8 : 27 %.

– 9 : 8 %.

– 10 : 1 %.

– Pas de réponse : 5 %.

Cette question, qui permettait aux étudiants d'évaluer leur formation, confirme ce bilan global positif : la plupart des notes attribuées vont de 6 à 9, la moyenne générale se situant à 6,9. On notera une grande homogénéité des réponses dans les différentes disciplines : grosso modo, 20 à 30 % des réponses sont inférieures à 7 et 60 à 70 % des notes dépassent 7. On remarquera néanmoins que le DESS est légèrement plus apprécié que le DEA ou le doctorat ; de même, les formations dispensées dans des disciplines comme l'informatique ou la biochimie se détachent légèrement des autres enseignements.

4) Pensez-vous que votre troisième cycle est :

- Trop spécialisé : 10 %.
- Spécialisé juste comme il faut : 74 %.
- Pas assez spécialisé : 12 %.
- Pas de réponse : 4 %.

5) Pensez-vous que votre troisième cycle est :

- Trop généraliste : 10 %.
- Généraliste juste comme il faut : 66 %.
- Pas assez généraliste : 19 %.
- Sans réponse : 5 %.

Les réponses à ces deux questions font apparaître une légère inquiétude devant une insuffisance de formation générale qui risque de confiner les diplômés universitaires dans les métiers de la recherche et de limiter leurs possibilités d'insertion professionnelle. Cette critique est d'ailleurs plus

importante en doctorat (27 % des réponses jugent la formation pas assez généraliste) et en DEA (20 %) qu'en DESS (8 %).

6) Pensez-vous que votre troisième cycle est :

- Trop actualisé : 2 %.
- Actualisé juste comme il faut : 76 %.
- Pas assez actualisé : 17 %.
- Sans réponse : 5 %.

L'université paraît s'adapter suffisamment rapidement à l'évolution des disciplines et des nouvelles technologies, bénéficiant de sa liaison avec la recherche. Seuls une minorité d'étudiants en informatique-électronique et préparant le CAPES ou l'agrégation (22 %) jugent cette adaptation insuffisante.

7) Pensez-vous que votre troisième cycle est :

- Trop ouvert sur l'international : 1 %.
- Ouvert juste comme il faut : 30 %.
- Pas assez ouvert sur l'international : 62 %.
- Sans réponse : 7 %.

Le manque d'ouverture internationale est l'une des critiques majeures adressées au système universitaire. Un jugement d'autant plus remarquable que la France est l'un des pays qui, au sein de la CEE, a le plus favorisé les échanges étudiants. Ces derniers ont, semble-t-il, plus favorisé les étudiants des grandes écoles que les universitaires, ce qui explique peut-être leur jugement sévère. C'est en informatique, en maths et en physique que les étudiants sont le plus sensibles à cette carence du système universitaire.

8) Avez-vous eu des contacts avec les entreprises dans le cadre de vos études à l'université ?

- Oui : 77 %.
- Non : 22 %.
- Sans réponse : 1 %.

9) Si oui, à quelles occasions ?

- Stage : 55 %.
- Forum organisé par mon université : 18 %.
- Cours ou conférences organisés par des professionnels : 30 %.
- Jours d'été : 26 %.
- Autre occasion : 10 %.
- Aucune réponse : 8 %.

Les réponses à cette question montrent l'importance des évolutions en cours à l'université : une très grande proportion d'étudiants a déjà eu des contacts avec le

## Panne de négociation sur l'Europe sociale

Les partenaires ont aussi un rôle à jouer dans la mise en œuvre de la libre circulation à l'intérieur des douze pays de la CEE

À l'issue du récent conseil européen de Rome, à la mi-décembre 1990, Jacques Delors a rappelé l'importance qu'il attache, dans la perspective de 1993, à la libre circulation des personnes et à ce qu'il a appelé « la dimension sociale de la Communauté ». Mais il a aussi montré son impatience sur les retards que l'Europe sociale a accumulés. La charte communautaire des droits sociaux fondamentaux, adoptée en décembre 1989 à Strasbourg, a été accompagnée d'un programme d'action de la Commission comportant quarante-sept mesures. Mais tant au long de 1990, les ministres des affaires sociales ont buté sur cinq projets de directives (travail atypique, dont seul le volet santé-sécurité a été adopté, aménagement du temps de travail, protection des femmes enceintes sur les lieux de travail, établissement d'un formulaire type du contrat de travail et enfin l'information et la consultation dans les groupes de dimension européenne). Et les batailles de procédures autour de la majorité qualifiée s'expliquent pas tout.

Autant dire qu'il reste beaucoup à entreprendre avant de

faire entrer dans les faits le principe selon lequel « tout travailleur de la Communauté européenne a le droit à la libre circulation sur tout le territoire de la Communauté, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique ». En 1991, la Commission a l'ambition de boucler la présoutation des textes issus de son programme d'action afin que les « politiques » puissent être adoptées avant le 31 décembre 1992... Dans un premier temps, outre l'achèvement de la discussion en cours sur les cinq directives précitées, des projets concernant la sous-traitance, les travailleurs handicapés et surtout le droit à la formation vont être mis sur la table. Mais le problème touche aussi à la méthode.

**VOIE CONTRACTUELLE.** La question est de savoir si l'Europe sociale n'est pas une affaire trop sérieuse pour être confiée aux seuls fonctionnaires et politiques... Ne doit-elle pas avancer d'abord par la négociation entre les partenaires sociaux au niveau européen ? Si harmonisation du droit social il doit y avoir, ne doit-elle pas se réaliser par la voie contractuelle ?

Certes, tant à cet égard n'est

pas à inventer. Le Comité économique et social européen, désormais présidé par un syndicaliste, François Stedelin, est un vrai lieu de concertation et émet de surcroît des avis sur les projets de la Commission. Le dialogue social de Val-Duchesse, qui réunit des représentants de la Confédération européenne des syndicats (CES), de l'UNICE (patrons européens) et du Comité européen des entreprises publiques (CEEP), débouche effectivement sur des textes adoptés en comité de pilotage politique, à l'initiative de Jacques Delors, il a produit en 1990 trois avis communs concernant notamment la mobilité professionnelle et géographique ainsi que la formation et l'insertion professionnelle des jeunes. Mais, pour l'heure, on en reste au stade des (bonnes) déclarations d'intention.

Est-il possible d'aller plus loin et de passer au stade d'une véritable négociation européenne ? La charte communautaire évoque elle-même la possibilité de voir le dialogue social déboucher « sur des relations conventionnelles, notamment au plan interprofessionnel et sectoriel ». Les problèmes liés à la libre circulation

des personnes et l'amélioration du droit à la formation pourraient théoriquement donner lieu à un développement de la négociation.

Évoquant la question de la protection sociale dans la perspective du marché intérieur de 1993, un récent supplément d'Europe sociale édité par la direction générale de l'emploi, des relations industrielles et des affaires sociales de la Commission, sans il est vrai que celle-ci s'estime « nécessairement » engagée, énumérerait les choix qui devront être faits à court terme entre contributions sociales et impôts, entre les couvertures des différents types de risques, relevant tantôt de l'assurance individuelle, tantôt de la protection obligatoire ou entre les prises en charge relevant du domaine public ou du secteur privé, etc. La conclusion aboutissant à privilégier le dialogue social pour définir des objectifs ou opérer des arbitrages : « L'adhésion négociée est le meilleur moyen d'assurer l'application des accords et la mobilisation des hommes sur des objectifs de développement ».

On pourrait retrouver la même problématique pour la mise en œuvre du droit à la formation reconnu par la charte communau-

taire qui stipule que « tout travailleur de la Communauté européenne doit pouvoir avoir accès à la formation professionnelle et en bénéficier tout au long de sa vie active ». Pourtant on est encore bien loin d'une démarche où des dispositions législatives européennes s'appuieraient d'abord sur des dispositions conventionnelles préalablement négociées. La seule ouverture vient justement de la formation. C'est dans ce domaine qu'un unique accord de branche au niveau européen a été conclu dans le commerce de détail alimentaire. Et c'est sur les travaux du groupe de travail de Val-Duchesse que la Commission entend s'appuyer pour établir un projet de recommandation ou de directive sur la formation.

**FAIBLESSE SYNDICALE.** Procédures, rapports de forces et volontés politiques à géométrie variable empêchent la négociation sociale européenne de décoller. Côté syndical, nombre de pays souffrent d'un réel affaiblissement, et les différentes organisations de la CEE sont loin d'être unies au sein d'une CES qui recrute au-delà des Douze. Côté patronal, on ne cesse de louer les vertus du dialogue social et des échanges de vues mais on refuse

tout ce qui de près ou de loin pourrait ressembler à des conventions collectives européennes ou à des accords interprofessionnels disant le droit. De surcroît, et l'obstacle est là juridique, la CES et l'UNICE ne sont que des groupes de pression disposant de mandats de représentation mais en aucune façon de pouvoirs de négociation.

Un premier pas consisterait sans doute à favoriser d'abord des discussions, avant de pouvoir les transformer en négociations, au niveau des branches d'activité. Ne constate-t-on pas presque partout en Europe une ouverture vitale et un enrichissement, quant aux sujets choisis, des négociations de branche, à l'exception de la Grande-Bretagne qui privilégie principalement le niveau de l'entreprise ? Il y aurait une contradiction pour les partenaires sociaux à se plaindre des ingénieries de Bruxelles ou, pour beaucoup de syndicats, à les juger trop timorées et à rester l'arme au pied. La place de la négociation dans la construction de l'Europe sociale est aussi affaire de volonté politique.

Michel Noblecourt

l'art de la



100150

INITIATIVES  
CAMPUS • EMPLOI

DE LA PROSPECTIVE

► **mande des entreprises, et les relations avec ces dernières semblent se diversifier et rejoindre le type de communication existant dans les grandes écoles. Si le stage reste le moyen le plus répandu de prise de contact avec l'entreprise, les forums commencent à se développer - ils atteignent 24 % des réponses dans des disciplines comme l'électronique - et les étudiants entrent en contact avec des cadres de sociétés qui interviennent dans l'enseignement.**

9) Combien de temps avez-vous passé en stage depuis le début de vos études à l'université ?  
- De un à deux mois : 20 %  
- De trois à cinq mois : 31 %  
- De six mois à un an : 39 %  
- Sans réponse : 10 %

L'université a eu du mal à s'y mettre, mais le stage est maintenant bien entré dans les mœurs. Alors que dans beaucoup de cursus, les stages sont absents du premier cycle, la plupart des étudiants ont au moins déjà effectué trois mois de stage au moment d'entrer dans leur troisième cycle. C'est dans les matières scientifiques que les temps de stages « capitalisés » sont les plus longs : plus de six mois pour 44 % des étudiants en biologie, 39 % en informatique.

10) Comment avez-vous trouvé votre stage ?  
- L'université me l'a proposé : 31 %  
- Par candidature spontanée : 35 %  
- Par relation : 26 %  
- Autre réponse : 8 %

Si la pratique des stages a tendance à se systématiser, elle n'est pas encore prise systématiquement en compte par les universités : à peine un étudiant sur trois trouve un stage par son université ; les autres doivent se débrouiller par eux-mêmes.

11a) La sélection pour l'entrée en troisième cycle est-elle une bonne chose ?  
- Tout à fait : 37 %  
- Plutôt : 37 %  
- Peu : 16 %  
- Pas du tout : 8 %  
- Sans réponse : 2 %

11b) A votre avis, la sélection pour l'entrée à l'université est-elle :  
- Normale : 39 %  
- Inévitable : 52 %  
- Inacceptable : 8 %  
- Sans réponse : 1 %

La nécessité de la sélection à ce niveau des études est largement admise : la quasi-totalité des étudiants l'estiment justifiée et les trois quarts portent sur elle un jugement favorable. Les étudiants en doctorat et en DESS sont les plus acquis à la nécessité de la sélection, davantage que ceux de DEA.

12) Pensez-vous que les milieux professionnels doivent intervenir davantage au sein de l'université ?  
- Oui : 95 %  
- Non : 4 %  
- Sans réponse : 1 %

La quasi-totalité des étudiants interrogés souhaitent une présence plus importante des entreprises dans les universités. Cette demande peut aussi être interprétée comme une critique implicite des politiques parfois timorées conduites par les responsables universitaires dans ce domaine.

13a) Pour intervenir davantage à l'université, les entreprises devraient :  
- Proposer davantage de stages : 33 %  
- Intervenir dans la définition des programmes et des diplômes : 18 %  
- Détacher des cadres pour donner des cours à l'université : 22 %  
- Donner plus d'argent pour la recherche universitaire : 23 %  
- Autre réponse : 4 %

Si les étudiants souhaitent sous une présence plus active des entreprises, ils se séparent sur les priorités à donner à cette intervention : les réponses étant réparties entre quatre types d'action. Le stage, premier support de contact avec l'entreprise, est privilégié par un tiers des étudiants. Les étudiants de DEA ou préparant un doctorat sont logiquement plus sensibles à un soutien accru à la recherche universitaire. L'intervention directe des entreprises dans la définition des

programmes et des diplômes est envisagée avec plus de réserve. Ce sont les étudiants engagés dans un DESS qui y sont le plus favorables.

14) Pour vous, l'idéal serait de travailler dans :  
- L'enseignement : 10 %  
- L'administration : 2 %  
- Une grande entreprise : 49 %  
- Une petite ou une moyenne entreprise : 15 %  
- Une profession libérale : 6 %  
- Je ne sais pas : 10 %  
- Sans réponse : 8 %



La grande majorité des étudiants de ces filières se destinent à l'entreprise, leurs vœux se rapprochant ainsi de ceux des diplômés de grandes écoles. Ce phénomène est particulièrement net chez les étudiants de DESS, qui sont près de 60 % à envisager de travailler dans une grande entreprise, alors que les diplômés d'université commencent plus souvent leur carrière dans des entreprises de taille moyenne. Très peu nombreux sont les étudiants qui envisagent de faire carrière dans l'enseignement, alors que cette orientation était traditionnellement très majoritaire dans les universités. Il faudra encore bien des efforts au ministère de l'éducation pour susciter les vocations pédagogiques qui permettraient de résoudre la crise de recrutement des enseignants.

15) Pour trouver votre premier

emploi, comment allez-vous procéder ?  
- Je vais passer un ou plusieurs concours : 14 %  
- Je vais envoyer des candidatures spontanées : 77 %  
- Je vais répondre aux annonces d'offre d'emploi dans la presse : 56 %  
- Je vais m'inscrire à l'APEC : 42 %  
- J'irai au forum de l'Université : 11 %  
- J'irai au forum d'une grande école : 6 %  
- J'irai à un Salon de recrutement : 19 %  
- Je vais essayer de faire jouer mes connaissances et relations : 22 %  
- Je ne pense pas chercher un emploi tout de suite : 4 %  
- Aucune réponse : 4 %

Les universitaires, contrairement à certains de leurs camarades de grande école, ne songent guère à différer leur insertion professionnelle. Et, pour trouver un emploi, tous les moyens sont bons. Comme pour le stage, les universitaires comptent plus sur eux-mêmes que sur l'institution pour trouver leur premier emploi. Ils manifestent une connaissance assez surprenante de la palette des techniques de « chasse » du premier employeur : la candidature spontanée, la presse et l'APEC, qui constituent sans doute les moyens les plus utilisés par les entreprises pour embaucher, sont les plus cités.

16) Pensez-vous que votre premier emploi :  
- Correspondra à votre niveau d'études : 56 %  
- Aura toutes les chances d'être « déqualifié » : 23 %  
- Je ne sais pas : 20 %  
- Sans réponse : 1 %

La crainte de la déqualification reste relativement importante (23 %) parmi les diplômés d'université. Les titulaires d'un DESS sont davantage persuadés de réussir leur insertion professionnelle.

17) Quelle est pour vous la durée idéale d'un premier emploi ?  
- Un an : 5 %  
- Deux ans : 40 %  
- De trois à cinq ans : 32 %

- Plus de cinq ans : 2 %  
- Je ne sais pas : 20 %  
- Sans réponse : 1 %

La circulation crée de la valeur. Cette donnée de base du marché de l'emploi a été intégrée par les universitaires. Leur comportement tend à s'aligner sur ceux de leurs camarades des grandes écoles. Un indice de plus de l'assurance nouvelle des diplômés des filières professionnelles universitaires.

18) Quelle fourchette de salaire pensez-vous demander pour votre premier emploi ?  
- Moins de 120 000 F : 9 %  
- Entre 120 et 140 000 F : 20 %  
- Entre 140 et 160 000 F : 32 %  
- Entre 160 et 180 000 F : 22 %  
- Entre 180 et 200 000 F : 12 %  
- Entre 200 et 220 000 F : 2 %  
- Plus de 220 000 F : 1 %  
- Sans réponse : 2 %

Complexes ou réalistes ? Les exigences des universitaires restent inférieures à celles des diplômés des grandes écoles. Mais la modestie de leurs prétentions peut aussi correspondre à une bonne connaissance du marché de l'emploi et des salaires que leur proposent les entreprises.

19a) Par rapport aux élèves des grandes écoles, pensez-vous avoir une :  
- Meilleure formation : 18 %  
- Formation similaire : 63 %  
- Moins bonne formation : 16 %  
- Sans réponse : 3 %  
19b) Face aux élèves des grandes écoles, pensez-vous avoir :  
- Plus de chances de trouver du travail : 1 %  
- Autant de chances de trouver du travail : 43 %  
- Moins de chances de trouver du travail : 56 %

19c) Par rapport au salaire d'un diplômé de grande école, pensez-vous gagner pour votre premier emploi :  
- Beaucoup moins : 26 %  
- Un peu moins : 56 %  
- Autant : 15 %

- Un peu plus : 2 %  
- Beaucoup plus : 0 %  
- Sans réponse : 1 %

Si les universitaires pensent avoir reçu une formation au moins aussi bonne que celle de leurs camarades des grandes écoles, ils n'en déduisent pas pour autant qu'ils se présentent à égalité avec eux sur le marché du travail, ni pour leur chance de trouver un emploi, ni pour le salaire. Là encore, leur jugement témoigne d'une assez grande lucidité sur leur situation de « vivier de substitution » aux jeunes diplômés des grandes écoles.

20) Quel est le métier qui vous intéresse le plus ?  
- Recherche et développement : 59 %  
- Production : 5 %  
- Ressources humaines : 4 %  
- Informatique : 8 %  
- Vente-commerce : 2 %  
- Marketing : 3 %  
- Logistique, achats, approvisionnements : 2 %  
- Contrôle de gestion, comptabilité, finance : 6 %  
- Enseignement : 5 %  
- Profession libérale : 1 %  
- Sans réponse : 1 %

Dans leur grande majorité, les universitaires plébiscitent des postes en R & D. Il est vrai que 54 % des réponses proviennent d'étudiants inscrits en DEA (31 %) ou en doctorat (20 %). Coup de chance ou bonne anticipation ? C'est souvent pour occuper ces postes que les entreprises les recherchent. Et l'embauche devrait redémarrer dans les grands organismes de recherche publique comme dans les laboratoires universitaires.

- 492 étudiants, sur 6 000 interrogés par courrier, ont répondu à ce questionnaire : 23 % préparaient un doctorat, 31 % un DEA, 28 % un DESS, 4 % une maîtrise, 3 % un magistère et 5 % un diplôme d'ingénieur universitaire. Les réponses provenaient de 25 académies. Enfin, 75 % des étudiants ayant répondu à l'enquête sont inscrits dans des spécialités scientifiques, et 18 % en gestion ou en économie.

L'art de la fusion

Pour Entreprise et progrès, le succès d'un rapprochement d'entreprises dépend autant du comportement du repreneur que de son calcul économique

L'INCOMPRÉHENSION ou parfois même l'hostilité manifestées par des salariés ou des dirigeants à l'égard de rapprochements d'entreprises par fusion ou acquisition ont conduit l'association patronale Entreprise et progrès, dirigée par Francis Gautier, à mettre en relief l'importance du facteur humain. Une réflexion menée à partir de l'accélération de ces rapprochements et OPA au cours des cinq dernières années par vingt chefs d'entreprise, sous la houlette de Philippe Kessler, PDG de Serete, vient ainsi de déboucher sur la publication d'une étude intitulée la Dimension sociale des fusions et acquisitions d'entreprises.

Dans sa démarche, Entreprise et progrès veut venir à bout du climat de méfiance trop souvent rencontré et aider les opérateurs externes à « mieux prendre en compte les inquiétudes qu'inspirent leurs projets ». L'étude s'emploie d'abord à justifier les fusions, acquisitions et cessions d'entreprises présentées comme une « nécessité pour relever le défi de la compétition internationale ». « L'entreprise, souligne-t-elle, qui aujourd'hui renonce à se développer, même temporairement, met en jeu son existence ». Ainsi, ces regroupements répondent à trois objectifs stratégiques complémentaires : la recherche d'une taille optimale, la diversification et le recentrage.

Relativisant les controverses provoquées par quelques OPA spectaculaires, les auteurs de l'étude affirment que les OPA, même hostiles, « n'obéissent qu'à une simple logique spéculative ». Elles sont « utiles parce qu'elles permettent de constituer des groupes plus forts et

mieux armés pour résister à la concurrence internationale ». Encore faut-il que les opérateurs sachent éviter toute maladresse ou négligence pouvant « déclencher une vague d'hostilités de nature à compromettre le succès de la restructuration ».

Entreprise et progrès ouvre donc quelques pistes pour mettre sur pied un mode d'emploi de la gestion sociale des fusions et acquisitions. Première idée simple : la croissance externe n'est pas automatiquement l'ennemie de l'emploi. Certes, « dans leur phase initiale, les restructurations s'accompagnent souvent d'un effort de rationalisation qui peut conduire à des suppressions d'emplois », de la même façon que peuvent être exploités d'autres gisements d'économies potentielles.

RICHESSES IMMATERIELLES. Mais la valeur de l'entreprise, c'est aussi son « patrimoine de richesses immatérielles : son savoir-faire, son image, la qualité des relations qu'elle entretient avec ses clients, ses fournisseurs... Un repreneur a donc le plus souvent intérêt à préserver les compétences et l'expérience du personnel de l'entreprise dont il vient de prendre la responsabilité ». Le rapprochement d'entreprises peut ainsi favoriser la mobilité interne et permettre une meilleure valorisation des qualifications.

En second lieu, il faut mieux prendre en compte la dimension humaine des restructurations. Même, en effet, si l'emploi est maintenu, « les prises de contrôle sont tantôt perçues comme la sanction d'un échec ou d'une insuffisance, tantôt comme l'injuste récompense d'entreprises dont la prospérité attire les convoitises ». Or qui dit rapprochement

d'entreprises dit aussi rapprochement de leurs cultures et de leurs modes d'action, ce qui ne sera souvent possible qu'après plusieurs années de cohabitation.

Troisième idée : « La réussite d'une restructuration requiert un important effort de communication ». L'opérateur doit à la fois convaincre de la légitimité de son projet économique et « apporter la démonstration de sa capacité à gérer ce changement en préservant le plus possible les atouts de l'entreprise qu'il souhaite contrôler ». Le repreneur est ainsi invité à mener une « politique de communication très active » dès que son projet est divulgué. Entreprise et progrès juge inopportun le projet de la Commission européenne d'obliger le repreneur à prendre des engagements sociaux avant d'être dans la place. Mais il peut contracter des « engagements de comportement », comme celui de négocier rapidement, et porter « une attention particulière aux dirigeants et à l'encadrement supérieur de l'entreprise visée » afin de lever les incertitudes et de sécuriser des cadres qui pourraient alors devenir des alliés pour la restructuration à mener.

La quatrième idée, plus classique, concerne la mise en œuvre d'un plan social avec une large association des partenaires sociaux et une association menée par un professionnel de la gestion des ressources humaines. L'objectif est d'aboutir à un plan social de qualité qui « doit s'inscrire dans une logique de continuité et de développement économique, et permettre de préserver les forces vives de l'entreprise ». Tout est, là encore, affaire de (bonne) communication.

M. N.

INTELSYS SYSECA ARC CITCOM Sélection  
ARMY SILICOM QUALIPLUS INFI  
RENAULT PRISME S.A. GAN  
COGITIEL GROUPE SAGEM TOTAL  
SAIC IECSE SINFOR TRILOGIE  
IDEA Concept G CRZA TEM  
TRANSCEIEL TITN ANSWARE  
NECS BOSSARD SYSTEMES  
3SUSSES Bull JORSYP CCC  
INFORMATIENS,  
venez rencontrer les constructeurs, les SSII,  
et les grands utilisateurs qui recrutent dans Le Monde  
au 15<sup>e</sup> salon Pro/Search informatique  
les 18-19 JANVIER 1991  
CNIT - PARIS LA DEFENSE  
vendredi 18 janvier : 10h - 19h30 - samedi 19 janvier : 10h - 17h  
Entrée libre  
PRO-SEARCH  
Le salon du recrutement  
114 avenue Charles-de-Gaulle • 92529 Neuilly-sur-Seine • (1) 46 40 17 00



JOURNÉES

Le Monde

PROSPECTIVES

## COMMENT PARTICIPER ?

## Lieu :

Unesco  
125, avenue de Suffren  
75007 Paris  
Métro Ségur

## Renseignements :

Tél. : (1) 47.00.59.24  
du lundi au vendredi  
de 09H00 à 13H00

.....

## Mardi 15 janvier :

Horaires :  
08H45-13H00  
14H30-18H00

Entrée sur invitation

.....

Mercredi 16  
et jeudi 17 janvier :

Horaires :  
09H00-21H00

Accès libre et gratuit

# ■ 3 JOURS POUR ÉCLAIRER VOTRE AVENIR PROFESSIONNEL ■ PARIS ■ 15, 16 ET 17 JANVIER 1991

Mardi 15 janvier

## « Les Assises de l'Emploi : partager l'expérience »

## 08H45 : ouverture

André Fontaine, Directeur du journal *Le Monde*

## 09H00 : introduction "Il y a dix ans, les années 90..."

Jean-Marie Dupont, Directeur de la communication du *Monde*09H45 : La gestion prévisionnelle de l'emploi :  
de 3 ans à 15 jours

- Jean-Claude Cros,  
Directeur des Relations du Travail du Groupe Thomson
- Giorgio Ferretti,  
General Manager de la Banca Commerciale Italiana
- Vincent Merle,  
Consultant chez Bruhnes Consultants
- Xavier Stefani,  
Directeur des Ressources Humaines de Cap Sesa
- Dominique Thierry,  
Délégué Général de Développement et Emploi

## 11H30 : Y a-t-il encore des partenaires sociaux ?

- Jean-François Colin,  
Directeur des Ressources Humaines de la SNCF
- Pierre Guillen,  
Vice-président, Délégué Général de l'UIMM
- Yves Lastargue,  
Directeur du Centre de Recherche de l'IFG
- Bruno Trentin,  
Secrétaire Général de la CGIL
- Zigmund Tyszkiewicz,  
Secrétaire Général de l'UNICE

14H30 : Les cohabitations dans l'entreprise :  
les jeunes et les anciens, les diplômés et les promus...

- Jean-Emmanuel Combes,  
Associé, Directeur des Ressources Humaines  
de Price Waterhouse
- René Lasserre,  
Secrétaire Général du CIRAC
- Thierry Leroy,  
Directeur des Ressources Humaines des AGF
- Guy Malhouitre,  
Directeur Adjoint à la Direction du Personnel et des Relations  
Sociales d'EDF-GDF

## 16H00 : Pause

16H15 : Les ressources humaines et le recrutement  
dans le cadre des fusions-acquisitions

- Yves Barou,  
Directeur des Ressources Humaines de Rhône-Poulenc-  
RORER
- Martine Bidegain,  
Directeur des Ressources Humaines du Groupe Thomson
- Christian Brière de la Hosséraye,  
Directeur des Ressources Humaines de Bull
- Nicolas Bühler,  
Directeur Général Adjoint de Bossard Consultants
- Michel Combe,  
Directeur des Ressources Humaines du Groupe Concept

## 17H45 : Conclusions

Les débats seront animés par des journalistes du *Monde*  
entrée sur invitation

## Planning

## Mercredi 16 janvier

	9 h	10 h	11 h	12 h	13 h	14 h	15 h	16 h	17 h	18 h	19 h	20 h	21 h
Tribunes des Entreprises			Price Waterhouse			Hewlett Packard			Thomson			Apple	
			France Télécom			Schlumberger			Lafarge Coppée			Total	
			Stigos			Snecma			EDF-GDF			CJDES	
Forums de l'Emploi	Université-Entreprise la réconciliation		SVP : une PME-PMI pour faire carrière						La dimension européenne dans la formation				
Portes de l'Action						Les conseillers d'orientation							
						Le kiosque aux stages							
						Les conseils des experts aux cadres							

## Jeudi 17 janvier

Tribunes des Entreprises		Banque Indosuez		Rhône-Poulenc		Bossard Consultants		Crédit Lyonnais	
		Bull		AGF		Elf Aquitaine		GEC ALSTHOM	
		Framatome		SNCF		Promodès			
Forums de l'Emploi	Les Bac + 2			Quelles réponses aux besoins de la formation continue		SVP : l'expatriation		APEC	
Portes de l'Action				Les conseillers d'orientation					
				Le kiosque aux stages					
				Les conseils des experts aux cadres					

Le Monde  
ÉDUCATION



# LAIRER PROFESSIONNEL 17 JANVIER 1991

Le partage l'expérience

**AGF**  
Des métiers et des styles  
jeudi 17 janvier, 14h00 à 19h00 - salle II  
Thierry LEROY, DRH  
Jean-Pierre REAL, Resp. Communication Interne  
Claude Le GUERN, Dr. Commercial AGF  
Dominique DESJES, Chargé d'Etudes Stratégiques et de Planification

**APPLE**  
L'entreprise apprenante : du développement  
de l'individu au développement de l'entreprise  
mercredi 16 janvier, 19h00 à 21h00 - salle I  
Gian Carlo ZANNI, DG  
Didier ONDEL, DRH  
Jean-Marie MUTEZ, Resp. recrutement et développement des organisations  
Danièle MAHAUT, Resp. Formation interne  
Bertrand ECHINGER, Dr. du Groupe Développeurs  
Marc DUCAMP, Chef de Produit

**BANQUE INDOSUEZ**  
L'opportunité de devenir expert  
dans une banque d'affaires internationale  
jeudi 17 janvier, 11h00 à 13h00 - salle I  
Jean-François LEPETIT, DG  
Pierre-Yves DEMOURES, Resp. recrutement jeunes diplômés  
Christiane HUSSON-BRINNEAU, Dpt Banque Privée  
Alexandra BOLESZANSKI et Laurent CHENAIN, Dpt Immobilier  
et Financement Spéciale  
William TAY, Succursale LONDRES  
e Débat animé par Didier ADES, Journaliste à France Inter

**BOSSARD CONSULTANTS**  
Réussir dans le conseil : Bossard Consultants,  
groupe européen leader, présente  
un métier d'ouverture  
jeudi 17 janvier, 18h30 à 19h30 - salle I  
Philippe PEYRE, DG  
Christian CHASCOUD, DGA  
André-Benoît de JAEGERE, Consultant  
Laurence GELLUSSEAU, Consultante  
Deux clients  
e Débat animé par Jean-Jacques BOURDIN, Journaliste à RTL

**BULL**  
Groupe BULL : des carrières européennes  
pour un défi mondial  
jeudi 17 janvier, 11h00 à 13h00 - salle II  
e Débat animé par Christian BEYRE de la HOSSEYAYE,  
Directeur des Ressources Humaines, et illustré de témoignages

**CJDES**  
Entreprendre pour des idées,  
travailler pour la solidarité... l'économie sociale  
(Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale)  
mercredi 16 janvier, 18h00 à 21h00 - salle IV  
Georges RINO, PDG du Chèque Déjeuner  
Antoine VACCARO, Conseiller du Pdt de Modèles du Monde  
Zaherine VIANEY, Déléguée de l'Association Rénouveau  
Michel MAYER, DRH du Crédit Mutuel  
Philippe ESTEVE, Dr. de la MACIF Nord-Pas-de-Calais  
Jeanne-Marie MAISONNEUVE, Adjointe du Dr. de l'Union des Mutualités du Loire Atlantique  
e Débat animé par Pascal DORIVAL, Délégué général du CJDES

**CREDIT LYONNAIS**  
La diversité des métiers  
dans un groupe  
financier international  
jeudi 17 janvier, 18h00 à 21h00 - salle I  
Jean-François MUSEAU, Dr. Central à la Direction des Relations Sociales et du Personnel  
Michel CANNY, Dr. Régional des Agences Paris-Ouest  
Jean-Yves DURANCE, DGA à la Dr. des Financements et Services aux Entreprises  
M. THEVENEAU, Sous-Directeur à la Dr. Centrale des Marchés de Capex  
Serge VANDERLIE, Dr. Recrutement

Jeudi 17 janvier

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 IX

Mercredi 16 et jeudi 17 janvier

entrée libre

## TRIBUNES DES ENTREPRISES

**EDF-GDF**  
EDF et GDF, deux entreprises  
à dimension internationale  
mercredi 16 janvier, 16h30 à 18h30 - salle IV  
Jacques DEYRIMENDIAN, Dr. de la Délégation  
au Développement Industriel et International, EDF  
Tamaszgy LA MARECHAL, Dr. Adjoint de la Dr. des Affaires Internationales, EDF International  
Et divers témoignages de cadres sur leur expérience de l'étranger  
e Débat animé par Jacques POUX, Journaliste

**ELF AQUITAINE**  
Se préparer aux métiers de demain  
dans un grand groupe industriel  
jeudi 17 janvier, 18h30 à 19h30 - salle II  
Table-ronde coordonnée par Jacques CASANOVA,  
Dr. des Affaires Sociales de la société régionale ELF AQUITAINE

**FRAMATOME**  
Les technologies de l'essor :  
de la maîtrise du changement  
au développement des compétences  
jeudi 17 janvier, 11h00 à 13h00 - salle IV  
Bernard JANS, Dr. délégué aux Affaires Sociales  
Marcelle NAUD, Chef du Service Recrutement  
et Gestion prévisionnelle des Ingénieurs et cadres  
François NOGUE, Chef du Service Développement Ressources Humaines  
Gérard PERRAT, Resp. du Centre Technique  
Yves LAFARGE, Dr. du Centre de Recherche et DG

**FRANCE TELECOM**  
Les profils du changement  
mercredi 16 janvier, 11h00 à 13h00 - salle II

**GEC ALSTHOM**  
Nos métiers font avancer le monde ;  
avec vous, nous ferons mieux encore  
jeudi 17 janvier, 11h00 à 13h00 - salle II  
Paul CORBEAU, Directeur Général  
Stéphane DACCOURT, DRH  
Mike CONNOR, Directeur et Human Resources  
Michel BOCCACCIO, Dr. Adjoint du Contrôle de Gestion  
Mylene FRANCOIS-XAUS, Ingénierie R&D à Nevers Grandville  
Philippe GRAND-PERRET, Sous-Dr. de l'Ingénierie à la Division Transport  
André NAVARRI, Dr. de l'Équipement Transformatrice de Saint-Denis  
e Débat animé par Geoffrey MORRIS, Consultant

**HEWLETT PACKARD**  
Gérer la complexité :  
exigences et plaisir  
mercredi 16 janvier, 14h00 à 16h00 - salle I  
Bière BACHELARD, Dr. du Personnel  
Olivier BRIETON, Dr. de Production

**LAFAERGE COPPEE**  
La place des commerciaux dans l'industrie  
mercredi 16 janvier, 18h30 à 19h30 - salle II  
Patrick de BELLOY, Dr. Commercial de Ciments Lafarge  
Jacques HENCEVAL, Dr. Marketing et Développement de Lafarge Bétons Granulats  
Michel ROUSSEAU, Dr. Marketing de Lafarge Nouveaux Matériaux  
Richard VERNOU, Dr. Commercial de Lafarge Lafarge  
Jean-Marie AUJOTTE, Chef Service Recrutement  
e Débat animé par M. SAUSSOY, Professeur à l'ESCP

**PRICE WATERHOUSE**  
Quelle Europe dans la gestion  
des hommes ?  
mercredi 16 janvier, 11h00 à 13h00 - salle I  
Débat animé par Jean-Emmanuel COMBES,  
Associé, DRH de Price Waterhouse France  
et France BOUTWOL, Groupe ESC LYON,  
Resp. français du "Price Waterhouse Control Project"

**PROMODES**  
La gestion des cadres à haut potentiel :  
l'apprentissage du management  
jeudi 17 janvier, 18h30 à 19h30 - salle IV  
e Débat animé par Francis MATHEU, Directeur Général des Ressources Humaines

**RHÔNE-POULENC**  
Un groupe de 94 000 entrepreneurs :  
l'éthique RHÔNE-POULENC dans le  
management des Ressources Humaines  
jeudi 17 janvier, 14h00 à 16h00 - salle I  
Jean-François FOURTOU, PDS du Groupe Rhône-Poulenc, entouré de cadres de ses collaborateurs  
e Débat animé par Gérard MORIN, Journaliste

**SCHLUMBERGER**  
50 000 personnes de 90 nationalités  
dans 100 pays : la place des hommes  
dans la gestion globale de l'entreprise  
mercredi 16 janvier, 14h00 à 16h00 - salle II  
Table-ronde animée par  
Jean-Dominique PERCEVAULT, Vice-Président, Dr. du Personnel de Schlumberger Limited

**SLIGOS**  
LES HOMMES : facteur de succès d'une société  
de service performante et innovatrice  
mercredi 16 janvier, 11h00 à 13h00 - salle IV  
Gérard BAUMI, PDG  
Luc BAUMI, DRH  
Paruk COLAKOGLU, Dr. de Dpt Industrie  
Danae LE NOUVEL, Ingénieur  
Nicola NICOLINI, Ingénieur d'Etudes  
Martine SILVESTRE, Dr. de la Direction Ingénierie Bancaire  
Jean-Marie VEZIN, Dr. Gestion Prévisionnelle et Recrutement  
e Débat animé par Laurent BROOMHEAD, Journaliste

**SNCF**  
Une gestion efficace des hommes  
pour entreprendre  
et à investir dans des projets ambitieux  
jeudi 17 janvier, 14h00 à 16h00 - salle IV  
Jean-François COLIN, DRH  
Jean-Pierre FARANDOU, Resp. Marché Nord Est  
Mireille FAUGERE, Etudes, Recherche et Planification du département "Grande Vitesse"  
Arnaud DUPIN, Communication  
Jean-Louis JOURDAN, Resp. Adjoint de l'Ingénierie  
Jean-Paul LOMEL, Resp. Agence Inté de Strasbourg

**SNECMA**  
Etre ingénieurs et techniciens aujourd'hui  
dans l'aéronautique et l'espace :  
pour quelles aventures du futur ?  
mercredi 16 janvier, 14h00 à 16h00 - salle IV  
Michel BERNARD, Dr. délégué-Relations du Travail  
Pascal BENECHAL, Dr. du Développement Civil  
Serge MEUNIER, Ingénieur Recherche Combustion  
Jean-Yves PETIT, Ingénieur Recherche SEP

**THOMSON**  
Gestionnaires des cadres, une nouvelle fonction  
au service du développement des carrières  
mercredi 16 janvier, 16h30 à 18h30 - salle I

**TOTAL**  
Pratiquer la gestion des ressources humaines  
à l'échelle internationale :  
la place de l'expatriation dans la carrière  
mercredi 16 janvier, 19h00 à 21h00 - salle II  
Guy BIZOT, DRH et Communication  
Claude LECLERCO, Chef du Dpt Statistiques - Expatriation - Règles d'Administration  
Guy SALLAVARD, Dr. du CENDEX (Centre d'Information et de Documentation sur l'Expatriation)  
Atish PEWZNER, Dr. des Opérations Rattachées  
e Débat animé par Emmanuel CHAIN, Journaliste

## FORUMS DE L'EMPLOI

Les débats des universités et des écoles :

• "Université-entreprise : la réconciliation"  
Mercredi 16 janvier de 9h00 à 11h00 - salle XI  
animé par Frédéric Gausson, responsable du Monde Initiatives.  
Jacques Benayoun, Chef du Département Relations Grandes Ecoles  
de Thomson  
Michel Bornanch, Vice-Président de la Conférence des Présidents  
d'Université  
Pierre Clarke de Dromantin, Directeur du Personnel et des Relations  
Sociales de EDF-GDF  
Philippe Cohen, Directeur de la lettre Recrutement et Formations  
Jean Lemerle, Directeur des Relations Extérieures de l'Université  
Pierre et Marie Curie - Paris VI  
Michel Miet, Délégué Général de l'Association Université-Entreprise  
Serge Vandaele, Directeur du Recrutement du Crédit Lyonnais

• "La dimension européenne dans la formation"  
Mercredi 16 janvier de 17h00 à 19h00 - salle XI  
animé par Frédéric Gausson, responsable du Monde Initiatives.  
Etienne Aermout, Doyen de la Faculté des Sciences Appliquées de  
Louvain  
Alexandre Berjonneau, Directeur Général de HCA  
Gérard Druess, Président de l'Université de Nancy II  
Gordon Shenton, Directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon

• "Les Bac + 2"  
Jeudi 17 janvier de 9h00 à 11h00 - salle XI  
animé par Catherine Bédaride,  
rédactrice en chef adjointe  
du Monde de l'Éducation  
Mireille Azzoug, Responsable de l'UFR de Langues à Paris VIII  
Michel Koutchouk, Directeur Général d'Infotel  
Jacques Lengrand, Président de l'Association des Directeurs d'IUT  
Olivier Spiliakis, Directeur Général de la MNEF

• "Quelles réponses aux besoins  
de la formation continue ?"  
Jeudi 17 janvier 14h30 à 16h30 - salle XI  
animé par Jean-Marie Dupont, Directeur de la Communication du Monde  
Gilbert Hyvetmet, Directeur de la Formation et du Développement  
Social de Rhône-Poulenc  
Guy Le Boterf, Directeur de Quaternaire Education  
Guy Métais, Directeur des Ressources Humaines de Alcatel CIT  
Gérard Vanderpotta, Délégué à la Formation Professionnelle

Les débats SVP

• "Pourquoi choisir une PME-PMI  
pour faire carrière ?"  
Mercredi 16 janvier de 11h30 à 13h30 - salle XI  
animé par Patrick Suramy, Consultant au Dpt Social de SVP  
Alain Chainton, Consultant sénior associé de Forgeot et Weeks  
Marcel Gèrente, Chef de Service de l'action régionale et de la  
technologie, Délégué à la PMI, Ministère de l'Industrie  
Francis Lempereur, Responsable de la Gestion des Ressources  
Humaines de la Société des Techniques an Milieu Ionisant  
Jean Parraut, Président-Directeur-Général des Ateliers Parraut-  
Bâtiment  
Marc Soubaine, Directeur des Ressources Humaines de SVP

• "L'expatriation"  
Jeudi 17 janvier de 18h00 à 20h00 - salle XI  
animé par Patrick Suramy, Consultant au Dpt Social de SVP  
Jacques-Michel Faure, Président de SVP International  
Alain Lacoste, Directeur des Ressources Humaines  
de FORASOL-FORAMER  
Elisane Rolland, Responsable du Cabinet ER Ressources Humaines  
Bruno Thiberge, Responsable de programmes européens de formation  
à l'IFACE (CCIP)  
Patrice Binet Descamps, cadre expatrié

L'APEC :  
Et si les cadres expérimentés  
avaient quelque chose à apporter  
aux entreprises... ?  
Jeudi 17 janvier, 19h00 à 21h00 - salle IV  
Serge BOYER, DG des Ressources Humaines de Colgate Palmolive  
Jacques HERBEMONT, Resp. du service Emploi-Carières de la Société  
des Ingénieurs ENSAM  
Olivier MORFOISSE, DRH Europe de General Electric CGR  
Jean-Emmanuel RAY, Professeur, Université PARIS 1 et I. E. P. PARIS  
Roland VARDANEGA, Dr. Central du Personnel de Peugeot Automobiles  
Philippe VAZ, Conseil en Ressources Humaines, A à Z CONSEIL  
Jean PREVIEL, Directeur Adjoint de l'APEC  
Aude MAGNANT, Responsable Communication de l'APEC  
e Débat animé par Alain BEDOUEY, Rédacteur en chef, France Inter

## PORTES DE L'ACTION

Préparer l'avenir :

6 conseillers d'orientation MNEF seront présents pour aider les  
étudiants à mieux connaître les formations qui existent afin de  
préparer leur avenir.

Prendre rendez-vous au kiosque de la MNEF dans le hall d'accueil

Le kiosque aux stages :

La MNEF et le CDTE proposent un kiosque spécialement consacré  
aux stages en entreprise pour toutes les formations et dans tous les  
domaines.

Salle III

Les conseils des experts aux cadres :

Pour les cadres ayant déjà une expérience professionnelle de 3 ans,  
des consultations individuelles et gratuites seront offertes par des  
cabinets de recrutement, sous l'égide du SYNTec Conseil (comité  
recrutement) et de la Chambre Nationale Syndicale des Conseils en  
Recrutement.

Le public devra se munir d'un curriculum vitae et prendra rendez-vous  
dans le hall d'accueil.

36.15 LM :

Mercredi 16 et jeudi 17, de 9h00 à 19h00, Le Monde met à votre  
disposition son service télématique emploi pour :  
- laisser votre CV aux entreprises qui animent une tribune,  
- consulter toutes les offres d'emploi parues dans Le Monde  
depuis un mois.

Salle des Actes



# Le Monde

## SPÉCIAL JOURNÉES PROSPECTIVES

### Les Métiers de la Communication et des Ressources Humaines

#### sanara L'INGENIERIE LOGISTIQUE

#### Directeur Ressources Humaines



Appartenant à un groupe international de transport multimodal, notre société rassemble aujourd'hui 1570 personnes dont 250 cadres. Elle réalise un C.A. net de 3 milliards de francs. Nos effectifs sont répartis entre la France, l'Allemagne et le Bénélux, à travers un réseau européen de plus de 100 implantations.

Aujourd'hui, notre président désire intégrer un(e) professionnel(le) qui saura concevoir et mettre en place une véritable gestion des ressources humaines : gestion des carrières, politique de rémunération, communication interne, formation, recrutement, sans négliger l'aspect droit social et paye de la fonction. Opérationnel(le) en anglais et en allemand, la trentaine ambitieuse, de formation supérieure, vous avez une première expérience réussie dans la fonction personnel. Votre enthousiasme, votre savoir-faire, votre capacité à convaincre nous convaincront. Le poste est basé à la Défense.

Adressez-nous votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous référence 90417/M à SELECROM 236, rue du Faubourg St Honoré - 75008 PARIS.

#### RESPONSABLE FORMATION



N° 1 mondial du champagne, notre notoriété résulte de la qualité de nos produits et de la compétence des hommes de l'entreprise. La formation nous permet de développer notre savoir-faire et de répondre aux attentes de chacun en termes d'évolution professionnelle.

Rattaché au Directeur des Relations Humaines, vous avez pour mission l'élaboration et la mise en place du plan de formation de l'entreprise. Responsable de votre budget, vous coordonnez l'ensemble des actions, sélectionnez les intervenants extérieurs et assurez la mise en œuvre des moyens nécessaires à la réalisation de notre politique sociale.

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une première expérience acquise en entreprise. Rigoureux, concret et possédant un sens développé de la communication, vous trouverez dans ce contexte l'opportunité de valoriser vos compétences et à terme d'élargir le cadre de vos responsabilités.

Poste basé à Epernay.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence M 36774 D à :

EGOR S.A.  
8, rue de Berni - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDEN UNITED KINGDOM

#### UNE STRATEGIE POUR 1995

Notre Banque Régionale (2300 personnes, 250 points de vente répartis sur 10 départements) souhaite renforcer son équipe "EMPLOI". Elle recherche un

#### CHARGE DE L'EMPLOI H/F

De formation supérieure (BAC + 4 ou 5 avec une spécialisation "Ressources Humaines"), vous débutez ou possédez une première expérience du recrutement en cabinet ou en entreprise. Nous vous offrons de valoriser vos compétences dans une fonction "Emploi".

Vous prendrez en charge des missions complètes de recrutement (commerciaux et cadres essentiellement).

Pour parfaire le développement des relations humaines, vous participerez à la mise en place d'un marché interne de l'emploi et élaborerez des outils d'aide à la décision.



Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) s/réf. EFR 01/02 au CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST 89541 CHAMPAGNE MONT D'OR cedex.



Nous renforçons nos structures actuelles de Paris et de Nantes/Atlantique et poursuivons notre implantation nationale en Région Méditerranéenne puis à moyen terme dans les régions Rhône-Alpes et Nord. Equipe de quatorze personnes aujourd'hui, nous choisissons demain les

#### CONSULTANTS

avec lesquels

- nous conduirons notre société aux premiers rangs de la qualité en France,
- nous optimiserons le volume et la rentabilité de nos différents créneaux d'activité : conseil, recrutement, formation,
- nous élargirons notre champ d'action vers l'Europe.

Tel est l'ambitieux projet que nous partagerons avec nos futurs collaborateurs salariés ou associés, professionnels performants, rompus à la connaissance des techniques et aux exigences du métier de conseil.

Compétence et créativité, qualité et respect des hommes et des organisations sont des valeurs que nous partageons. Les mettre en œuvre et les développer par un travail en équipe vous intéresse.

Rencontrez-nous !

Eric Alah, Raphaël Biaggi, Francis Colombes, Jean-Paul Corbasson, Louis Desmors et Xavier Marchandise accueillent votre candidature et vous remercieront de leur adressez votre dossier sous référence 1112 à QUEL RESSOURCES ET PERSPECTIVES - 10, rue de Presles - 75015 PARIS.

QUEL

#### RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Lyon

PA Consulting Group, leader parmi les sociétés internationales de Conseil en Management et Technologie, avec 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires et 1.750 consultants, opère dans le monde entier à partir de ses 80 bureaux implantés dans 20 pays. La progression que nous connaissons en France, entre autres dans le domaine des Ressources Humaines, nous conduit à rechercher pour le bureau de Lyon un consultant confirmé. Il mènera en totale autonomie des missions de recrutement et

sera responsable d'un portefeuille de clients qu'il gèrera et développera. Agé d'au moins 30 ans, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une réelle expérience en recrutement, acquise en cabinet ou en entreprise. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Ecrire à François PHILIBERT en précisant la référence A/062M - PA Consulting Group - 78 bd du 11 Novembre - 69636 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.15 code PA)

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage



#### RESPONSABLE RECRUTEMENT

Société multinationale, leader dans son secteur, recherche un RESPONSABLE DES RECRUTEMENTS, DES STAGES, ANALYSES

ET COTATIONS DES POSTES pour participer à l'expansion de son

centre normand d'études et de production. Ce poste évolutif, rattaché directement au D.R.H.,

s'adresse à une personne de formation supérieure, maîtrisant parfaitement la pratique du recrutement, acquise de préférence dans le secteur électronique et/ou informatique.

Anglais nécessaire. Merci d'adresser votre candidature sous réf. RR/M

à CURRICULUM 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

SPECIAL

Les Métiers et des R

LES MEILLEURS JEUNES DIPLOMES EN QUELQUE

JOBSTAGE

Consultant en Recrutement

Consultant en Recrutement

Consultant en Recrutement

Consultant en Recrutement

Consultant en Recrutement

Consultant en Recrutement

Consultant en Recrutement



JAN 15 1991

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 XI

PROSPECTIVES

Communication  
Humaines

SPONSABLE FORMATION

Le 16 janvier 1991, le monde est réuni pour la première fois dans le Tunnel de Service à la Grande-Bretagne est reliée au Continent. Le Tunnel sous la Manche, qui fait construire le Tunnel sous la Manche, se prépare à exploiter ce qui sera à la fois l'un des plus grands systèmes de Transport souterrains et le plus grand péage du monde avec 30 millions de passagers par an dès les premières années. Le Siège de l'Exploitation, qui sera installé en 1993 sur le Terminal Français près de Calais, recherche son Responsable du Recrutement.

CONSULTANTS

PROSPECTIVES

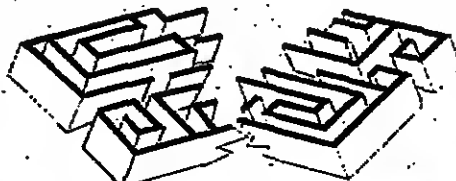
## Le Monde SPÉCIAL JOURNÉES PROSPECTIVES

### Les Métiers de la Communication et des Ressources Humaines

LES MEILLEURS  
JEUNES DIPLOMÉS  
EN QUELQUES JOURS

36-15  
JOBSTAGE

Tél. 45 46 16 20



ENTREPRISE

Passez votre  
temps à évaluer  
les candidats  
non à les  
rechercher

## STAGEEMPLOI

47, avenue Paul Vaillant Couturier  
94250 Gentilly

Savoir faire savoir  
Professionnel  
de la  
Communication

BASTIA

Importante société, nous vous confierons, au sein de notre Direction Régionale de Bastia, une double mission que vous gèrerez avec cohérence et créativité. En interne : vous saurez organiser, traiter et transmettre l'information. En externe : vous définirez une stratégie de communication et les concepts propres à développer notre image et notre notoriété. Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. PC2244 à notre conseil Patricia Perona 10, rue Neuve Ste Catherine - 13007 Marseille qui nous permettra d'établir notre premier contact.

patricia perona  
conseil en recrutement

cegos

Ressources Humaines

### CONSULTANTS FORMATEURS

Communication interne  
Formation de formateurs

Le Département Formation Ressources Humaines est toujours en expansion et comme chaque année, il offre de nouveaux postes à des consultants formateurs compétents dans l'un des domaines ci-dessus. Passionné d'animation, vous serez responsable de stages inter-entreprises, en concevrez de nouveaux, réaliserez des missions de conseil formation spécifiques en entreprise. Ces postes vous permettent d'évoluer en fonction de vos performances qualitatives et de votre créativité. Ils s'adressent à des diplômés de 3e cycle en psychosociologie de préférence, ayant 3 à 5 ans d'expérience de la formation des adultes.

Merci d'adresser sous référence 23853M à Dominique CHALVIN - Directeur Département Formation Ressources Humaines - CEGOS - Tour Vendôme 92516 BOULOGNE Cédex.

Recruter les équipes d'Exploitation  
du Tunnel sous la Manche

### RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

Calais



1er Décembre 1990 : la jonction sous la Manche est réalisée dans le Tunnel de Service ; la Grande-Bretagne est reliée au Continent. Le Tunnel sous la Manche, qui fait construire le Tunnel sous la Manche, se prépare à exploiter ce qui sera à la fois l'un des plus grands systèmes de Transport souterrains et le plus grand péage du monde avec 30 millions de passagers par an dès les premières années. Le Siège de l'Exploitation, qui sera installé en 1993 sur le Terminal Français près de Calais, recherche son Responsable du Recrutement.

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines du siège, il définit avec les responsables d'exploitation le cahier des charges des postes à pourvoir, les conseille sur la méthode de recherche la mieux adaptée, organise et participe à la sélection des candidats qu'il présente aux hiérarchies. Il utilise les différentes sources d'emploi : la mobilité interne, le bassin d'emploi régional, notamment le personnel ayant participé à la construction de l'ouvrage, et le marché national.

Il est en relation constante avec les représentants de l'Administration du Travail et des structures administratives mises en place dans le cadre d'une procédure de "Grands Chantiers".

Ce poste concerne un Cadre de Ressources Humaines de formation supérieure ayant une expérience de plusieurs années du Recrutement acquis en entreprise(s) industrielle(s). Il connaît parfaitement le Nord Pas-de-Calais : les formations délivrées par les établissements régionaux et d'une façon générale, la structure régionale de l'emploi. Il maîtrise parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 10/3836 B à :

EGOR S.A.

8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AUX EN PROVINCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

### Consultant en Recrutement

Nous sommes un cabinet spécialisé dans le recrutement de cadres et notre développement nous amène à rechercher un nouveau consultant.

La trentaine, de formation supérieure (université, grande école), vous avez occupé idéalement un poste opérationnel puis vous avez exercé une fonction recrutement en cabinet ou en entreprise. Vous avez un tempérament d'entrepreneur, le souci du résultat et les capacités à développer et fidéliser une clientèle. Naturellement, vous avez de bonnes connaissances en anglais.

Nous vous proposons de rejoindre une structure très conviviale qui exerce son métier avec passion, sérieux et bonne humeur. Merci d'adresser votre dossier complet sous référence 3CR/M à ARPE 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

arpe  
EN RECRUTEMENT

Vous êtes

### CONSULTANT CONFIRMÉ

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, après une première étape de votre vie professionnelle, vous avez découvert les servitudes et les grandeurs du métier de

conseil en recrutement

auquel vous vous consacrez depuis au moins deux ans. Vous maîtrisez la recherche par annonces et par approche directe.

Notre Cabinet souhaite vous accueillir : nous sommes une petite structure conviviale et très professionnelle (membre de SYNTIC, certifié OPGCM) et sommes reconnus par nos clients, par les candidats et par nos confrères.

Autonome, vous aurez très vite la possibilité de devenir associé.

Votre dossier de candidature adressé sous réf. M/CHP sera étudié avec intérêt et discrétion.

CHP

cabinet Henri PHILIPPE

106 boulevard Haussmann 75008 PARIS

Membre de Syntec

Nous prions instamment nos  
annonceurs d'avoir l'obligeance de  
répondre à toutes les lettres qu'ils  
reçoivent et de restituer aux inté-  
ressés les documents qui leur ont été  
confiés.

19 et  
43 74 12 12  
PUBLITE  
bleu



IMPORTANT GROUPE  
FINANCIER - PARIS  
souhaite intégrer à sa Direction  
des Relations Humaines

### UN ADJOINT RESPONSABLE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

De formation supérieure, bénéficiant d'une expérience de 4 années minimum dans cette fonction, familiarisé avec les systèmes de traitement de l'information et de la micro-informatique, ayant de bonnes connaissances de notre législation sociale.

VOUS SOUHAITEZ METTRE A PROFIT VOS QUALITES DE RIGUEUR, D'ORGANISATION ET RELATIONNELLES POUR :

- Elaborer, développer et améliorer des outils d'analyses liés à la gestion du personnel.
- Assurer des relations avec les organismes sociaux.
- Suivre et contrôler les frais de personnel.
- Analyser les évolutions de la législation sociale afin de veiller à leur bonne application dans la paie et ses connexes, et à l'optimisation de nos procédures administratives.

Rapidité intellectuelle, initiatives, curiosité d'esprit et dynamisme, sont essentiels pour réussir votre évolution au sein de la D.R.H.

Oribis

Réf: RAP 2-91 - ORIBIS, 16, rue des Petits-Champs,  
75002 PARIS. FAX: 42.60.21.36



## Le Monde SPÉCIAL JOURNÉES PROSPECTIVES

# Les Métiers de la Communication et des Ressources Humaines

Notre cabinet international connaît une réussite intégrale dans son métier. Notre activité principale : LE RECRUTEMENT DE POSTES OPERATIONNELS : Commerciaux, techniciens, ingénieurs et postes de direction (commerciale, technique, financière et générale) PAR ANNONCE ET PAR APPROCHE DIRECTE. Pour participer activement à notre développement exceptionnel, exploitez votre POTENTIEL, DEVENEZ

### CONSULTANTS EN RECRUTEMENT

PARIS - LYON - NANTES - AIX - STRASBOURG  
BRUXELLES - FRANCOFORT - LONDRES - MADRID - MILAN - TOKYO  
AUTRES REGIONS ET ETRANGER

**NOS VALEURS :** ☐ la reconnaissance d'une clientèle nombreuse et très diversifiée ☐ une éthique et une image de marque sans équivalent dans notre métier ☐ des méthodes totalement nouvelles, notamment en approche directe ☐ un métier varié et enrichissant ☐ des équipes jeunes aussi soudées qu'engagées ☐ la certitude d'évoluer très rapidement vers de nouvelles responsabilités : direction de bureau en France ou à l'étranger... ☐ une rémunération évolutive liée à votre dynamisme et vos compétences.

**MISSIONS ET RESPONSABILITES :** Après une période de formation ☐ accéder très rapidement à une responsabilité entière de clientèle ☐ assurer un véritable rôle de conseil auprès d'entreprises appartenant à tous domaines d'activité ☐ gérer totalement vos résultats : suivi commercial et réalisation complète des missions.

**CEUX QUI SE FELICITENT DE NOUS AVOIR REJOINT ONT :** ☐ 25-35 ans ☐ études supérieures Bac + 4 minimum (école de commerce, ingénieurs...) ☐ charisme, autorité de caractère, dynamisme, esprit de décision ☐ plusieurs années d'expérience professionnelle exigeante réussie ☐ des aptitudes à manager une équipe ☐ une langue étrangère courante et un sérieux about ☐ l'envie de vous investir dans ce métier passionnant et de réussir avec nous.

**NOUS PRENDREONS TOUT LE TEMPS NÉCESSAIRE POUR ÉCOUTER VOS MOTIVATIONS LORS D'UN ENTRETIEN INDIVIDUEL.**

Adressez ou télécrivez CV, lettre et photo à EUROMAN - 96 rue Saint-Charles - 75015 PARIS. FAX : 45 79 49 94 en indiquant la référence choisie et la ville, région ou pays de votre choix sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**

Nous sommes un Cabinet de recrutement de forte notoriété, partenaire depuis de nombreuses années de grandes entreprises françaises et internationales.

Nous souhaitons, dans le cadre du développement rapide de nos activités de recrutement en recherche directe, nous adjoindre un

### Assistant de Recherche H.F.

travaillant en étroite collaboration avec les consultants.

Le titulaire du poste sera totalement impliqué dans la conduite des missions depuis l'élaboration du profil du poste jusqu'aux interviews téléphoniques des candidats potentiels identifiés.

Ce poste de cadre s'adresse à un candidat de formation supérieure : ayant déjà exercé des responsabilités similaires d'au moins un an • désireux de se développer dans un métier nécessitant le goût des contacts dans le milieu des affaires et de la perspicacité pour y détecter des talents.

Connaissance de l'anglais ou autre langue étrangère souhaitée.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 3487 à :

**PUBLIPANEL**

13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

## A.T. KEARNEY

recherche plusieurs

junior - senior consultants

- A.T. KEARNEY Management Consultants est un des trois premiers groupes de conseil en stratégie et management dans le monde avec 1.000 consultants dont 350 en Europe. Sa mission est d'aider les directions générales de grandes entreprises industrielles et de services à se développer et à améliorer rentabilité et compétitivité.
- A.T. KEARNEY recherche pour son bureau de Paris des candidats de haute valeur, diplômés des grandes écoles (X, Mines, Ponts et Chaussées, Centrale, Telecom, ENA, HEC, ESSEC...) avec une expérience réussie dans le conseil ou l'entreprise (industrie, services et banques...). Evidemment ces candidats devront avoir une excellente maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand.

Prière d'adresser votre candidature à A.T. Kearney,  
30, avenue George-V - 75008 Paris

### FORMATION PROFESSIONNELLE

#### THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formation permanente

Offrez-vous une nouvelle carrière avec les années 90  
Spécialiste en droit du commerce international et européen

- ★ Formation d'assistant juridique permettant d'exercer dans des cabinets et compagnies internationales en Europe ou aux Etats-Unis.
  - ★ Cours en droit du commerce international et de la CEE enseignés en anglais par des avocats (4 mois en cours du jour; 7 en cours du soir).
  - ★ Assister à une session d'information gratuite à Paris le 24 janvier ou les 12 ou 13 février à 18 h 30 ou le 26 janvier à 10 heures.
  - ★ Pour réserver votre place et obtenir une brochure gratuite, contactez :
- The American University of Paris,  
88, boulevard de La Tour-Maubourg, 75007 Paris.  
Tél. : 45-51-64-58. Fax : 45-51-56-20.

#### OPTÉZ POUR UNE VALEUR EN HAUSSE : L'INTERNATIONAL !

Vous souhaitez vous impliquer dans les métiers du commerce international. De niveau Bac + 3 ou 4 à dominante commerciale ou technique, vous maîtrisez l'anglais usuel et une autre langue européenne (allemand, espagnol).

Les Techniques Internationales (TI), reconnues pour la qualité de ses études et publications, vous propose le stage "FORMATION EUROPE EXPORT" : 7 mois à temps plein, des enseignements théoriques et pratiques des professionnels de l'exportation et une équipe expérimentée vous permettant de compléter efficacement votre cursus et de développer rapidement vos possibilités d'évolution professionnelle.

Camp d'été de fin d'études.

Admission sans entretien CV + lettre à : CTI, 5, av. de Verdun - 92288 LA GARENNE COLOMBES.  
Tél. : (1) 47.81.94.65 / 47.85.65.11 (9h-18h) Orléans, 100 Saint-Lazare.

Souscription par le Centre National de la Formation avec possibilité de rémunération ou AFE.

### DEVENEZ RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

IPREX Cycle intensif de Commerce International  
Durée : 15 semaines  
Prochaine session : le 18 mars 1991  
Sélection : 15 jours avant le début de la session  
Rémunération : par l'Entreprise ou l'Etat

**CDM**

Centre de Développement du Management

23 avenue Guy de Collongue  
B.P. 174  
69132 ECULLY CEDEX  
Tél. : (16-1) 72 20 25 21

Groupe ESC Lyon  
UNIVERSITÉ DE LYON - 19, rue de la République - 69622 VILLEURBANNE

Je désire recevoir un dossier d'inscription

Nom, Prénom :  
Adresse :

Tél. : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Vous avez une expérience professionnelle conséquente (commerciale, financière, production, etc.) et vous souhaitez acquérir :

#### UNE COMPÉTENCE COMPLÉMENTAIRE EN INFORMATIQUE

Stage Méthodes et Analyse d'Informatisation  
au CESI Paris Ile-de-France  
du 11-02-1991 au 14-06-1991

Renseignements au CESI M<sup>me</sup> CRUSE :

46-64-39-69 ou 46-64-35-51

Possibilité de prise en charge pour les cadres demandeurs d'emploi : conseils, inscription, sélection par l'AFPC ou l'ANPE.

#### Formation au métier de : ASSISTANTE COMMERCIALE EXPORT BILINGUE

PARTICIPANTS : demandeurs d'emploi ou jeunes diplômés de niveau Bac + 2 ou expérience professionnelle.

REUNIONS D'INFORMATION : les Jeudi 17 et 31 janvier 1991, à 14 heures.

ESAM - 12, rue Alexandre Parodi  
75010 PARIS.  
Tél. : (1) 42 05 88 20 - Poste 439.

GROUPE KGS  
Institut de Gestion Sociale

### Directeur

Directeur Général Adjoint

Le Directeur Général Adjoint est responsable de l'ensemble des activités de la Direction Générale. Il assure la mise en œuvre de la stratégie définie par le Conseil d'Administration et le Directeur Général. Il est responsable de la gestion administrative, financière, commerciale et technique de l'entreprise. Il est également responsable de la gestion des ressources humaines et de la communication.

### DIRECTEUR DU MARCHÉ DES PARTIS

Le Directeur du Marché des Partis est responsable de l'ensemble des activités de la Direction du Marché des Partis. Il assure la mise en œuvre de la stratégie définie par le Conseil d'Administration et le Directeur Général. Il est responsable de la gestion administrative, financière, commerciale et technique de l'entreprise. Il est également responsable de la gestion des ressources humaines et de la communication.

Ethnos

### ATTENTION DE

### MONTEUR EUSI D'OPÉRATIONS COM

Le Monteur EUSI D'Opérations Com est responsable de l'ensemble des activités de la Direction du Marché des Partis. Il assure la mise en œuvre de la stratégie définie par le Conseil d'Administration et le Directeur Général. Il est responsable de la gestion administrative, financière, commerciale et technique de l'entreprise. Il est également responsable de la gestion des ressources humaines et de la communication.



Jep. 101.50

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 XIII

PERSPECTIVES

Communication Humaines

TKERVEL

## Directeur Etablissement Hospitalier

GRENOBLE

LA FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE gère 13 établissements (1 600 lits et places), accueillant des malades et des handicapés. Reconnue d'Utilité Publique depuis 1925, l'une de ses caractéristiques principales est d'associer soins et études.

Elle recherche un Directeur pour son Centre Médical et Universitaire de Saint-Étienne du Tournet - dont la capacité est de 200 lits : rééducation fonctionnelle, médecine interne de moyen séjour et hémodialyse.

Rattaché au Conseil d'Administration par l'intermédiaire du Directeur Général de la Fondation S.E.F. il établit des liens étroits avec le Médecin Chef du Centre responsable de la coordination médicale. Il assure aux plans administratif, financier et social le bon fonctionnement de l'établissement comprenant 220 postes à temps plein et doté d'une structure d'enseignement supérieur, secondaire et technique.

De formation supérieure, intéressé par les aspects universitaires et culturels, il aura acquis, à 40 ans environ, une bonne expérience de Direction dans le domaine sanitaire, social ou associatif ainsi qu'une bonne connaissance de la réglementation hospitalière et des problèmes techniques liés à la construction, l'aménagement, l'équipement.

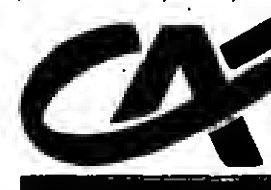
Diplômé, ayant le sens de la communication, sa disposition à s'intéresser et à s'intégrer à la vie locale lui permettra de s'adapter efficacement dans ce poste nécessitant des contacts suivis auprès d'organismes sanitaires et sociaux, départementaux et régionaux.

Statut et rémunération selon CCN du 31/05/81 - Logement de fonction.

Notre Conseil d'Administration vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3418.



65, Avenue Kléber 75116 PARIS  
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg



Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de l'Indre

## DIRECTEUR DES AGENCES ET DU MARCHÉ DES PARTICULIERS

35 Agences, soit près de 270 personnes et plus de 100 000 comptes de particuliers.

tous les produits de la Banque et tous leurs canaux de vente... au total 46% du marché et l'ambition d'ajouter de nouveaux succès à nos performances.

Le poste que nous vous proposons, recouvre l'encadrement et l'animation de ces implantations et de l'équipe chargée du marché des particuliers, l'optimisation de nos stratégies-produits, la recherche, la proposition et la mise en œuvre de nouveaux axes de développement. Il fait partie de l'entourage immédiat du Directeur Général de la Caisse.

Professionnel de la Banque, connaissant son organisation, ses environnements, ses produits, vous y avez exercé des responsabilités opérationnelles et hiérarchiques. A 35-40 ans, vous êtes prêt à y prendre un poste de commandement à haut niveau nécessitant de solides qualités d'animation, de communication et de management.

Poste basé à Châteauroux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, qui sera examiné en toute confidentialité, sous la référence CC/984 à notre Conseil,



Conseil en recrutement  
141, avenue de Wagram - 75017 PARIS  
Membre de SYNTEC Recrutement

Parlez-nous  
de vos ambitions !

LA CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT  
MUTUEL CREE AU SEIN DU SECTEUR  
RELATIONS INSTITUTIONNELLES UN POSTE D'

Directement rattaché à la Direction Générale, ce secteur a en charge :

- les relations institutionnelles nationales et internationales (représentation du Crédit Mutuel au sein des instances institutionnelles professionnelles et coopératives),
- les relations avec le parlement,
- l'Observatoire Européen, suivi et analyse des évolutions du monde bancaire concernant les stratégies européennes.

De formation supérieure (IEP ou Université), vous avez une bonne connaissance du milieu parlementaire acquise au cours d'une expérience d'environ 3 à 5 ans. La connaissance du secteur bancaire serait un plus.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Groupes Régionaux, 7,6 millions de clients, 23.000 collaborateurs et 4.130 points de vente, la plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la 5ème Banque Française.

## ATTACHE DE DIRECTION

Merci d'adresser  
votre dossier de candidature  
sous référence 301/11M  
à la DRHRS,  
Confédération Nationale  
du Crédit Mutuel,  
88-90, rue Cardinet  
75017 PARIS.

Crédit Mutuel  
une banque à qui parler

L'OPHLM DE MONTREUIL

recrute

## MONTEUR (EUSE) D'OPÉRATIONS CONFIRMÉ (E)

pour opérations neuves et réhabilitations. Selaire à débattre

Envoyer lettre de candidature et CV à :  
Monsieur le Président de l'OPHLM de Montreuil,  
17, rue Mollière, 93100 Montreuil.

Tous renseignements complémentaires peuvent être demandés  
au Service du personnel.  
Téléphone : 49-20-36-36.

Regie publicitaire  
du quotidien Le Monde et de  
ses publications périodiques  
recherche son

Le Monde  
PUBLICITE

## DIRECTEUR DÉVELOPPEMENT

Société de 90 collaborateurs, dont 45 commerciaux, réalisant un chiffre d'affaires de 800 MF, le Monde Publicité SA a réalisé une expansion de 143 % depuis sa création en 1986 et opère pour le compte du quotidien français le plus prestigieux dans des secteurs diversifiés, traitant aussi bien avec les plus grandes entreprises qu'avec de petits comptes qu'il faut fidéliser et développer.

Le Directeur du Développement, en liaison directe avec le Directeur Général, est en charge du développement des secteurs d'investissement : finances, ressources humaines, informatique, industrie, immobilier, représentant plus de la moitié du chiffre d'affaires ; de l'animation des équipes, des relations avec les clients et avec le journal.

Vous avez un tempérament commercial, l'expérience de l'animation des équipes, le sens des responsabilités financières et industrielles et une formation supérieure en économie ; vous possédez aussi une expérience dans le secteur de la communication, notamment financière ou de ressources humaines, alors, envoyez-nous votre CV.

ATTENTION : Cette rubrique a permis à nos clients de trouver les dirigeants qu'ils recherchaient, notamment à des postes de très haut niveau, et elle constitue le seul vecteur de notre recherche.

Nous n'irons "chasser" personne ; votre envie de nous rejoindre et votre enthousiasme vous décideront à prendre contact avec nous.

Françoise Huguet, le MPSA, 5 rue de Montessuy, 75007 Paris.

Groupe industriel de dimension internationale, SNPE (7 000 personnes, 3,7 milliards de CA) bénéficie d'un potentiel technique et humain de premier plan.

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons aujourd'hui pour notre Siège Social de Paris (IVe), un

## Responsable Systèmes d'Informations et Etudes Sociales

Rattaché au responsable des affaires sociales et à la tête d'une équipe de trois personnes, vous :

- supervisez le système central de paie
- assurez la responsabilité des outils d'aide à la décision (tableaux de bord...)
- conduisez les études de prospective et d'innovation sociale.

De formation Bac + 4 à dominante économique, vous justifiez d'une expérience d'environ 5 ans sur PACIA ; pragmatique et méthodique, vous savez être une force de proposition en matière sociale.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. M701B, à : SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.

## Produits Phytosanitaires

CFPI - Groupe Français de 1250 personnes - C.A. de 1,1 milliard de francs en Agrochimie et Spécialités Industrielles, dont 40% à l'étranger, recherche pour sa Division Agrochimie

## CHEF DE MARCHÉ INTERNATIONAL

Véritable bras droit du Directeur de la Division, vous participerez à l'élaboration du plan de développement de nos activités européennes et internationales. Dans cette optique, vous définirez les objectifs et stratégies par marché et par produit.

De plus, vous développerez de nouveaux marchés et négocierez des partenariats de distribution.

A 35 ans environ, de préférence Ingénieur agronome, trilingue Anglais/Espagnol, vous apporterez une expérience confirmée de la commercialisation de produits phytosanitaires à l'international.

Si vous souhaitez jouer un rôle actif dans la négociation d'importants marchés et élargir à terme votre champ d'action, rejoignez-nous.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 6326 à CFPI, Direction des Relations Humaines, 28 boulevard Camélinat, 92233 GENNEVILLIERS CEDEX.







## DIRECTEUR DE DIVISION

**VOTRE MISSION :** □ Soutenir la qualité des performances d'une de nos filiales (2 milliards de francs, 4 000 pers.) spécialisée dans les travaux électriques nous recherchons un

**VOUS AVEZ :** □ 35/45 ans □ une formation supérieure de type X, Ponts, Supélec, ESTP... anglais souhaitable □ une mentalité d'entrepreneur □ une forte capacité à prendre des décisions et à les faire appliquer □ une bonne connaissance du milieu industriel □ un tempérament commercial □ de réelles aptitudes à gérer un centre de profit.

**NOUS VOUS OFFRONS :** □ un pouvoir élevé de décision □ une entreprise de forte notoriété sur un marché très porteur □ une structure opérationnelle dans un groupe important □ des possibilités d'évolution □ des conditions de travail et une rémunération très motivantes.

Pour un entretien individuel avec la société le 23/01/91.

Adressez ou télécochez C.V., lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE. Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence 5889 sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES  
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN



LA SOCIÉTÉ HOLDING DE CREDIT BAIL DU CREDIT AGRICOLE, CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES AU SEIN DU PREMIER GROUPE BANCAIRE EUROPEEN : 300 COLLABORATEURS, 20 DELEGATIONS REGIONALES.



Ensemble, escalier dans nos métiers, gagner en Europe.

## ATTACHE COMMERCIAL

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCAE, SUP de CO, Maîtrise de gestion ou de sciences économiques), vous avez acquis plusieurs années d'expérience professionnelle de préférence dans le crédit aux entreprises.

Nous vous proposons de rejoindre une grande société holding de Crédit Bail : UCABAIL, filiale du Crédit Agricole. Directement rattaché au Délégué Régional, vous serez chargé :

- d'informer et d'apporter votre conseil en vue de la formation, et de l'animation d'un réseau commercial solidement établi ;

- de promouvoir les activités de Crédit Bail sur les départements rattachés à la délégation.

Pour ce poste qui exige de fréquents déplacements, nous vous remercions d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. LAM/01.01 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole - Direction des Ressources Humaines - BP 48 - 75280 GUYANCOURT.

## Lyon

Filiée d'un groupe français international, cette société de conseil intervient en management de l'environnement auprès des collectivités locales. Notre fort développement actuel sur un marché très porteur nous amène à recruter :

## 2 Consultants Environnement junior et senior H/F

Vous avez complété votre formation supérieure généraliste (Ingénieur, Gestion, IEP) par un 3<sup>e</sup> cycle en Urbanisme, Environnement, Aménagement ou êtes sensibilisé à ces problèmes.

Vous souhaitez vous engager dans un métier demandant une ténacité bien faite, une forte implication personnelle, un optimisme concret.

De larges perspectives d'évolution sont offertes pour ces postes très motivants.

Merci d'adresser votre candidature à Jacques VUARIER, qui traitera confidentiellement votre dossier, sous réf. 4431.

**argos** 41 quai Fulchiron, 69005 Lyon. Tél. 78.38.31.77.  
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL



## DIRECTEUR DES AFFAIRES ECONOMIQUES

pour l'aider à concevoir et à mettre en œuvre cette politique.

35-40 ans - Formation Bac + 4 Droit Gestion Economie Marketing (Réf. 2585)

## CHARGE DE MISSION ECONOMIQUE "DEVELOPPEMENT LOCAL"

pour assister le Directeur dans le montage et le suivi des dossiers et assurer l'accompagnement des "porteurs de projets".

25-30 ans - Formation Bac + 4 Droit Gestion Economie (Réf. 2586)

Pour ces deux postes, il est souhaité une bonne connaissance des collectivités, de l'animation économique et de l'entreprise ainsi que des qualités suivantes : diplomate - ténacité - rigueur - disponibilité - négociation - communication - sens de l'initiative - collectif. Rémunération motivante.

Dossier d'information au 83.35.42.63, en rappelant la référence du poste choisi au

**CABINET CLAUDE BLIQUE**  
BP 3109  
54013 NANCY CEDEX

Groupe Michel Jouhaud Conseils  
Paris - Lille - Lyon - Nancy

## ROUX COMBALUZIER SCHINDLER

8 Directions Régionales  
2700 personnes - CA : 1,3 milliard  
75 000 appareils à l'entretien

## CHEF D'AGENCE ET RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT

Région  
NORD/PAS-DE-CALAIS/PCARDIE

Encadrer, motiver, animer avec méthode et efficacité plus de 80 personnes, préparer et gérer les budgets d'activité, de fonctionnement et d'investissement. Simpler personnellement dans les contacts à haut niveau. Réaliser CA et marges. C'est le challenge que nous proposons au collaborateur recherché. Il poursuivra et développera le travail de son prédécesseur par rapport à la région. Diplômé d'une Haute Ecole Commerciale avec une spécialité de compréhension et d'adaptation technique, ou d'ingénieur avec des qualités de négociateur confirmé, vous avez à 40-45 ans environ, acquis une expérience probante, des méthodes performantes de gestion, d'animation et de conduite des hommes. Le milieu du bâtiment ne vous est pas inconnu. Nous pouvons vous offrir des perspectives intéressantes d'évolution.

Pour en savoir plus, faites parvenir votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1 M 302 M à notre Conseil Michel BARBEY au 49 avenue Thudine 75009 PARIS - Tél. 40.23.00.03.

## ACTÈRES CONSEIL

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

## GROUPE HOTELIER

en forte expansion France et étranger recherche

pour son siège de RUNGIS (94)

## RÉDACTRICE/TEUR JURIDIQUE

expérimentée (e), niveau licence en droit

Disponible rapidement

pour gestion dossiers dans le cadre de son département développement : constitution de sociétés ; formalités légales ; mise en place des contrats de financement ; suivi avec promoteurs, notaires, organismes financiers ; rédaction PV assemblées, approbation des comptes annuels, etc.

Ecrire à PARVEST SA, Direction financière, 20, rue du Pont-des-Haies, 94656 RUNGIS CX en joignant CV, photo et prétentions.

## IMPORTANT ORGANISME A CARACTÈRE SOCIAL

recherche

POUR SON JOURNAL (300 000 exemplaires)

## SON (SA) SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

(Réf. AP 9101)

- Bonne formation et expérience souhaitées dans la fonction.
- Poste basé à Paris.

Envoyez lettre de candidature, C.V. détaillé et prétentions en rappelant notre référence à :

1 RUE EDOUARD  
COLONNE  
75001 PARIS



## La Société d'Economie Mixte du Sud Parisien

intervenant dans les domaines des études urbaines, du développement local, de l'aménagement et de la construction de logements, équipements publics, locaux d'activités, recherche

## CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Sa mission sera d'assurer, en liaison avec les équipes municipales, le montage et la conduite d'opérations d'aménagement et de construction sur une ou plusieurs communes. Professionnel attentif à la qualité urbaine, aux problèmes de société liés à la ville et aux banlieues, qu'il soit à l'origine architecte, cadre de la fonction territoriale, économiste, géographe, ingénieur, etc., il aura une expérience attestée d'une pratique pluridisciplinaire, un intérêt marqué pour le contact avec les agents économiques et les habitants, une compétence pour les montages complexes, une capacité d'adaptation à la polyvalence des missions à assurer.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo, à : SEMASEP - 6, rue Georges-Le-Rigot BP 17 - 94801 VILLEJUIF CEDEX

Dans le cadre de son développement,

## MANPOWER

recherche un(e)

## JEUNE CHARGE(E) D'ETUDES EN ORGANISATION

siège  
PARIS  
17<sup>e</sup>



## Ville d'ALES (Gard)

Recherche

Directeur de la Communication

Il aura en charge le développement de la communication externe et interne et la gestion d'un service de 5 personnes.

Expérience de communication institutionnelle, motivation et disponibilité exigées.

Niveau cadre, salaire selon expérience, poste à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V. + prétentions au plus tard pour le 22.01.1991

Mairie d'Ales

Service Communication 30107 ALES Cedex

## CREATION DE POSTE DIRECTEUR PEDAGOGIQUE

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS RHONE-ALPES

Rech. candidats 30 ans au moins. Titulaires Diplôme niveau 2 (maîtrise). Disciplines scientifiques. Avoir exercé des fonctions d'enseignement, minimum 200 heures par an pendant 5 ans.

Envoi CV détaillé à :

## INTERPUBLICITE

16, av. V. Hugo - 26000 VALENCE - N° 26092

## VILLE DE LIMOGES

140 000 habitants

recrute

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Collaborateur direct du Maire
- Organisation et direction générale des services (2700 agents permanents)

Candidatures manuscrites avec photo, CV détaillé et motivations, à adresser à :

M. Alain Rodet, député et maire de la ville de Limoges

## GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS PARIS

recrute

pour son département formation continue

## un chef de projet de formation

Il aura à concevoir, monter et animer des stages et des cycles de formation pour ingénieurs et cadres dans le domaine des transports et de la circulation. Une expérience confirmée de la formation est requise.

Adressez CV et prétentions sous n° 8198

Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Directeurs d'agence,  
Seconds d'agence, Chargés  
de gestionnaires de patrimoine

Votre compétence  
pourquoi pas  
l'information

## Directeur

Le Monde Institut



15010150

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Cadres

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 XV

## ATTACHE COMMERCIAL

## Directeurs d'agence, Seconds d'agence, Chargés de clientèle, Gestionnaires de patrimoine, Organisateurs.

Faire progresser sa carrière, c'est important, c'est engager son parcours professionnel sur un itinéraire qui prépare à plusieurs possibilités d'évolution. Aux Banques Populaires, 57 groupes bancaires français, avec 1 850 agences, le Réseau est un tremplin. Le Réseau permet de vivre le métier de Banquier, de connaître les clients et d'acquiescer le sens du service commercial indispensable à notre développement. Aux Banques Populaires, le Réseau est riche, autonome, il permet à chacun d'exprimer ses compétences ; il permet aussi, grâce à un investissement formation important, de prendre de plus en plus de responsabilités.

### Encadrement Réseau

#### Directeurs d'agence

Véritable pilier de l'une de nos agences, vous mobilisez vos équipes vers un objectif de développement et de rentabilité de votre structure. Votre expérience (5 ans) et votre formation supérieure confèrent votre sens des responsabilités et votre dynamisme commercial. Vos perspectives de carrière :

- BP ANGERS réf. ANGIDA
- BP BOURGOGNE réf. BOU/DA
- BP GRENOBLE réf. GRE/DA
- BP MACON réf. MAC/DA
- BP MARSEILLE réf. MAR/DA
- BP NICE réf. NIC/DA
- BP SAINT-DENIS réf. ST/D/DA
- BP VERSAILLES réf. VER/DA

#### Seconds d'agence

Aujourd'hui chargé de clientèle ou responsable de bureau, votre expérience et votre formation vous permettent de prendre le poste de Second d'agence. Vous dirigez ainsi votre mission vers l'encadrement d'équipes et la gestion commerciale tout en conservant la responsabilité d'un portefeuille d'entreprises. Vos perspectives de carrière :

- BP ANGERS réf. ANGISA
- BP BOURGOGNE réf. BOU/SA
- BP GRENOBLE réf. GRE/SA
- BP MACON réf. MAC/SA
- BP NANTES réf. NAN/SA
- BP NICE réf. NIC/SA
- BP TOULOUSE réf. TOU/SA
- BP VERSAILLES réf. VER/SA

### Siège

#### Organisateurs

Interface des utilisateurs et des informaticiens, vous êtes chargé d'analyser et de penser à de nouvelles organisations, de les proposer et de contrôler la rentabilité de chaque opération. Vos perspectives de carrière :

- BP NICE réf. NIC/ORG

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la ou les références, à l'Agence du Crédit, Département Hommes et Structures, Chambre Syndicale des Banques Populaires, Le Pinat de Paris, 5 rue Leblanc, 75011 Paris Cedex 13.

### Exploitation

#### Chargés de clientèle entreprises ou de clientèle privée

Vous avez une expérience similaire et une formation supérieure. Vous êtes le partenaire financier de votre clientèle. Votre dynamisme commercial et vos résultats vous permettent d'évoluer rapidement vers des postes de responsables d'agence. Vos perspectives de carrière :

- BP ANGERS réf. ANGICC
- BP BOURGOGNE réf. BOU/ICC
- BP CAHORS réf. CAH/ICC
- BP CLERMONT réf. CLC/ICC
- BP GRENOBLE réf. GRE/ICC
- BP MACON réf. MAC/ICC
- BP MARSEILLE réf. MAR/ICC
- BP NANTES réf. NAN/ICC
- BP NICE réf. NIC/ICC
- BP SAINT-DENIS réf. STD/ICC
- BP TOULOUSE réf. TOU/ICC
- BP VERSAILLES réf. VER/ICC

### Activités financières

#### Gestionnaires de patrimoine

Vous êtes le partenaire d'une clientèle "haut de gamme". Vous la conseillez dans ses choix d'investissement grâce à votre excellente connaissance de la fiscalité et des marchés financiers et immobiliers. De nombreuses voies d'évolution au sein du Réseau ou du Siège, dans les domaines financiers, vous seront ouvertes. Vos perspectives de carrière :

- BP CLERMONT réf. CLC/GP
- BP NANTES réf. NAN/GP
- BP SAINT-DENIS réf. STD/GP
- BP TROYES réf. TRO/GP
- BP VERSAILLES réf. VER/GP



## Votre carrière ? Pourquoi pas dans l'Informatique !

Diplômés de l'Enseignement Supérieur, vous êtes débutants ou avez une première expérience et vous souhaitez orienter votre carrière vers l'informatique.

Nous vous offrons l'opportunité de suivre une formation rémunérée de 5 mois sur Grand Système IBM et sur Micro, puis d'intégrer nos équipes de développements Informatiques basées en Région Parisienne.

Nous sommes un Groupe financier de dimension européenne dont la réputation n'est plus à faire, 3800 personnes, 215 agences et 14 filiales.

Vos atouts pour réussir dans notre établissement : communication, dynamisme, ouverture d'esprit, volonté de s'impliquer.

Rencontrons-nous rapidement. Merci d'adresser votre dossier de candidature à Sonio BOHLI.

CURSUS SELECTION - 34 bd Haussmann 75009 Paris.

## La performance telle que vous l'imaginez

### CONSULTANTS ET AUDITEURS CENTRALE, TÉLÉCOM, SUPELEC, ESC

Société de Conseil et d'Audit Informatiques, nous intervenons auprès des Directions Générales et Informatiques de Groupes financiers et Industriels. Nous allons doubler notre activité dans les deux ans à venir. Pour participer à notre développement, nous recherchons des :

- CONSULTANTS CONFIRMÉS
- AUDITEURS JUNIORS

Vous avez une expérience réussie de 5 à 8 ans et vous maîtrisez parfaitement au moins l'un des domaines suivants :

- définition de stratégie de système d'information,
- évaluation des performances des fonctions et des équipements informatiques,
- management de grands projets,
- réseau/bases de données/bureautique,
- sécurité informatique.

Vous participez à des missions d'expertise et de stratégie informatiques dans un cadre pluridisciplinaire offrant de réelles perspectives d'évolution.

**AUDITEURS JUNIORS**

Vous débutez ou avez une première expérience professionnelle dans le milieu informatique. Vous participez à des missions variées d'audit et de conseil en informatique.

Si vous vous épanouissez dans le travail en équipe, la réflexion, l'autonomie et l'initiative... Alors nous sommes faits pour nous rencontrer ! Nous relèverons ensemble des défis à la hauteur de votre imagination.

**EURAUDIT**  
Membre EUROGROUP

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Ignace Dazin, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

**EUROGROUP : VOCATION CONSEIL**

## La Fédération des Négociants Eleveurs en Vin de Bourgogne située à Beaune, recherche son Directeur

**Votre mission :** vous êtes l'interlocuteur privilégié des adhérents de la fédération dans des domaines variés tels que législation, fiscalité, déontologie, études économiques et législatives, environnement de la profession... Vous les représentez au sein des différentes instances régionales, nationales, voire internationales, où vous serez appelé à siéger.

**Votre profil :** âgé de 30 à 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (IEP, Maîtrise Droit-Gestion...), vous possédez une expérience professionnelle significative. Autonome, négociateur et diplomate, vous maîtrisez les contacts au plus haut niveau. Vous portez un intérêt particulier au vin et à la région de Bourgogne et souhaitez vous investir au sein d'un organisme qui construit l'avenir de la profession.

Envoyez CV et photo, sous réf. 90 191 D, à Françoise Bussy au Florian Mantione Institut, 29 rue de l'Archevêque, 21000 Dijon ; ou consultez la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

**Florian Mantione Institut**  
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

## LE CREDIT AGRICOLE PYRENEES-GASCOGNE (CRCA) DU GERS, DES PYRENEES ATLANTIQUES ET DES HAUTES PYRENEES

CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : 30 MILLIARDS DE CAPITAUX GERES 130 AGENCES 1770 PARTICULIERS

### DIRECTEUR D'AGENCE

A la tête d'une unité située dans le centre de Bayonne (16 personnes, plus de 5 600 comptes DAV), vous participerez à la mise en place d'une nouvelle organisation commerciale par portefeuilles de clients professionnels et particuliers, dans un environnement technologique performant. Vous serez plus particulièrement chargé de conduire ce changement dans le cadre de vos délégations :

- de concevoir, d'assurer la mise en place et d'exécuter le plan d'action commerciale,
- de prévenir et de gérer le risque.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ITS, universitaire, écoles de commerce, ingénierie), et vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction de responsable d'agence.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous réf. C91/02 à Evelyne REDON CAPFOR GRAND SUD-OUEST "Le Meillon des Lois" - BP 1137 31036 TOULOUSE CEDEX.

## un directeur technique, en Rhône-Alpes

PME performante en robinetterie industrielle (120 MF/an) en phase de diversification, filiale d'un groupe américain, nous proposons à un INGENIEUR MECANICIEN créatif, animateur et convaincant, de nous aider à consolider notre expertise technique et économique pour gagner de nouveaux marchés avec une solide rentabilité.

ENSAM, par exemple, vous êtes à 30 ans environ responsable d'un BE ou d'un service technique. Les vannes industrielles à hautes performances, la CAO, la direction d'une équipe, la gestion de projet R&D jusqu'aux discussions techniques avec des clients ont encore quelques secrets pour vous : venez les découvrir avec nous.

Ecrivez à D. MARTINON, consultant (réf. 3981 LM)

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE  
LILLE - PARIS - STRASBOURG  
LYON - NANTES - TOULOUSE

**MEMBRE DE SYNTHEC**



## RESPONSABLE DEVELOPPEMENT

Produits et services financiers

Paris - Avec un chiffre d'affaires consolidé de plus de 23 milliards de francs en 1989, Groupama se situe parmi les tout premiers groupes d'assurances en France. Intégré au sein de la direction financière et rattaché directement au directeur des activités bancaires et services financiers, le collaborateur recherché aura la responsabilité opérationnelle de la création d'une offre homogène de produits et de services financiers (OPCVM, SCPL...) destinés à la clientèle de particuliers Groupama. Assisté d'une petite équipe, il sera maître d'œuvre des projets sur l'initiation de leurs aspects (marketing, financier, juridique, informatique...) et assurera la liaison avec les services et les entités régionales.



**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

Groupama concernée ainsi qu'avec les éventuels partenaires extérieurs. Ce poste s'adresse à un cadre de formation supérieure (ESCP ou équivalent) ayant acquis, dans le domaine bancaire ou dans l'assurance, une très solide connaissance des produits et services financiers destinés aux particuliers. Un parcours professionnel comprenant des passages par le marketing, la gestion de patrimoine et la vente de produits d'épargne serait idéal. Ecrire à C. BUSO en indiquant votre rémunération actuelle ainsi que la référence A/F9841M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12. (PA Minitel 36.15 code PA).



## RESPONSABLE DU BATIMENT

Vous assurerez l'entière responsabilité de la gestion de la Division BATIMENT et SECURITE composée de 60 personnes et du personnel des entreprises sous traitantes. Cette gestion comprend l'exploitation et la maintenance des équipements : climatisation, électricité, téléphone, plomberie ; la sécurité incendie et la surveillance ; l'accueil à l'entrée du personnel et des artistes ; les aménagements et les travaux neufs ; le nettoyage.

Pratiquant de service pour le Théâtre, vous veillerez au bon fonctionnement du bâtiment en gérant les impératifs du Spectacle.

Vous êtes de formation Ingénieur ou Universitaire supérieure et vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans comme responsable d'un bâtiment public ou industriel et de son équipe.

Une bonne pratique de l'informatique est nécessaire dans ce contexte hautement informatisé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération souhaitée sous la réf. 35042/M à Fabienne BAUM - CEGOS Division Recrutement - Tour Vendôme - 204, rond point du pont de Sèvres - 92515 BOULOGNE Cedex.

cegos

Ensemble, évoluer dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE DE LA BEAUCHE ET DU PERCHE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : 70 AGENCES 800 SALAIRES

Diplômés Bac + 4 (maîtrise) ou ECOLE D'INGENIEURS, nous vous proposons de rejoindre notre Direction Organisation Informatique et Logistique en tant que

### ORGANISATEUR JUNIOR

Débutant ou fort d'une première expérience, nous vous confierons l'étude et la rationalisation des méthodes, circuits procédures et outils concourant au bon fonctionnement de la Caisse. Vous proposerez des solutions aux instances décisionnelles et veillerez à leur mise en place.

### RESPONSABLE ORGANISATION

Une expérience similaire de plusieurs années, acquise dans le domaine bancaire, vous permettra d'encadrer et d'animer une équipe jeune et dynamique et de contribuer efficacement à l'élaboration du plan organisationnel et informatique de notre Caisse. Vous superviserez et contrôlerez les différentes études d'organisation générales ou particulières.

Pour ces deux postes, sens de l'initiative, ouverture d'esprit et créativité seront vos meilleurs atouts pour réussir au sein de notre Caisse Régionale.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + prétentions), au service Ressources Humaines, à CRICAM - 1, rue Daniel Boutet - BP 69 28023 CHARTRES cedex.

## Le département immobilier d'AA recherche pour son agence de Paris la Défense

### UN GERANT IMMOBILIER D'ENTREPRISE H/F

Vous assurerez la gestion d'un patrimoine immobilier de 300.000 m<sup>2</sup> de bureaux et de locaux d'activités situés à Paris et en région parisienne. Dans le cadre de l'animation d'une équipe de 2 personnes, vous prendrez plus particulièrement en charge la commercialisation des locaux vacants, les relations avec les clients, les fournisseurs et les administrations ainsi que la gestion administrative et locative (établissement des baux et avenants, quinquennal et recouvrement des loyers, gestion et régularisation des charges, préparation et suivi des budgets). Vous serez assisté, pour la maintenance du patrimoine, par le département technique de l'agence.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, de formation juridique ayant de bonnes connaissances en droit immobilier (C.H. E.S.P.). Une expérience de quelques années serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 3539 à AMF, 2 rue Aristide Briand, 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex qui transmettra.

Nous sommes une société de biens d'équipement (600 millions F. CA), leader sur son marché en Europe, numéro 2 mondial, filiale d'un groupe multinational (6 milliards F. CA dont 2 milliards en France), et nous recherchons notre :

## DIRECTEUR MARKETING STRATEGIQUE

Le candidat recherché, rattaché au Président, participera à la réflexion stratégique de l'entreprise :

- il développera les études de marchés, produits
- il étudiera les opportunités d'implantation à l'étranger
- il proposera des stratégies sectionnelles.

Vous êtes de formation Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent + formation marketing ou HEC, ESSEC, ESC.

Le candidat devra avoir le potentiel pour accéder à court terme à un poste opérationnel de haute responsabilité. Le groupe offre des possibilités d'évolution.

Allemand et/ou anglais courant

Si vous pensez convenir au profil du poste, veuillez envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions + photo à l'adresse mentionnée ci-dessous.

amri Les Mercantiles - 40 rue Jean Jaurès 92176 BAGNOLET CEDEX FRANCE



N°1 sur le marché de la TV, VIDEO, HiFi, ELECTROMENAGER, recherche des

## DIRECTEURS DE SAV

Directement rattachés au Directeur Général, vous serez chargés : - de la gestion de votre unité, - de l'animation et du management d'une équipe de 25 à 60 personnes, - de l'amélioration de la productivité dans un souci permanent du respect du client et de la qualité.

A 33 ans ou moins, vous avez une expérience réussie d'animation d'une équipe et/ou de gestion d'unité. Vous êtes ayant tout un manager ayant le sens du dialogue. Vous avez de bonnes notions de gestion et un sens aigu du service clientèle. Vous êtes géographiquement mobile.

Si vous souhaitez une pleine autonomie et une possibilité d'évolution certaine, merci d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions à CVN CONSEIL, 18 rue Joli Le Treu, 78180 ST QUENTIN EN YVELINES



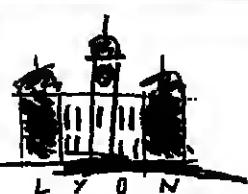
SOCIETE BORDELAISE DE C.I.C. BANQUE REGIONALE DU GRAND SUD-OUEST recherche

## SPECIALISTE DES AFFAIRES IMMOBILIERES

sur le Languedoc Roussillon

Pour renforcer le Département Immobilier (Crédits promoteurs, prises de participation, etc...) Forte capacité commerciale pour développer et animer les contacts avec tous les acteurs de l'immobilier

Partition cadre, poste basé à MONTPELLIER. Adresser lettre de candidature manuscrite, CV et photo à la SOCIETE BORDELAISE DE C.I.C. à l'attention de Monsieur CAMARY, Direction des Ressources Humaines, 42 cours du Chapeau Rouge 33000 BORDEAUX



## INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Responsable de la maintenance espaces verts

Vous participez aux études et programmes d'espaces verts, tout en supervisant les travaux réalisés par les entreprises extérieures. Responsable de la maintenance et de l'entretien des fontaines publiques et des fontaines, vous élaborez les projets, les devis, les procédures administratives de passation de marchés publics. Vous serez garant de la bonne gestion financière des chantiers et de la préparation du budget annuel.

Vous êtes Ingénieur ENSH - ENSA Versailles, ENTH Angers. Vous maîtrisez la connaissance des procédures des marchés publics, des aménagements paysagers et mobilier urbain. Votre expérience de conduite d'agents a développé chez vous un véritable sens des contacts, des capacités d'organisation et de synthèse. Vous êtes disponible et possédez le permis V.L.

Adresser candidature et CV à : M. le Maire - Division du Personnel Recrutement - Hôtel de Ville - BP 65 - 69226 LYON cedex.

## CONSULTANT EN INTELLIGENCE INDUSTRIELLE

VOTRE MISSION auprès de nos clients (dirigeants) : ECOUTER, COMPRENDRE, ANALYSER, RECOMMANDER, FAIRE ET REUSSIR

VOS Outils Le management, la communication, le marketing, l'organisation et la formation.

VOS VERTUS - Vous êtes intelligent prime sur votre cursus universitaire. - Vous êtes persévérant plutôt que perfectionniste. - Votre humanisme vous oblige à vous impliquer. - Vous êtes pro-actif.

Dans ce cas, et dans ce cas seulement, adressez nous votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) à notre Conseil sous la réf. JM/CG 91/01 :

GROUPE RESSOURCES PLUS BP 66 - 77301 FONTAINEBLEAU CEDEX

Paris - Fontainebleau - Avignon - Nice - Tours - Rouen - Caen - La Marse.

LES EDITIONS NATHAN recherchent pour leur DEPARTEMENT JEUNESSE

## SECRETAIRE D'EDITION H/F

Votre profil : - Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et votre formation est pluridisciplinaire. - Vous maîtrisez l'anglais. - Vous avez une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans le secteur de l'édition. - Votre solide personnalité vous dispose à prendre de nombreuses responsabilités.

Votre mission : De la mise au point du manuscrit avec les auteurs jusqu'au bon à tirer, et ce dans une étroite collaboration avec le service artistique, vous aurez en charge le suivi de fabrication des livres de lecture jeunesse et des albums.

Merci d'adresser sous réf. LJ01, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions aux EDITIONS NATHAN - Direction des Ressources Humaines - Laurence BERTIN - 9, rue Méchain, 75014 PARIS.



## RESPONSABLE ETUDES MARKE

## Flammarion



سكراين

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 XVII

## RESPONSABLE DU BATIMENT

### Au sein de la Direction des Relations Humaines du Groupe

#### Organisateur industriel

Après une solide formation supérieure (Ingénieur de préférence) 5 à 10 ans d'expérience en milieu industriel ont fait de vous un généraliste sensibilisé et moteur face aux évolutions socio-techniques. Vous avez eu à accompagner des changements technologiques, à travailler sur l'optimisation des compétences, à proposer de nouvelles organisations de travail, à mobiliser les énergies pour faire concrétiser vos recommandations. Notre Direction Générale des Relations Humaines vous propose de développer vos talents à l'échelle de notre Groupe.

Organisateur au sein de la Direction du Développement Social au Siège, à Paris, vous serez porteur de la stratégie du Groupe qui associe développement des hommes et évolution technologique. Parmi vos missions : animer des projets transversaux d'organisation, qualité, flexibilité, ... ; mettre en place la grille de formation des cadres industriels, conseiller les sociétés dans leur choix de consultants externes, favoriser les échanges inter-sociétés dans l'approche des projets industriels liés à la modernisation, animer le réseau des organisateurs des différentes sociétés. La pratique de l'anglais est nécessaire, celle d'une autre langue européenne, un plus.

Ce poste vous conduit à être en contact permanent avec des cadres et des dirigeants des sociétés et du Groupe. Votre succès vous ouvrira de larges perspectives d'évolution au sein de BSN.

Adressez votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous la référence RB 204 M2 à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran 75061 Paris Cedex 08.

BSN

50 Mds de CA.

50 000 personnes.

une dynamique de

croissance externe

en Europe.

Les défis de notre succès :

développement des

hommes, innovation,

et productivité,

décentralisation,

opérationnelle.

BSN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## RESPONSABLE FORMATION

Un groupe industriel français de premier plan, leader européen dans son domaine recherche son responsable de la formation.

Il agira au sein d'une entreprise dynamique, développant des méthodes modernes de management, et réalisant des produits évolutifs de haute fiabilité, impliquant la mise en œuvre de technologies variées (mécanique - électrique - électronique).

A partir des stratégies de développement de la société, il évaluera les besoins en formation et élaborera le plan de formation, en assurera la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, la gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat DESS gestion de personnel ou ingénieur, ayant au moins trois ans d'expérience de la formation, témoignant de qualités d'initiative, de réalisme et de dialogue, capable d'être reconnu comme un interlocuteur créatif et avisé, tant comme membre de la DRH que dans ses rapports avec les directions opérationnelles.

Poste banlieue immédiate sud ouest Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F.

Ecrire sous réf. 3A-2050-1M

Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

### ORGANISATION INTERNATIONALE

LYON

recrute pour son Secrétariat Général

## RESPONSABLE de HAUT NIVEAU

Sous l'autorité du Chef de la Division Administrative, il sera chargé de la direction, du contrôle et de la surveillance des services financiers et comptables de l'organisation.

Il devra :

- Préparer les budgets, contrôler leur exécution, analyser les écarts.
  - Préparer et présenter les comptes généraux de l'organisation.
  - Appliquer la politique financière décidée par les instances de l'Organisation dans le cadre du Règlement financier et gérer la trésorerie.
  - Contrôler l'application des procédures budgétaires, comptables et financières.
  - Analyser les coûts et proposer des améliorations de la gestion; mettre en place et tenir les instruments de mesure.
  - Evaluer les coûts liés à des activités futures.
  - Etablir les rapports statistiques, bilans et annexes.
- Il est demandé :
- Diplôme grande école de gestion ou maîtrise de gestion ou équivalent.
  - Expérience d'au moins 5 ans dans un poste à responsabilité au sein d'une Organisation Internationale, d'une Administration gouvernementale ou d'une Entreprise multinationale.
  - Avoir une bonne connaissance de l'informatique.
  - Maîtrise parfaite de l'anglais et du français.

Le dossier de candidature comprenant lettre manuscrite de motivations, CV détaillé, niveau actuel de rémunération et photo devra parvenir avant le 25 janvier 1991, sous pli personnel et confidentiel, à Monsieur Jean C. PENICAUD - BP 6041 LYON CEDEX 06.

CONTEXTE

Notre Municipalité, Clichy la Garenne (92), 48.000 habitants, a besoin d'un professionnel en vue de la création de son Office Culturel, elle recherche son :

## Directeur de l'Office Culturel Municipal

Vous aurez à coordonner les activités d'importantes institutions autonomes : conservatoire, animation des fêtes populaires, théâtre, bibliothèque, arts plastiques... Vous dirigerez cet office au sein d'une politique culturelle globale, modernisant, pilotant, agrandissant, recherchant à développer le partenariat avec le Ministère de la Culture, la Région, le Département.

De formation universitaire, Grandes Ecoles ou de filières culturelles avec une expérience dans un secteur similaire, ou dans le domaine culturel avec une dominante gestion, vous souhaitez devenir un élément moteur. Ce poste très complet demande un créatif, "un homme du sérail" qui soit aussi un organisateur, un rassembleur, un gestionnaire.

FAVEREAU CONSULTANTS

Merci, si vous vous sentez concerné, d'adresser votre dossier de candidature sous réf. A 1 01 04 à notre Conseil Madame Claude Favereau FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération 75015 PARIS

Nous sommes l'une des premières entreprises françaises de services. Soucieuse de répondre aux attentes de nos 8 millions de clients, nous recherchons notre

## RESPONSABLE DES ETUDES MARKETING

De formation Supérieure de Commerce, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans la fonction chez un annonceur ou une société d'études. Vous maîtrisez toutes les techniques d'analyses qualitatives et quantitatives. Vous utilisez les logiciels les plus performants.

Intégré à une Direction jeune et dynamique où les études représentent un poste clé, vous dirigerez une équipe motivée.

Vous avez 30-35 ans, disposez de bonnes capacités d'analyse et de synthèse, vous êtes convaincant. Nous retiendrons un candidat enthousiaste, objectif, d'une honnêteté intellectuelle forte.

Le poste est basé à Paris.

Dans un souci de confidentialité, nous vous remercions d'adresser votre dossier (CV, + photo + rémunération actuelle), sous la référence FD1, à notre Conseil : ARMAIA - 59, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.

## ...Océ Graphics. Un avenir tout tracé!

NOUS SOMMES OCE GRAPHICS, FILIALE DU GROUPE OCE, LE SPÉCIALISTE EUROPÉEN DE L'IMPRESSION ET DE LA REPRODUCTION. NOTRE MÉTIER : L'INFORMATIQUE GRAPHIQUE. NOTRE STYLE : ACTIF, DIRECT. EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX U.S.A., VOUS TRACEREZ UN AVENIR À LA MESURE DE VOS TALENTS.

### Promoteur marketing produits

Pour renforcer la promotion de nos produits, nous développons notre équipe marketing au sein de la Direction Commerciale France. Vous conseillerez et stimulerez notre réseau de distribution national, analyser les marchés, préparerez les supports de vente et animerez nos différentes actions de communication : salons professionnels, journées portes ouvertes, événements, ... Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous possédez une première expérience du milieu high-tech et appréciez le challenge. Vous évoluerez dans un environnement international et parlez donc anglais.

VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR, VOUS ÊTES RÉELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS VOUS MOTIVER, METTRE EN VALEUR VOS COMPÉTENCES ET RECONNAÎTRE VOS RÉSULTATS. Écrivez à MICHEL FINEAU, OCE GRAPHICS, EUROPARC, 42, rue LE CORBUSIER, 94005 CRETEIL CEDEX.

océ

L'entreprise de tous les desseins

Océ Graphics

## Le Groupe Flammarion

recherche

### LE RESPONSABLE (H/F) la cellule adaptation de son département "BEAUX LIVRES"

Ce poste sera confié à un Editeur confirmé : • maîtrisant l'animation d'équipe • apte à la tenue du planning d'un programme ambim • habitué à la gestion du travail de sous-traitance • rompu relations avec le milieu international de l'édition.

Dossiers de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) seront adressés au Service du Personnel LAIRIE E. FLAMMARION - 26, rue Racine - 75006 Paris.

RESPONSABLE DES ACHATS

Société HIGH TECH de dimension internationale recherche pour GRENOBLE

Il a en charge la totalité des achats de la société, soit environ 260 MF. Il anime une équipe de 3 acheteurs et 3 assistants. Il participe au plan général d'achats du groupe auquel la société appartient.

Ce poste conviendrait à un MANAGER de 35 à 45 ans de formation ingénieur ou équivalent ayant de bonnes

connaissances en électronique, complétées éventuellement par un DESS Achats. Rompu aux négociations en milieu industriel, il justifie d'une expérience confirmée de responsable achats. L'anglais est indispensable.

Rémunération de 330 à 350 KF selon expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Cabinet.

MENWAY CONSULTANTS

25, rue Pierre Sémard - Europe - 38000 GRENOBLE

Vous pouvez transmettre votre CV par Fax : 76.21.71.29

## Futur Responsable Documentation

Nous sommes une importante organisation professionnelle. Pour nous, comme pour nos adhérents, l'efficacité de notre Service Documentation est fondamentale.

Nous vous confierons prioritairement la mise en place d'une gestion informatisée de la Documentation. La réussite de cette mission devra vous conduire à prendre la direction du service : animation et coordination de l'équipe (12 personnes), maintenance et évolution du système que vous aurez mis en place, relations avec les utilisateurs, les fournisseurs et les organismes concernés.

Juriste ou Economiste de formation, avec si possible un diplôme complémentaire de Documentaliste et un minimum de 4 ans d'expérience de ce métier, vous maîtriserez les moyens modernes de gestion de documentation. Autonome et dynamique, vous avez des qualités d'organisateur et savez aussi animer une équipe.

Poste en limite ouest de Paris.

C&L

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. M/278/A à notre Conseil 8, Av. Delcassé 75008 PARIS.

Coopers & Lybrand Consultants RECRUTEMENT







السلامة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'

Informatique

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 XIX

### UN MONDE OUVERT, DES HOMMES EN MARCHÉ...

Les nouveaux talents, tout le monde en parle...  
Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai  
(23 000 personnes, 40 milliards de C.A., croissance de 2,5 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays).  
Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais,  
nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui  
partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

### Interface entre les utilisateurs et la Direction des Systèmes d'Information

Pour renforcer leur équipe de coordination informatique, la Direction  
SANTÉ et la Direction IARD des ENTREPRISES des A.G.F. recherchent des  
candidats ayant la formation suivante :  
- Ecoles de Gestion ou universitaires option informatique,  
- Ingénieurs,  
- Débutants ou ayant une première expérience des gros systèmes dans le  
secteur tertiaire, de préférence Assurance.

Ils devront :  
- prendre en charge, côté utilisateurs, la définition des besoins et  
l'élaboration des cahiers des charges,  
- participer, en collaboration avec notre Direction des Systèmes  
d'Information, à la mise en œuvre de ces projets,  
- assurer la formation des utilisateurs.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez  
votre candidature (lettre, CV, rémunération  
actuelle) sous réf. MSSE à Isabelle  
DONNADIEU - AGF - Département des  
Ressources Humaines - 33, rue La Fayette  
75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



### Ingénieur conseil au service de l'informatique d'un Grand Groupe



50 Mds de F de C.A.  
50 000 personnes  
dont 5 000 cadres.  
Une implantation  
industrielle dans  
20 pays.  
Une politique de  
développement axée  
en priorité sur  
l'Europe.

L'enjeu majeur que représente le système d'information du  
groupe et sa dimension (50 filiales) exige d'avoir une  
approche globale, une coordination des différents projets,  
une diffusion de l'information, une mise en commun des  
expériences. C'est le rôle de la Direction Conseil  
Informatique.

En toute autonomie, vous animez des groupes de travail sur  
micro-informatique, vous managez le développement de  
l'informatique du siège (aide à la définition des besoins,  
choix des matériels et logiciels, négociations avec les  
fournisseurs...). Vous assistez également le Directeur Conseil  
dans l'animation du développement de l'informatique des  
sociétés du Groupe.

Votre formation supérieure, votre expérience en tant que  
Chef de Projet et votre connaissance des gros et moyens  
systèmes et de la micro vous préparent à cette mission qui  
suppose de grandes qualités relationnelles, de la rigueur  
dans l'analyse et de réelles qualités de synthèse.

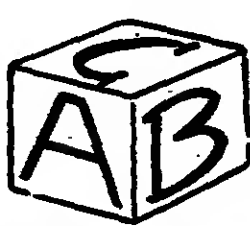
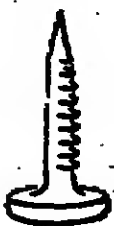
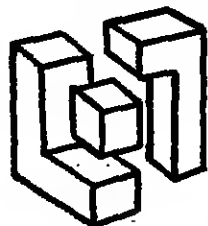
Poste basé au siège, à Paris 8<sup>e</sup>.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. S1657/M en  
précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement  
Cadres, 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex.

BSN  
GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

### Brassez les compétences



### Ingénieurs Etudes Logiciel Débutants

BULL INGENIERIE (filiale de  
BULL et CAP SESA) est devenue  
en quelques années un expert  
reconnu dans les domaines de  
l'architecture de réseaux, de  
l'intégration de systèmes ainsi  
que de la sécurité logique. Une  
croissance significative (40 %/an),  
un melting pot interne - source  
d'enrichissement - une culture  
technique très marquée, situent  
incontestablement BULL INGENIERIE  
en pole position pour relever les  
défis technologiques au plan  
européen.

Dans le cadre de projets d'intégration de Systèmes, vous  
participerez aux travaux d'intégration, à l'élaboration des  
spécifications techniques, à la qualification de chaînes de liaison et  
au développement de logiciels de réseau.

Votre environnement ? UNIX, GCOS 6, DNS, GCOS 7, DOS,  
OS 2, Microprocesseurs.

Issus d'une grande école d'ingénieurs, vous avez un intérêt marqué  
pour la technique et l'intégration de Systèmes. De votre capacité à  
travailler en équipe et de votre engagement personnel, dépendront  
votre évolution rapide vers un poste de Chef de projet.

Brassons ensemble nos idées ! Adressez-nous votre  
candidature (lettre, CV, photo) à  
BULL INGENIERIE - Direction  
des Ressources Humaines  
Mme Dominique BAILLY  
12 rue de Paris - BP 59  
78230 LE PECQ



Ingénierie

Cette banque commerciale - 250 personnes - est attachée à un groupe comprenant des  
participations industrielles diversifiées. Spécialisée dans les secteurs à forte valeur ajoutée  
ainsi que dans les relations financières avec l'étranger, elle recherche un

### Jeune chef de projets

banque

Au sein de la direction de l'organisation et de l'informatique - 17 personnes - vous participez  
auprès du responsable de la cellule organisation-méthodes à une triple mission :  
- choisir et intégrer les outils garants de la qualité de la conception et du développement des  
projets - AGL : Conceptor, Delf, Mega..., LAG -  
- conseiller le secteur études et développements en termes méthodologiques  
- administrer les données de la banque - Intégration d'un dictionnaire -  
Vous intervenez dans un environnement de redéfinition du système d'informaticiens de la  
banque, couvrant l'ensemble des fonctionnalités, en milieu hétérogène - IN, IBM, DEC.

Nous confierons cette création de poste à un jeune ingénieur, possédant une expérience  
significative de 2 à 3 années dans un cadre Merise opérationnel. Il appréciera d'accéder, par  
cette fonction, à une connaissance exhaustive des concepts clés de l'établissement, préalable  
à une évolution au sein de la direction.

Merci de transmettre votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et  
photo) sous réf. S80 01.459 à Sophie BARREIN, cabinet M.D.A. -  
104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

M.D.A.

PLAIN CHAMPS

### DES HOMMES DE SOLUTIONS

BERTIN

Notre Société (760 pers.  
CA 435 MF) en forte  
progression depuis  
plusieurs années  
(augmentation de 50 %  
du CA en 2 ans) intervient  
sur de GRANDS PROJETS  
PLURIDISCIPLINAIRES  
DE HAUTE TECHNOLOGIE.  
Nous recherchons des

### JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

\* Nous vous proposons d'apporter vos talents pour :  
- CONSTRUIRE les méthodes et outils de la SURETE DE  
FONCTIONNEMENT (SDF) DES SYSTEMES INFORMATIQUES.  
- AIDER, CONSEILLER nos clients à aborder et réaliser la SDF  
de leurs propres systèmes (1<sup>er</sup> poste).  
- SPECIFIER et DEVELOPPER DES LOGICIELS (BASES DE DONNEES,  
INTERFACES HOMME-MACHINE, AIDES A LA DECISION, etc.) pour des  
applications très diversifiées (2<sup>e</sup> poste).

\* Les secteurs d'application sont la CEE, le SPATIAL, le MILITAIRE  
et le NUCLEAIRE.

Nous recherchons des INGENIEURS ou des DIPLOMES SCIENTIFIQUES  
de même niveau (MAGE, UTC, DEA d'informatique débutants  
ou expérimentés) ayant acquis des CONNAISSANCES PRATIQUES  
EN INFORMATIQUE, par exemple : Architecture des systèmes  
informatiques ; UNIX, C, INGRES, WINDOWS, SMALLTALK.

Intégré dans une EQUIPE EXPERIMENTEE, vous prendrez très  
rapidement en charge tous les aspects des projets qui vous seront  
confiés (gestion technique et financière, interface client).

La pratique de l'ANGLAIS est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 94 à  
BERTIN & CIE - DRS - BP 3 - 78373 PLAISIR CEDEX.



LES SOLUTIONS COMPETITIVES

### Jeune Ingénieur :

### assurez l'efficacité de nos systèmes informatiques

Présent en Europe, en Amérique et en Asie,  
MATRA TRANSPORT est aujourd'hui leader  
mondial dans le domaine des métrés  
automatiques.

L'informatique tient aujourd'hui une place  
prépondérante dans nos produits ; vous veillerez  
à son efficacité.

De formation ingénieur en informatique, vous  
êtes débutant ou bénéficiez déjà d'une première  
expérience. Votre rigueur et votre goût des  
contacts vous permettront de réussir à ce poste clé.

Au sein du service informatique vous assurez la

mise en œuvre des logiciels de base, leur  
adaptation et leur maintenance, ainsi que la  
création d'outils spécifiques d'aide à l'explo-  
itation. Interlocuteur de l'ensemble des services,  
vous optimisez les ressources en matériels et  
logiciels de la société. (Systèmes d'exploitation  
VMS et UNIX).

Travaillant sur un réseau complexe, votre poste  
sera varié et en constante évolution.

Poste basé à MONTROUGE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature  
sous réf. ISI à notre Direction des Ressources Humaines

MATRA TRANSPORT - 48/56 rue Barbès - BP 531  
92542 Montrouge Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

### La dynamique Qualité : le cœur de notre métier



Emmanuel H.  
Ingénieur  
CAP SESA

Notre politique qualité a été  
reconnue de façon officielle par  
l'attribution de l'attestation  
RAQ1-AQAPI3 décernée par la  
Direction Générale de l'Arme-  
ment. Satisfaire les besoins de nos  
clients a toujours été notre  
ambition première.

Ingénieur diplômé, vous possédez  
5 ans d'expérience minimum dans  
le domaine du logiciel. Vous  
marquez un intérêt certain pour les  
méthodes et la qualité. Après une  
formation à nos techniques  
et à nos méthodes, vous

intégrerez notre équipe Qualité  
composée de 5 personnes. Vous  
participerez à la rédaction de guides  
méthodologiques et de plans  
qualité. Vous organiserez les revues  
de projets et en assurerez le suivi.  
Rigueur intellectuelle et pédagogie  
sont les principales qualités que  
l'on vous reconnaît.

Venez partager notre savoir-faire et  
écrivez sous référence 270-M à  
CAP SESA DEFENSE,  
Marie-Antoinette MAINCENT,  
30 quai de Dion Bouton  
92806 Puteaux cedex.



RDV sur Matel  
30 14 CAP SESA

CURICULUM







Journal 150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 XXI

## Le Monde de l'Informatique

## Le Monde des Secteurs Pointe



Nous sommes leader de l'industrie mondiale des matériaux de construction (35 milliards de CA, 33 000 personnes). Notre division LAFARGE BETONS GRANULATS s'appuie sur un réseau de 80 sociétés réparties sur tout le territoire (2 800 personnes) et réalise un CA de 3,3 milliards de Frs. Dans le cadre de son développement, elle recherche :

### UN ORGANISATEUR

POUR CONDUIRE L'EVOLUTION DE L'ARCHITECTURE INFORMATIQUE

2 ans d'expérience minimum

**Votre mission :** Dans notre environnement d'informatique répartie DIGITAL EQUIPMENT, vous aurez pour responsabilités :

- la réalisation d'études techniques et budgétaires permettant d'établir la politique informatique tant matérielle que logicielle;
- le conseil et l'assistance auprès des sociétés clientes dans le choix et l'utilisation de leurs équipements;
- les négociations avec les fournisseurs et leur suivi;
- vous participerez activement à la définition de la politique à mettre en œuvre.

**Votre profil :** Vous êtes diplômé d'une formation supérieure de commerce, ou d'ingénieur (complémentaire impérativement par une formation en gestion).

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience, celle-ci vous a familiarisé avec les mini systèmes, l'informatique répartie, et les réseaux. Vous avez la pratique du conseil auprès des utilisateurs.

Vous souhaitez valoriser cet acquis dans un poste offrant la définition d'une politique d'ensemble à l'action opérationnelle de terrain.

Les techniques informatiques vous intéressent tout autant que celles de la gestion.

La taille du groupe et ses activités variées ouvrent à un candidat de valeur des perspectives d'évolution motivantes et diversifiées.

Poste situé à Saint-Cloud  
De fréquents déplacements sont à prévoir.

Ecrire sous référence  
3 B 2042-1M  
Discretions absolues.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

### VALIDATION ET QUALITÉ DES LOGICIELS CONSEIL ET INGÉNIERIE AUX PLUS HAUTS NIVEAUX

AIKI: Une jeune équipe d'ingénieurs de haut niveau, des outils, des méthodes et des savoir faire à la pointe des techniques actuelles du Temps Réel (générateurs de codes, outils de qualification par analyse statique et dynamique, modèles statistiques de fiabilité, validation sémantique...) et, surtout, des missions où peuvent s'exprimer notre expertise et notre volonté de prendre les problèmes à leur niveau le plus élevé.

#### CONSULTANTS EN GÉNIE LOGICIEL

Dans le cadre d'importantes applications civiles et militaires sur systèmes à sûreté de fonctionnement critique, vous exercerez, dès vos premières missions, toutes les responsabilités de Conseil et d'Ingénierie auprès de nos clients. Vos activités couvriront l'ensemble des étapes du cycle de vie d'un logiciel, de l'analyse des environnements techniques et humains jusqu'à la mise en œuvre des solutions et des procédures correspondantes.

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en informatique industrielle Temps Réel et vous avez déjà abordé les domaines de la Validation et/ou de la Qualité des logiciels. Vous possédez de bonnes connaissances en Génie Logiciel (méthodes et outils).

Au sein d'AIKI et du Groupe SAGITEC, votre efficacité et votre évolution de carrière pourront s'appuyer sur une expertise reconnue dans nos domaines d'intervention, sur des moyens internes avancés (informatique personnelle, progiciels...), sur une croissance rapide de nos activités.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée à  
Hélène Lavigne.

AIKI - 4, rue du général Lannezac  
75017 PARIS



### Ingénieur Informaticien

Filié du Groupe de la Calasse des Dépôts, nous sommes l'un des principaux cablo-opérateurs français.

En rejoignant le service système d'informations, vous aurez pour mission de définir les évolutions nécessaires au logiciel gestion d'abonnés : analyse des besoins, conseil, assistance et formation des utilisateurs, participation à la prochaine génération.

Très opérationnel, impliqué et disponible pour de fréquents déplacements dans nos sites, vous possédez une formation minimum Bac + 4 (Ingénieur ou MIAGE).

Agé de 30 ans environ, votre expérience de 3 à 5 ans dans un poste d'informaticien de gestion vous permet de connaître le fonctionnement d'un réseau.

Nos interventions se font actuellement dans un environnement PICK, micro IBM PC, et/ou apple macintosh... Poste à pourvoir à Paris.

Merci de faire parvenir votre dossier CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 803/772 M à notre conseil Françoise Barsi.

centor

26, rue Henri Monnier  
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

### VILLE DE MARLY-LE-ROI

(Yvelines) 17 000 habitants

recrute

#### UN RESPONSABLE INFORMATIQUE

##### MISSIONS :

- Elaboration et mise en place d'un schéma directeur.
- Coordination et animation des prestations informatiques des services (IBM, LIBER).
- Développement bureautique (micro-informatique).
- Direction de la cellule informatique.

##### PROFIL :

- Formation supérieure spécifique (minimum BTS).
- Connaissance du milieu des collectivités locales.
- Expérience souhaitée.

##### STATUT :

- Contrat à durée déterminée.
- Salaire à fixer en fonction du candidat.

Envoyer lettre de candidature et CV à :  
M. le Maire de Marly-le-Roi - 78180



Never ending storage solutions.

OMEGA, le premier constructeur mondial de systèmes de stockage magnétique par disques amovibles, basés sur le principe de BER-NOULLI, accroît ses activités et son support en Europe et recherche :

#### SALES SUPPORT ENGINEER

Basé en région parisienne et qui suivra nos activités en France principalement, mais aussi sur le reste de l'Europe.

- ★ Hautement motivé
- ★ Expérience de 3-5 années du marché micros/minis, et périphériques sous environnement Dos, Unix, OS2 et Window
- ★ Bilingue français-anglais nécessaire
- ★ La connaissance de l'allemand et de l'espagnol ou de l'italien serait souhaitable
- ★ Sans de contact
- ★ Capable de travailler indépendamment
- ★ 30-35 ans environ.

Nous offrons :  
★ Rémunération intéressante, plus avantages dont véhicule  
★ Avenir au sein d'une société de haute technologie en pleine croissance.  
Si notre proposition vous intéresse, veuillez adresser CV et prétentions (en anglais) à :

OMEGA CORPORATION

70, avenue du Général-de-Gaulle, 94022 CRÉTIL CEDEX

### GROUPE AÉRONAUTIQUE DE 1<sup>er</sup> PLAN

#### Ingénieurs qualité logiciel

Interlocuteurs des groupes de projet, en contact permanent avec les équipes de réalisation des logiciels embarqués, vous assurez le suivi qualité de logiciels opérationnels d'armement (temps réel). Vous négociez avec nos clients et nos fournisseurs les exigences qualité à mettre en place dans le cadre des programmes. Vous participez à l'amélioration de la méthodologie de développement.

Ingénieurs informaticiens vous avez une première expérience de développement de logiciels techniques dans un environnement qualité.

Cette fonction à forte dimension relationnelle, dans un environnement de haute technologie, comporte de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1011 M à notre Conseil  
SENANQUE - 103, rue La Fayette  
75010 PARIS

Senanque

INFORMATION MINTEL - 36 16 CODE USE - PLEADE

### FONTAINE BLEAU

## JEUNE INGÉNIEUR

Instrumentation  
régulation

Filié d'un important groupe industriel français, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située dans le sud de la Seine-et-Marne. Nous disposons d'un outil de production hautement élaboré dont les performances exigent une très grande rigueur.

Nous recherchons un jeune ingénieur, disposant si possible d'une première expérience dans le domaine de l'instrumentation ou de la régulation, pour lui confier le contrôle et l'optimisation des équipements d'un segment important de notre ligne de fabrication.

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs (automatisme, électronique...) vous avez le goût de la technique et de réelles qualités relationnelles. Votre potentiel vous permettra d'évoluer ultérieurement vers d'autres fonctions au sein de l'Unité ou du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 12297, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17, qui transmettra.

La filiale d'un grand Groupe Chimique français, ayant pour vocation la chimie de spécialités - CA. 2 milliards de Frs. - Effectif 2000 personnes - recherche un :

## INGÉNIEUR

### CHEF DE MARCHÉ INTERNATIONAL

- Secteur d'activité : les industries du CAOUTCHOUC.
- Poste basé à PARIS-ouest, voyages fréquents en FRANCE et en EUROPE.

Ce collaborateur aura pour mission le suivi technique de l'utilisation des produits par les clients, le développement des ventes et la responsabilité de la marge réalisée sur son marché.

Ingénieur Chimiste ayant de préférence une première expérience professionnelle dans l'industrie, les candidats devront posséder les aptitudes nécessaires aux relations commerciales.

Langue anglaise courante indispensable.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite et photo sous réf. AL/90028/CE à :

#### SCORE CONSULTANTS

6, rue Bray - 75017 PARIS

## UNIVERSITAIRES DEBUTANTS

Vous êtes titulaire d'une Maîtrise, d'un D.E.A. ou d'un Doctorat scientifique et vous avez un réel intérêt pour l'INFORMATIQUE.

Notre jeune société, en pleine expansion pour vocation la conception et la réalisation de systèmes informatiques de gestion dans les grandes entreprises. Elle vous propose une FORMATION initiale, un travail passionnant dans des équipes dynamiques et compétentes et une évolution de carrière conforme à vos ambitions et à vos mérites.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et C.V.) à INGESOFT - 69, rue Dutot, 75015 PARIS.

#### Ingénierie de systèmes

- Architecture de systèmes complexes
- Interfaces hommes - systèmes
- Équipements embarqués
- Méthodes logicielles temps réel (ADA...)
- Simulation, intégration, essais, certification...

### SPATIAL & AERONAUTIQUE

Dans le cadre de grands projets, nous recherchons des

#### Ingénieurs Grandes Ecoles débutants et confirmés

Ile de France - Midi Pyrénées - Provence

Merci d'adresser votre candidature à

Dominique GROS, RGA SYSTEMES, 63 rue Raffet, 75016 PARIS

RGASYSTEMES  
La maîtrise de la complexité !



JPL 101.50

XXII Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 •

# Le Monde des Secteurs de Pointe

**hutchinson**

Nous développons des produits destinés aux constructeurs automobiles français et étrangers en y apportant une forte valeur ajoutée technique. Nos moyens en calcul par ordinateur, notre CAO et nos productions automatisées permettent un développement rapide de notre activité. Nous recherchons pour un département autonome de 1300 personnes assurant un CA de 800 MF, un

## chef de projets

Vous êtes ingénieur Arts et Métiers ou équivalent.

Rattaché au Directeur Développement, vous serez chargé des projets relatifs à nos produits flexibles, de la conception à l'industrialisation, et vous coordonnerez les actions du B.E. des services Etudes Matières, prix de revient et prototypes.

Vous définirez le processus, le cahier des charges machines, le planning, les besoins en personnel.

En résumé, vous formaliserez et planifierez les étapes clés de la création d'un nouveau produit ou d'un nouveau procédé.

Une expérience de quelques années dans la fonction transfert de fluides, si possible appliquée à l'automobile (ensembles caoutchouc métal, haute pression) serait un atout supplémentaire.

Le poste est basé dans une ville au sud de Paris.

Rémunération selon expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous référence M1115/E (portée sur la lettre et l'enveloppe) à notre Conseil : Pierre LEMAHEU - 33, rue Gallée - 75116 PARIS.

**Synergies**

## JEUNE INGENIEUR THERMIQUE

**"AMBASSADEUR" DE NOTRE TELEGESTION**

**ESYS**

ESYS, filiale du Groupe ELF AQUITAINE, est l'un des leaders français dans le domaine de la gestion d'équipements thermiques. Nos activités d'automatisation des installations de gestion thermique sont en plein essor et dans ce cadre, nous recherchons un ingénieur.

Au sein de l'équipe chargée de promouvoir les techniques de gestion automatisée auprès du terrain, vous serez plus particulièrement responsable de l'animation et de l'assistance dans le domaine de la télégestion et de la téléassistance.

En liaison avec les responsables nouvelles technologies des Directions Régionales et Agences, vous aurez un rôle : « d'animation et de formation des opérationnels techniques et commerciaux et plus généralement d'assistance dans la mise en place des systèmes, de veille technologique et commerciale : vous assurerez l'interface entre les fournisseurs et les agences dans un souci d'optimisation de la gamme des produits.

Enfin, vous participerez à la définition de nos axes de développement. Nous vous voyons jeune ingénieur grande école (INSA, UTC) en thermique ou régulation, débutant ou avec une toute première expérience.

Vos qualités de contact, d'initiative et de rigueur vous permettront de mener à bien cette mission variée et évolutive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 107 à l'attention de Séverine de CACQUERAY - ESYS - 73 Boulevard Hausmann 75008 PARIS.

*Associations nos énergies*

## INFORMATIQUE-ELECTRONIQUE

**Temps réel, Réseau, Système**

Espace, aéronautique, télécommunications, énergie, transport

**PARIS et PROVINCE**

Dynamisme, professionnalisme, ambition sont vos qualités pour réussir. Nous recrutons des ingénieurs grandes écoles ou universitaires pour des postes de

**INGENIEURS D'ETUDES et CHEFS DE PROJETS.**

Donnez une nouvelle dynamique à votre carrière en rejoignant une SSI forte d'une croissance annuelle de 50% dans des domaines de haute technologie.

Adressez votre candidature à AUSY AUTOMATISMES ET SYSTEMES, 10, rue des Hâcies, BP 34, 92134 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX, ou contactez Marie-Thérèse TALAR - Tél. (1) 46 44 29 29.

**AUSY**

AUTOMATISMES ET SYSTEMES

## GECALSTHOM

Division Equipements Electriques - Transformateurs de puissance réalise 50% de son CA à l'export.

**JEUNE CHARGE D'AFFAIRES INDUSTRIELLES**

**synthèse action**

Ce poste constitue une réelle opportunité d'évolution au sein de notre groupe. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle sous réf. CD 111 à notre Conseil SYNTHÈSE ACTION - Marie-Béatrice LEVALD 14, rue Gaston Lavalley 14000 CAEN. Information au (06) 33 36 85 85 - CV par fax : (06) 33 36 88 96.

## Aéroports de Paris

ADP - 5 600 personnes - 4,3 milliards de francs de CA en 1989 et pour principales missions de construire, exploiter et développer les aéroports. Reconnue mondialement dans le domaine de l'ingénierie aéroportuaire en France et à l'étranger, ADP intervient également dans la conception et supervision de grands projets (Grande Arche de la Défense, Tunnel sous la Manche, ...) recherche pour ORLY

**INGENIEUR SUPELEC, INSA, ESME, ... RESPONSABLE DE LA DIVISION Electricité/Mécanique**

Intégré au bureau d'études de notre Direction Architecture et Ingénierie, vous prendrez la responsabilité de la Division Electricité/Mécanique. Vous assurerez la gestion d'un effectif de 35 à 40 Ingénieurs et techniciens spécialistes de ces deux domaines. Vous aurez la responsabilité de nos grands projets en France et à l'étranger. Vous participerez aux commissions techniques des organismes internationaux (OACI, ICAO, ...). Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous possédez une expérience confirmée d'encadrement et d'animation d'équipes pluridisciplinaires. Bien sûr, vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + CV + prétentions, sous le réf. FC/91/02, à Mme F. CHOQUET - Aéroports de Paris - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - Orly sud 103 94396 ORLY AEROGARE CEDEX.

**GM**

Premier constructeur mondial de véhicules automobiles, nous sommes 4.800 personnes en France. Nous sommes également l'un des principaux équipementiers des constructeurs automobiles européens. DANS LE CADRE DE MARCHES TRES IMPORTANTS, notre division "SYSTEMES DE FREINAGE" recherche un

## JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT

(INSA, ENI, ou équivalent)

PARIS NORD 92

**VOTRE MISSION :** A court terme : après une période d'intégration et de formation à nos méthodes, produits et concepts, vous êtes chargé d'analyser les produits et développements de nos concurrents. A moyen terme : en liaison avec d'autres ingénieurs, et les départements Achats et Industrialisation, vous assurez la réalisation de projets futurs destinés à nos nouveaux clients (fiabilité, coût des charges, prototypes, essais, ...).

**VOTRE PROFIL :** ☐ jeune ingénieur mécanicien ☐ débutant ou avec une première expérience ☐ un esprit d'équipe et le sens du concret ☐ de bonnes aptitudes relationnelles ☐ un bon niveau d'anglais.

**NOUS VOUS OFFRONS :** ☐ une organisation par lignes de produits dans un contexte international ☐ un environnement enrichissant (management participatif, concepts de qualité totale ...) ☐ les possibilités d'évolution offertes par le plus grand groupe industriel mondial.

Pour un entretien individuel avec la société le 31/01/91

Adressez au télécopier CV, lettre et photo à EUROMAN - 11, rue Heinrich - 92100 BOULOGNE. Fax : 46.21.78.13 en indiquant la référence 3368 sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES  
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

**Etre et Agir au Cœur de la Santé**

**ROUSSEL UCLAF Groupe Pharmaceutique et Agrochimique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs d'activité : Santé humaine, animale et végétale, recherche :**

## INGENIEUR CHIMISTE ENREGISTREMENTS

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais écrit et vous avez un bon niveau en allemand.

Grâce à votre expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des Enregistrements, vous serez l'adjoint du responsable des dossiers techniques et prendrez en charge la rédaction de dossiers d'enregistrement (chimie, pharmacie, analyse) pour les pays anglophones.

La recherche des éléments constitutifs des dossiers implique des relations nombreuses avec les responsables des différentes disciplines.

Vos qualités de rigueur, méthode, d'organisation et votre goût pour la rédaction vous permettront de réussir et d'évoluer dans la fonction.

Si la perspective de rejoindre un groupe évolutif vous tente, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence A.91/M, ROUSSEL UCLAF, Direction de l'Encadrement et de la Formation, 35, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.

**ROUSSEL UCLAF**

Nous sommes une société de biens d'équipement (600 millions F. CA), leader sur son marché en Europe, numéro 2 mondial, filiale d'un groupe multinational (6 milliards F. CA dont 2 milliards en France) et nous recherchons pour notre usine en Dordogne à La Roche Chalais (60 Km de Bordeaux) :

## NN2 RESPONSABLE CONTROLE QUALITÉ

Il sera animateur interlocuteur de l'ensemble des services de l'entreprise ainsi que des clients et des fournisseurs afin de développer les méthodes et actions visant à l'amélioration de la qualité.

Sa formation sera : UTC ou équivalent. Il aura une première expérience industrielle de quelques années dans cette fonction.

Il possèdera de bonnes connaissances en contrôle métrologique et métallurgique CND.

## NN13 INGENIEUR METHODES MONTAGE

Il aura en charge la gestion des gammes de montage, études de postes, la définition des cahiers des charges des équipements et le suivi de leur réalisation et mise en place.

Sa formation sera : ENI ou équivalent. Une expérience de 5 ans acquise dans une entreprise mécanique ou aéronautique sera exigée.

Ces postes requièrent une bonne connaissance de l'anglais.

Ces postes permettent d'évoluer au sein du groupe européen.

Si vous pensez convenir au profil d'un de ces postes, veuillez envoyer CV + lettre manuscrite + photo

en précisant la référence du poste choisi à :

**amri** "Les Mercantiles" 40 rue Jean Jaurès 93176 BAGNOLET CEDEX FRANCE

**KSB**

## elf aquitaine

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

INGENIEURS DE HAUT VOL

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES

RECHERCHES POUR LA GESTION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES



Jeudi 15

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Secteurs de Pointe



## elf aquitaine

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

INGÉNIEURS

PROFESSEURS

X, ECP Mines, ENSIG, IGC (formations complémentaires ENSPM ou Master anglosaxon appréciées).

Nous leur permettrons d'acquiescer un solide professionnalisme tant sur le plan technique que sur le plan économique et relations humaines en leur confiant des responsabilités de terrain qui, selon leurs goûts et formations, pourront se situer au départ dans des activités de procédés, de production ou d'inspection.

Leur envergure et les compétences qu'ils auront acquiesces leur permettront de progresser au sein du groupe dans des orientations largement diversifiées.

Nous souhaitons rencontrer des candidats débutants ou ayant une première expérience qui, outre une excellente formation, témoignent d'une personnalité marquée et d'un potentiel d'évolution évident.

Les premiers postes peuvent se situer en région lyonnaise, en région parisienne ou en Loire-Atlantique.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 37 A 1932/O à notre conseil ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 PARIS - qui vous garantit réponse et confidentialité.



## LABEYRIE

Quand l'innovation croise la tradition...

Nous sommes l'un des leaders de l'agro-alimentaire de luxe (C.A. 700 Millions). Notre division foie gras affirme sa mutation industrielle avec l'implantation prochaine d'une nouvelle unité et des objectifs motivants d'innovation. Nous souhaitons intégrer à l'équipe en charge de ces projets notre

### RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Sa mission : concourir à la croissance de la division par une démarche créative et rigoureuse dans le développement et l'amélioration des produits, des process et des techniques d'emballage, une collaboration ouverte avec le marketing et la production, une richesse d'échanges avec les interlocuteurs extérieurs (fournisseurs, laboratoires, organismes officiels...).

Ingénieur agro-alimentaire avec 2 ans environ d'expérience en R & D ou en fabrication, il animer son équipe et ses projets avec une attention particulière aux impératifs de production.

Poste basé à proximité de Biarritz.

Ecrire sous réf. 3A-2069-1M à ETAP - 115, rue Turenne 33000 BORDEAUX. Discretion absolue.



## POUR CONQUERIR VOTRE ESPACE, VISEZ LES ETOILES !

A bord de SPACELAB et de GRANAT, les viseurs d'étoiles SODERN assurent le pointage fin du télescope. A bord des satellites SPOT et HELIOS, les capteurs de Terre SODERN permettent à la caméra équipée du boîtier de détection SODERN d'être braquée avec la précision requise sur la zone terrestre à observer. C'est logique : SODERN fait partie des leaders dans sa spécialité, l'optique spatiale. Pour l'étude de nouveaux produits, nous recherchons plusieurs ingénieurs ayant de préférence une première expérience, pratiquant l'anglais et prêts à s'intégrer dans des équipes pluridisciplinaires :

### INGENIEUR OPTOELECTRONICIEN

(formation ESO ou équivalent) chargé de participer au développement de la partie optique, de suivre les sous-traitances, de concevoir et de mettre en œuvre les moyens de simulation.

### INGENIEUR MECANICIEN

chargé des études mécaniques et thermiques, depuis l'avant-projet jusqu'à la qualification expérimentale (une bonne connaissance des logiciels de calcul est souhaitable).

### INGENIEURS ELECTRONICIENS

- un ingénieur intéressé par les aspects "système", pour assurer la phase de conception d'ensemble des produits (faisabilité, analyse des spécifications, bilans de performances, définition des moyens d'essais...).
- deux ingénieurs de développement, chargés de la conception matérielle, logique et analogique de ces produits.

Pour un premier contact, adressez votre proposition de candidature à J.-L. Guillaume, Service des Affaires Sociales, SODERN, 20 avenue Descartes, 94451 Limeil-Brevannes Cedex.

"SODERN, filiale d'un grand groupe - 350 personnes, 250 MF de CA - est le prototype de l'entreprise du XXIe siècle. Spatial, neutronique, électronique, nos ingénieurs vivent pour l'avenir".



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

Artisan de la force de dissuasion, singulière par la diversité de ses compétences, riche de ses deux mille ingénieurs et chercheurs, la Direction des Applications Militaires (D.A.M.) du Commissariat à l'Energie Atomique, conçoit et réalise des projets d'avant garde pour la Défense.

Ses missions l'obligent à se maintenir à la pointe du progrès scientifique et technique. Pour mener à bien ses programmes elle souhaite recruter des spécialistes du

## CALCUL DES STRUCTURES

Ce service des

### INGENIEURS DE TRES HAUT NIVEAU

(ECP, MINES, Arts & Métiers, etc...)

débutants ou possédant quelques années d'expérience, formés à la résistance des matériaux, statique et dynamique, aux méthodes de calcul par éléments finis, etc... et animés d'une forte volonté de réalisation.

La D.A.M. leur offrira des moyens de travail exceptionnels et le Groupe C.E.A. de larges perspectives de carrière, de la recherche à l'industrie.

Postes à pourvoir en région parisienne et en Aquitaine.

Les dossiers de candidature sous référence 3924 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

## INGENIEURS

- CHEFS DE PROJETS
- ELECTRONIENS
- QUALITE MATERIEL
- INFORMATIENS
- SECURITE
- QUALITE LOGICIEL

vieses complexes (Trains et Métros) dans le monde entier. INGENIEURS GRANDES ECOLES OU UNIVERSITAIRES (débutants ou dotés d'expérience dans ce domaine), venez rejoindre nos équipes et y exprimer vos idées et votre potentiel.

Pour gagner ce challenge écrivez sur le site, à Hélène Depont, GEC ALSTHOM, Direction des Systèmes de Signalisation 33, rue des Basselles, 93404 ST-OUEN, en joignant à votre lettre manuscrite CV, prétentions et photo, sous réf. 6533.

**GEALSTHOM**  
DIVISION TRANSPORT

### Dites oui à notre nouveau nom.

#### Les Câbles de Lyon deviennent Alcatel Câble.

No 1 mondial du câble avec 24 milliards de CA consolidé et 70 sociétés implantées dans 20 pays, nous fabriquons l'ensemble des câbles d'énergie et de télécommunications dans tous les domaines terrestres et sous-marins : études des systèmes, fabrication, pose et raccordement. Relevons ainsi chaque jour de nouveaux défis, nous souhaitons vous associer à notre succès.

### INGENIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une école d'ingénieur ou de commerce, vous avez environ 5 ans d'expérience dans la vente de produits techniques.

Vous serez chargé pour les zones géographiques suivantes : Amérique du Nord et du Sud ou autres zones, de la prospection, de la préparation et de la négociation des offres ainsi que de l'animation d'un réseau d'agents.

Vous maîtrisez l'anglais et avez éventuellement des connaissances en espagnol et/ou arabe. Déplacements fréquents à l'étranger.

**ALCATEL**  
CABLE

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous réf. DG/9 à Mlle GALS, Direction des Ressources Humaines, ALCATEL CABLE, 30, rue des Chasses, BP 309, 92111 CLICHY-CEDEX.



# Le Monde des Secteurs de Pointe

## CORNING FRANCE

**VISION**  
**PYREX**

Corning est le premier fabricant mondial de verres spéciaux. Notre division Produits et Consommation connaît d'importants projets de développement, et nous recherchons pour l'une de nos usines de Nemours (77) un

### Jeune Responsable de production haut niveau

Dans un contexte de produits en fort développement largement intégré à l'organisation internationale de notre groupe, nous vous proposons de prendre en charge l'ensemble des ateliers de fabrication (180 personnes, 3 x 8 continu). Outre la production, la logistique et la maintenance, vous interviendrez au niveau des transferts de technologies et du démarrage des nouveaux produits. Vos responsabilités seront globales : humaine, technique et de gestion.

Pour ce poste clé, nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs (Centrale, Mines, A & M...) qui, à 30 ans environ, possède une expérience confirmée de la fabrication et de l'encadrement des hommes. Avec un fort potentiel, ses qualités d'animation et son goût pour la technique lui permettront d'évoluer rapidement pour devenir un acteur déterminant dans les résultats de l'usine. Notre environnement très international (nombreux contacts avec les USA) nécessite une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 12310, à Corning France, Direction des Ressources Humaines, 44 avenue de Valvins, 77210 Avon.

## ingénieur / chimiste

SOPHIA ANTIPOLIS (06)

PEINTURES /  
REVETEMENTS INDUSTRIELS

Société américaine de premier plan (2,7 milliards de dollars de CA), nous élaborons et fabriquons des produits CHIMIQUES pour l'industrie et l'agriculture.

Nos profits (148<sup>e</sup> au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue. Nos Laboratoires de "Recherche et d'Applications" pour l'Europe sont installés à Sophia Antipolis (06). La recherche reste une des raisons incontestables du succès de notre développement.

Pour renforcer son équipe, notre responsable du Laboratoire Peintures recherche un ingénieur ou un chimiste.

C'est une relation étroite avec les filiales européennes, avec les usines et les autres Centres de Recherche du Groupe (notamment le Centre de Recherche U.S.) ainsi qu'avec certains clients, que vous aurez à bâtir pour être un SUPPORT TECHNIQUE efficace et compétent.

Vous êtes diplômé de l'Université ou d'une Ecole d'ingénieurs. Vous avez une expérience minimum de 2 à 5 ans dans la formulation et la mise au point des peintures.

La parfaite maîtrise de l'ANGLAIS est INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. PC 101 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

**COCEPLAN**  
à l'école des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

## PPG INDUSTRIES

Groupe multinational, verre, peintures et résines, chimie.  
37000 personnes, 5,7 milliards de C.A.  
N°1 mondial de la peinture automobile, nous sommes bien connus en France pour nos peintures CORONA.  
Nous recherchons :

### pour notre laboratoire de La Courneuve (93) INGENIEUR CHIMISTE (Réf. A)

Professionnel(le) de la peinture automobile de préférence, votre expérience réussie de 3 à 5 ans dans la formulation, vous motive au changement. Homme de communication, vous êtes familiarisé avec les contacts clients et l'animation d'équipes. En tant que chef d'un laboratoire de notre activité "top coat", vous adaptez en permanence les produits aux besoins de nos clients et des marchés, tant sur le plan français qu'européen. Vous effectuez quelques déplacements en France auprès de la clientèle. Dans le cadre d'une collaboration étroite avec les laboratoires de notre groupe, la pratique de l'anglais vous sera indispensable. Votre sens de la communication et votre souplesse vous permettront d'animer votre équipe et de vous adapter à nos méthodes ainsi qu'aux normes de notre environnement international.

### pour notre usine de Valenciennes (59) RESPONSABLE LABORATOIRE ASSURANCE QUALITE (Réf. B)

Ingénieur chimiste, vous possédez une première expérience de la fonction, et êtes familiarisé avec les concepts d'Assurance Qualité (normes ISO 9000), de contrôle statistique de la Qualité, de contrôle in process. Gestionnaire de la Qualité de nos produits, en relation étroite avec le Laboratoire Recherche et Développement et les Services de Production, vous optimiserez nos techniques et procédures de Contrôle "matières premières" et "produits finis" et assurerez leur mise en œuvre efficace en interne et en externe. Afin de garantir la satisfaction de notre clientèle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétention) à Jacques DELILLE - PPG INDUSTRIES, 168, avenue Paul Vaillant Couturier - 95126 LA COURNEUVE en précisant la référence du poste choisi.



## SEXTANT AVIONIQUE

### Rejoignez notre Division Espace à Valence !

SEXTANT Avionique, premier pôle européen en électronique de vol, se situe en tant que filiale au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

### CHEFS DE PROJET

Responsable technique de votre projet, vous en pilotez l'étude, le développement et la réalisation, et vous mettez en place une coordination efficace des travaux et une gestion rigoureuse afin de respecter vos objectifs de performance, de qualité, de délais et de coût. Vous participez également à la réponse aux appels d'offres (définition des spécifications, plannings, devis...). Ingénieur électronicien avec plusieurs années d'expérience.

rience en études, vous possédez la capacité à manager, la rigueur et la fiabilité nécessaires dans notre environnement.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence CP/EL à SEXTANT Avionique, Responsable du Recrutement, 25 rue Jules-Vérrière, 26027 Valence Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

## UN INGENIEUR SPECIALISE dans le DOMAINE DU TRAITEMENT DES DECHETS

au sein d'une équipe, il participera aux études préliminaires, à l'élaboration des projets et au suivi de leur réalisation. Ce poste concerne un ingénieur débutant ou disposant de quelques années d'expérience en bureau d'études ou en entreprise. Ce poste est basé à Lyon avec des déplacements de courte durée.

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo + prétention à PUBLIPRINT PA n° 3185 BP 126 - 69685 Chassieu Cedex

## GROUPE SAMAN MICASAR (CA 360MF - 250 personnes) MARSEILLE

### DIRECTEUR DE PRODUCTION AGRO-ALIMENTAIRE 300KF +

N°1 en France dans notre activité (fruits secs et dattes transformés), nous cherchons à renforcer notre structure industrielle et, par là même, notre compétence. Dans un contexte dynamique de volonté de valorisation d'un savoir-faire spécifique et porteur, vous serez, en un premier temps chargé de diagnostiquer l'organisation d'une usine de production et d'en proposer l'optimisation au plan technique, process et humain, en termes de méthodes, outils et structures.

Nos projets vous permettront rapidement de réaliser vos compétences de management de production, avec une large autonomie. De formation ingénieur, vous disposez nécessairement d'une compétence de production de process agro-alimentaire, de 5 ans minimum.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions à : LG Conseil, 18, rue Edouard-Delaugade, 13006 MARSEILLE.

## L'innovation en électronique et informatique

**DIGILOG**  
GROUPE DIGITONE

Société spécialisée en Electronique Professionnelle et Informatique Technique, recherche pour ses études de systèmes de visualisation très haute définition, d'acquisition et de traitement du signal

### INGENIEURS ELECTRONICIENS

Quelques années d'expérience, compétences appréciées en analogique.

### INGENIEURS INFORMATIENS

Débutants ou quelques années d'expérience.

Formation Grandes Ecoles d'Electronique et Informatique : Sup. Télécom, Sup. Elec, ENSHET, ENSERG, ENSIMAG, etc.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec CV et prétentions à DIGILOG, 91, rue Frédéric Joliot - Pôle d'Activités des Milles, 13852 AIX EN PROVENCE CEDEX 3.

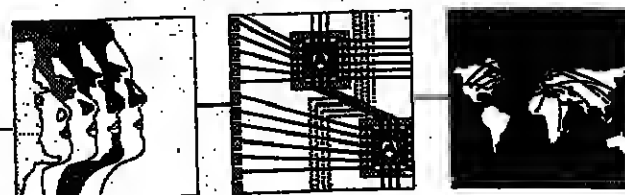
## Dans les coulisses de l'organisation

THOMSON COMPOSANTS MICROONDES - Forts d'une équipe de 420 personnes (dont 65 % d'ingénieurs, cadres et techniciens), nous concevons, développons et produisons des composants électroniques de très haute technicité dans le domaine des hyperfréquences. Notre challenge aujourd'hui : Industrialiser nos produits et consolider notre avance technologique et notre expertise. Dans ce contexte, venez nous rejoindre en tant que

### CHEF DE PROJET QUALITE - ORGANISATION

Vous serez en charge de la mise à niveau des procédures qualité concernant nos flux, processus d'élaboration (études et produits) et organisation : analyse, amélioration et mise en place. Une formation supérieure (technique, commerciale ou scientifique) alliée à une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en tant que conseil en organisation, ingénieur qualité, fabrication ou chef de projet d'études vous permettra de réussir au sein de ce poste qui requiert autonomie, capacité d'animation de groupes de travail, esprit d'analyse, de synthèse et tenacité.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite à Anne NOUVEAU, THOMSON COMPOSANTS MICROONDES, Route départementale 128 - BP 46 - 91401 ORSAY Cedex



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

## FICHET LA SECURITE EN 2000

### Ingénieurs de télécommunication

### Ingénieurs de logiciel

### Ingénieur de fabrication

### Ingénieur de développement

### Ingénieur de maintenance

### Ingénieur de gestion

### Ingénieur de marketing

### Ingénieur de production

### Ingénieur de recherche

### Ingénieur de service



Je tiens à...

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 XXV

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## FICHET LA SÉCURITÉ EN TÊTE

FICHET : la sécurité, c'est notre métier ; nous le prouvons avec nos 6.600 personnes réparties dans le monde, nos 2,5 milliards de CA... la qualité et l'innovation restent "nos chevaux de bataille", venez faire partie de nos équipes. Nous recherchons :

De formation électronique/informatique, si possible télécom, ou ENSI, ISEN, ISEP, vous aurez à bâtir et actualiser une gamme

complète de produits et de systèmes adaptés au télécom et aux fonctions annexes (systèmes intégrés). (Réf. A 1 01 09)

De formation Arts et Métiers, UTC, INSA, vous aurez à suivre la concrétisation des études qui vous sont confiées, en liaison

étroite avec les départements concernés. (Réf. A 1 01 10)

De formation ENSIMAG, INSA, ISEP, DEA Informatique, une compétence système UNDX et temps réel, langage C, vous prendrez en charge dans sa globalité les

tâches de développement sur les modules du projet qui vous sont confiés. (Réf. A 1 01 11)

Pour ces postes, vous avez une 1ère expérience ou êtes débutant, mais, si nous avons un faible pour l'ingénieur expérimenté... nous attachons une grande importance à la qualité des contacts, à l'enthousiasme... et au sens de l'humour ce qui n'exclut pas la rigueur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous la référence choisie à notre Conseil Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Groupe industriel à dimension internationale, SNPE (7 000 personnes ; 3,7 milliards de CA) appuie son développement sur un potentiel technique et humain de premier plan. L'essor de nos activités nous conduit à rechercher pour notre Division Défense Espace :

### Ingénieur de fabrication

De formation grande école d'ingénieurs à dominante mécanique, vous prendrez la responsabilité des ateliers de fabrication des explosifs composites. A ce titre, vous organiserez la fabrication des produits selon le programme fourni par le bureau d'industrialisation, gèrerez les ateliers et encadrerez les équipes de travail, participerez à la définition des investissements. Pour ce poste basé à Sorgues (84), vos connaissances en hydraulique ainsi qu'en génie électrique alliées à une première expérience réussie de quelques années seraient un atout précieux. (réf. IF/M151)

### Ingénieur essais études et développement

Ingénieur électronicien, possédant de bonnes connaissances en mécanique, dessin industriel, mesures lasers et télémesures, vous prendrez en charge la réalisation des essais prototypes, complexes et de développement dans le domaine de la pyrotechnie, depuis la phase "études et définition" jusqu'aux campagnes sur site d'essai. Homme de technique mais aussi homme de dialogue et de terrain, vous saurez, à la tête d'une équipe de 5 techniciens, vous imposer comme un interlocuteur de premier plan auprès de nos clients industriels et étatiques. Une première expérience des techniques d'essais pyrotechniques serait appréciée pour ce poste basé à Saint-Médard (Gironde). (réf. IE/M151)



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et prétentions) sous la référence choisie à : SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.



Pour atteindre l'inatteignable,  
prévoir l'imprévisible,  
voir l'invisible...  
il faut avoir les moyens d'aller  
à l'essentiel.

### INGENIEURS ELECTRONICIENS INFORMATIENS - MECANICIENS

L'activité de MATRA DÉFENSE conduit tous les jours ses ingénieurs à aller jusqu'aux limites de l'extrême. Rendre l'impossible possible, c'est le challenge qui leur incombe et qu'ils relèvent.

Dans le domaine de la haute technologie, c'est la créativité qui favorise la performance ; la souplesse de l'organisation contribue à son développement. Les ingénieurs disposent, de ce fait, d'une grande liberté d'action. Ils sont dotés, d'autre part d'outils particulièrement sophistiqués.

Esprit d'innovation, souplesse de la structure, rapidité d'exécution : un tel contexte favorise la percée de MATRA dans tous les domaines : pilotage guidage, aéronautique, détection, communication, furtivité, systèmes embarqués...

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur, débutant ou expérimenté, en nous rejoignant, vous irez à l'essentiel de la haute technologie.

La dimension de notre groupe et nos accords avec des entreprises implantées à l'étranger permettent à nos ingénieurs de bénéficier de très intéressantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IMES à notre DRH - Service Recrutement. Pour plus d'information, composez sur minitel 3617 JOBPLUS annonceur MATRA.

MATRA DÉFENSE  
37, avenue Louis Bréguet  
78146 Vélizy Villacoublay.



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

## Le monde est un village

Ingénierie à l'export

Notre métier concevoir et réaliser les équipements des grands de la sidérurgie mondiale. Sur des process rapides, dans un contexte exigeant, nous allons chercher 85 % de notre CA à l'étranger. Rejoignez-nous pour vivre votre métier d'ingénieur.

### Ingénieur généraliste

Cergy-Pontoise ou région lyonnaise

Intégré à la Direction de l'Ingénierie, vous intervenez dès la conception de projets puis en assurez la réalisation : pilotage des études, suivi des sous-traitants, relations avec les partenaires et fournisseurs. Vous intervenez vous-même sur site lors de la mise en service.

Vous élargissez rapidement vos compétences techniques et humaines, faites la preuve de votre aisance dans les contacts internationaux et affirmez vos capacités à encadrer. Vous êtes mobile et parlez couramment l'anglais. Nous vous confèrerons la responsabilité de projets ambitieux.

Ingénieur diplômé, à dominante mécanique ou automatismes, débutant ou avec une première expérience, adressez votre dossier de candidature, sous référence NAO 01, à Anne Ortafi, CLECIM, Service Gestio des Ressources Humaines, Parc Saint-Christophe, 95864 Cergy-Pontoise Cedex.

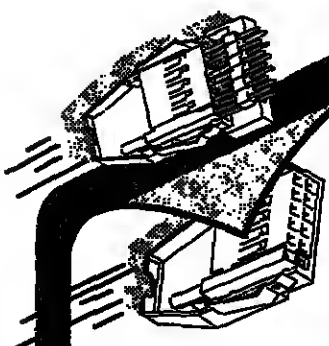


Groupe Davy Corporation

la performance tout naturellement



Le Monde

des  
Secteurs de Pointe

DU PONT

CRÉATIVITÉ  
ET PRODUCTIVITÉ

## DU PONT DE NEMOURS à BESANCON :

- une usine Dynamique, Performante et Novatrice, aux premiers rangs mondiaux des produits de connectique destinés aux secteurs des hautes technologies.
- une stratégie de Qualité/Sécurité/Délais/Coûts au cœur de nos performances et de notre réussite.

Le développement de nos activités et de nos parts de marchés en France et dans le monde, lié à l'optimisation permanente de nos outils et de nos procédés de fabrication, nous amène à renforcer les équipes de nos Services Techniques et nous recherchons dans ce cadre, trois jeunes Ingénieurs.

## Galvanoplastie : INGÉNIEUR CHIMISTE

En étroite collaboration avec le Service "Marketing et Engineering - Europe" et à partir des études-produits et de l'évaluation des besoins du marché, vous concevrez et vous proposerez les améliorations correspondantes de nos procédés de Traitement des Surfaces. Vous jouerez un rôle déterminant dans la compétitivité de nos produits.

Réf. ICGA/1501

## Assemblage : INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

Vos responsabilités couvriront l'étude et le développement de nouvelles technologies d'assemblage (soudage). De bonnes connaissances en mécanique, automatismes et électronique vous seront indispensables pour analyser l'existant et pour concevoir les évolutions techniques les plus adaptées à de nouvelles performances en productivité.

Réf. IGAS/1501

## Moulage/Injection Plastique :

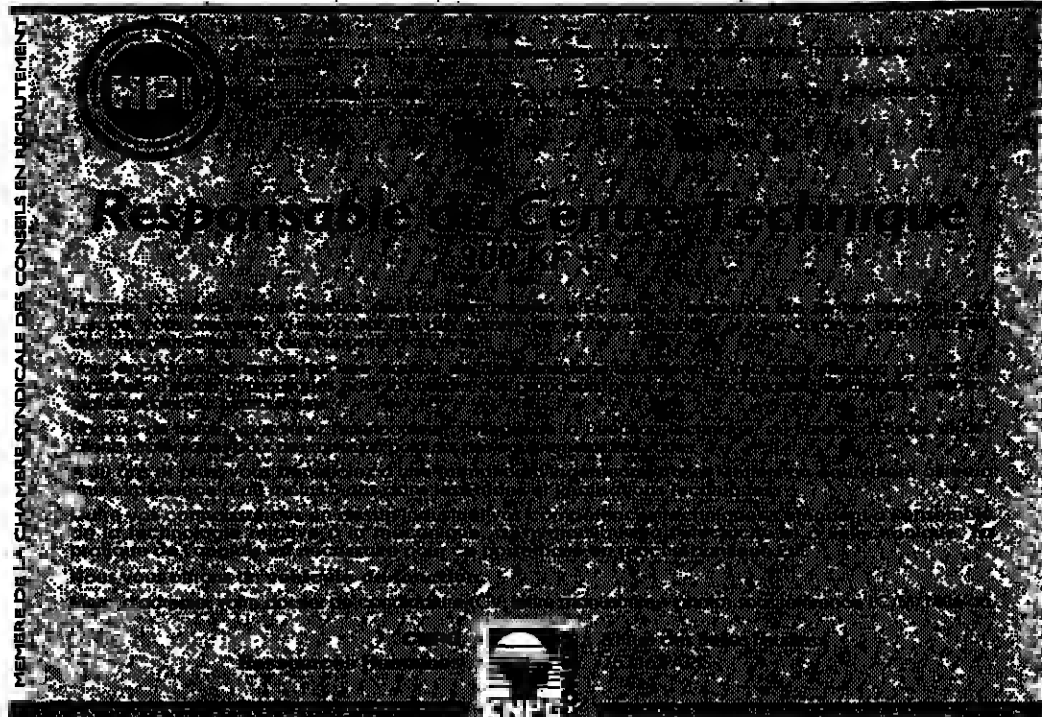
## INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE ou PLASTURGISTE

Directement associé à nos objectifs de qualité, vous serez chargé de concevoir de nouveaux moules et d'améliorer les procédés de fabrication de notre atelier de moulage. Des connaissances en Injection plastique seraient appréciées.

Réf. IGMO/1501

Ces trois postes s'adressent à des candidats débutants ou ayant acquis une première expérience industrielle, dotés d'un fort potentiel d'innovation. Leur réussite dans ces fonctions stratégiques pour DU PONT DE NEMOURS leur ouvrira de réelles perspectives de carrière dans notre Groupe. Connaissance de l'anglais nécessaire. Prise en charge des frais de déménagement. Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence du poste concerné au Service du Personnel.

DU PONT DE NEMOURS - 2, rue Lafayette - BP 2009 - 25050 BESANCON

Chef de Projet "Equipements"  
Au cœur d'une importante unité industrielle

1 500 personnes, des ateliers fonctionnant en 2 x 8 et 3 x 8, un outil de production constitué d'équipements lourds mais aussi de machines spéciales et automatisées, une organisation animée par l'esprit "qualité totale", ... tel se caractérise l'environnement dans lequel vous menez votre action.

A partir des demandes d'équipements ou de modifications formulées par la Fabrication, vous établissez le cahier des charges, préconisez les solutions adaptées, en chiffrant le coût et mesurez la productivité dévolue.

Vous prenez la responsabilité de leur réalisation : choix entre prestation interne et sous-traitance, suivi des opérations, mise au point et démarrage des installations.

Très autonome au niveau de l'usine, vous travaillez avec l'appui de la Direction "Equipements" de l'Entreprise.

Ingénieur AM, INSA, CESTI, UTC... après quelques années de B.E. ou à l'Entretien, c'est une responsabilité large à laquelle vous accédez. L'usine que vous rejoignez (à 150 kms de Paris) est la plus importante de notre Groupe - Equipementier Automobile - qui réalise 2,2 MF de CA (dont 60 % à l'export).

SEFOR, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous la réf. BEQ 118 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHE

CFPI - Groupe Français de 1250 personnes -  
CA de 1,1 milliard de francs en Agrochimie et  
Spécialités Industrielles.Nous recrutons pour notre  
Centre de Recherche et de Développement  
(140 personnes)

## INGENIEUR CHIMISTE

## CHIEF DE GROUPE ANALYSE

Vous avez une formation ENSC ou équivalente, ainsi qu'une expérience d'environ 5 ans en analyse chimique et physico-chimique (principalement GLC, HPLC, ionique).

Nous vous proposons de prendre en charge la responsabilité d'une équipe d'Analystes travaillant en support de nos Laboratoires de Recherche et Développement dans les divers domaines d'activité de la Société (principalement tensio-actifs, adhésifs...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 6318, à CFPI, Direction des Relations Humaines, 28 boulevard Camelinat, 92233 GENNEVILLIERS CEDEX.

Etre et Agir  
au Cœur  
de la Santé

ROUSSEL UCLAF Groupe Pharmaceutique et  
Agrochimique français à vocation  
internationale intervient dans 3 secteurs  
d'activité : Santé humaine, animale et  
végétale. Pour notre Direction des Recherches  
Santé nous recrutons un

## CHERCHEUR CHIMISTE

Vous êtes Ingénieur Chimiste et/ou titulaire d'un  
DEA de chimie organique. Vous avez une  
première expérience en synthèse organique et  
une passion pour la recherche.

Au sein d'une équipe chargée de trouver de  
nouvelles molécules à visée thérapeutique dans  
le domaine de l'antibiotique, nous vous  
proposons de réaliser des travaux de  
SYNTHÈSE ORGANIQUE. Votre aptitude à la  
communication et vos capacités d'initiatives  
seront un atout pour votre réussite et votre  
évolution future.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et  
prétentions, sous la référence 891/M ROUSSEL  
UCLAF - Direction de l'Encadrement et de la  
Formation - 35, bd des Invalides,  
75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

intel

Leader mondial des Microprocesseurs  
recherche  
pour son CENTRE DE FORMATION CLIENTS  
à Saint-Quentin-en-Yvelines, desINGENIEURS  
FORMATEURS

## DEBUTANT

De formation Ingénieur grande école / Université  
(électronique, informatique) vous désirez, par  
l'animation de stages, acquérir une connaissance  
approfondie de nos produits puis des logiciels qu'ils  
supportent. Réf. 2310/D

## CONFIRME

Vous possédez une réelle compétence sur nos  
processeurs et/ou nos systèmes d'exploitation ou les  
logiciels qu'ils supportent (UNIX, OS/2, SQL SERVER,  
LAN MANAGER, PM, WINDOWS) qui vous permettra de  
prendre la responsabilité d'un ensemble de formations  
de haut niveau. Réf. 2311/C

Vos interlocuteurs sont des concepteurs et  
développeurs confirmés. Vous saurez répondre aux  
demandes de formation "à la carte". Vous participerez  
à l'élaboration des supports de cours et de travaux  
pratiques sur les nouveaux produits avec un objectif  
d'amélioration constant de la qualité.

Ces postes demandent un sens développé de la  
communication ainsi que la pratique courante de  
l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre, CV,  
rémunération actuelle, en précisant la référence du  
poste choisi, à INTEL Corporation, Direction des  
Ressources Humaines, BP 303, 1 rue Edison, 78054  
Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex, ou téléphoner à  
M. Bernard POIRSON au 30.57.70.42.

SATAM  
Industries

Nous sommes une filiale de la COMPAGNIE  
GENERALE des EAUX. Leader dans le domaine  
des équipements et systèmes de comptage  
industriel de produits pétroliers.

INGENIEURS GRANDES  
ECOLES A FORT POTENTIEL

CHEZ NOUS  
VOUS PASSEREZ RAPIDEMENT  
DU DEVELOPPEMENT A LA  
GESTION DE PROJET !

Poste basé à proximité de ROISSY

- Issu d'une GRANDE ECOLE D'INGENIEUR, vous avez  
contribué au cours d'une première expérience à la réali-  
sation de projets informatiques temps réel.
- Vous participerez, dans un premier temps, à toutes les  
phases des projets dans les différents domaines de l'auto-  
matisation des stations services (potement, comptage,  
diagnostic automatique, télécollecte...) et serez respon-  
sable de leur réalisation.
- Selon vos compétences, vous pourrez rapidement évoluer  
vers la coordination de projets, en prenant en compte les  
différents éléments marketing, financiers, techniques et  
humains.

Merci d'adresser votre dossier  
de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant  
la référence AUT/12 à notre conseil :  
Anno STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières  
50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE.

INFORAMA  
carrières  
la technologie pour les hommesJEUNE INGENIEUR  
Etudes outillages

GPRI

PA

merci

port techn

Vivez notre passion  
pour la mécanique

nfm

FRANCE



Journal

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 16 janvier 1991 XXVII

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## JEUNE INGENIEUR Etudes / outillages



**GPRI**

GPRI (1.600 personnes, 1,6 milliard de F de CA), un des leaders en France et en Europe dans le domaine de la transformation de l'acier, fédère un ensemble de quinze PME. Dans un contexte de forte expansion, GPRI recherche pour une de ses filiales de Profilage à Froid située dans les ARDENNES près de SEDAN (160 personnes, 230 MF de CA, dont une part significative à l'Export), un jeune ingénieur qui prendra en charge la responsabilité du service études/outillages. Rattaché au directeur d'exploitation, il animera un bureau d'études de 4 dessinateurs ainsi qu'un atelier d'outillages comprenant 11 personnes (avec la gestion budgétaire qui en découle). Travaillant en liaison avec le commercial, il sera chargé avec son équipe, de définir et de réaliser les outillages pour les produits nouveaux avec l'aide de l'outil informatique (conception et gestion). Ce poste, rapidement évolutif au sein de l'entreprise et/ou du groupe, s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien (ENSAM, ICAM, HEI, ENIL...) âgé d'au moins 25 ans, possédant donc une première expérience industrielle. La connaissance de l'allemand sera appréciée. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence A/S8628M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.

**PA Consulting Group**

**Acier**  
**USINOR SAILOR**

**READY SYSTEMS FRANCE**

## Osez élargir vos compétences

Leader mondial des logiciels temps réel, nous concevons et commercialisons un exécutif temps réel : VRTX auprès des plus prestigieux industriels français (aéronautique civile et militaire, télécommunications, etc...). Pour répondre à l'expansion de notre activité, nous renforçons nos équipes et recherchons des :

### Ingénieurs commerciaux

±350 KF

Vous avez pour mission de développer nos relations avec les clients existants et d'assurer la pénétration de nouveaux clients ; vous bénéficierez pour cela d'une voiture de fonction. Ingénieur ou universitaire, vous avez si possible 2 ans d'expérience de la vente acquise dans une SSII, chez un constructeur informatique ou un équipementier électronique. Nous pourrions examiner la candidature de débutants à fort potentiel. Des connaissances temps réel sont des atouts appréciés. La maîtrise de l'anglais est indispensable. réf. 376.91

### Ingénieurs support technique

±200 KF

Dans un esprit de partenariat avec les ingénieurs commerciaux, vous avez la responsabilité de l'élaboration de dossiers techniques complets, de la présentation des produits aux clients et de la proposition de solutions aux problèmes rencontrés par ceux-ci. Débutant ou fort d'une première expérience, vous êtes ingénieur en informatique ou équivalent et connaissez bien le domaine du temps réel. La maîtrise de l'anglais est indispensable. réf. 377.91

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à notre Conseil Critère - 4, rue du Général Lanrezac - 75017 PARIS

**Critère**

## Vivez notre passion pour la mécanique avancée



### Ingénieur approvisionnement expérimenté

Dans le cadre de la réalisation de nos projets, vous intervenerez avec le bureau d'études sur la définition de matériels chaudronnés mécaniques et électriques. En liaison avec le Département Affaires, vous serez chargé de négocier l'achat de ces matériels et de suivre le bon déroulement des fabrications. Vous serez également responsable de la coordination des montages, essais et expéditions dans votre domaine d'intervention.

Ingénieur généraliste (Arts & Métiers, INSA...), vous avez déjà une expérience en achats et vous possédez de bonnes connaissances en chaudronnerie, usinage et montage. L'anglais est indispensable pour ce poste basé à Grenoble.

Merci d'adresser lettre, CV et photo, en précisant la référence AR/AB, à NFM, Service des Affaires Sociales, 4 av. du Général-de-Gaulle, 38500 Pont-de-Claix.

**GROUPE FRAMATOME**  
Les technologies de l'essor.

## Changez pour un leader !

Fort de plus de trente ans d'expérience et pour avoir produit à ce jour plus de 2500 radars et des centaines de brantleurs, la Division RADARS, CONTRE-MESURES (2800 ingénieurs et techniciens, 28 % du CA affectés à la RED) est le leader européen des systèmes électroniques embarqués.

Dans ce contexte "high tech", nous disposons de moyens à la mesure de nos ambitions :

- PREMIER SITE INFORMATIQUE du groupe (CRAY XMP, IBM 3090, stations de travail...)
- des outils d'aide à la conception (CAO, ateliers de génie logiciels, IA...)
- des moyens de tests spécifiques et des simulateurs.

Nous réalisons de grands projets : le radar et les contre-mesures du RAFALE, les versions futures des radars des MIRAGES 2000 et leurs systèmes de détection, de brouillage, les équipements d'auto-protection des navires et des avions...

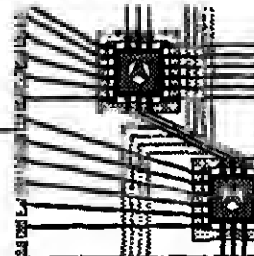
### INGÉNIEURS GRANDES ECOLES ELECTRONICIENS - AUTOMATICIENS - INFORMATIENS

Nous vous proposons de valoriser vos connaissances et de progresser dans des domaines de pointe tels que :

- études et simulations en TRAITEMENT DU SIGNAL,
- études et intégration SYSTEMES,
- études et développement de LOGICIELS TEMPS REEL EMBARQUES,
- développement de SOUS-ENSEMBLES ELECTRONIQUES (conception des calculateurs numériques spécifiques, études antennes et hyperfréquences, sous-ensembles analogiques...).

Votre première expérience technique (2 ans environ), une intégration au sein de petites équipes, une formation permanente dispensée par les meilleurs experts, la taille de notre Division vous permettront d'évoluer vers des postes à responsabilités techniques humaines liées à la gestion de projets et d'affaires. Les candidatures d'ingénieurs débutants seront étudiées également.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM 01/91 à : Christophe SEGUY  
THOMSON-CSF RCM - 178, Bd Gabriel Péri - 92342 MALAKOFF CEDEX



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

## SNPE INGENIERIE s.a.

### Département "Sécurité - Environnement - Sûreté"

- **Notre vocation** : la sûreté de fonctionnement des systèmes (fiabilité, maintenabilité, disponibilité, sécurité) et la performance des moyens de production (productivité, qualité des produits et cadence de production).
- **Nos domaines de compétences** : le spatial, la défense, le transport, l'industrie chimique, les systèmes automatisés.
- **Notre marché** : les industriels de nos domaines de compétences et les sites de production de notre groupe.

Pour accompagner notre croissance, nous recherchons :

### DES INGENIEURS EXPERIMENTES ET DEBUTANTS

de formation Centrale, E.S.E., Mines, ENSAM, ENSI, UTC, Universitaires (doctorats) :

#### • RESPONSABLES D'AFFAIRES

2 à 5 ans d'expérience en études de sûreté de fonctionnement dans les domaines Espace/Défense ou Chimie.

#### • INGENIEURS D'ETUDES DE SURETE

de formation mécanique, chimie, automatique.

#### • ORGANISATION DE PRODUCTION ET PRODUCTIQUE

### DES INGENIEURS D'ETUDES "CALCULS DE STRUCTURES"

#### ESTP ou équivalent,

connaissance en RoM et BA. Calcul d'installations résistantes aux explosions et aux sollicitations habituelles.

• **Vos missions** : Dans le cadre de votre formation, vous participerez à des études et des missions de conseil, puis vous en prendrez les responsabilités techniques et financières. Ces missions sont réalisées lors de la conception d'installations nouvelles ou en optimisation d'installations existantes.

Nous vous offrons des opportunités de carrière liées à la forte croissance de nos activités et à la taille de notre groupe.

Ces postes sont basés à VINCENNES (94), avec des déplacements de courte durée en province et pour certains la possibilité de mutation, à moyen terme, à nos bureaux de Toulouse ou de Lyon.

GROUPE

**SNPE**

Merci d'adresser votre candidature à Martine DAUTREIX,  
SNPE Ingénierie,  
8, cours Louis Lumière - 94306 Vincennes Cedex.

PUBLICITE ROGER BLEY



